

Staatskanzlei, Regierungskanzlei, 8510 Frauenfeld

Eidgenössisches Departement
des Innern (EDI)
Frau Elisabeth Baume-Schneider
Bundesrätin
3003 Bern

Frauenfeld, 9. April 2024
219

Neue Verordnung über die Bundesstatistik (Bundesstatistikverordnung, BStatV)

Vernehmlassung

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit der Stellungnahme zum Entwurf für eine neue Verordnung über die Bundesstatistik (Bundesstatistikverordnung, BStatV).

1. Allgemeine Bemerkungen

Wir begrüssen die neue Bundesstatistikverordnung. Es ist richtig, dass Daten nicht parallel erhoben werden und die Statistikerhebung durch den Bund in den verschiedenen Sachbereichen auf bestehenden Daten erfolgen soll (Mehrfachnutzung von Daten). Zusätzliche Kosten für die Kantone lehnen wir ab.

2. Bemerkungen zu einzelnen Artikeln

Art. 14

Die Formulierung „in dem die Statistikstellen der Statistikproduzenten der Kantone und Gemeinden vertreten sind.“ ist unklar. Innerhalb des Kantons gibt es verschiedene Stellen (Departemente, Ämter, Betriebe etc.), die Daten und Statistiken produzieren, aber nur eine zentrale Statistikstelle (Dienststelle für Statistik). Es dürfte sich bei der in dieser Bestimmung erwähnten Zusammenarbeit um die zentrale Statistikstelle der Kantone handeln. Wir beantragen daher, dass der Zusatz „der Statistikproduzenten“ gestrichen wird.

Art. 48 Abs. 2

Das Stichprobenregister basiert auf den Datenlieferungen aus den Einwohnerregistern der Kantone und Gemeinden. Es sollte deshalb auch für Befragungen der Kantone und Gemeinden nutzbar sein. Wir beantragen, dass dies in dieser Bestimmung ergänzt wird.

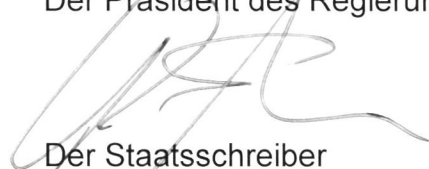
2/2

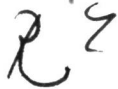
Anhang 2 – 08. SOZIALES, 08.13. (214)

Die Eidgenössische Steuerverwaltung (ESTV) übt die Aufsicht über die kantonalen Steuerverwaltungen in Bezug auf die direkte Bundessteuer aus, weshalb die sachliche Zuständigkeit für die Erhebung von Steuerdaten natürlicher Personen auch bei ihr liegen sollte. Wir bevorzugen daher die Lösung 1.

Mit freundlichen Grüßen

Der Präsident des Regierungsrates


Der Staatsschreiber







Genève, le 27 mars 2024

Le Conseil d'Etat

1446-2024

Département fédéral de l'intérieur (DFI)
Madame Elisabeth Baume-Schneider
Conseillère fédérale
Inselgasse 1
3003 Berne

Concerne : consultation relative à la nouvelle ordonnance sur la statistique fédérale

Madame la Conseillère fédérale,

Notre Conseil a pris connaissance des documents relatifs à la consultation susmentionnée et vous communique par la présente ses commentaires.

Nous accueillons très positivement cette nouvelle ordonnance sur la statistique fédérale (OSF) qui règle, en premier lieu, l'organisation de la statistique fédérale et le traitement des données à des fins statistiques et, en second lieu, la fourniture de prestations de services dans le domaine de la science des données par l'office fédéral de la statistique (OFS) et par d'autres producteurs de statistique de la Confédération.

Cette nouvelle OSF propose une vue d'ensemble claire des activités de l'OFS, qui se sont étendues ces dernières années. A la traditionnelle fonction statistique se sont en effet ajoutés deux nouveaux secteurs de services : 1) la gestion des données où l'OFS délivre des prestations dans le domaine de la gestion des registres fédéraux et des registres statistiques et où il garantit aussi l'utilisation multiple de données; 2) la science des données où l'OFS fournit un soutien en science des données et en matière d'intelligence artificielle.

Fonction statistique

S'agissant de la fonction statistique, nous saluons l'intégration dans la nouvelle OSF (art. 6, al. 1) des dispositions cardinales de la Charte de la statistique publique de la Suisse (indépendance professionnelle, objectivité, impartialité, fiabilité, maintien du secret et rentabilité). Ces dispositions s'apparentent à « l'ADN » de la statistique publique.

Gestion des données

La nouvelle OSF encadre la gestion des données avec un principe fort – la protection de la sphère privée – mis en œuvre sous l'égide de l'interopérabilité des données et du « once-only », soit la réduction de la charge de travail des personnes interrogées par l'administration. Autant d'éléments auxquels notre Conseil attache une grande importance.

Nous soulignons le soin que la nouvelle OSF apporte aux appariements de données qui permettent au final, sur la base de la « donnée », de produire une information solide avec une efficacité optimale. A cet égard, nous observons avec satisfaction que la nouvelle OSF

élargit clairement la possibilité de coupler, à des fins statistiques, des données fédérales avec des données cantonales (art. 40 nouvelle OSF). Nous apprenons qu'il a été décidé, d'entente avec le Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence, de légèrement assouplir l'ordonnance du DFI en autorisant les tiers (requérants), sous certaines conditions, à accomplir leur part du travail hors des locaux de l'OFS, notamment le *matching*, c'est-à-dire la mise en lien, à l'aide d'un pseudo-identificateur, de données individuelles issues de différentes sources (adaptation de l'art. 4, al. 2 de l'ordonnance sur l'appariement des données). A titre de solution transitoire, un catalogue de critères a été élaboré. Il permet de porter une appréciation globale pour décider si, dans un cas donné, certains travaux peuvent être effectués hors des locaux de l'OFS.

Pour notre Conseil, la nouvelle OSF devrait aller plus loin dans la mise à disposition de données susceptibles de faire l'objet d'appariements. L'OFS devrait avoir le droit de remettre des données non anonymisées (en clair) à des fins statistiques aux services de statistique des cantons qui, comme Genève, disposent d'une loi sur la statistique publique, ont signé la Charte de la statistique publique de la Suisse et ont conclu un contrat-cadre qui témoigne de l'existence d'un règlement technique décrivant clairement les étapes du processus d'appariement mis en place (art. 30, al. 2 nouvelle OSF). Donner la possibilité aux services de statistique des cantons remplissant les critères précités d'apparier des données cantonales et fédérales participe à la mise en œuvre d'un système statistique suisse efficace et efficient, un système que notre Conseil appelle de ses vœux.

Ajoutons que notre office cantonal de la statistique (OCSTAT) procède, pour le compte de l'OFS, au contrôle de la qualité des données des entreprises couvertes par la statistique fédérale y relative. Dans ce cadre, l'OCSTAT travaille avec des données non anonymisées en respectant naturellement le secret statistique. Par conséquent, il serait logique et cohérent que l'OCSTAT puisse ensuite, à des fins d'analyse, coupler les données cantonales avec celles de l'OFS non anonymisées. Pour prendre un exemple de projet d'intérêt cantonal et national, il devrait être possible que l'OCSTAT puisse apparier des données détenues par l'administration fiscale du canton de Genève aux entreprises de négoce de matières premières et aux multinationales définies par l'OFS.

Science des données et intelligence artificielle

Le commentaire de la nouvelle OSF mentionne cursivement mais clairement que la science des données repose, contrairement à la statistique, sur une démarche inductive. Malgré les performances spectaculaires de la science des données et de l'intelligence artificielle, ces deux disciplines ont une fonction ancillaire dans le domaine de la statistique publique, comme supports à la production de résultats statistiques. Partant, il nous semble logique que les projets et prestations de services en science des données soient confiés à l'OFS sous des clauses potestatives (art. 43, al. 3 nouvelle OSF et art. 19, al. 3 LSF); le risque est ainsi prévenu que les ressources accordées à la fonction principale de l'OFS – la statistique publique – ne soient réduites par les « autres prestations de services sur commande ».

Notre Conseil trouverait judicieux qu'il soit ajouté que les résultats issus des projets mentionnés à l'article 43, alinéa 3, lettre c ne constituent pas des résultats de la statistique publique. Une telle mention soulignerait que l'ensemble des principes statistiques ne doit pas être respecté en ce domaine, dans lequel un transfert de responsabilités est opéré entre l'OFS et le tiers mandant.

Relevé des données fiscales des personnes physiques

Notre Conseil s'oppose à la livraison des données fiscales cantonales non anonymisées. Ce refus se fonde sur l'avis de droit du professeur Peter Locher (16 octobre 2021), mandaté par le canton de Vaud. Selon cette expertise, les données ne peuvent pas être transmises, les dispositions du droit fiscal relatives au secret fiscal primant fondamentalement sur celles figurant dans la loi sur la statistique fédérale.

Nous rejetons donc tant la solution 1 (livraison à l'administration fédérale des contributions, la responsabilité du relevé revenant dès lors à cette dernière) que la solution 2 (livraisons à l'OFS, ce dernier étant alors l'organe responsable du relevé). Cela étant, au cas où le Conseil fédéral venait à maintenir son appréciation juridique – à savoir que l'art. 7, al. 2 de la LSF constitue une base légale de droit fédéral suffisante pour introduire un relevé des données fiscales – notre Conseil demande qu'une attention particulière soit portée aux questions de la protection et du stockage des données non anonymisées, de l'étendue des données prélevées ou encore de la comparabilité des données issues des déclarations fiscales. Enfin, il serait préférable que l'AFC soit l'organe chargé de la collecte des données (solution 1).

En vous remerciant par avance de l'attention que vous porterez à nos commentaires ainsi qu'à notre position, nous vous prions d'agréer, Madame la Conseillère fédérale, l'expression de notre haute considération.

AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :



Michèle Righetti-El Zayadi

Le président :



Antonio Hodgers

Numero
1537

sl

0

Bellinzona
27 marzo 2024

Consiglio di Stato
Piazza Governo 6
Casella postale 2170
6501 Bellinzona
telefono +41 91 814 41 11
fax +41 91 814 44 35
e-mail can@ti.ch
web www.ti.ch

Repubblica e Cantone
Ticino

Il Consiglio di Stato

Alla
Signora Consiglieria federale
Elisabeth Baume-Schneider
Capo del Dipartimento federale
dell'interno
Bundesgasse 3
CH - 3003 Berna

*Invio per posta elettronica:
Aemterkonsultationen@bfs.admin.ch*

Nuova ordinanza sulla statistica federale: avvio della procedura di consultazione

Signora Consiglieria federale,

ringraziamo per averci coinvolti nella procedura di consultazione indicata a margine in merito alla Nuova Ordinanza federale sulla statistica (OSF).

La nuova OSF costituisce un sicuro miglioramento del quadro legale che regola le attività della statistica pubblica a livello nazionale, che avrà ricadute positive anche per i cantoni. In questo senso, la posizione del Consiglio di Stato del Canton Ticino nei confronti di questa revisione è sostanzialmente positiva, riservata la nostra ferma opposizione per quanto concerne l'introduzione nell'Allegato 2 dell'Ordinanza sulla statistica federale (OSF) della nuova rilevazione sistematica di dati fiscali cantonali riferiti alle persone fisiche (scheda 8.13).

In particolare, dal profilo formale salutiamo positivamente lo sforzo della Confederazione per ammodernare due testi che erano ormai obsoleti, sia nella forma che – in alcune parti – nella sostanza. I: compiti della statistica pubblica stanno attraversando un'importante fase di estensione e trasformazione e il testo posto in consultazione ne tiene debita considerazione. Il disegno normativo, mantenendo salvo buona parte del quadro attuale, offre un riferimento più chiaro per il collegamento dei dati e il loro sempre più diffuso utilizzo multiplo, con apprezzati riferimenti ai nuovi compiti che la statistica federale ha assunto e assumerà (gestione dati, Open Government Data, scienza dei dati, ecc.). Pure positivo il giudizio dello scrivente Consiglio di Stato in merito alla semplificazione apportata dalla proposta, che scaturisce dall'unione delle due ordinanze precedenti in un solo e unico testo, tenuto conto della stretta correlazione tra l'organizzazione concreta della statistica federale e il trattamento dei dati a fini statistici.

Questa revisione risulta inoltre importante perché apporta maggiore trasparenza a proposito dei dati esistenti, su come vengono ottenuti e trattati, e introduce – in particolare nella sezione dedicata ai principi – alcuni nuovi elementi che risultano molto importanti e

concorrono a definire un quadro legale coerente e unitario in merito ai nuovi compiti delle amministrazioni pubbliche non solo nel campo della statistica, ma anche in quello della gestione dei dati (amministrativi) e della scienza dei dati. Apprezzata è anche l'introduzione di una menzione esplicita alla Carta della statistica pubblica, il codice deontologico per il settore, che pur non costituendo una base legale formale, risulta di fondamentale importanza nel sottolineare gli impegni che la statistica pubblica prende nel campo della qualità, che è il principale elemento che ne fonda la credibilità.

A fronte di questa valutazione sostanzialmente positiva, il Consiglio di Stato, come già evidenziato in occasione della consultazione informale svolta nel 2021 e indicato nella presa di posizione del 15 marzo 2024 della Conferenza delle direttrici e dei direttori cantonali delle finanze (CDF) all'attenzione del Consiglio federale, conferma la propria contrarietà all'introduzione nell'Allegato 2 dell'OSF della nuova rilevazione sistematica di dati fiscali cantonali riferiti alle persone fisiche (Allegato 2 OSF punto 08.13 (214)).

Al riguardo, riteniamo che la Confederazione non possieda basi legali sufficienti per ottenere i dati fiscali cantonali né dalla prospettiva della LIFD, né da quella della Legge della statistica federale. I dati fiscali sono infatti sottoposti al segreto fiscale, previsto a protezione della sfera privata dei contribuenti. Nel caso in cui il Consiglio federale voglia comunque mantenere la sua valutazione giuridica ossia che l'art. 7 cpv. 2 LStat costituisce base legale di diritto federale sufficiente per introdurre un rilevamento di dati fiscali tramite Ordinanza, senza una base legale formale esplicita – domandiamo che sia posta un'attenzione particolare agli aspetti di sicurezza e di protezione dati, visto che sembra che i dati dovranno essere trasmessi in forma non anonimizzata, completi di dati personali e del no. AVS.

Il principio di una conservazione centralizzata di dati fiscali su scala nazionale non anonimizzati costituisce un rischio enorme per la sicurezza e potrebbe essere oggetto di cyber-attacchi. Una fuga di dati, sempre possibile indipendentemente dalle misure di sicurezza adottate – lo dimostrano le recenti falle nella sicurezza anche a livello di Amministrazione federale - anche se imputabile alla Confederazione, potrebbe nuocere in maniera determinante anche alla reputazione dei Cantoni. La fiducia dei cittadini nel segreto fiscale potrebbe essere minata e portare ad un aumento della reticenza a dichiarare integralmente i propri redditi e patrimonio, con conseguente riduzione delle entrate fiscali. Tenuto conto che le principali analisi statistiche sono possibili anche con i soli dati anonimizzati, riteniamo se del caso necessario rinunciare alla trasmissione di quei dati che permettono l'identificazione del cittadino (dati personali; no. AVS), così da perlomeno mitigare le conseguenze in caso di fughe o attacchi Hacker.

In caso di attuazione, non è da sottovalutare l'onere amministrativo supplementare a carico dei Cantoni. Occorrerà pertanto prestare attenzione al fatto di evitare trasmissioni di dati già altrimenti trasmessi, come quelli previsti nell'ambito della NPC (Nuova Perequazione finanziaria Confederazione – Cantoni) (vedi Allegato 2 OSF punti 09.32 e 09.34), come pure di prevedere un'adeguata assunzione dei costi da parte dell'Amministrazione federale, al momento assente.

Occorre per finire tener conto delle grosse differenze tra Cantone e Cantone sulla disponibilità o meno di alcuni dati fiscali e sul loro contenuto. Una comparazione di dati fiscali provenienti da diversi Cantoni è oltremodo complessa se non impossibile, riducendo così il loro valore statistico intrinseco.

Nell'Allegato 2 OSF in consultazione sono proposte due possibili soluzioni, differenti solo per l'unità amministrativa coinvolta (UST per la soluzione 1; AFC per la soluzione 2).

Entrambe le soluzioni proposte non rispettano il quadro giuridico in vigore: la soluzione 1 perché l'UST non è sottoposta al rispetto del segreto fiscale (art. 110 LIFD; art. 183 LT); la soluzione 2 perché l'utilizzo di dati a fini statistici non è attualmente previsto dalla LIFD; inoltre i dati di esclusiva competenza cantonale, come ad esempio l'imposta sulla sostanza, esulano dall'ambito di competenza dell'AFC.

Per concludere, abbiamo constatato, nella versione in lingua italiana del progetto di ordinanza, dei refusi che dovranno essere corretti nella versione definitiva.

Voglia gradire, signora Consigliera federale, l'espressione della nostra massima stima.

PER IL CONSIGLIO DI STATO

Il Presidente

Raffaele De Rosa

Il Cancelliere

Arnaldo Coduri

Copia a:

- Consiglio di Stato (decs-dir@ti.ch; dfe-dir@ti.ch; di-dir@ti.ch; dss-dir@ti.ch; dt-dir@ti.ch; can-sc@ti.ch)
- Divisione delle risorse (dfe-dr@ti.ch)
- Divisione delle contribuzioni (dfe-ddc@ti.ch)
- Ufficio di statistica (dfe-ustat@ti.ch)
- Deputazione ticinese alle Camere federali (can-relazioniesterne@ti.ch)
- Pubblicazione in internet



Regierungsrat

Postgasse 68
Postfach
3000 Bern 8
info.regierungsrat@be.ch
www.be.ch/rr

Staatskanzlei, Postfach, 3000 Bern 8

Per E-Mail als PDF- und Worddokument an
Aemterkonsultationen@bfs.admin.ch

RRB Nr.: 281/2024
Direktion: Finanzdirektion
Klassifizierung: Nicht klassifiziert

20. März 2024

Vernehmlassung des Bundes: Neue Verordnung über die Bundesstatistik Stellungnahme des Kantons Bern

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 15. Dezember 2023 lädt das Eidgenössische Departement des Inneren die Kantone zur Vernehmlassung zu genanntem Geschäft ein. Der Regierungsrat des Kantons Bern dankt Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme.

1. Grundsätzliches

Der Regierungsrat begrüsst, dass die neue Verordnung über die Bundesstatistik (Bundesstatistikverordnung, BStatV) unter anderem den Umgang mit künstlicher Intelligenz (KI), die Verknüpfung von Daten der Kantone und Gemeinden, die Verwendung von elektronischen Schnittstellen und die Koordination von Erhebungen neu regelt bzw. aktualisiert. Zudem unterstützt der Regierungsrat die Verankerung der Charta der öffentlichen Statistik in der neuen Verordnung und die Erweiterung der Steuerdatenerhebung um die Daten der natürlichen Personen. Zweiteres entspricht dem Ziel der angenommenen eidgenössischen Motion 16.4011 «Digitalisierung. Keine Doppelspurigkeiten bei der Datenerhebung» und ist gemäss Bundesrat eine wichtige Stossrichtung der Strategie Digitale Schweiz. Der Regierungsrat begrüsst die Bereitstellung einer breiteren Datenbasis der Eidgenössischen Steuerverwaltung (ESTV), auch weil dies zur Entlastung der kantonalen Steuerverwaltung bei der Beantwortung der vielen diesbezüglichen Anfragen aus dem Kantonsparlament, von Gemeinden und Medien beitragen würde.

2. Anträge

Der Regierungsrat beantragt folgende Anpassungen gegenüber der Vernehmlassungsversion:

2.1 Art. 16 Abs. 2: Ausnahme juristischer Personen

Der Regierungsrat sieht in der Ausnahme für juristische Personen bzgl. analoger Datenerfassung (Art. 16 Abs. 2) einen Widerspruch zum Grundsatz «digital first». In anderen Bereichen (z. B. Mehrwertsteuer) wird von juristischen Personen bereits heute eine digitale Datenerfassung verlangt. Der Regierungsrat beantragt deshalb, die Ausnahme für juristische Personen bzgl. analoger Datenerfassung in Art. 16 Abs. 2 Bundesstatistikverordnung zu streichen.

2.2 Kapitel 08.13. (214) Steuerdatenerhebung der natürlichen Personen

Als verantwortliche Stelle für die Steuerdatenerhebung natürlicher Personen bevorzugt der Regierungsrat die Statistikstelle der ESTV als Ansprechpartnerin (Lösungsvorschlag 1). Die ESTV verfügt über steuerspezifische Sachkenntnisse, was ihr die Zuordnung der Informationen und Bestimmung des Umfangs der gelieferten Daten und die Definition methodischer Standards vereinfacht.

Gemäss Entwurf soll der Datenumfang mit jedem Kanton in einer separaten Vereinbarung geregelt werden. Dies erachtet der Regierungsrat als nicht praktikabel und bittet das Bundesamt für Statistik (BFS) stattdessen, die Einführung einer standardisierten Lösung für die Lieferung der obligatorischen Steuerdaten zu prüfen. Mit der Einführung eines (eCH-)Standard für die Steuerdatenlieferung für alle Kantone würden Unsicherheiten über den Umfang der Datenerhebung minimiert und die Interpretation der Daten durch den Bund vereinfacht. Abweichungen in den Kantonen könnten durch ein «Mapping» auf dieselbe Basis gebracht werden.

2.3 Kapitel 09.31. (137) Erhebung für die Finanzstatistik der öffentlichen Verwaltungen und Unternehmen

Art. 4 des Bundesstatistikgesetzes vom 9. Oktober 1992 (BStatG; SR 431.01) beschreibt die Grundsätze für die Datenbeschaffung. Soweit der Bund schon über die notwendigen Daten verfügt oder wenn diese bei einer dem Gesetz unterstellten Organisation durch den Vollzug von Bundesrecht anfallen (Verwaltungsdaten des Bundes), wird auf besondere Erhebungen für die Bundesstatistik verzichtet (Art. 4 Abs. 1 BStatG). Im Falle der Finanzstatistik sind die Daten (mit Ausnahme der Daten der Staatsrechnung des Bundes) nicht direkt beim Bund verfügbar. Art. 4 Abs. 2 BStatG beschreibt die «Indirekterhebung» bei Stellen von Kantonen oder Gemeinden oder bei anderen juristischen Personen des öffentlichen Rechts. Grundsätzlich sind also Kantone, Gemeinden und weitere öffentliche Stellen verpflichtet, den Bund bei der Erhebung von Daten für die Finanzstatistik zu unterstützen. In diesem Zusammenhang wird jedoch nicht definiert, in welcher Form die Daten von den Kantonen, Gemeinden oder anderen juristischen Personen des öffentlichen Rechts abzuliefern sind. Der Regierungsrat weist darauf hin, dass ein von der Eidgenössischen Finanzverwaltung (EFV) in Auftrag gegebenes Rechtsgutachten¹ gezeigt hat, dass zurzeit keine verfassungsmässigen und gesetzlichen Grundlagen bestehen, die Rechnungslegung von Bund, Kantonen und Gemeinden sowie öffentlichen Sozialversicherungen zu harmonisieren. Dies würde zu einem hohen administrativen Aufwand führen und wäre ein grosser Eingriff in die Organisationshoheit der Kantone. Zudem wäre die Vereinbarkeit mit Art. 47 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (Eigenständigkeit der Kantone) zu prüfen.

¹ Stalder, K. und Röhrs, S. (2005): Prüfung der erforderlichen Rechtsgrundlagen für die Harmonisierung der Rechnungslegung der öffentlichen Haushalte und des öffentlichen Sektors im weiteren Sinne, Institut für Finanzwissenschaft und Finanzrecht der Universität St. Gallen. Rechtsgutachten zuhanden der EFV.

Für die Erfassung und Weiterverarbeitung der durch die Gemeinden angelieferten Daten steht dem Kanton Bern die Applikation «FINSTA IV» zur Verfügung. Diese wird, unter Kostenfolge für den Kanton Bern, laufend unterhalten und hat sich für die Lieferung der erforderlichen Daten an die EFV bewährt. Unter Berücksichtigung der zur Verfügung stehenden technischen Möglichkeiten und personellen Ressourcen, kann der Kanton Bern keine unterjährigen Daten liefern. Auch allfällige technische Vorgaben der EFV können nur im Rahmen der Möglichkeiten der Applikation umgesetzt werden.

Der Kanton Bern verschliesst sich der Einführung gewisser nationaler Standards für die Erstellung der Finanzstatistik nicht grundsätzlich. Sollte eine Weiterentwicklung der technischen Weisungen des EFD über die durch die EFV zu erhebenden Finanzdaten der öffentlichen Verwaltungen und Unternehmen (öffentlicher Sektor) für die Erstellung der Finanzstatistik gewünscht sein, müssten aber der tatsächliche Bedarf und die gesetzlichen Grundlagen für das Handeln des Bundes ausserhalb der aktuellen Überarbeitung der Bundesstatistikverordnung vorgängig gemeinsam mit den Kantonen definiert und Vorschläge in Bezug auf eine Begleitorganisation konkretisiert werden.

Der Regierungsrat beantragt deshalb, auf eine Erweiterung des Erhebungsgegenstandes und der Periodizität zu verzichten. Zudem bittet der Regierungsrat, auf besondere Bestimmungen mit möglichen finanziellen Auswirkungen auf die Mitwirkenden bei der Durchführung zu verzichten oder diese zu präzisieren. Weiter schlägt der Regierungsrat vor, den Begriff «Voranschlag» gemäss den Begrifflichkeiten der harmonisierten Rechnungslegung durch «Budget» zu ersetzen.

Die Ausführungen in Kapitel 09.31 sind demnach wie folgt anzupassen:

Gegenstand: Rechnungen der Finanzströme und Bestände der Verwaltungen sämtlicher Teilsektoren und von öffentlichen Unternehmen des Teilsektors Bund (Bilanz, Erfolgs- und Investitionsrechnungen usw.)
~~Voranschläge Budgets und Kredite der Finanzströme und Bestände der Verwaltungen sämtlicher Teilsektoren und von öffentlichen Unternehmen des Teilsektors Bund (Erfolgs- und Investitionsrechnungen usw.)~~
~~Finanzpläne der Finanzströme und Bestände der Verwaltungen sämtlicher Teilsektoren und von öffentlichen Unternehmen (Erfolgs- und Investitionsrechnungen usw.)~~

Art und Methode: ~~Voll- und Teile~~ Erhebung der Administrativdaten der Rechnungen, der ~~Voranschläge Budgets und der Finanzpläne~~ der zentralen und dezentralen Verwaltungseinheiten, der Anstalten, der weiteren Organisationseinheiten, der öffentlichen Sozialversicherungen, der Kantone (inkl. Konkordate) und der Gemeinden (inkl. Gemeindezweckverbände) und von öffentlichen Unternehmen des Teilsektors Bund

[...]

Periodizität und Zeitpunkt der Durchführung: Jährlich ~~und unterjährig~~

[...]

Besondere: Keine Datenlieferung der Vollzugsorgane gemäss den technischen

Bestimmungen: ~~Weisungen des EFD über die durch die EFV zu erhebenden Finanzdaten der öffentlichen Verwaltungen und Unternehmen (öffentlicher Sektor) für die Erstellung der Finanzstatistik~~

Der Regierungsrat dankt Ihnen für die Berücksichtigung seiner Anliegen.

Freundliche Grüsse

Im Namen des Regierungsrates



Philippe Müller
Regierungspräsident



Christoph Auer
Staatsschreiber

Verteiler

- Bau- und Verkehrsdirektion
- Bildungs- und Kulturdirektion
- Direktion für Inneres und Justiz
- Sicherheitsdirektion
- Wirtschafts-, Energie- und Umweltdirektion
- Datenschutzaufsichtsstelle
- FIN-FV, FIN-SV
- DIJ-AGR

KONFERENZ DER KANTONALEN FINANZDIREKTORINNEN UND FINANZDIREKTOREN

Frau Bundesrätin
Elisabeth Baume-Schneider
Vorsteherin EDI
Inselgasse 1
CH-3003 Bern

Bern, 15. März 2024

Neue Verordnung über die Bundesstatistik. Vernehmlassungsstellungnahme

Sehr geehrter Frau Bundesrätin

Mit Brief vom 15. Dezember 2023 eröffnete der Vorsteher EDI die randvermerkte Vernehmlassung. Der Vorstand der Konferenz der kantonalen Finanzdirektorinnen und Finanzdirektoren (FDK) hat sich anlässlich seiner Sitzung vom 15. März 2024 mit der Vorlage befasst. Er nimmt wie folgt Stellung und fokussiert sich dabei auf die Steuerdatenerhebung der natürlichen Personen:

- 1 Der FDK-Vorstand ist nach wie vor der Ansicht, dass der Bund weder im DBG noch im Bundesstatistikgesetz über die gesetzlichen Grundlagen verfügt, um die verlangten Steuerdaten zu beschaffen. Grund dafür ist das Steuergeheimnis, das die Privatsphäre der Steuerpflichtigen schützt. Er lehnt daher die geplante Steuerdatenerhebung der natürlichen Personen ab.
- 2 Für den Fall, dass der Bundesrat an seiner Rechtsauffassung festhält, dass Art. 7 Abs. 2 BStatG eine ausreichende gesetzliche Grundlage im Bundesrecht für die Einführung einer Steuerdatenerhebung darstellt, fordert der FDK-Vorstand, dass den Fragen des Schutzes und der Speicherung nicht anonymisierter Daten, des Umfangs der erhobenen Daten sowie der Vergleichbarkeit der Daten aus den Steuererklärungen besondere Aufmerksamkeit geschenkt wird. Schliesslich wäre die ESTV als Datenerhebungsstelle vorzuziehen (Variante 1).

1. Allgemeine Beurteilung

- 3 Anlässlich der informellen Konsultation bei den Kantonsregierungen und der FDK zum Projekt der Steuerdatenerhebung lehnte unsere Konferenz in ihrer Stellungnahme vom 24. September 2021 das Vorhaben ab. Nach Ansicht der FDK kann sich der Bund auf keine rechtliche Grundlage zur Erhebung dieser Daten abstützen. Grund dafür ist das Steuergeheimnis, das die Privatsphäre der Steuerpflichtigen schützt. Viele Kantone verfügen ihrerseits ebenfalls über keine rechtliche Grundlage, die ihnen die Übermittlung dieser Daten erlauben würde. Die Aufhebung des Steuergeheimnisses würde eine ausdrückliche und formell rechtliche Grundlage erfordern.

Sekretariat - Haus der Kantone, Speichergasse 6, Postfach, CH-3001 Bern
T +41 31 320 16 30 / www.fdk-cdf.ch

240315 NaDB Erhebung Steuerdaten Empfehlung FDK_DEF_D

- 4 Der FDK-Vorstand ist nach wie vor der Ansicht, dass die Aufhebung des Steuergeheimnisses eine ausdrückliche und formell rechtliche Grundlage erfordern würde, und lehnt deshalb die Einführung einer Steuerdatenerhebung ab. Sollte das Projekt dennoch weitergeführt werden, bitten wir Sie um Berücksichtigung der nachfolgenden Bemerkungen.
- 5 An dieser Stelle erinnern wir zudem an ein Anliegen der Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektorinnen und -direktoren (EDK). Auch der FDK-Vorstand lehnt die Finanzierung der Datenaggregation auf Bundesebene durch die Kantone ab. Was insbesondere die Schweizerische Bibliotheksstatistik betrifft, erwarten wir, dass diese ab 2024 in das nationale Statistikprogramm aufgenommen und vollständig vom Bund finanziert wird.

2. Generelle Anmerkungen zur Verordnung

- 6 Der Wille, eine Mehrfacherhebung derselben Daten zu verhindern (Art. 16 Abs. 1), ist zu begrüssen. Die Daten der Erhebung der Grenzgängerstatistik (01.04. (197)), der Neurentenstatistik (NRS) (Anhang 08.03. (57) und der Befragung für die Produktions- und Wertschöpfungsstatistik (09.12. (32)) haben Schnittmengen zu den durch die kantonalen Steuerverwaltungen zu liefernden Daten für die Erhebung der Statistik der direkten Bundessteuern (09.32. (138)), der Steuerbelastung in der Schweiz (09.33. (140)) und der gesamtschweizerischen Statistik der besteuerten Vermögen (Vermögenssteuerstatistik) (09.34. (141)). Es ist daher sicherzustellen, dass nicht bei unterschiedlichen Stellen mehrfach die gleichen Daten erhoben werden.
- 7 Der erforderliche Datenaustausch zwischen den verschiedenen Verwaltungseinheiten soll über elektronische Schnittstellen erfolgen (Art. 16 Abs. 2). Damit eine elektronische Lieferung der Daten möglich ist, müssen sämtliche Kantone in der Lage sein, die verlangten Statistikdaten aus ihren Steuersystemen elektronisch aufzubereiten und über eine Schnittstelle weiterzuleiten. Damit die Kantone nach der elektronischen Aufbereitung der Daten aus ihren jeweiligen Systemen über eine Schnittstelle weiterleiten können, sind technische Anpassungen nötig. Die entsprechenden technischen Details sind frühzeitig bekanntzugeben.
- 8 In technischen Weisungen sind neben der Erhebung und Lieferung der Daten (Art. 17 Abs. 4) auch die Datenformate zu definieren.

3. Besondere Hinweise zur Steuerdatenerhebung der natürlichen Personen (Anhang 2, 08.13. (214), nachfolgend Anhang 2)

3.1. Einhaltung des Datenschutzes

- 9 Nach beiden Varianten sollen neu auch die Steuerdaten der natürlichen Personen erhoben werden. Somit müssten alle Kantone dem Bund jährlich die vollständigen Steuerdaten der natürlichen Personen liefern, das heisst sämtliche Positionen der Steuererklärungen (einschliesslich sämtlicher Einkünfte, Abzüge und Vermögenswerte) sowie auch die Steuererträge aller in einem Kanton steuerpflichtiger Personen. Müssen die Personalien und AHV-Nummern mitgeliefert werden, handelt es sich nicht um anonymisierte Daten.
- 10 Eine zentrale Aufbewahrung von nicht anonymisierten Steuerdaten zu sämtlichen steuerpflichtigen Personen in der Schweiz ist aus Datenschutzsicht grundsätzlich zu hinterfragen. Eine solche zentrale Aufbewahrung aller Steuerdaten stellt ein enormes Sicherheitsrisiko dar und könnte Ziel eines Hackerangriffs werden. Ein Datenleck, auch wenn es durch den Bund zu verantworten wäre, würde zu einem riesigen Reputationsschaden auch für die Kantone führen. Das Vertrauen der Bürgerinnen und Bürger in das Steuergeheimnis wäre dadurch nachhaltig erschüttert und könnte ihre Bereitschaft, ihre Einkommens- und Vermögensverhältnisse vollständig offenzulegen, senken. Das grundlegende Prinzip des schweizerischen

Steuerverfahrens, wonach die steuerpflichtigen Personen ihre persönlichen Daten für die Steuerveranlagung selbst beizubringen haben, wäre durch einen solchen Vertrauensverlust gefährdet.

- 11 Es wird davon ausgegangen, dass im Allgemeinen anonymisierte Daten für die meisten Statistikzwecke ausreichen. Sollte dies in einzelnen Fällen nicht der Fall sein, wäre zumindest ein Verzicht auf eine zentrale Datenhaltung von nicht anonymisierten Daten auf Bundesebene vorzusehen. So wäre zum Beispiel zu klären, ob für statistische Zwecke notwendige, nicht anonymisierte Daten bei Bedarf bei den Kantonen abgerufen, verknüpft und anschliessend in anonymisierter Form auf Bundesebene gespeichert werden könnten.
- 12 Auch anonymisierte Daten dürfen aus Datenschutzgründen nur weitergegeben werden, wenn es nicht möglich ist, daraus Rückschlüsse auf eine Person zu ziehen.
- 13 Dürfen die Daten nur für statistische Zwecke verwendet werden (Anhang 2: besondere Bestimmungen) sollte ausgeschlossen sein, dass allfällige nicht anonymisierte Daten an weitere Behörden oder Forschungsinstitutionen weitergegeben werden. Die mit einer solchen Weitergabe verbundenen Risiken dürfen nicht eingegangen werden.
- 14 Die Befugnisse der ESTV bzw. des BFS sind betreffend Datenerhebung und Datenverwendung auch im Hinblick auf das Steuergeheimnis detailliert zu regeln. Da die Kantone auch nach der Weitergabe der Daten an die ESTV für die sichere Verwahrung der Daten verantwortlich sind, hat die ESTV den Kantonen die entsprechenden Konzepte zur Prüfung vorzulegen.
- 15 Unabhängig davon, ob die gesetzlichen Grundlagen für die Datenerhebung ausreichend sind, muss das Steuergeheimnis sichergestellt sein. Die Frage, wie lange die ESTV und das BFS allfällige nicht anonymisierte Daten aufbewahren dürfen, ist zu klären.
- 16 Eine solche Aufbewahrung ist an beiden Orten auf das absolut notwendige Mass zu beschränken. Eine vollständige Sammlung von nicht anonymisierten Steuerdaten bei zwei Bundesstellen ist aus Risikoüberlegungen nicht verantwortbar.

3.2. Datenumfang

- 17 Vorgesehen ist die Lieferung der detaillierten Positionen der Steuererklärung gemäss Veranlagung zu den Einkommens- und Vermögenssteuern (inkl. Abzüge und Steuerbeträge) in Bezug auf Bund, Kantone und Gemeinden wie auch Angaben zu Kirchensteuern und anderen, kantonsspezifischen Steuerarten und Steuerbeträgen aus Kapitalleistungen.
- 18 Im Unterschied zum erläuternden Bericht fehlt im Anhang 2 der Hinweis, dass Informationen zu den Steuerbeträgen (Ebene Bund, Kanton und Gemeinde), Kirchensteuer, andere kantonsspezifische Steuerarten, Steuerbeträge und Kapitalleistungen «falls verfügbar» zu liefern sind. Da die Kantone unterschiedlich organisiert sind, kann es sein, dass ein Kanton aufgrund der Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden unter Umständen nicht über die erhobenen Steuerbeträge für die einzelnen steuerpflichtigen Personen verfügt. Deshalb sind die entsprechenden Einschränkungen gemäss den Erläuterungen der Klarheit halber auch explizit im Anhang aufzuführen. Eine Datenlieferungspflicht darf generell nicht dazu führen, dass Kantone oder Gemeinden für statistische Zwecke zu organisatorischen oder prozessualen Veränderungen in ihrer Aufgabenerfüllung verpflichtet werden. Ebenso sind die Steuerbehörden nicht befugt, Daten zu erheben, die nicht für das Veranlagungsverfahren benötigt werden.
- 19 Im erläuternden Bericht wird ausgeführt, dass keine konkreten Informationen über Religion, bestimmte Krankheiten oder unterstützte Parteien und Organisationen erhoben werden. Werden aber Angaben zur Kirchensteuer verlangt (Anhang 2: Gegenstand), ist ein Rückschluss auf die Religion ohne weiteres möglich. Zudem lässt sich aus der Vielzahl von

Merkmale zu einer bestimmten Person, die über die Jahre erhoben werden, ein Persönlichkeitsprofil erstellen. Diese Daten sind deshalb als besonders schützenswert zu qualifizieren.

3.3. Datengrundlagen

- 20 Die Kantone haben auch mit dem Steuerharmonisierungsgesetz einen gewissen Spielraum in der materiellen und formellen Umsetzung ihrer Steuergesetze. Eine aktuelle Studie der Schweizerischen Steuerkonferenz (SSK) hat ergeben, dass bei 86% aller betrachteten Ziffern der Steuererklärungen mindestens ein Kanton eine Abweichung formaler oder materieller Art zum Referenz-Steuererklärungsmodell aufweist. Differenzen bestehen bei der Handhabung der Ziffern wie auch bei der Zuordnung der steuerrelevanten Angaben zu den Ziffern. Die Daten aus den kantonalen Steuererklärungen sind daher heute nur beschränkt vergleichbar. Zurzeit laufen in der SSK Arbeiten zur Überarbeitung des eCH-Standards für die Ziffern natürlicher Personen.
- 21 Werden Daten an das BFS weitergegeben und erstellt dieses basierend auf den erhaltenen Daten neue Statistiken, muss eine Rücksprache mit der ESTV vorgesehen werden. Nur so kann eine sinnvolle und fachlich korrekte Interpretation der Daten sichergestellt werden. Aus dem gleichen Grund dürfen die Daten (auch in anonymisierter Form) nicht an Forschungsinstitutionen oder andere Dritte herausgegeben werden.
- 22 Die Kantone werden verpflichtet, die aufgeführten Daten (Anhang 2: Gegenstand) zu liefern. Dies setzt eine einheitliche, standardisierte Lösung der Datenlieferung als Bedingung für eine aussagekräftige Interpretation der Daten voraus. Grundlage für die Datenlieferungen sollten deshalb die überarbeiteten eCH-Standards für die Ziffern der natürlichen Personen sein. Mit einer solchen Lösung wäre der Umfang der Datenerhebung klar ersichtlich. Ebenso würde damit die Interpretation der Daten vereinfacht. Kantonale Abweichungen könnten mittels einem Mapping auf eine einheitliche Basis gebracht werden.
- 23 Es ist zu beachten, dass die deklarierten Daten nur bedingt aussagekräftig sind. Sollen substantiierte Aussagen gemacht werden, ist auf die veranlagten Daten abzustellen.
- 24 Wann eine solche Datenlieferung erstmals möglich ist, wäre separat zu klären.
- 25 Bei den vorgeschlagenen Varianten ist aus Sicht des FDK-Vorstands die ESTV als Datenerhebungsstelle zu priorisieren (Variante 1). Die ESTV verfügt über die steuerspezifischen Sachkenntnisse, was die Bestimmung des Umfangs und die Interpretationen der Daten vereinfacht.
- 26 Wir weisen abschliessend darauf hin, dass auch eine jährliche Datenerhebung, welche die vorstehend dargelegten Aspekte berücksichtigt, mit beträchtlichem Aufwand für die kantonalen Steuerverwaltungen verbunden ist.

3.4. Anträge für den Fall, dass das Projekt beibehalten wird

- 27 Zusammenfassend ergeben sich folgende Hinweise und Anträge:
 - Begrüsst wird, dass die dem Bund zu liefernden Steuerdaten nur für statistische Zwecke verwendet werden dürfen.
 - Aufgrund der grossen Datenmenge an nicht anonymisierten Steuerdaten ist sicherzustellen, dass die Daten grundsätzlich nur anonymisiert und nur bei einer einzigen Stelle aufbewahrt werden sowie Sicherheitsaspekten äusserste Priorität eingeräumt wird. Unabhängig davon, ob die gesetzlichen Grundlagen für die vorgesehene Datenerhebung ausreichend sind, muss das Steuergeheimnis zwingend sichergestellt sein. Die Kompetenzen der ESTV bzw. des BFS sind deshalb detailliert zu klären.
 - Die Aufbewahrungsdauer der Daten durch die ESTV oder das BFS muss geklärt werden.

- Auch anonymisierte Daten dürfen nicht weitergegeben werden. Einerseits aus Datenschutzgründen, weil daraus Rückschlüsse auf einzelne Personen möglich sind, andererseits aufgrund von Interpretationsproblemen durch Forschungsinstitute und Dritte.
 - Erstellt das BFS basierend auf den erhaltenen Daten neue Statistiken, muss es zur Vermeidung von Interpretationsfehlern mit der ESTV Rücksprache nehmen.
 - In Ziffer 08.13 (214) Steuerdatenerhebung der natürlichen Personen ist unter «Gegenstand» analog dem erläuternden Bericht einzufügen, dass Informationen zu den Steuerbeträgen (Ebene Bund, Kanton und Gemeinde), Kirchensteuer, andere kantonsspezifische Steuerarten, Steuerbeträge und Kapitaleistungen vom Kanton nur «falls verfügbar» zu liefern sind.
 - Um die technischen Voraussetzungen in den Kantonen für die elektronischen Datenübermittlungen sicherstellen zu können, sind die entsprechenden technischen Details frühzeitig bekanntzugeben.
 - Grundlage für die Datenlieferungen soll der zurzeit in Überarbeitung befindliche eCH-Standard für die Ziffern der natürlichen Personen sein. Auch bei der Verwendung dieses Standards wird den Kantonen durch die Datenlieferungen ein Mehraufwand entstehen.
 - Der Zeitpunkt der erstmaligen Lieferung ist separat zu klären.
- 28 Lösung 1, Anhang 2, wonach die ESTV für die Erhebung der Daten zuständig ist, ist aufgrund der obigen Überlegungen unabdingbar. Neben den hohen Sicherheitsanforderungen sind für eine zielführende Datenerhebung auch fundierte Steuer- und Verfahrenskennnisse notwendig.

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme.

Freundliche Grüsse

KONFERENZ DER KANTONALEN FINANZDIREKTORINNEN UND FINANZDIREKTOREN

Präsident:

Regierungsrat Ernst Stocker

Generalsekretär:

Dr. Peter Mischler

Kopie (per E-Mail)

- Aemterkonsultation@bfs.admin.ch
- Bunderätin Karin Keller-Sutter, Vorsteherin EFD
- Mitglieder FDK
- Mitglieder SSK
- Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektorinnen und -direktoren (EDK)

Kanton Schaffhausen
Volkswirtschaftsdepartement
Mühlentalstrasse 105
CH-8200 Schaffhausen
www.sh.ch

T +41 52 632 73 80
sekretariat.vd@sh.ch



Volkswirtschaftsdepartement

Eidgenössisches Departement des Inneren
Frau Bundesrätin
Elisabeth Baume-Schneider

per E-Mail:
aemterkonsultationen@bfs.admin.ch

Schaffhausen, 28. Februar 2024

Vernehmlassungsverfahren betreffend neue Verordnung über die Bundesstatistik:

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Baume-Schneider

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 15. Dezember 2023 haben Sie uns den Entwurf in oben genannter Angelegenheit zur Stellungnahme unterbreitet. Gerne nehmen wir dazu wie folgt Stellung:

Die Aufhebung der Verordnung über die Organisation der Bundesstatistik und der Verordnung über die Durchführung von statistischen Erhebungen des Bundes sowie deren Ersatz durch die neue Verordnung über die Bundesstatistik wird vom Kanton Schaffhausen unterstützt.

Die neue Verordnung über die Bundesstatistik schafft mehr Transparenz beim Prozess der Datenbearbeitung für nicht personenbezogene Zwecke sowie bei der Organisation des Schweizer Statistiksystems. Indem die Tätigkeiten des BfS sowie der anderen Statistikproduzenten des Bundes und der öffentlichen Statistikstellen der Kantone und Gemeinden in einem einzigen Text zusammengefasst werden, kann die Bevölkerung besser informiert werden. Insbesondere begrüssen wir, dass in der neuen Bundesstatistikverordnung die auf die verschiedenen Prozesse anwendbaren Regeln der Datenbearbeitung – von der Erhebung bis hin zur Archivierung der Daten – transparent beschrieben sind.

Zudem wird der Nutzen einer nationalen Erhebung von Steuerdaten für statistische Zwecke grundsätzlich anerkannt. Zu einzelnen Bestimmungen haben wir jedoch noch folgende Hinweise anzubringen:

1. Bemerkungen zum Verordnungsentwurf

Art. 16 Abs. 1

Eine Mehrfacherhebung derselben Daten soll verhindert werden. Die Daten der Erhebung der Grenzgängerstatistik, der Neurentenstatistik (NRS) und der Befragung für die Produktions- und Wertschöpfungsstatistik haben Schnittmengen zu den durch die kantonalen Steuerverwaltungen zu liefernden Daten für die Erhebung der Statistik der direkten Bundessteuern, der Steuerbelastung in der Schweiz und der gesamtschweizerischen Statistik der besteuerten Vermögen (Vermögenssteuerstatistik). Es ist sicherzustellen, dass nicht bei unterschiedlichen Stellen mehrfach die gleichen Daten erhoben werden.

Art. 16 Abs. 2

Der erforderliche Datenaustausch zwischen den verschiedenen Verwaltungseinheiten soll über elektronische Schnittstellen erfolgen. Damit eine elektronische Lieferung der Daten möglich ist, müssen sämtliche Kantone in der Lage sein, die verlangten Statistikdaten aus ihren Steuersystemen elektronisch aufzubereiten und über eine Schnittstelle weiterzuleiten. Damit die Kantone nach der elektronischen Aufbereitung der Daten aus ihren jeweiligen Systemen über eine Schnittstelle weiterleiten können, sind jedoch erst technische Anpassungen nötig. Wir ersuchen deshalb darum, die entsprechenden technischen Details frühzeitig bekanntzugeben.

Art. 17 Abs. 4

In technischen Weisungen sind neben der Erhebung und Lieferung der Daten auch die Datenformate zu definieren.

2. Bemerkungen zum Anhang 2 (Steuerdatenerhebung der natürlichen Personen)

2.1 Allgemeines zur Datenlieferung

Nach beiden Varianten sollen neu auch die Steuerdaten der natürlichen Personen erhoben werden. Somit müssten alle Kantone dem Bund jährlich die vollständigen Steuerdaten der natürlichen Personen liefern, das heisst sämtliche Positionen der Steuererklärungen (einschliesslich sämtlicher Einkünfte, Abzüge und Vermögenswerte) sowie auch die Steuererträge aller in einem Kanton steuerpflichtiger Personen. Müssen die Personalien und AHV-Nummern mitgeliefert werden, handelt es sich nicht um anonymisierte Daten.

Eine zentrale Aufbewahrung von nicht anonymisierten Steuerdaten zu sämtlichen steuerpflichtigen Personen in der Schweiz ist aus Datenschutzsicht grundsätzlich zu hinterfragen. Eine solche zentrale Aufbewahrung aller Steuerdaten stellt ein enormes Sicherheitsrisiko dar und könnte Ziel eines Hackerangriffs werden. Ein Datenleck, auch wenn es durch den Bund zu verantworten wäre, würde zu einem riesigen Reputationsschaden auch für die Kantone führen. Das Vertrauen der Bürgerinnen und Bürger in das Steuergeheimnis wäre dadurch nachhaltig erschüttert und könnte ihre Bereitschaft, ihre Einkommens- und Vermögensverhältnisse vollständig offenzulegen, senken. Das grundlegende Prinzip des schweizerischen Steuerverfahrens, wonach die steuerpflichtigen Personen ihre persönlichen Daten für die Steuerveranlagung selbst beizubringen haben, wäre durch einen solchen Vertrauensverlust gefährdet.

Es wird davon ausgegangen, dass im Allgemeinen anonymisierte Daten für die meisten Statistikzwecke ausreichen. Sollte dies in einzelnen Fällen nicht der Fall sein, wäre zumindest ein Verzicht auf eine zentrale Datenhaltung von nicht anonymisierten Daten auf Bundesebene vorzusehen. So wäre zum Beispiel zu klären, ob für statistische Zwecke notwendige, nicht anonymisierte Daten bei Bedarf bei den Kantonen abgerufen, verknüpft und anschliessend in anonymisierter Form auf Bundesebene gespeichert werden könnten.

Auch anonymisierte Daten dürfen aus Datenschutzgründen nur weitergegeben werden, wenn es nicht möglich ist, daraus Rückschlüsse auf eine Person zu ziehen.

Dürfen die Daten nur für statistische Zwecke verwendet werden sollte ausgeschlossen sein, dass allfällige nicht anonymisierte Daten an weitere Behörden oder Forschungsinstitutionen weitergegeben werden. Die mit einer solchen Weitergabe verbundenen Risiken dürfen nicht eingegangen werden.

Die Befugnisse der ESTV bzw. des BFS sind betreffend Datenerhebung und Datenverwendung auch im Hinblick auf das Steuergeheimnis detailliert zu regeln. Da die Kantone auch nach der Weitergabe der Daten an die ESTV für die sichere Verwahrung der Daten verantwortlich sind, hat die ESTV den Kantonen die entsprechenden Konzepte zur Prüfung vorzulegen.

Im Übrigen bestehen immer noch Zweifel, ob die gesetzlichen Grundlagen für die vorgesehene Datenerhebung ausreichen. Unabhängig davon, ob die gesetzlichen Grundlagen für die Datenerhebung ausreichend sind, muss jedoch das Steuergeheimnis sichergestellt sein. Die Frage, wie lange die ESTV und das BFS allfällige nicht anonymisierte Daten aufbewahren dürfen, ist zu klären. Eine solche Aufbewahrung ist an beiden Orten auf das absolut notwendige Mass zu beschränken. Eine vollständige Sammlung von nicht anonymisierten Steuerdaten bei zwei Bundesstellen ist aus Risikoüberlegungen nicht verantwortbar.

2.2. Datenumfang

Vorgesehen ist die Lieferung der detaillierten Positionen der Steuererklärung gemäss Veranlagung zu den Einkommens- und Vermögenssteuern (inkl. Abzüge und Steuerbeträge) in Bezug auf Bund, Kantone und Gemeinden wie auch Angaben zu Kirchensteuern und anderen, kantonsspezifischen Steuerarten und Steuerbeträgen aus Kapitaleistungen.

Im Unterschied zum erläuternden Bericht fehlt im Anhang 2 der Hinweis, dass Informationen zu den Steuerbeträgen (Ebene Bund, Kanton und Gemeinde), Kirchensteuer, andere kantonsspezifische Steuerarten, Steuerbeträge und Kapitaleistungen «falls verfügbar» zu liefern sind. Da die Kantone unterschiedlich organisiert sind, kann es sein, dass ein Kanton aufgrund der Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden unter Umständen nicht über die erhobenen Steuerbeträge für die einzelnen steuerpflichtigen Personen verfügt. Deshalb sind die entsprechenden Einschränkungen gemäss den Erläuterungen der Klarheit halber auch explizit im Anhang aufzuführen. Eine Datenlieferungspflicht darf generell nicht dazu führen, dass Kantone oder Gemeinden für statistische Zwecke zu organisatorischen oder prozessualen Veränderungen in ihrer Aufgabenerfüllung verpflichtet werden. Ebenso sind die Steuerbehörden nicht befugt, Daten zu erheben, die nicht für das Veranlagungsverfahren benötigt werden.

Im erläuternden Bericht wird ausgeführt, dass keine konkreten Informationen über Religion, bestimmte Krankheiten oder unterstützte Parteien und Organisationen erhoben werden. Werden aber Angaben zur Kirchensteuer verlangt (Anhang 2: Gegenstand), ist ein Rückschluss auf die Religion ohne weiteres möglich. Zudem lässt sich aus der Vielzahl von Merkmalen zu einer bestimmten Person, die über die Jahre erhoben werden, ein Persönlichkeitsprofil erstellen. Diese Daten sind deshalb als besonders schützenswert zu qualifizieren.

2.3 Datengrundlagen

Die Kantone haben auch mit dem Steuerharmonisierungsgesetz einen gewissen Spielraum in der materiellen und formellen Umsetzung ihrer Steuergesetze. Eine aktuelle Studie der Vereinigung der Schweizerischen Steuerbehörden SSK hat ergeben, dass bei 86% aller betrachteten Ziffern der Steuererklärungen mindestens ein Kanton eine Abweichung formaler oder materieller Art zum Referenz-Steuererklärungsmodell aufweist. Differenzen bestehen bei der Handhabung der Ziffern wie auch bei der Zuordnung der steuerrelevanten Angaben zu den Ziffern. Die Daten aus den kantonalen Steuererklärungen sind daher heute nur beschränkt vergleichbar. Zurzeit laufen in der SSK Arbeiten zur Überarbeitung des eCH-Standards für die Ziffern natürlicher Personen.

Werden Daten an das BFS weitergegeben und erstellt dieses basierend auf den erhaltenen Daten neue Statistiken, muss eine Rücksprache mit der ESTV vorgesehen werden. Nur so kann eine sinnvolle und fachlich korrekte Interpretation der Daten sichergestellt werden. Aus dem

gleichen Grund dürfen die Daten (auch in anonymisierter Form) nicht an Forschungsinstitutionen oder andere Dritte herausgegeben werden.

Die Kantone werden verpflichtet, die aufgeführten Daten zu liefern. Dies setzt eine einheitliche, standardisierte Lösung der Datenlieferung als Bedingung für eine aussagekräftige Interpretation der Daten voraus. Grundlage für die Datenlieferungen sollten deshalb die überarbeiteten eCH-Standards für die Ziffern der natürlichen Personen sein. Mit einer solchen Lösung wäre der Umfang der Datenerhebung klar ersichtlich. Ebenso würde damit die Interpretation der Daten vereinfacht. Kantonale Abweichungen könnten mittels einem Mapping auf eine einheitliche Basis gebracht werden.

Es ist zu beachten, dass die deklarierten Daten nur bedingt aussagekräftig sind. Sollen substantiierte Aussagen gemacht werden, ist auf die veranlagten Daten abzustellen.

Wann eine solche Datenlieferung erstmals möglich ist, wäre separat zu klären.

Bei den vorgeschlagenen Varianten ist die ESTV als Datenerhebungsstelle zu priorisieren (Variante 1). Die ESTV verfügt über die steuerspezifischen Sachkenntnisse, was die Bestimmung des Umfangs und die Interpretationen der Daten vereinfacht.

Wir weisen abschliessend darauf hin, dass auch eine jährliche Datenerhebung, welche die vorstehend dargelegten Aspekte berücksichtigt, mit beträchtlichem Aufwand für die kantonalen Steuerverwaltungen verbunden ist.

3. Anträge

Zusammenfassend ergeben sich folgende Hinweise und Anträge:

- Begrüsst wird, dass die dem Bund zu liefernden Steuerdaten nur für statistische Zwecke verwendet werden dürfen.
- Aufgrund der grossen Datenmenge an nicht anonymisierten Steuerdaten ist sicherzustellen, dass die Daten grundsätzlich nur anonymisiert und nur bei einer einzigen Stelle aufbewahrt werden sowie Sicherheitsaspekten äusserste Priorität eingeräumt wird. Unabhängig davon, ob die gesetzlichen Grundlagen für die vorgesehene Datenerhebung ausreichend sind, muss das Steuergeheimnis zwingend sichergestellt sein. Die Kompetenzen der ESTV bzw. des BFS sind deshalb detailliert zu klären.
- Die Aufbewahrungsdauer der Daten durch die ESTV oder das BFS muss geklärt werden.

- Auch anonymisierte Daten dürfen nicht weitergegeben werden. Einerseits aus Datenschutzgründen, weil daraus Rückschlüsse auf einzelne Personen möglich sind, andererseits aufgrund von Interpretationsproblemen durch Forschungsinstitute und Dritte.
- Erstellt das BFS basierend auf den erhaltenen Daten neue Statistiken, muss es zur Vermeidung von Interpretationsfehlern mit der ESTV Rücksprache nehmen.
- In Ziffer 08.13 (214) Steuerdatenerhebung der natürlichen Personen ist unter «Gegenstand» analog dem erläuternden Bericht einzufügen, dass Informationen zu den Steuerbeträgen (Ebene Bund, Kanton und Gemeinde), Kirchensteuer, andere kantonsspezifische Steuerarten, Steuerbeträge und Kapitalleistungen vom Kanton nur **«falls verfügbar»** zu liefern sind.
- Um die technischen Voraussetzungen in den Kantonen für die elektronischen Datenübermittlungen sicherstellen zu können, sind die entsprechenden technischen Details frühzeitig bekanntzugeben.
- Grundlage für die Datenlieferungen soll der zurzeit in Überarbeitung befindliche eCH-Standard für die Ziffern der natürlichen Personen sein. Auch bei der Verwendung dieses Standards wird den Kantonen durch die Datenlieferungen ein Mehraufwand entstehen.
- Der Zeitpunkt der erstmaligen Lieferung ist separat zu klären.

Variante 1, Anhang 2, wonach die ESTV für die Erhebung der Daten zuständig ist, ist aufgrund der obigen Überlegungen unabdingbar. Neben den hohen Sicherheitsanforderungen sind für eine zielführende Datenerhebung auch fundierte Steuer- und Verfahrenskennntnisse notwendig.

Wir bedanken uns für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme.

Freundliche Grüsse
Volkswirtschaftsdepartement
Der Vorsteher:



Dino Tamagni
Regierungsrat



Rathaus, Marktplatz 9
CH-4001 Basel

Tel: +41 61 267 85 62
E-Mail: staatskanzlei@bs.ch
www.regierungsrat.bs.ch

Eidgenössisches Departement des Innern
Inselgasse 1
CH-3011 Bern

Aemterkonsultation@bfs.admin.ch

Basel, 19. März 2024

Regierungsratsbeschluss vom 19. März 2024

Vernehmlassung zur neuen Bundesstatistikverordnung: Stellungnahme des Kantons Basel-Stadt

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 15. Dezember 2023 haben Sie uns die Vernehmlassungsunterlagen zur neuen Bundesstatistikverordnung (BStatV) zukommen lassen. Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme und lassen Ihnen nachstehend unsere Bemerkungen und Anträge zukommen.

1. Grundsätzliche Einschätzung

Der Regierungsrat begrüsst die neue Bundesstatistikverordnung in ihrer Stossrichtung. Die neue Verordnung sowie der überarbeitete Anhang zu den einzelnen Erhebungen ermöglicht eine transparentere Information über die Tätigkeiten der öffentlichen Statistikstellen auf Bundesebene.

Begrüsst wird insbesondere die in Art. 14 und 15 genannte Förderung der Zusammenarbeit der Statistikstellen des Bundes, der Kantone sowie der Gemeinden. Der Kanton Basel-Stadt ist überzeugt, dass die kommenden Herausforderungen im Statistik- und Datenbereich nur über alle föderalen Ebenen hinweg gemeinsam gemeistert werden können.

Hervorzuheben ist in diesem Zusammenhang die Verankerung der angestrebten Mehrfachnutzung von Daten zu statistischen Zwecken in der Verordnung (Art. 16, Abs. 1) sowie die Klärung der Rolle der Statistikproduzenten des Bundes im Bereich Dienstleistungen und Datenwissenschaften (Art. 43). Es handelt sich dabei um Themen, die auch im Kanton Basel-Stadt an Relevanz gewinnen und denen in der unlängst vom Regierungsrat verabschiedeten Datenstrategie eine hohe Priorität eingeräumt wird.

Gleichzeitig gilt es, die Einhaltung der datenschutzrechtlichen Vorgaben sicherzustellen. In der Verordnung oder den Erläuterungen empfiehlt sich teilweise eine Spezifizierung, so bei der Umsetzung von Art. 16 Abs. 2, wonach der Datenaustausch über elektronische Schnittstellen erfolgt. Umgekehrt gilt es, bei Daten, die einer spezialrechtlichen Geheimhaltungspflicht unterliegen (Art. 19), die Möglichkeiten zur Einmalerhebung und Mehrfachnutzung unter Einbezug der Daten-

produzenten zu gewährleisten, beispielsweise mittels Hashfunktion. Für eine ausführliche Einordnung verweisen wir auf die beigelegte Stellungnahme des Datenschutzbeauftragten des Kantons Basel-Stadt.

Bezüglich der Umsetzung der angestrebten nationalen Erhebung von Steuerdaten für statistische Zwecke verweist der Regierungsrat auf die Stellungnahme der Schweizerischen Steuerkonferenz SSK.

2. Anträge

2.1 Art. 17 – Durchführung der Datenbeschaffung

Die Bestimmung ordnet die Verantwortung für die Vorbereitung und die Durchführung der Befragungen und Erhebungen den «zuständigen Organen» zu, die sich aus dem Anhang ergeben. Die Bestimmung sollte dahingehend ergänzt werden, dass die zuständigen Organe nicht nur die Verantwortung für die Vorbereitung und Durchführung der Befragungen und Erhebungen tragen, sondern für die Bearbeitung der betroffenen Personendaten als solche. Ansonsten muss davon ausgegangen werden, dass der Bund in sämtlichen Fällen die Verantwortung für die Bearbeitung von Personendaten durch die zuständigen Organe trägt, die nicht mit der Beschaffung und Durchführung der Erhebungen im Zusammenhang stehen.

2.2 Art. 24 – Geheimhaltungs- und Sorgfaltspflicht der Statistikproduzenten

Abs. 1

Die Regelung bezieht sich auf Art. 14 BStatG. Die mit statistischen Arbeiten betrauten Personen unterliegen einer Geheimnispflicht. Art. 14 BStatG verwendet dabei den Begriff des Amtsgeheimnisses. Der selbständige Gehalt von Art. 24 E-BStatV ist nicht ersichtlich. Sollten weitergehende Vertraulichkeitspflichten als in Art. 14 BStatG greifen, müsste dies entsprechend ergänzt werden.

Abs. 3

Diese Bestimmung verpflichtet öffentliche Organe, die Geheimhaltungs- und Sorgfaltspflichten von privaten Befragungsinstituten und Organisationen vertraglich zu regeln. Es handelt sich um Auslagerungssachverhalte, also um Fälle in denen privatrechtliche Unternehmen im Auftrag von öffentlichen Organen Befragungen und Erhebungen von Personendaten bearbeiten. Die Bestimmung ist dahingehend zu ergänzen, als die vertraglich vereinbarte Geheimhaltungs- und Sorgfaltspflicht dem Niveau von Art. 14 BStatG zu entsprechen hat und die Anonymisierungspflichten gemäss Art. 19 E-BStatV zu beachten sind. Zudem böte die Norm Platz, um konkrete Voraussetzungen zu definieren, welche private Unternehmen einhalten müssen, um überhaupt als Befragungs- und Erhebungsinstitute in Frage zu kommen. Beispielsweise könnte auf Standards nach ISO-Zertifizierungen verwiesen werden.

2.3 Art. 38 – Bekanntgabe von Einzeldaten aus der Bundesstatistik

Während in der bestehenden Statistikerhebungsverordnung unter Art. 9 Abs. 2 festgelegt war, dass Einzeldaten an Statistikstellen der Kantone und Gemeinden für statistische Arbeiten weitergegeben werden dürfen, sofern der Datenschutz gewährleistet ist und die vertraglichen Abmachungen getroffen wurden, sind die Statistikstellen in der neuen BStatV bezüglich der Datenbekanntgabe bei den öffentlichen Stellen subsummiert worden (Art. 38 Abs. 1). Dabei werden keine personenidentifizierenden Angaben, insbesondere AHV-Nummern und UID von Firmen, bekannt gegeben.

Diese Einschränkung ist zu restriktiv und widerspricht dem Bundesstatistikgesetz (BStatG). Gemäss BStatG Art. 14a, Abs. 2 ist vorgesehen, dass die Statistikstellen der Kantone und Gemeinden Daten des Bundesamtes für Statistik verknüpfen dürfen, sofern die regionalen Statistikstellen

die nötigen Auflagen erfüllen. Auch in der neuen BStatV Art. 30 ist normiert, dass Statistikstellen der Kantone und Gemeinden Daten des BFS verknüpfen dürfen, was eine Lieferung von Identifikatoren notwendig macht. Auch gemäss Art. 19, Abs. 2 ist die Weitergabe von Personendaten zu nicht personengebundenen Zwecken wie der Statistik vorgesehen, sofern die nötigen Voraussetzungen erfüllt sind. Art. 38 BStatV muss deshalb mit dem bisherigen Art. 9 Abs. 2 der Statistikerhebungsverordnung ergänzt werden.

2.4 Anhang 2: Nationale Erhebung von Steuerdaten zu statistischen Zwecken

Der Regierungsrat unterstützt die vorgeschlagene Variante 1, wobei die Verantwortung der Erhebung von Steuerdaten natürlicher Personen bei der Eidgenössischen Steuerverwaltung (ESTV) liegt.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse

Im Namen des Regierungsrates des Kantons Basel-Stadt



Lukas Engelberger
Vizepräsident



Barbara Schüpbach-Guggenbühl
Staatsschreiberin

Beilage

Stellungnahme des Datenschutzbeauftragten des Kantons Basel-Stadt



Beat Rudin, Prof. (em.) Dr. iur., Advokat
Datenschutzbeauftragter
Henric Petri-Strasse 15, Postfach 205
CH-4010 Basel

Tel: +41 61 201 16 40
direkt: +41 61 201 16 42
E-Mail: beat.rudin@dsb.bs.ch
www.dsb.bs.ch

Per E-Mail an: mara.knill@bs.ch

Präsidialdepartement des Kantons Basel-
Stadt
Frau Mara Knill, Generalsekretärin a.i.
Rathaus
Marktplatz 9
4051 Basel

Basel, 6. März 2024

Neue Verordnung über die Bundesstatistik: Vernehmlassung

Sehr geehrte Frau Knill

Wenn wir das richtig sehen, sind wir nicht zur Vernehmlassung zum Entwurf der neuen Verordnung über die Bundesstatistik (E-BStatV) eingeladen worden. Trotzdem erlauben wir uns, Ihnen gestützt auf § 44 lit. f des Informations- und Datenschutzgesetzes (IDG, SG 153.260) unsere mit anderen kantonalen Datenschutzaufsichtsstellen abgestimmte Stellungnahme einzureichen mit der Bitte, unsere Anliegen bei der kantonalen Stellungnahme zu berücksichtigen.

Art. 16 – Grundsätze

Abs. 2

Die Bestimmung regelt den Datenaustausch unter den Verwaltungseinheiten des Bundes sowie die Datenerhebung bei den Kantonen, Gemeinden und natürlichen und juristischen Personen. Vorgesehen ist eine Abwicklung über elektronische Schnittstellen, die jedoch für die Kantone und Gemeinden nicht genauer definiert werden.

Zu begrüssen ist die praxisorientierte Regelung, wonach natürliche und juristische Personen nicht verpflichtet werden, ihre Daten den Statistikproduzenten des Bundes über eine Schnittstelle bekanntzugeben, da dies administrativ und technisch nicht für alle natürlichen und juristischen Personen in der Schweiz zu bewältigen wäre. Bei der Implementation der Schnittstelle sind die datenschutzrechtlichen Vorgaben bezüglich der technischen und organisatorischen Massnahmen einzuhalten.

Art. 17 – Durchführung der Datenbeschaffung

Abs. 1

Die Bestimmung ordnet die Verantwortung für die Vorbereitung und die Durchführung der Befragungen und Erhebungen den «zuständigen Organen» zu, die sich aus dem Anhang ergeben. Die Bestimmung sollte dahingehend ergänzt werden, dass die zuständigen Organe nicht nur die Ver-

antwortung für die Vorbereitung und Durchführung der Befragungen und Erhebungen tragen, sondern für die Bearbeitung der betroffenen Personendaten als solche. Ansonsten muss davon ausgegangen werden, dass der Bund in sämtlichen Fällen die Verantwortung für die Bearbeitung von Personendaten durch die zuständigen Organe trägt, die nicht mit der Beschaffung und Durchführung der Erhebungen im Zusammenhang stehen.

Art. 19 – Bekanntgabe von Daten, die einer spezialrechtlichen Geheimhaltungspflicht unterliegen

Die Anonymisierungspflicht in Art. 19 des Verordnungsentwurfes ist zu begrüßen. Bei der Umsetzung ist jedoch zu bedenken, dass die spezialgesetzlichen Geheimhaltungspflichten jeweils voraussetzen, dass eine Anonymisierung vor der Bekanntgabe an den Statistikproduzenten stattfinden muss. Es ist deshalb klarzustellen, dass Personendaten, die einer spezialgesetzlichen Geheimhaltungspflicht unterliegen, nur in anonymisierter Form an das Bundesamt für Statistik (BFS) übermittelt werden dürfen. Der Wortlaut der Bestimmung sollte daher angepasst werden. Zudem ist darauf hinzuweisen, dass der Datenbekanntgabe in gewissen Fällen eine Entbindung der vorgesetzten Behörde oder die Einwilligung der betroffenen Person vorausgehen muss. Dies trifft beispielsweise beim Berufsgeheimnis nach Art. 321 des Strafgesetzbuches (StGB) oder bei der Schweigepflicht nach § 26 Abs. 1 des kantonalen Gesundheitsgesetzes (GesG, SG 300.100) zu. Auch bei der Schweigepflicht der Opferhilfestellen nach Art. 11 des Opferhilfegesetzes (OHG, SR 312.5) ist vorgängig im Einzelfall die Einwilligung der betroffenen Person einzuholen, bevor die Bekanntgabe an den Statistikproduzenten erfolgen kann. Weder die Entbindung noch die Einwilligung können durch die Anonymisierung ersetzt werden. Der Wortlaut von Art. 19 des Verordnungsentwurfes ist sehr pauschal und sollte daher auf solche Voraussetzungen zumindest allgemein hinweisen bzw. weitere Voraussetzungen vorbehalten.

Im Übrigen ist darauf hinzuweisen, dass die Anonymisierungspflicht vor der Bekanntgabe der Personendaten an den Statistikproduzenten die Einhaltung des Once-Only-Prinzips erschwert. Gemäss Art. 16 E-BStatV soll das BFS die mehrfache Erhebung identischer Personendaten verhindern und so die Umsetzung des Once-Only-Prinzips sicherstellen. Anonymisierte Personendaten können jedoch naturgemäss nicht mehr einer Person zugeordnet werden, weshalb auch keine Zuordnung zu anderen Personendaten von ihr mehr möglich ist. Dementsprechend kann bei Personendaten, die vor ihrer Bekanntgabe an den Statistikproduzenten anonymisiert werden mussten, nicht mehr überprüft werden, ob sie bereits erhoben wurden oder nicht. Mit sogenannten Hashfunktionen ist es jedoch technisch möglich, anonymisierte Personendaten zuzuordnen. Durch «Hashing» kann eine Art digitaler Fingerabdruck eines Inputdatensatzes generiert werden, aus welchem sich der ursprüngliche Datensatz nicht ermitteln lässt. Da jede Eingabe als Hashwert einen faktisch einzigartigen Output generiert, kann der jeweilige Hashwert aber zur Prüfung der Datenintegrität genutzt werden. Beispielsweise kann eine Hashfunktion zunächst beim Spital und anschliessend beim Statistikproduzenten angewendet werden, worauf der Schlüssel vernichtet werden kann. Statt «Hashing» könnte ein öffentliches Organ wie das Spital die Personendaten vor der Bekanntgabe an den Statistikproduzenten pseudonymisieren, sofern dieser keinen Zugang zum (Re-)Identifikationsschlüssel hat.

Art. 24 – Geheimhaltungs- und Sorgfaltspflicht der Statistikproduzenten

Abs. 1

Die Regelung bezieht sich auf Art. 14 BStatG. Die mit statistischen Arbeiten betrauten Personen unterliegen einer Geheimnispflicht. Art. 14 BStatG verwendet dabei den Begriff des Amtsgeheimnisses. Der selbständige Gehalt von Art. 24 E-BStatV ist nicht ersichtlich. Sollten weitergehende Vertraulichkeitspflichten als in Art. 14 BStatG greifen, müsste dies entsprechend ergänzt werden.

Abs. 3

Diese Bestimmung verpflichtet öffentliche Organe, die Geheimhaltungs- und Sorgfaltspflichten von privaten Befragungsinstituten und Organisationen vertraglich zu regeln. Es handelt sich um Auslagerungssachverhalte, also um Fälle in denen privatrechtliche Unternehmen im Auftrag von öffentlichen Organen Befragungen und Erhebungen von Personendaten bearbeiten. Die Bestimmung ist dahingehend zu ergänzen, als die vertraglich vereinbarte Geheimhaltungs- und Sorgfaltspflicht dem Niveau von Art. 14 BStatG zu entsprechen hat und die Anonymisierungspflichten gemäss Art. 19 E-BStatV zu beachten sind. Zudem böte die Norm Platz, um konkrete Voraussetzungen zu definieren, welche private Unternehmen einhalten müssen, um überhaupt als Befragungs- und Erhebungsinstitute in Frage zu kommen. Beispielsweise könnte auf Standards nach ISO-Zertifizierungen verwiesen werden.

Art. 25 – Datenaufbereitung und Qualitätskontrolle der beschafften Daten

Abs. 2

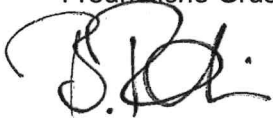
Zur Überprüfung schlägt der Verordnungsentwurf u.a. die Verwendung der AHV-Nr. vor. Für die systematische Verwendung der AHV-Nr. ausserhalb der AHV gelten die Voraussetzungen von Art. 153b ff. des Bundesgesetzes über die Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHVG, SR 831.10). Eine Bedingung ist, dass die Verwendung der AHV-Nr. für die Erfüllung gesetzlicher Aufgaben *erforderlich* ist. Bei der Bearbeitung von Personendaten im Rahmen der Statistikforschung ist jedoch nicht erkennbar, inwiefern hierfür die Verwendung der AHV-Nr. erforderlich ist. Es ist fraglich, inwiefern eine Identifizierung für statistische Forschungsvorhaben überhaupt erforderlich ist. Folglich ist nicht nachvollziehbar, wieso für sämtliche Erhebungen und anderen Bearbeitungen von Personendaten regelmässig auch die AHV-Nr. zu erheben ist.

Art. 27 – Pseudonymisierung und Anonymisierung von aufbereiteten Einzeldaten

Gemäss der Bestimmung werden die Personendaten durch die Statistikproduzenten des Bundes pseudonymisiert. Im Übrigen ist festzuhalten, dass Art. 27 Abs. 1 E-BStatV auch die AHV-Nr. von der Pseudonymisierung erfasst und mit einem statistischen Identifikator ersetzt. Dabei handelt es sich um einen weiteren Grund, der gegen die Verwendung der AHV-Nr. für statistische Erhebungen spricht. Stattdessen könnte direkt bei der Erhebung ein von der AHV-Nr. unabhängiger statistischer Identifikator bestimmt und verwendet werden.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Hinweise und stehen Ihnen für weitere Fragen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'B. Rudin', written over the printed name.

Beat Rudin

Kopie zur Kenntnis an:
Dr. Lukas Mohler, Leiter des Statistischen Amtes.

Rathaus
Barfüssergasse 24
4509 Solothurn
Telefon 032 627 20 57
finanzdepartement@fd.so.ch
so.ch

Peter Hodel
Landammann

Eidgenössisches Departement
des Innern EDI
Frau Bundesrätin
Elisabeth Baume-Schneider
Inselgasse 1
3003 Bern

27. März 2024

Vernehmlassung zur neuen Verordnung über die Bundesstatistik

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 15. Dezember 2023 haben Sie uns die neue Verordnung über die Bundesstatistik zur Vernehmlassung unterbreitet. Wir bedanken uns für die Gelegenheit zur Stellungnahme. Zu einzelnen Bestimmungen haben wir folgende Bemerkungen:

Art. 3

Da Art. 65 Abs. 2 BV den Bund ermächtigt, Vorschriften über die Harmonisierung und Führung kantonaler und kommunaler Register zu erlassen, soll im Anhang die KORSTAT als Vertretung der Kantone und Gemeinden im Bereich der Datenharmonisierung und als mindestens teilweise dem BStatG unterstellt genannt werden. Dies würde die Mitglieder der KORSTAT als Organe des Statistiksystems Schweiz (oder als Organe der Bundesstatistik?) formalisieren.

Art. 10

Statt in Steckbriefen sollen die Erhebungen in standardisierten Metadaten erfasst werden. Das Format soll standardisiert sein, nicht die Form. Als Standard bietet sich eCH-0200 an.

Art. 14

Bei dezentraler Organisation der Statistik mit kantonalen Statistikstellen beschreibt Art. 14 zu wenig klar, dass eben diese im Gremium Regiostat den Kanton vertreten soll.

Art. 16, Abs. 1

Die Nennung des Grundsatzes der Mehrfachnutzung von Daten wird befürwortet. Eine Mehrfacherhebung derselben Daten soll verhindert werden. Die Daten der Erhebung der Grenzgängerstatistik (Anhang 01.04. [197]), der Neurentenstatistik (NRS) (Anhang 08.03. (57) und der Befragung für die Produktions- und Wertschöpfungsstatistik (09.12. [32]) haben Schnittmengen zu den durch die kantonalen Steuerverwaltungen zu liefernden Daten für die Erhebung der Statistik der direkten Bundessteuern (09.32. [138]), der Steuerbelastung in der Schweiz (09.33. [140]) und der gesamtschweizerischen Statistik der besteuerten Vermögen (Vermögenssteuerstatistik) (09.34. [141]). Es ist sicherzustellen, dass nicht bei unterschiedlichen Stellen mehrfach die gleichen Daten erhoben werden.

Art. 16, Abs. 2

Der erforderliche Datenaustausch zwischen den verschiedenen Verwaltungseinheiten soll über elektronische Schnittstellen erfolgen. Damit eine elektronische Lieferung der Daten möglich ist, müssen sämtliche Kantone in der Lage sein, die verlangten Statistikdaten aus ihren Steuersystemen elektronisch aufzubereiten und über eine Schnittstelle weiterzuleiten.

Damit die Kantone nach der elektronischen Aufbereitung der Daten aus ihren jeweiligen Systemen über eine Schnittstelle weiterleiten können, sind technische Anpassungen nötig. Die entsprechenden technischen Details sind frühzeitig bekanntzugeben.

Art. 17, Abs. 1

Die Bestimmung ordnet die Verantwortung für die Vorbereitung und die Durchführung der Befragungen und Erhebungen den «zuständigen Organen» zu, die sich aus dem Anhang ergeben. Die Bestimmung sollte dahingehend ergänzt werden, dass die zuständigen Organe nicht nur die Verantwortung für die Vorbereitung und Durchführung der Befragungen und Erhebungen tragen, sondern für die Bearbeitung der betroffenen Personendaten als solche. Ansonsten muss davon ausgegangen werden, dass der Bund in sämtlichen Fällen die Verantwortung für die Bearbeitung von Personendaten durch die zuständigen Organe trägt, die nicht mit der Beschaffung und Durchführung der Erhebungen im Zusammenhang stehen.

Art. 17, Abs. 4

In technischen Weisungen sind neben der Erhebung und Lieferung der Daten auch die Datenformate zu definieren.

Art. 19

Die Statistikstellen der Kantone und Gemeinden sollten von dieser Regel ausgenommen sein. Die Anonymisierungspflicht in Art. 19 des Verordnungsentwurfes ist zu begrüßen. Bei der Umsetzung ist jedoch zu bedenken, dass die spezialgesetzlichen Geheimhaltungspflichten jeweils voraussetzen, dass eine Anonymisierung vor der Bekanntgabe an den Statistikproduzenten stattfinden muss. Es ist deshalb klarzustellen, dass Personendaten, die einer spezialgesetzlichen Geheimhaltungspflicht unterliegen, nur in anonymisierter Form an das Bundesamt für Statistik (BFS) übermittelt werden dürfen. Der Wortlaut der Bestimmung sollte daher angepasst werden. Zudem ist darauf hinzuweisen, dass der Datenbekenntgabe in gewissen Fällen eine Entbindung der vorgesetzten Behörde oder die Einwilligung der betroffenen Person vorausgehen muss. Dies trifft beispielsweise beim Berufsgeheimnis nach Art. 321 des Strafgesetzbuches (StGB) zu. Bei der Schweigepflicht der Opferhilfestellen nach Art. 11 des Opferhilfegesetzes (OHG, SR 312.5) ist im Einzelfall die Einwilligung der betroffenen Person einzuholen, bevor die Bekanntgabe an den Statistikproduzenten erfolgen kann. Weder die Entbindung noch die Einwilligung können durch die Anonymisierung ersetzt werden. Der Wortlaut von Art. 19 des Verordnungsentwurfes ist sehr pauschal und sollte daher auf solche Voraussetzungen zumindest allgemein hinweisen bzw. weitere Voraussetzungen vorbehalten.

Art. 24, Abs. 1

Die Regelung bezieht sich auf Art 14 des BStatG. Die mit statistischen Arbeiten betrauten Personen unterliegen einer Geheimnispflicht. Art. 14 BStatG verwendet dabei den Begriff des Amtsgeheimnisses. Der selbständige Gehalt von Art. 24 E-BStatV ist nicht ersichtlich. Sollten weitergehende Vertraulichkeitspflichten als in Art. 14 BStatG greifen, müsste dies entsprechend ergänzt werden.

Art. 24, Abs. 3

Diese Bestimmung verpflichtet öffentliche Organe, die Geheimhaltungs- und Sorgfaltspflichten von privaten Befragungsinstituten und Organisationen vertraglich zu regeln. Es handelt sich um Auslagerungssachverhalte, also um Fälle in denen privatrechtliche Unternehmen im Auftrag von öffentlichen Organen Befragungen und Erhebungen von Personendaten bearbeiten. Die Bestimmung ist dahingehend zu ergänzen, als die vertraglich vereinbarte Geheimhaltungs- und Sorgfaltspflicht dem Niveau von Art. 14 BStatG zu entsprechen hat und die Anonymisierungspflichten gemäss Art. 19 E-BStatV zu beachten sind. Zudem böte die Norm Platz, um konkrete Voraussetzungen zu definieren, welche private Unternehmen einhalten müssen, um überhaupt als Befragungs- und Erhebungsinstitute in Frage zu kommen. Beispielsweise könnte auf Standards nach ISO-Zertifizierungen verwiesen werden.

Art. 25

Hier sind Kantone erwähnt. Müssen bei Absatz 3 nicht die Statistikproduzenten der Kantone ausgeschlossen sein? Der Artikel bezieht sich ausschliesslich auf administrative Datenquellen. So wie wir es verstehen, ist es eine Ergänzung zu RHG und Art. 65 Abs. 2 BV und ermöglicht eine Harmonisierung der Datenquellen, die nicht dem RHG unterstellt sind.

Art. 25, Abs. 2

Zur Überprüfung schlägt der Verordnungsentwurf u.a. die Verwendung der AHV-Nr. vor. Für die systematische Verwendung der AHV-Nr. ausserhalb der AHV gelten die Voraussetzungen von Art. 153b ff. des Bundesgesetzes über die Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHVG, SR 831.10). Eine Bedingung ist, dass die Verwendung der AHV-Nr. für die Erfüllung gesetzlicher Aufgaben erforderlich ist. Bei der Bearbeitung von Personendaten im Rahmen der Statistikforschung ist jedoch nicht erkennbar, inwiefern hierfür die Verwendung der AHV-Nr. erforderlich ist. Es ist fraglich, inwiefern eine Identifizierung für statistische Forschungsvorhaben überhaupt erforderlich ist. Folglich ist nicht nachvollziehbar, wieso für sämtliche Erhebungen und anderen Bearbeitungen von Personendaten regelmässig auch die AHV-Nr. zu erheben ist.

Art. 27, Abs. 3

Neu werden alle Daten spätestens nach 100 Jahren anonymisiert. Neu wird darauf verzichtet auszuweisen, welche Datensätze betroffen sind (früher wurde jede einzelne Erhebung entsprechend markiert). Zur Förderung der Transparenz soll ausgewiesen werden, welche Datensätze erst nach 100 Jahren anonymisiert werden müssen.

Im Grundsatz soll das BFS alle Daten in nicht anonymisierter Form aufbewahren. Ein Ausweisen der betroffenen Datensätze ist nicht nötig (@NAME).

Gemäss der Bestimmung werden die Personendaten durch die Statistikproduzenten des Bundes pseudonymisiert. Im Übrigen ist festzuhalten, dass Art. 27 Abs. 1 E-BStatV auch die AHV-Nr. von der Pseudonymisierung erfasst und mit einem statistischen Identifikator ersetzt. Dabei handelt es sich um einen weiteren Grund, der gegen die Verwendung der AHV-Nr. für statistische Erhebungen spricht. Stattdessen könnte direkt bei der Erhebung ein von der AHV-Nr. unabhängiger statistischer Identifikator bestimmt und verwendet werden.

Art. 29, Abs. 3

Beim Ausdruck "regelmässiger Nachfrage" ist 'regelmässiger' zu streichen.

Art. 30, Abs 2 f

Ausgenommen hiervon sollten andere Statistikstellen und Gemeinden sein, die a-e erfüllen.

Die unter anderem in Art. 30 Abs. 2 erwähnten Statistikstellen der Kantone und Gemeinden sollten klarer definiert werden und als Organe des Statistiksystems Schweiz verankert sein. Hier könnte dann auf diese Organe verwiesen werden.

Sie werden insbesondere auch in Art 43 erwähnt, in dem dem EDI die Regelung der Anforderungen an die Statistikstellen der Kantone und Gemeinden eingeräumt wird.

Art. 42, OGD

Die Präzisierung, was unter OGD publiziert wird und was nicht, wird unterstützt.

Art. 45

Der Artikel macht in dieser Form keinen Sinn. Es sollte klar gesagt werden, für welche Artikel Gebühren verlangt werden können.

Anhang 2, 08.13 Steuerdatenerhebung

Dazu hat die Schweizerische Steuerkonferenz (SSK) am 9. Februar 2024 eine umfassende Stellungnahme verabschiedet. Wir schliessen uns dieser Stellungnahme an.

Charta und Rahmenvertrag

Es liegt im Interesse der professionellen und unabhängigen Statistikstellen, dass mit der Charta (bzw. deren sinngemässer Anwendung) und dem Rahmenvertrag zwei wichtige, hohe Hürden für Verknüpfungen vorhanden sind

Zusammenfassend kann festgehalten werden, dass die Stossrichtung BStatV grundsätzlich gut ist, sie wird von uns unter Berücksichtigung der von uns formulierten Anmerkungen, unterstützt.

Freundliche Grüsse



Peter Hodel
Landammann

Hôtel du Gouvernement – 2, rue de l'Hôpital, 2800 Delémont

Hôtel du Gouvernement
2, rue de l'Hôpital
CH-2800 Delémont

t +41 32 420 51 11
f +41 32 420 72 01
chancellerie@jura.ch

Par courriel en version PDF et Word

Département fédéral de l'Intérieur

Madame la Conseillère fédérale

Elisabeth Baume-Schneider

Bundesgasse 3

3003 Bern

Aemterkonsultationen@bfs.admin.ch

Delémont, le 19 mars 2024

Nouvelle ordonnance sur la statistique fédérale: réponse à la consultation

Madame la Conseillère fédérale,
Mesdames, Messieurs,

Le Gouvernement jurassien a bien reçu votre invitation à participer à la consultation concernant la nouvelle ordonnance sur la statistique fédérale et il vous en remercie.

De manière générale, le Gouvernement est favorable à la récolte et à la gestion de données statistiques sur le plan national. Elles permettent de réaliser des analyses et des comparatifs essentiels pour l'ensemble de notre pays.

En préambule le Gouvernement jurassien souhaite également mettre l'accent sur la nécessité d'initier une collecte de données efficace, permettant d'éviter les demandes multiples. Il est donc essentiel que cette collecte soit techniquement simple et qu'elle ne nécessite pas de moyens financiers ou humains supplémentaires pour les cantons.

Dans ce sens il est proposé de préciser le fait que les données ne seront pas collectées plusieurs fois (article 16, alinéa 1). Il semble également important que le format attendu des données ainsi que les éléments techniques pour les transmettre soient transmis rapidement aux cantons (article 16, alinéa 2 et article 17).

En ce qui concerne la récolte des données fiscales des personnes physiques, le Gouvernement jurassien est d'avis que la Confédération ne dispose pas des bases légales suffisantes pour obtenir les données demandées en raison du secret fiscal qui protège la sphère privée des contribuables. Toutefois, et si le Conseil fédéral maintient sa position, il estime que le relevé des données fiscales doit être pris en charge par l'Administration fédérale des contributions (AFC) et non par l'Office fédéral de la statistique (OFS) (variante 1).

La récolte des données fiscales non anonymisées est un élément sensible et une conservation centralisée de toutes ces données représente un risque énorme pour la sécurité et pourrait faire l'objet de cyberattaques. Il convient, en outre, d'avoir une attention particulière sur les questions de la conservation et de l'utilisation de telles données par l'AFC et l'OFS. Leur conservation doit être limitée au strict nécessaire et l'ordonnance fédérale doit être clarifiée en la matière.

Le Gouvernement jurassien rappelle également que les autorités fiscales cantonales sont organisées différemment et qu'une obligation de fournir des données ne doit pas avoir pour effet d'obliger les cantons ou les communes à procéder à des changements organisationnels ou procéduraux à des fins purement statistiques. Dans tous les cas, il faut préciser qu'une collecte annuelle de données implique une charge de travail considérable pour les administrations fiscales cantonales.

Enfin, il est nécessaire de souligner que les disparités entre les déclarations fiscales cantonales font que ces dernières ne sont que partiellement comparables. Dès lors, si des données sont transmises à l'OFS, une concertation avec l'AFC, seule compétente pour une interprétation correcte des données, doit être prévue.

En vous remerciant encore une fois de l'avoir consulté, le Gouvernement vous prie de croire, Madame la Conseillère fédérale, à sa haute considération.

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA



Rosalie Beuret Siess
Présidente



Jean-Baptiste Maître
Chancelier d'État



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Conseil d'Etat
Route des Arsenaux 41, 1700 Fribourg

Conseil d'Etat CE
Staatsrat SR

Route des Arsenaux 41, 1700 Fribourg

T +41 26 305 10 40
www.fr.ch/ce

PAR COURRIEL

Département fédéral de l'intérieur DFI
Inselgasse 1
3003 Berne

Courriel : Aemterkonsultationen@bfs.admin.ch

Fribourg, le 26 mars 2024

2024-310

Nouvelle ordonnance sur la statistique fédérale – Procédure de consultation

Madame, Monsieur,

Nous nous référons à votre courrier du 15 décembre 2023, relatif à l'objet mentionné en titre, et vous remercions de nous avoir associés à la consultation.

Le Conseil d'Etat souligne le principe d'une unification et simplification des ordonnances. De nombreux principes sont améliorés ou précisés, mettant notamment en évidence le rôle plus marqué de la statistique fédérale dans le développement de la gestion nationale des données et par extension de la cyberadministration. Le Conseil d'Etat accueille favorablement les changements proposés.

Données fiscales sur les personnes physiques :

Concernant la consultation à propos du relevé 08.13 de l'annexe 2 sur les données fiscales des données physiques.

Les compétences de l'AFC ou de l'OFS doivent être réglées en détails en ce qui concerne la collecte et l'utilisation des données, également en ce qui concerne le secret fiscal. Étant donné que les cantons sont responsables de la conservation sécurisée des données même après leur transmission à l'AFC, cette dernière doit soumettre les concepts correspondants aux cantons pour examen.

Par ailleurs, des doutes subsistent toujours quant à savoir si les bases légales sont suffisantes pour la collecte de données prévue. Indépendamment du fait de savoir si les bases légales sont suffisantes pour la collecte des données, le secret fiscal doit impérativement être garanti. La question de la durée durant laquelle l'AFC et l'OFS peuvent conserver d'éventuelles données non anonymisées doit être clarifiée. Vu la quantité importante de données fiscales non anonymisées, il convient en outre de s'assurer que les données sont anonymisées et conservées auprès d'un seul service et qu'une priorité absolue est accordée aux aspects liés à la sécurité.

Conformément à la position défendue par la Conférence des Directrices et des Directeurs Cantonaux des Finances (CDF), nous considérons qu'en règle générale les données anonymisées suffisent pour la plupart des objectifs statistiques. Si tel n'est pas le cas dans des situations individuelles, il faudrait au moins renoncer au stockage centralisé des données non anonymisées au niveau fédéral.

D'une manière générale, une obligation de fournir des données ne doit pas avoir pour effet d'obliger les cantons ou les communes à procéder, à des fins statistiques, à des changements organisationnels ou procéduraux dans l'exécution de leurs tâches. De même, les autorités fiscales ne sont pas autorisées à collecter des données qui ne sont pas nécessaires à la procédure de taxation.

Cette nouvelle ordonnance induira une charge de travail supplémentaire très importante pour l'autorité fiscale cantonale. En outre, afin de garantir les conditions techniques dans les cantons pour la transmission électronique des données, une anticipation suffisante doit être garantie pour les développements techniques et informatiques nécessaires, notamment par une communication suffisamment tôt des détails techniques correspondants.

Le canton souhaite une solution qui permet au Service cantonal des contributions d'être en contact direct avec l'administration en charge de la collecte. Cette dernière doit garantir le secret fiscal et statistique. Le canton de Fribourg favorise la variante AFC, administration avec laquelle le Service des contributions est déjà fortement en contact. En effet, une solution avec un seul interlocuteur est la plus adéquate.

Once-only :

Le canton de Fribourg soutient les développements prévus dans le cadre de la thématique « once-only ». Ce principe simplifie le processus de collecte de données en permettant une unique réponse de l'entité interrogée, favorisant l'utilisation multiple des informations grâce à la standardisation, l'harmonisation et aux appariements. Il a pour corollaire une augmentation de la responsabilité de l'entité source quant à la qualité des données, nécessitant une gestion rigoureuse, y compris des vérifications à la saisie pour minimiser les erreurs. De plus, l'organisme collecteur des données doit instaurer un mécanisme de retour d'information vers la source pour signaler toute erreur ou incohérence. Dans des situations complexes de gestion de la donnée par événement (eCH-0020 par exemple), des processus de certification devraient être mis en place pour s'assurer de leur bonne mise en œuvre. L'ordonnance pourrait à notre avis être plus prescriptive dans ce domaine.

Rôle de la science des données (IA) :

Les objectifs de la science des données et en particulier de l'utilisation de l'IA sont clarifiés. Il s'agit uniquement du champ de la statistique publique pour des traitements qui ne sont pas liés à des personnes.

Nous avons bien noté que les cantons qui demanderaient du soutien doivent financer la prestation. Toutefois, est-il prévu de soutenir les offices régionaux en leur mettant à disposition des informations ou outils déjà développés, ou encore en proposant des formations ?

Suppression des données et co-propriété :

Art. 36. Le rapport en page 27 indique qu'« Aucun délai légal de suppression n'a en revanche été fixé pour les données anonymisées. » Est-ce que ce principe est aussi valable pour les cantons ?

Dans le passé, les cantons n'ont pas reçu les données des relevés par échantillon qui étaient prévues pour l'ensemble de la Suisse et les Grandes régions. Ces données étaient mises à disposition seulement en cas de densification de l'échantillon. Actuellement le canton reçoit certaines données sans avoir densifié l'échantillon. Est-ce que cela deviendra une règle générale ?

Nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Au nom du Conseil d'Etat :

Jean-Pierre Siggen, Président



Danielle Gagnaux-Morel, Chancelière d'Etat

L'original de ce document est établi en version électronique

Copie

à la Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle, pour elle et le Service de la Statistique ;
à la Chancellerie d'Etat.



LE CONSEIL D'ÉTAT

DE LA RÉPUBLIQUE ET
CANTON DE NEUCHÂTEL

Par courrier électronique

Département fédéral de l'intérieur
Palais fédéral
3003 Berne

Nouvelle ordonnance sur la statistique fédérale

Madame la conseillère fédérale,

Le Conseil d'État de la République et Canton de Neuchâtel vous remercie de l'avoir consulté sur le projet de nouvelle ordonnance sur la statistique fédérale. Après examen des documents transmis, nous sommes globalement favorables à ce projet mais nous permettons de nous prononcer sur les points suivants.

Parmi les nouveaux relevés listés dans le projet d'ordonnance, nous mentionnons en particulier le point 08.13 (relevé des données fiscales des personnes physiques) : nous sommes favorables à ce relevé et privilégions sa variante 2, celle qui attribue sa responsabilité à l'Office fédéral de la statistique (OFS). Comme l'avait souligné le Conseil fédéral dans sa décision du 5 avril 2023, les données recueillies doivent être utilisées exclusivement à des fins statistiques, tout en préservant le secret statistique et le secret fiscal. Etant donné la sensibilité des données transmises, il sera important de rappeler et de mentionner explicitement la seule responsabilité de l'OFS en cas de fuite ou de violation de la protection des données.

Ensuite, nous souhaitons relever positivement le principe proposé à l'art. 16, al. 1, de ne pas récolter plusieurs fois les mêmes données dans le cadre de travaux statistiques. La nouvelle possibilité d'appariement des données de l'OFS entre elles ou avec les données des services cantonaux de statistique est également à souligner, tout comme le nouvel article 36 sur la conservation (c'est-à-dire la non-destruction) des données anonymisées. Pour cet article, il aurait toutefois été élégant de mentionner que ce principe est aussi valable pour les données détenues par les services cantonaux de statistique.

En outre, et de manière générale, il nous aurait paru cohérent de considérer les services cantonaux de statistique comme de véritables partenaires, reconnus comme membres à part entière du système statistique suisse. En plus d'une mention particulière à leur égard qui fait défaut, il apparaît que l'art. 38 ne les mentionne même pas dans la liste des services qui produisent des travaux statistiques.

En vous souhaitant bonne réception de la présente et en vous remerciant de nous avoir consultés, nous vous prions de croire, Madame la conseillère fédérale, à l'expression de notre haute considération.

Neuchâtel, le 25 mars 2024

Au nom du Conseil d'État :

Le président,
A. RIBAUX

La chancelière,
S. DESPLAND





KANTON
APPENZEL INNERRHODEN

Landammann und Standeskommission

Sekretariat Ratskanzlei
Marktgasse 2
9050 Appenzell
Telefon +41 71 788 93 11
info@rk.ai.ch
www.ai.ch

Ratskanzlei, Marktgasse 2, 9050 Appenzell

Per E-Mail an
aemterkonsultationen@bfs.admin.ch

Appenzell, 7. März 2024

Neue Verordnung über die Bundesstatistik Stellungnahme Kanton Appenzell I.Rh.

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 15. Dezember 2023 haben Sie uns die Vernehmlassungsunterlagen zur neuen Verordnung über die Bundesstatistik zukommen lassen.

Die Standeskommission hat die Unterlagen geprüft. Sie begrüsst die Vorlage. In Anhang 2 - 08. SOZIALES, 08.13. (214) werden für die Erhebung von Steuerdaten natürlicher Personen zwei Lösungen vorgeschlagen. Bei der Lösung 1 liegt die Verantwortung für die Erhebung bei der Eidg. Steuerverwaltung (ESTV). Allerdings haben die Kantone die Möglichkeit, das Bundesamt für Statistik (BFS) als verantwortliche Stelle zu bestimmen (Lösung 2). Die Standeskommission schliesst sich der Vernehmlassungsantwort der Steuerkonferenz an und zieht die Lösung 1 vor.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme und grüssen Sie freundlich.

Im Auftrage von Landammann und Standeskommission

Der Ratschreiber:


Markus Dörig

Zur Kenntnis an:

- Volkswirtschaftsdepartement Appenzell I.Rh., Marktgasse 2, 9050 Appenzell
- Ständerat Daniel Fässler, Weissbadstrasse 3a, 9050 Appenzell
- Nationalrat Thomas Rechsteiner (thomas.rechsteiner@parl.ch)

Regierungsrat, Rathausstrasse 2, 4410 Liestal

Eidgenössisches Departement des Innern EDI
Bundesamt für Statistik
Espace de l'Europe 10
CH-2010 Neuchâtel

Per E-Mail an
Aemterkonsultationen@bfs.admin.ch

Liestal, 19. März 2024

Vernehmlassung: Neue Verordnung über die Bundesstatistik

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Baume-Schneider,
sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 15. Dezember 2023 lädt das Eidgenössische Departement des Innern EDI ein, im Rahmen einer Vernehmlassung zur neuen Verordnung über die Bundesstatistik Stellung zu nehmen. Wir danken für die Gelegenheit zur Stellungnahme, die wir gerne wahrnehmen.

Die neue Verordnung hebt die Statistikerhebungsverordnung (SR 431.012.1) und die Verordnung über die Organisation der Bundesstatistik (SR 431.011) auf. Die Tätigkeiten des Bundesamts für Statistik (BFS) und der öffentlichen Statistikstellen (Bund, Kantone, Gemeinden) werden neu in einem Text zusammengefasst und der Prozess der Datenverarbeitung für nicht-personenbezogene Zwecke sowie die Organisation des Schweizer Statistiksystems werden transparent aufgezeigt.

In Anhang 2 werden unter 08. SOZIALES, 08.13. (214) Steuerdatenerhebung der natürlichen Personen zwei Lösungen für die Datenerhebung vorgeschlagen. Bei Lösung 1 liegt die Verantwortung für die Erhebung bei der Eidgenössischen Steuerverwaltung (ESTV), bei Lösung 2 wird das BFS als verantwortliche Stelle bestimmt.

Der Kanton Basel-Landschaft äussert sich wie folgt zur Vernehmlassung:

1. Neue Verordnung über die Bundesstatistik

Der Kanton Basel-Landschaft begrüsst die neue Verordnung über die Bundesstatistik, welche eine zentrale Übersicht über die vorhandenen Daten sowie deren Erhebung, Verarbeitung, Bereitstellung und Veröffentlichung gibt.

Insbesondere folgende Artikel führen aus unserer Sicht zu wesentlichen Verbesserungen, wobei nach unserer Auffassung bei einzelnen Bestimmungen noch Anpassungen erforderlich sind:

- **Art. 6 Statistische Grundsätze und Standards:** Die direkte Verankerung der Charta der öffentlichen Statistik in der Verordnung verpflichtet alle Statistikproduzenten des Bundes,

sich an der Charta zu orientieren, was die Qualität der statistischen Arbeiten aufwertet und das Vertrauen in die öffentliche Statistik stärkt.

- **Art. 10 Steckbriefe:** Die Einführung von Steckbriefen für alle Statistikprodukte des Bundes fördert die Transparenz und erleichtert den Zugang zu wichtigen Informationen. Dies ist ein wichtiger Schritt, um die Klarheit und Nachvollziehbarkeit statistischer Daten zu verbessern.

Die Steckbriefe sollen nach Möglichkeit in einem standardisierten Metadatenformat publiziert werden (z. B. eCH-0200).

- **Art. 16 Grundsätze:** Die Betonung des Once-Only-Prinzips und der Mehrfachnutzung von Daten reduziert den Aufwand für die Befragten und unterstützt die Digitalisierung innerhalb der Verwaltung. Dies ist ein wichtiger Beitrag zur Effizienzsteigerung in der Datenerhebung und -nutzung.

Eine Mehrfacherhebung von Daten bei unterschiedlichen Stellen soll verhindert werden. Insbesondere die Daten der Erhebung der Grenzgängerstatistik (01.04.), der Neurentenstatistik (08.03.) und der Befragung für die Produktions- und Wertschöpfungsstatistik (09.12.) sollen auf mögliche Schnittmengen zu den durch die kantonale Steuerverwaltung zu liefernden Daten für die Erhebung der Statistik der direkten Bundessteuern (09.32.), der Steuerbelastung in der Schweiz (09.33.) und der Vermögenssteuerstatistik (09.34.) geprüft werden.

Weiter ist eine frühzeitige Bekanntgabe der technischen Spezifikation von Schnittstellen (möglichst nach eCH-Standard) für den Datenaustausch an die Datenlieferanten für eine zeitgerechte Umsetzung unverzichtbar.

- **Art. 25 Plausibilisierung, Kontrolle, Ergänzung:** Die Möglichkeit, Verwaltungsdaten von Bund und Kantonen in strukturierter und harmonisierter Form der jeweiligen Quelle zugänglich zu machen, verbessert langfristig die Datenqualität. Dieser Ansatz fördert die Effizienz und vermeidet den Einsatz unverhältnismässiger Mittel.
- **Art. 27 Pseudonymisierung und Anonymisierung von aufbereiteten Einzeldaten:** Die Statistikproduzenten des Bundes anonymisieren die Einzeldaten, sobald deren Bearbeitungszweck dies zulässt, spätestens jedoch 30 Jahre nach ihrer Beschaffung. Für die Erstellung von sehr langen Zeitreihen beträgt die Frist 100 Jahre.

Zur Förderung der Transparenz soll ausgewiesen werden, welche Datensätze erst nach 100 Jahren anonymisiert werden. Die Frist ist insbesondere für die neu einzuführende Steuerdatenerhebung der natürlichen Personen (08.13) zu klären. Es handelt sich bei dieser Statistik um besonders schützenswerte Daten. Die Aufbewahrung allfällig nicht anonymisierter Daten soll auf das notwendigste Mass reduziert werden und wenn immer möglich nur bei einer Bundesstelle verfügbar sein. Ein Datenleck, auch wenn es durch den Bund zu verantworten wäre, würde zu einem Reputationsschaden auch für den Kanton Basel-Landschaft führen. Das Vertrauen der Bürgerinnen und Bürger in das Steuergeheimnis wäre dadurch nachhaltig erschüttert und könnte ihre Bereitschaft, ihre Einkommens- und Vermögensverhältnisse vollständig offenzulegen, senken. Das grundlegende Prinzip des schweizerischen Steuerverfahrens, wonach die steuerpflichtigen Personen ihre persönlichen Daten für die Steuerveranlagung selbst beizubringen haben, wäre durch einen solchen Vertrauensverlust gefährdet.

- **Art. 29 und 32 Datenverknüpfung und Anonymisierung:** Die angepassten Regelungen zur Datenverknüpfung und Anonymisierung (Erstellung von Standardprodukten, Anonymisierung bei Zeitreihen) sind entscheidend für eine optimierte Nutzung von Daten zu Forschungszwecken unter Wahrung des Datenschutzes.
- **Art. 33 Reproduzierbarkeit von Forschungsvorhaben:** Die Möglichkeit, die Reproduzierbarkeit von Verknüpfungsprojekten langfristig auch nach der Vernichtung von verknüpften Daten sicherzustellen, ist eine begrüssenswerte Neuerung, welche den Anliegen der Forschung gerecht wird.
- **Art. 35 Neue Methoden zur Datenbearbeitung:** Die Öffnung für den Einsatz neuer Methoden der künstlichen Intelligenz in der statistischen Arbeit fördert Innovation und Effizienz.
- **Art. 42 Open Government Data und Art. 43 Übrige Dienstleistungen auf Bestellung:** Diese Artikel unterstützen die Veröffentlichung statistischer Ergebnisse in benutzergerechter Form nach dem Grundsatz «Open by Default» und die Erbringung spezialisierter Dienstleistungen im Bereich der Datenwissenschaft, was die Zugänglichkeit und die Nutzbarkeit der Daten für die Öffentlichkeit erhöht.
- **Art. 44 Registerdienstleistungen:** Mit dem Angebot von Registerdienstleistungen kann das BFS anderen Verwaltungseinheiten des Bundes konkrete, datenbasierte Lösungen anbieten.

2. Bevorzugte Lösungsvariante für die Erhebung der Steuerdaten

Der Kanton Basel-Landschaft bevorzugt die Lösungsvariante 2, welche das BFS als verantwortliche Stelle für die Steuerdatenerhebung der natürlichen Personen bestimmt. Der Vorteil dieser Lösung liegt darin, dass auf langjährig eingespielte und bewährte Prozesse und Kommunikationskanäle zwischen dem BFS und den kantonalen Statistikstellen zurückgegriffen werden kann. Zudem hat ausschliesslich das BFS auf Bundesebene die Ermächtigung, Verknüpfungen zur Erfüllung seiner statistischen Aufgaben vorzunehmen. Es handelt sich um eine allgemeine Ermächtigung (Art. 14a, SR 431.01, BStatG). Insbesondere Steuerdaten werden regelmässig für Forschungsprojekte bei Datenverknüpfungen beigezogen, weshalb es sinnvoll ist, dass die dazu benötigten Einzeldaten beim BFS vorhanden sind und auf einen Datenaustausch zwischen der ESTV und dem BFS für entsprechende Verknüpfungsprojekte verzichtet werden kann.

Aus fachlicher Sicht ist die ESTV aufgrund ihrer steuerspezifischen Sachkenntnisse und insbesondere ihrer Kenntnisse in Bezug auf die kantonalen Besonderheiten eng in die Erhebungsarbeiten der Steuerdatenerhebung einzubeziehen. Im Anhang (08.13) wird sie als «Mitwirkende bei der Durchführung» erwähnt. Nebst der reinen Erwähnung als mitwirkende Stelle schlagen wir zusätzlich eine Präzisierung des fachlichen Einbezugs der ESTV unter «Besondere Bestimmungen» vor: «Die ESTV berät das BFS fachlich bei der Erarbeitung und Weiterentwicklung des Erhebungskonzepts der Steuerdatenerhebung.»

Wir bitten Sie, unsere Anliegen angemessen zu berücksichtigen.

Hochachtungsvoll



Monica Gschwind
Regierungspräsidentin



Elisabeth Heer Dietrich
Landschreiberin



CH-6060 Sarnen, St. Antonistrasse 4, VD

Per E-Mail

Eidgenössisches Departement
des Innern EDI

Aemterkonsultation@bfs.admin.ch

Sarnen, 18. März 2024/mi,wi/ OWSTK.4826

Vernehmlassung zur neuen Verordnung über die Bundesstatistik

Sehr geehrter Herr Bundesrat
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 15. Dezember 2023 wurden die Kantone zur Vernehmlassung zur neuen Verordnung über die Bundesstatistik eingeladen. Die Vernehmlassungsfrist dauert bis zum 5. April 2024. Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme und äussern uns gerne wie folgt:

Wir unterstützen grundsätzlich die neue Verordnung über die Bundesstatistik und die einhergehende Förderung des Once-Only-Prinzips sowie die Standardisierungsbemühungen des Bundes. Der konsequente Datenaustausch über elektronische Schnittstellen ist aus unserer Sicht zwingend. Dabei müsste darauf geachtet werden, dass diese konsequent über das eCH-Framework standardisiert werden.

In Bezug auf die Verwendung von Steuerdaten unterstützen wir die Ausführungen in der Stellungnahme der Schweizerischen Steuerkonferenz (SSK) vom 9. Februar 2024 vollumfänglich. Im Anhang 2 08. SOZIALES, 08.13 (214) schlagen Sie zwei Lösungen für die Erhebung von Steuerdaten natürlicher Personen vor. Wie in der Stellungnahme der SSK ausgeführt, priorisiert auch der Kanton Obwalden die Lösung 1, wonach die Eidgenössische Steuerverwaltung (ESTV) für die Erhebung der Daten zuständig ist. Neben den hohen Sicherheitsanforderungen sind für eine zielführende Datenerhebung auch fundierte Steuer- und Verfahrenskenntnisse notwendig.

Im Weiteren lehnen wir uns auch an die Stellungnahme der Konferenz der kantonalen Finanzdirektoren und Finanzdirektoren (FDK) vom 15. März 2024 an. Diese fokussiert auf die Steuerdatenerhebung der natürlichen Personen und weist darauf hin, die FDK sei nach wie vor der Ansicht, dass der Bund weder im DBG noch im Bundesstatistikgesetz über die gesetzlichen Grundlagen verfüge, um die verlangten Steuerdaten zu beschaffen. Grund dafür ist das Steuergeheimnis, das die Privatsphäre der Steuerpflichtigen schützt. Wir lehnen deshalb gleich wie die FDK die geplante Steuerdatenerhebung der natürlichen Personen ab.

Antrag:

Für den Fall, dass der Bundesrat an seiner Rechtsauffassung festhält, dass Art. 7 Abs. 2 BStatG eine ausreichende gesetzliche Grundlage im Bundesrecht für die Einführung einer Steuerdatenerhebung darstellt, beantragen wir, dass den Fragen des Schutzes und der Speicherung nicht anonymisierter Daten, des Umfangs der erhobenen Daten sowie der Vergleichbarkeit der Daten aus den Steuererklärungen besondere Aufmerksamkeit geschenkt wird.

Wir bedanken uns für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme.

Freundliche Grüsse

Volkswirtschaftsdepartement



Daniel Wyler
Regierungsrat

Kopie an:

- Kantonale Mitglieder des eidgenössischen Parlaments
- Regierungsrat (Zirkulationsmappe)
- InformatikLeistungsZentrum Obwalden/Nidwalden ILZ
- Finanzdepartement
- Steuerverwaltung
- Volkswirtschaftsdepartement
- Volkswirtschaftsamt
- Staatskanzlei mit den Akten (OWSTK.4826)

04. April 2024

REGIERUNGSRAT

Regierungsgebäude, 5001 Aarau
Telefon 062 835 12 40, Fax 062 835 12 50
regierungsrat@ag.ch
www.ag.ch/regierungsrat

A-Post Plus

Bundesamt für Statistik
Espace de l'Europe 10
2010 Neuchâtel

3. April 2024

Neue Verordnung über die Bundesstatistik; Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren

Die Kantonsregierungen wurden mit dem Schreiben vom 15. Dezember 2023 zur Vernehmlassung des Entwurfs der Verordnung über die Bundesstatistik (Bundesstatistikverordnung, VE-BStatV) eingeladen. Der Regierungsrat des Kantons Aargau bedankt sich für die Möglichkeit einer Stellungnahme.

Allgemeine Beurteilung

Der Regierungsrat begrüsst grossmehrheitlich den Erlassentwurf. Besonders positiv hervorzuheben ist die gesetzliche Verankerung der Mehrfachnutzung von Daten zur Entlastung der Datenlieferanten sowie die Anpassungen an die technischen Gegebenheiten im Zuge der Digitalisierung und an die neuen Aufgaben des Bundesamts für Statistik (BFS) im Bereich der Datenwissenschaften. Die Kantone und insbesondere die kantonalen Statistikstellen erfüllen zentrale Aufgaben in den Datenerhebungen der Bundesstatistiken. Diese Zusammenarbeit im Statistiksistem Schweiz, die die statistischen Ämter auf kantonaler und kommunaler Ebene umfasst, soll im VE-BStatV gestärkt werden. Vorgeschlagen wird ein eigener Artikel, der die Statistikstellen der Kantone und Gemeinden als Partner im föderalen Kontext definiert und deren Rollen festhält. Neben den auferlegten Pflichten sollen die Rechte der kantonalen und kommunalen Statistikstellen gestärkt werden, damit die Daten der Bundesstatistiken noch besser für Kantons- und Gemeindestatistiken in Wert gesetzt werden können.

Ebenfalls im Sinne der beabsichtigten Verankerung der Mehrfachnutzung von Daten ist die neu vorgesehene Erhebung von Steuerdaten der natürlichen Personen zu begrüßen. Zudem wird das Potenzial für nationale Statistiken zur wirtschaftlichen Situation der Bevölkerung erkannt. Als Erhebungsorgan ist das BFS der Eidgenössischen Steuerverwaltung (ESTV) vorzuziehen (Lösung 2). Einerseits stellt das BFS das Kompetenzzentrum für die Bearbeitung von Daten dar. Andererseits wird dadurch die Trennung der statistischen Arbeiten von Vollzugs-, Aufsichts- oder Regulierungsaufgaben (vgl. Art. 4 Abs. 2 BStatV) offensichtlich, auch wenn die gesetzlich verankerte Zweckbindung für alle Statistikproduzenten, also auch für statistische Tätigkeiten der ESTV gilt. Da die Steuerdaten unter das in der kantonalen Gesetzgebung verankerte Steuergeheimnis fallen, dürfen diese gemäss Art. 19 BStatV nur in vollständig anonymisierter Form weitergegeben werden. Die Weitergabe des BFS an die ESTV muss in Anhang 2, 08.13 entsprechend präzisiert werden. In diesem Zusammenhang stellt sich zudem die Frage, ob sich die Steuerdaten aufgrund der sich daraus ergebenden Persönlichkeitsprofile überhaupt vollständig anonymisieren lassen. Zusätzlich zur in

Art. 27 Abs. 3 BStatV vorgesehenen Löschung des Identifikators und personenidentifizierenden Angaben wird gefordert, dass auch die Gemeindeangaben bei der Anonymisierung gelöscht werden.

Weitere Bemerkungen

Kritisch anzumerken ist die Streichung von Art. 9 Abs. 2 der bestehenden Verordnung über die Durchführung von statistischen Erhebungen des Bundes (Statistikerhebungsverordnung), wonach den Statistikstellen der Kantone und Gemeinden Einzeldaten für statistische Arbeiten weitergegeben werden dürfen. Neu sind die Statistikstellen bezüglich der Datenbekanntgabe in Art. 38 Abs. 1 VE-BStatV unter öffentlichen Stellen subsummiert. Dabei wird festgelegt, dass die weitergegebenen Einzeldaten keine personenidentifizierenden Angaben, insbesondere keine AHV-Nummern und Unternehmens-Identifikationsnummer (UID) von Firmen, enthalten dürfen. Diese Regelung erscheint vor dem Hintergrund von Art. 19 Abs. 2 Bst. a des Bundesstatistikgesetzes (BStatG, SR 431.01), der die Weitergabe von Personendaten für nicht personenbezogene Zwecke an Dritte unter bestimmten Voraussetzungen erlaubt, sowie Art. 14a Abs. 2 BStatG und Art. 30 Abs. 2 VE-BStatV, die den Statistikstellen erlauben, eigenständig Daten des BFS zu verknüpfen, zu restriktiv und widersprüchlich.

Art. 153c Abs. 1 Bst. a des Bundesgesetzes über die Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHVG, SR 831.10) sieht zudem eine systematische Verwendung der AHV-Nummern zur Erfüllung von gesetzlichen Aufgaben vor, womit die AHV-Nummern grundsätzlich als Identifikatoren bei Verknüpfungen verwendet werden dürfen. Entsprechend ist Art. 38 VE-BStatV mit Art. 9 Abs. 2 Statistikerhebungsverordnung zu ergänzen, sodass kantonale und kommunale Statistikstellen Bundesdaten mit Identifikatoren (zum Beispiel AHV-Nummern, UID) erhalten dürfen. Wenn kantonale Stellen in die Erhebung der Daten involviert sind, sollen auch ihnen die strukturierten und harmonisierten Daten zugänglich gemacht werden. Art. 25 Abs. 3 VE-BStatV ist entsprechend zu ergänzen, wobei die Ausnahme, dass Statistikstellen keine weiteren Daten erhalten sollen, wegfallen muss, da ihnen gemäss Art. 38 VE-BStatV die Einzeldaten bekannt gegeben werden (siehe vorangehende Forderung zu Art. 38 VE-BStatV).

In weiteren Punkten wären Präzisierungen und/oder Erweiterungen wünschenswert: In den Erläuterungen zu Art. 26 VE-BStatV sollte auf die Vernichtung der Erhebungs- und Befragungsunterlagen fokussiert werden. In Art. 27 Abs. 1 VE-BStatV bei der Pseudonymisierung und Anonymisierung von aufbereiteten Einzeldaten wird vermisst, wie mit Angaben umgegangen wird, die eine Geolokalisation (zum Beispiel mittels Adressangaben oder Meterkoordinaten) ermöglichen. Des Weiteren wird in Art. 30 Abs. 2 Bst. f VE-BStatV festgelegt, dass die Daten des BFS nur mit Zustimmung dessen an andere Kantone oder Gemeinden weitergegeben werden dürfen. Nach gängiger Lesart ist damit die Weitergabe an Auftragnehmer der öffentlichen Hand inkludiert. Eine Präzisierung, dass die Daten auch an von Kantonen oder Gemeinden beauftragte bevollmächtigte Dritte, inklusive anderen Statistikstellen weitergegeben werden dürfen, wäre dennoch gut.

Die Strukturierung des Anhangs 2 in Anlehnung an das statistische Mehrjahresprogramm des Bundes sowie die eindeutige Verwendung der Begriffe "Befragung" und "Erhebung" tragen zur Übersichtlichkeit bei. Gemäss Art. 27 Abs. 3 VE-BStatV muss die Aufbewahrung von Einzeldaten in nicht anonymisierter Form für Langzeitstatistiken nicht mehr ausgewiesen werden. Obwohl neu die Einzeldaten spätestens nach 100 Jahren anonymisiert werden müssen, könnte durch eine entsprechende Kennzeichnung der Einzeldaten für lange Zeitreihen im Anhang 2 die Transparenz gegenüber der Öffentlichkeit erhöht werden. Zudem wäre wie bis anhin die Führung einer Rubrik zu den Datenlieferanten sinnvoll oder aber eine Präzisierung der Rubrik "Art und Methode" mittels Umbenennung in "Art, Methode und Datenquelle". Durch die Integration der ehemaligen Rubrik "Befragte" in die Rubrik "Art und Methode" lässt sich eine Mitverantwortung der Kantone oder anderer föderaler Ebenen nicht mehr direkt erkennen. Dies ist insbesondere der Fall, wenn es sich um eine Erhebung aus einem elektronisch geführten Register (zum Beispiel "Infostar" in 01.01 BEVNAT) handelt. Weiter könnte mit der Angabe, für welche Statistik die Daten beschafft werden (zum Beispiel 01.10 Erhebung für die Statistik der Bevölkerung und der Haushalte), zusätzlich Klarheit geschaffen werden. Insbesondere

bei der neu geplanten Steuerdatenerhebung lässt sich der Zweck der Datenbeschaffung nicht aus den gemachten Angaben erkennen. Im Weiteren wird bei gewissen Stichprobenerhebungen die Stichprobengrösse auf eine fixe Zahl festgelegt, so zum Beispiel auf 200'000 Personen bei 01.05 Strukturerhebung (SE). Aufgrund des Bevölkerungswachstums entspricht dies einem immer kleiner werdenden Prozentsatz der Gesamtbevölkerung. Die Festlegung einer an der Bevölkerungsgrösse dynamisch angepassten Stichprobe ist in Erwägung zu ziehen. Diejenigen Erhebungen, deren Periodizität erhöht und Datentiefe verbreitert werden, wie beispielsweise die Erhebung für die Finanzstatistik der öffentlichen Verwaltungen und Unternehmen (09.31), bedingen eine umsichtige Planung und effiziente Erhebungsprozesse, zumal die Datenstände bislang meist nicht in standardisierter, statistisch verwertbarer Form vorliegen. Es ist zu prüfen, ob der Wegfall von besonderen Bestimmungen zur Publikation und / oder Weitergabe von Daten (zum Beispiel bei den Nrn. 23 und 58 der Statistikerhebungsverordnung), die Datennutzung einschränkt. Um der Prämisse der Mehrfachnutzung von Daten nachzukommen, ist eine restriktivere Handhabung zu vermeiden, beziehungsweise aufzuheben.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Vernehmlassung.

Freundliche Grüsse

Im Namen des Regierungsrats



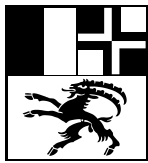
Dr. Markus Dieth
Landammann



Joana Filippi
Staatsschreiberin

Kopie

- aemterkonsultation@bfs.admin.ch



Sitzung vom

2. April 2024

Mitgeteilt den

2. April 2024

Protokoll Nr.

276/2024

Eidgenössisches Departement
des Innern EDI
3003 Bern

Per E-Mail an: Aemterkonsultation@bfs.admin.ch

Neue Verordnung über die Bundesstatistik Vernehmlassung

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

Wir beziehen uns auf Ihr Schreiben vom 15. Dezember 2023 in erwähnter Sache und bedanken uns für die Möglichkeit zur Stellungnahme.

Wir begrüssen das Vorgehen und die Anpassung der Verordnung an das neue technische und fachliche Umfeld sowie die grundsätzliche Stossrichtung. Wir anerkennen den Nutzen einer nationalen Erhebung von Steuerdaten für statistische Zwecke und haben entsprechend – vorbehältlich des Hinweises auf die nachfolgenden Ausführungen – grundsätzlich keine Einwände gegen die Erweiterung der Datenerhebung um die Daten der natürlichen Personen.

Zu einzelnen Artikeln des vorliegenden Erlassentwurfs äussern wir uns wie folgt:

Zu Statistikstellen

Artikel 6 BStatV: Statistische Grundsätze und Standards

Die anerkannten Grundsätze der Statistik Charta sollen für alle Statistikproduzenten auch auf Kantonsebene verpflichtend sein, insbesondere gilt dies in Kantonen mit

dezentraler Statistikerhebung, welche bereits heute Unterzeichner der Charta sind. Dies gilt umso mehr, wenn diese Dienststellen auch für die Erhebung und die Diffusion der Bundesstatistik relevant sind.

Artikel 14 Abs. 1 BStatV

Die vorgeschlagene Formulierung bildet das verbreitete Modell von Kantonen mit einer zentralen, verantwortlichen Statistikstelle, aber ohne ein eigenständiges Statistikamt, nur unzureichend ab. Insbesondere schafft es zu wenig Klarheit darüber, welche Dienststelle im Gremium (Regiostat) den Kanton vertreten bzw. das entsprechende Stimmrecht ausüben soll. Dies führt mitunter zu Situationen, in welchen beispielsweise mehrere Vertreter desselben Kantons in der Regiostat vertreten sind, oder aber sich keine Stelle als zuständig erachtet und der Kanton folglich über keine Vertretung in der Regiostat verfügen würde. Dieser Umstand sollte mit einer entsprechenden Formulierung in der Verordnung geklärt werden.

*Änderungsantrag: «Zur Förderung der Zusammenarbeit, der Planung und der Koordination im Bereich der Statistik zwischen Bund, Kantonen und Gemeinden setzt das BFS ein Gremium (Regiostat) ein, in dem die **bezeichneten** Statistikstellen der Statistikproduzenten der Kantone und Gemeinden vertreten sind.»*

Zu Steuerdaten

Art. 16 Abs. 1 BStatV

Eine Mehrfacherhebung derselben Daten soll verhindert werden. Die Daten der Erhebung der Grenzgängerstatistik (Anhang 01.04. [197]), der Neurentenstatistik (NRS) (Anhang 08.03. (57) und der Befragung für die Produktions- und Wertschöpfungsstatistik (09.12. [32]) haben Schnittmengen zu den durch die kantonale Steuerverwaltung (KSTV) zu liefernden Daten für die Erhebung der Statistik der direkten Bundessteuern (09.32. [138]), der Steuerbelastung in der Schweiz (09.33. [140]) und der gesamtschweizerischen Statistik der besteuerten Vermögen (Vermögenssteuerstatistik) (09.34. [141]). **Es ist sicherzustellen, dass nicht bei unterschiedlichen Stellen mehrfach die gleichen Daten erhoben werden.**

Art. 16 Abs. 2 BStatV

Der erforderliche Datenaustausch zwischen den verschiedenen Verwaltungseinheiten soll über elektronische Schnittstellen erfolgen. Damit eine elektronische Lieferung der Daten möglich ist, muss die KSTV in der Lage sein, die verlangten Statistikdaten aus ihren Steuersystemen elektronisch aufzubereiten und über eine Schnittstelle weiterzuleiten. Damit die KSTV nach der elektronischen Aufbereitung der Daten aus ihren jeweiligen Systemen über eine Schnittstelle weiterleiten kann, sind technische Anpassungen nötig. **Die entsprechenden technischen Details sind frühzeitig bekanntzugeben.**

Art. 17 Abs. 4 BStatV

In den technischen Weisungen sind neben der Erhebung und Lieferung der Daten **auch die Datenformate zu definieren.**

Anhang 2: 08.13. (214) Steuerdatenerhebung der natürlichen Personen

Allgemeine Bemerkungen

Nach beiden Varianten sollen neu die Steuerdaten der natürlichen Personen erhoben werden. Somit müsste die KSTV dem Bund jährlich die vollständigen Steuerdaten der natürlichen Personen liefern, das heisst sämtliche Positionen der Steuererklärungen (einschliesslich sämtlicher Einkünfte, Abzüge und Vermögenswerte). Müssen die Personalien und AHV-Nummern mitgeliefert werden, handelt es sich um nicht anonymisierte Daten, deren zentrale Aufbewahrung aus Datenschutzsicht grundsätzlich zu hinterfragen ist. Eine zentrale Aufbewahrung aller Steuerdaten stellt ein enormes Sicherheitsrisiko dar und könnte Ziel eines Hackerangriffs werden. Ein Datenleck, auch wenn es durch den Bund zu verantworten wäre, würde zu einem riesigen Reputationsschaden auch für den Kanton Graubünden führen und das Vertrauen der Bürgerinnen und Bürger in das Steuergeheimnis erschüttern. Das grundlegende Prinzip des schweizerischen Steuerverfahrens, wonach die steuerpflichtigen Personen ihre persönlichen Daten für die Steuerveranlagung selbst beizubringen haben, wäre durch einen solchen Vertrauensverlust gefährdet.

Wir gehen davon aus, dass im Allgemeinen anonymisierte Daten für die meisten Statistikzwecke ausreichen. Sollte dies in einzelnen Fällen nicht zutreffen, wäre zumindest ein Verzicht auf eine zentrale Datenhaltung von nicht anonymisierten Daten auf Bundesebene vorzusehen. Es wäre zum Beispiel zu klären, ob für statistische Zwecke notwendige, nicht anonymisierte Daten bei Bedarf bei der

KSTV abgerufen, verknüpft und anschliessend in anonymisierter Form auf Bundesebene gespeichert werden könnten.

Dürfen die Daten nur für statistische Zwecke verwendet werden (Anhang 2: besondere Bestimmungen), sollte ausgeschlossen sein, dass allfällige nicht anonymisierte Daten an weitere Behörden oder Forschungsinstitutionen weitergegeben werden.

Die Befugnisse der Eidgenössischen Steuerverwaltung (ESTV) bzw. des Bundesamts für Statistik (BFS) sind betreffend Datenerhebung und Datenverwendung auch im Hinblick auf das Steuergeheimnis detailliert zu regeln. Da die KSTV auch nach der Weitergabe der Daten an die ESTV für die sichere Verwahrung der Daten verantwortlich ist, hat die ESTV die entsprechenden Konzepte zur Prüfung vorzulegen.

Im Übrigen bestehen immer noch Zweifel, ob die gesetzlichen Grundlagen für die vorgesehene Datenerhebung ausreichen. Unabhängig davon, ob die gesetzlichen Grundlagen für die Datenerhebung ausreichend sind, **muss jedoch das Steuergeheimnis sichergestellt sein. Die Frage, wie lange die ESTV und das BFS allfällige nicht anonymisierte Daten aufbewahren dürfen, ist zu klären.** Eine solche Aufbewahrung ist an beiden Orten auf das absolut notwendige Mass zu beschränken. Eine vollständige Sammlung von nicht anonymisierten Steuerdaten bei zwei Bundesstellen ist aus Risikoüberlegungen nicht verantwortbar.

Datenumfang und -grundlage

Im Unterschied zum erläuternden Bericht fehlt im Anhang 2 der Hinweis, dass Informationen zu den Steuerbeträgen (Ebene Bund, Kanton und Gemeinde), Kirchensteuer, andere kantonsspezifische Steuerarten, Steuerbeträge und Kapitalleistungen **«falls verfügbar»** zu liefern sind. **Die entsprechenden Einschränkungen gemäss den Erläuterungen sind der Klarheit halber auch explizit im Anhang aufzuführen.** Eine Datenlieferungspflicht darf generell nicht dazu führen, dass die KSTV für statistische Zwecke zu organisatorischen oder prozessualen Veränderungen in ihrer Aufgabenerfüllung verpflichtet wird.

Im erläuternden Bericht wird ausgeführt, dass keine konkreten Informationen über Religion, bestimmte Krankheiten oder unterstützte Parteien und Organisationen er-

hoben werden. Werden aber Angaben zur Kirchensteuer verlangt (Anhang 2: Gegenstand), ist ein Rückschluss auf die Religion ohne weiteres möglich. Zudem lässt sich aus der Vielzahl von Merkmalen zu einer bestimmten Person, die über die Jahre erhoben werden, ein Persönlichkeitsprofil erstellen. Diese Daten sind deshalb als besonders schützenswert zu qualifizieren.

Werden Daten an das BFS weitergegeben und erstellt dieses basierend auf den erhaltenen Daten neue Statistiken, muss zwingend eine Rücksprache mit der ESTV vorgesehen werden. Nur so kann eine sinnvolle und fachlich korrekte Interpretation der Daten sichergestellt werden. Aus dem gleichen Grund dürfen die Daten (auch in anonymisierter Form) nicht an Forschungsinstitutionen oder andere Dritte herausgegeben werden. Da die KSTV verpflichtet wird, die aufgeführten Daten (Anhang 2: Gegenstand) zu liefern, setzt dies eine einheitliche, standardisierte Lösung der Datenlieferung als Bedingung für eine aussagekräftige Interpretation der Daten voraus. **Grundlage für die Datenlieferungen sollten deshalb die überarbeiteten eCH-Standards für die Ziffern der natürlichen Personen sein.** Mit einer solchen Lösung wäre der Umfang der Datenerhebung klar ersichtlich. Ebenso würde damit die Interpretation der Daten vereinfacht. Es ist zu beachten, dass die deklarierten Daten nur bedingt aussagekräftig sind. Sollen substantiierte Aussagen gemacht werden, ist auf die veranlagten Daten abzustellen. **Wann eine solche Datenlieferung erstmals möglich ist, wäre separat zu klären.**

Bei den vorgeschlagenen Varianten ist die ESTV als Datenerhebungsstelle zu priorisieren (Variante 1). Die ESTV verfügt über die steuerspezifischen Sachkenntnisse, was die Bestimmung des Umfangs und die Interpretationen der Daten vereinfacht. Wir weisen ausserdem darauf hin, dass auch eine jährliche Datenerhebung, welche die vorstehend dargelegten Aspekte berücksichtigt, mit beträchtlichem Aufwand verbunden ist.

Für die Berücksichtigung unserer Anträge und unserer Anmerkungen danken wir
Ihnen.

Freundliche Grüsse



Namens der Regierung

Der Präsident:

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'D. Parolini', with a large, sweeping flourish at the end.

Dr. Jon Domenic Parolini

Der Kanzleidirektor:

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'D. Spadin', with a large, sweeping flourish at the end.

Daniel Spadin



Regierung des Kantons St.Gallen, Regierungsgebäude, 9001 St.Gallen

Eidgenössisches Departement des Innern
Inselgasse 1
3003 Bern

Regierung des Kantons St.Gallen
Regierungsgebäude
9001 St.Gallen
T +41 58 229 89 42
info.sk@sg.ch

St.Gallen, 2. April 2024

Neue Verordnung über die Bundesstatistik; Vernehmlassungsantwort

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

Mit Schreiben vom 15. Dezember 2023 laden Sie uns zur Vernehmlassung zur neuen Verordnung über die Bundesstatistik ein. Wir danken für diese Gelegenheit und nehmen gern wie folgt Stellung:

Wir begrüssen die Aufhebung der veralteten Verordnung über die Organisation der Bundesstatistik (SR 431.011; abgekürzt BstatG) und der Verordnung über die Durchführung von statistischen Erhebungen des Bundes (SR 431.012.1; abgekürzt Statistikerhebungsverordnung, BStatV) zu Gunsten einer neuen Verordnung über die Bundesstatistik, die mehr Transparenz und Klarheit schafft. Der Grundsatz des Once-Only-Prinzips und der Mehrfachnutzung von Daten innerhalb des Bereichs der öffentlichen Statistik wird unterstützt.

Eine gesamtschweizerische Erhebung von Steuerdaten der natürlichen Personen erachten wir als notwendig. Die in den Steuerdaten enthaltenen Angaben zu Einkommen und Vermögen sind von besonderer Relevanz für politische und gesellschaftliche Fragestellungen (Armutsforschung, Ausgestaltung Sozialsysteme, allgemeine Steuerstatistik usw.), deren Beantwortung mittels statistischer Analyse jedoch nur dann gewinnbringend erfolgen kann, wenn der Zugang zu gesamtschweizerischen Daten gewährleistet ist.

Die Eidgenössische Steuerverwaltung (ESTV) ist die Bundeskompetenzstelle für das Steuerwesen per se. Das stellt die fachlich korrekte Interpretation und Harmonisierung der gelieferten Steuerdaten sicher. Zwischen den kantonalen Steuerämtern und der ESTV besteht ein etablierter Austausch, der eine Institutionalisierung des Datenaustausches deutlich vereinfacht. Demgegenüber bestehen zwischen dem Bundesamt für Statistik (BFS) und den kantonalen Statistikstellen zahlreiche Datenkanäle und die Zusammenarbeit ist in vielen Bereichen in bewährter Form etabliert. Ein Rahmenvertrag regelt den Datentransfer sowie den Datenschutz zwischen der Bundesstatistik und der kantonalen Statistik. Beide zur Disposition stehenden Bundesstellen (Lösung 1 und Lösung 2) kommen aus Sicht des Kantons St.Gallen als Durchführungsstelle in Frage,

sofern die öffentlichen kantonalen Statistikstellen einen gesicherten Zugang zum Datenpool erhalten.

Die kantonale Statistikstelle verfügt im Bereich Data-Management und Data-Stewardship über die fachliche und technische Kompetenz, um die Funktion der Datenlieferantin zu übernehmen, bis die angestrebte kantonale Gesamtlösung «IT-Steuern» aktiv und die entsprechende Schnittstelle für den Steuerdatentransfer zum Bund implementiert ist. Die Beurteilung des Datenschutzes bezüglich der Lieferung von Steuerdaten an den Bund ist von den zuständigen Stellen (SK-FDS bzw. EDÖP) vorzunehmen.

Die im Anhang 2 der BStatV aufgeführte, bestehende Erhebung für die Statistik der Unternehmensstruktur (STATENT) enthält in der aktuell gültigen Statistikerhebungsverordnung besondere Bestimmungen zur Veröffentlichung der Daten nach Gemeinden, geografischen Regionen, Wirtschaftsbranchen, Grössenklassen und Rechtsformen, welche die Unternehmen und Institutionen betreffen, sowie nach der Gesamtzahl der Beschäftigten und der Beschäftigung in Vollzeitäquivalenten. Diese Daten werden im Kanton St.Gallen rege nachgefragt. In der neuen Bundesstatistikverordnung wurden diese Bestimmungen ersatzlos gestrichen. Der Wegfall dieser Ausnahme schränkt die bisher praktizierte Veröffentlichung von statistischen Auswertungen sowie die Datenweitergabe massiv ein. Wir beantragen, die besonderen Bestimmungen zur Veröffentlichung von STATENT-Daten auch in der neuen Bundesverordnung wiederaufzunehmen.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Im Namen der Regierung


Stefan Kölliker
Präsident


Dr. Benedikt van Spyk
Staatssekretär



Zustellung auch per E-Mail (pdf- und Word-Version) an:
aemterkonsultationen@bfs.admin.ch



Regierungsrat, 9102 Herisau

Eidg. Departement des Inneren
3003 Bern

Dr. iur. Roger Nobs
Ratschreiber
Tel. +41 71 353 63 51
roger.nobs@ar.ch

Herisau, 27. März 2024

Eidg. Vernehmlassung; Neue Verordnung über die Bundesstatistik; Stellungnahme des Regierungsrates von Appenzell Ausserrhoden

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 15. Dezember 2023 wurden die Kantonsregierungen vom Eidgenössischen Departement des Inneren eingeladen, sich zur neuen Verordnung über die Bundesstatistik bis 5. April 2024 vernehmen zu lassen.

Der Regierungsrat von Appenzell Ausserrhoden nimmt dazu wie folgt Stellung:

Er unterstützt die neue Verordnung über die Bundesstatistik und das Anliegen, in einer aktuellen Verordnung einen Überblick über die vorhandenen Daten sowie ihre Erhebung, Verarbeitung, Bereitstellung und Veröffentlichung zu gewähren.

Im neuen Anhang 2 wird auch eine Erhebung der Steuerdaten aufgenommen (vgl. erläuternder Bericht, S. 43). Der Regierungsrat spricht sich für ein Vorgehen gemäss der Lösung 1 (zuständiges Organ: ESTV) aus, um eine fachlich korrekte Interpretation der Daten zu gewährleisten. Zudem fungiert die ESTV bereits heute als Erhebungsorgan gemäss Ziffer 138 und 140 der geltenden Statistikerhebungsverordnung. Für den Regierungsrat ist die Datenerhebung auf die Möglichkeiten gemäss der Steuergesetzgebung zu beschränken. Die Steuerdatenerhebung von natürlichen Personen soll nur insoweit erfolgen, als diese Daten verfügbar sind. Der Regierungsrat beantragt daher, Anhang 2 Ziffer 08.13 (214) im Einklang mit dem erläuternden Bericht (S. 44) entsprechend zu ergänzen.

Mit Blick auf "Periodizität und Zeitpunkt der Durchführung" der Steuerdatenerhebung findet sich ein Hinweis auf "T2 und T4." Die Bedeutung dieses Hinweises ist unklar. Eine entsprechende Präzisierung wäre wünschbar.



In der Verordnung werden zwei Gremien erwähnt, die Fedestat (Art. 13) und die Regiostat (Art. 14). Mit der Konferenz der regionalen statistischen Ämter der Schweiz (KORSTAT) besteht sodann ein Gremium, das die regionalen statistischen Ämter der Schweiz umfasst und die Förderung der öffentlichen Statistik auf regionaler Ebene bezweckt. Sie fördert die Zusammenarbeit auf dem Gebiet der Statistik unter den regionalen Ämtern einerseits und mit dem Bund anderseits. Die Mitglieder der KORSTAT bilden zwei Regionalkonferenzen, nämlich die Konferenz deutschschweizerischer regionaler statistischer Ämter (DRSA) und die Konferenz der regionalen statistischen Ämter der französischen und italienischen Schweiz (CORT). Die KORSTAT wird in der Verordnung nicht erwähnt. Da auch dieses Gremium im Bereich der Statistik mit dem Bund im Austausch steht, wäre es sachgerecht, dieses ebenfalls in geeigneter Weise in der neuen Verordnung zu verankern.

Auf weitere Bemerkungen wird verzichtet.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme.

Freundliche Grüsse

Im Auftrag des Regierungsrates

Dr. iur. Roger Nobs, Ratschreiber



6431 Schwyz, Postfach 1180

per E-Mail

Eidgenössisches Departement des Innern
3003 Bern

aemterkonsultation@bfs.admin.ch

E-Mail petra.steimen@sz.ch
Direktwahl 041 819 18 00
Datum 27. März 2024

Stellungnahme zu Ihrem Schreiben vom 15. Dezember 2023 betreffend neue Verordnung über die Bundesstatistik: Eröffnung des Vernehmlassungsverfahrens

Sehr geehrter Damen und Herren

Mit Schreiben vom 15. Dezember 2023 hat uns das Eidgenössische Departement des Innern zur Stellungnahme betreffend neue Verordnung über die Bundesstatistik (BStatV) bis 5. April 2024 eingeladen. Für die Möglichkeit zur Stellungnahme danken wir Ihnen bestens.

Wir begrüssen die Stossrichtung der BStatV und die damit einhergehende Überarbeitung der Regelwerke wie auch das Zusammenfassen der bisherigen Statistikerhebungsverordnung und der Verordnung über die Organisation der Bundesstatistik in einen einzigen Text. Im Entwurf wurden etliche Anpassungen vorgenommen, welche die heutige Praxis widerspiegeln. Insbesondere werden die Erweiterungen zur Förderung der Mehrfachnutzung von Daten, der Einsatz von datenwissenschaftlichen Methoden und die Präzisierung bei der Publikation von Open Government Data (OGD) unterstützt. In der BStatV werden an verschiedenen Stellen die Aufgaben der regionalen Statistikstellen aufgeführt und neben den Pflichten auch Rechte eingeräumt. In Art. 14 (Regiostat) ist zwar ein konstituierendes Element des Statistiksystems der Schweiz aufgeführt, jedoch ist aus unserer Sicht folgender Punkt zu präzisieren:

In Abs. 1 ist zu wenig klar, dass Statistikstellen von Kantonen mit einer dezentralen Organisation der Statistik, die also kein statistisches Amt im engeren Sinne, sondern nur eine zentrale Stelle mit Koordinationsfunktion haben, in der Regiostat vertreten sind. Abs. 1 soll so formuliert werden, dass die bereits heute gelebte Realität, in welcher solche zentralen kantonalen Koordinationsstellen bereits in Regiostat vertreten sind, klar erkennbar wird.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Vernehmlassung.

Freundliche Grüsse

Volkswirtschaftsdepartement
Departementsvorsteherin

Petra Steimen-Rickenbacher
Regierungsrätin



CH-6371 Stans, Dorfplatz 2, Postfach 1246, STK

PER E-MAIL

Eidg. Departement des Innern EDI
Frau Bundesrätin Elisabeth Baume-Schneider
Inselgasse 1
3003 Bern

Telefon 041 618 79 02
staatskanzlei@nw.ch
Stans, 26. März 2024

Neue Verordnung über die Bundesstatistik Stellungnahme Kanton Nidwalden

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

Mit Schreiben vom 15. Dezember 2023 wurden wir eingeladen, zum Entwurf der neuen Verordnung über die Bundesstatistik Stellung zu nehmen. Wir bedanken uns dafür und haben folgende Anmerkungen anzubringen.

1 Allgemeine Ausführungen

Der Regierungsrat begrüsst die Stossrichtung der zur Vernehmlassung unterbreiteten Verordnung, wonach künftig vermehrt Daten aus bereits bestehenden Quellen (Datensammlungen und/oder Register) verwendet werden. Die digitale Transformation ermöglicht, dass Unternehmen und Personen bestimmte Daten, sofern diese harmonisiert sind, der Verwaltung nur noch einmal liefern müssen (Once-Only-Prinzip). Zugleich können mit der gemeinsamen Datenbewirtschaftung und -verwendung Fehler vermieden und der administrative Aufwand reduziert werden.

Ebenso begrüssen wir die Standardisierungsbemühungen des Bundes mittels I14Y-IOP Interoperabilitätsplattform. Der konsequente Datenaustausch über elektronische Schnittstellen ist zwingend. Dabei ist darauf zu achten, dass diese konsequent über das eCH-Framework standardisiert werden.

Der Nutzen einer nationalen Erhebung von Steuerdaten für statistische Zwecke wird grundsätzlich anerkannt. Entsprechend wird die Erweiterung der Datenerhebung um die Daten der natürlichen Personen unter Hinweis auf die folgenden Ausführungen zu den einzelnen Artikeln unterstützt.

2 Bemerkungen zu einzelnen Artikeln der Verordnung

2.1 Art. 16 Abs. 1

Eine Mehrfacherhebung derselben Daten soll verhindert werden. Die Daten der Erhebung der Grenzgängerstatistik (Anhang 01.04. [197]), der Neurentenstatistik (NRS) (Anhang 08.03. (57)

und der Befragung für die Produktions- und Wertschöpfungsstatistik (09.12. [32]) haben Schnittmengen zu den durch die kantonalen Steuerverwaltungen zu liefernden Daten für die Erhebung der Statistik der direkten Bundessteuern (09.32. [138]), der Steuerbelastung in der Schweiz (09.33. [140]) und der gesamtschweizerische Statistik der besteuerten Vermögen (Vermögenssteuerstatistik) (09.34. [141]). **Es ist sicherzustellen, dass nicht bei unterschiedlichen Stellen mehrfach die gleichen Daten erhoben werden.**

2.2 Art. 16 Abs. 2

Der erforderliche Datenaustausch zwischen den verschiedenen Verwaltungseinheiten soll über elektronische Schnittstellen erfolgen. Damit eine elektronische Lieferung der Daten möglich ist, müssen sämtliche Kantone in der Lage sein, die verlangten Statistikdaten aus ihren Steuersystemen elektronisch aufzubereiten und über eine Schnittstelle weiterzuleiten.

Damit die Kantone nach der elektronischen Aufbereitung der Daten aus ihren jeweiligen Systemen über eine Schnittstelle weiterleiten können, sind technische Anpassungen nötig. **Die entsprechenden technischen Details sind frühzeitig bekanntzugeben.**

2.3 Art. 17 Abs. 4

In technischen Weisungen sind neben der Erhebung und Lieferung der Daten **auch die Datenformate** zu definieren.

3 08.13. (214) Steuerdatenerhebung der natürlichen Personen (im folgenden Anhang 2)

3.1 Allgemeine Überlegungen

Nach beiden Varianten sollen neu auch die Steuerdaten der natürlichen Personen erhoben werden. Somit müssten alle Kantone dem Bund jährlich die vollständigen Steuerdaten der natürlichen Personen liefern, das heisst, sämtliche Positionen der Steuererklärungen (einschliesslich sämtlicher Einkünfte, Abzüge und Vermögenswerte) sowie auch die Steuererträge aller in einem Kanton steuerpflichtiger Personen. Müssen die Personalien und AHV-Nummern mitgeliefert werden, handelt es sich nicht um anonymisierte Daten.

Eine zentrale Aufbewahrung von nicht anonymisierten Steuerdaten zu sämtlichen steuerpflichtigen Personen in der Schweiz ist aus Datenschutzsicht grundsätzlich zu hinterfragen. Eine solche zentrale Aufbewahrung aller Steuerdaten stellt ein enormes Sicherheitsrisiko dar und könnte Ziel eines Hackerangriffs werden. Ein Datenleck, auch wenn es durch den Bund zu verantworten wäre, würde zu einem riesigen Reputationsschaden auch für die Kantone führen. Das Vertrauen der Bürgerinnen und Bürger in das Steuergeheimnis wäre dadurch nachhaltig erschüttert und könnte ihre Bereitschaft, ihre Einkommens- und Vermögensverhältnisse vollständig offenzulegen, senken. Das grundlegende Prinzip des schweizerischen Steuerverfahrens, wonach die steuerpflichtigen Personen ihre persönlichen Daten für die Steuerveranlagung selbst beizubringen haben, wäre durch einen solchen Vertrauensverlust gefährdet.

Es wird davon ausgegangen, dass im Allgemeinen anonymisierte Daten für die meisten Statistikzwecke ausreichen. Sollte dies in einzelnen Fällen nicht der Fall sein, wäre zumindest ein Verzicht auf eine zentrale Datenhaltung von nicht anonymisierten Daten auf Bundesebene vorzusehen. So wäre zum Beispiel zu klären, ob für statistische Zwecke notwendige, nicht anonymisierte Daten bei Bedarf bei den Kantonen abgerufen, verknüpft und anschliessend in anonymisierter Form auf Bundesebene gespeichert werden könnten.

Auch anonymisierte Daten dürfen aus Datenschutzgründen nur weitergegeben werden, wenn es nicht möglich ist, daraus Rückschlüsse auf eine Person zu ziehen.

Dürfen die Daten nur für statistische Zwecke verwendet werden (Anhang 2: besondere Bestimmungen) sollte ausgeschlossen sein, dass allfällige nicht anonymisierte Daten an weitere Behörden oder Forschungsinstitutionen weitergegeben werden. Die mit einer solchen Weitergabe verbundenen Risiken dürfen nicht eingegangen werden.

Die Befugnisse der ESTV bzw. des BFS sind betreffend Datenerhebung und Datenverwendung auch im Hinblick auf das Steuergeheimnis detailliert zu regeln. Da die Kantone auch nach der Weitergabe der Daten an die ESTV für die sichere Verwahrung der Daten verantwortlich sind, hat die ESTV den Kantonen die entsprechenden Konzepte zur Prüfung vorzulegen.

Im Übrigen bestehen immer noch Zweifel, ob die gesetzlichen Grundlagen für die vorgesehene Datenerhebung ausreichen. Unabhängig davon, ob die gesetzlichen Grundlagen für die Datenerhebung ausreichend sind, muss jedoch das Steuergeheimnis sichergestellt sein. Die Frage, wie lange ESTV und BFS allfällige nicht anonymisierte Daten aufbewahren dürfen, ist zu klären. Eine solche Aufbewahrung ist an beiden Orten auf das absolut notwendige Mass zu beschränken. Eine vollständige Sammlung von nicht anonymisierten Steuerdaten bei zwei Bundesstellen ist aus Risikoüberlegungen nicht verantwortbar.

3.2 Datenumfang

Vorgesehen ist die Lieferung der detaillierten Positionen der Steuererklärung gemäss Veranlagung zu den Einkommens- und Vermögenssteuern (inkl. Abzüge und Steuerbeträge) in Bezug auf Bund, Kantone und Gemeinden wie auch Angaben zu Kirchensteuern und anderen, kantonsspezifischen Steuerarten und Steuerbeträgen aus Kapitalleistungen.

Im Unterschied zum erläuternden Bericht fehlt im Anhang 2 der Hinweis, dass Informationen zu den Steuerbeträgen (Ebene Bund, Kanton und Gemeinde), Kirchensteuer, andere kantonspezifische Steuerarten, Steuerbeträge und Kapitalleistungen **«falls verfügbar»** zu liefern sind. Da die Kantone unterschiedlich organisiert sind, kann es sein, dass ein Kanton aufgrund der Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden unter Umständen nicht über die erhobenen Steuerbeträge für die einzelnen steuerpflichtigen Personen verfügt. **Deshalb sind die entsprechenden Einschränkungen gemäss den Erläuterungen der Klarheit halber auch explizit im Anhang aufzuführen.** Eine Datenlieferungspflicht darf generell nicht dazu führen, dass Kantone oder Gemeinden für statistische Zwecke zu organisatorischen oder prozessualen Veränderungen in ihrer Aufgabenerfüllung verpflichtet werden. Ebenso sind die Steuerbehörden nicht befugt, Daten zu erheben, die nicht für das Veranlagungsverfahren benötigt werden.

Im erläuternden Bericht wird ausgeführt, dass keine konkreten Informationen über Religion, bestimmte Krankheiten oder unterstützte Parteien und Organisationen erhoben werden. Werden aber Angaben zur Kirchensteuer verlangt (Anhang 2: Gegenstand), ist ein Rückschluss auf die Religion ohne weiteres möglich. Zudem lässt sich aus der Vielzahl von Merkmalen zu einer bestimmten Person, die über die Jahre erhoben werden, ein Persönlichkeitsprofil erstellen. Diese Daten sind deshalb als besonders schützenswert zu qualifizieren.

3.3 Datengrundlagen

Die Kantone haben auch mit dem Steuerharmonisierungsgesetz einen gewissen Spielraum in der materiellen und formellen Umsetzung ihrer Steuergesetze. Eine aktuelle Studie der SSK hat ergeben, dass bei 86% aller betrachteten Ziffern der Steuererklärungen mindestens ein Kanton eine Abweichung formaler oder materieller Art zum Referenz-Steuererklärungsmodell aufweist. Differenzen bestehen bei der Handhabung der Ziffern wie auch bei der Zuordnung der steuerrelevanten Angaben zu den Ziffern. Die Daten aus den kantonalen Steuererklärungen sind daher heute nur beschränkt vergleichbar. Zurzeit laufen in der SSK Arbeiten zur Überarbeitung des eCH-Standards für die Ziffern natürlicher Personen.

Werden Daten an das BFS weitergeben und erstellt dieses basierend auf den erhaltenen Daten neue Statistiken, muss eine Rücksprache mit der ESTV vorgesehen werden. Nur so kann eine sinnvolle fachlich korrekte Interpretation der Daten sichergestellt werden. Aus dem gleichen Grund dürfen die Daten (auch in anonymisierter Form) nicht an Forschungsinstitutionen oder andere Dritte herausgegeben werden.

Die Kantone werden verpflichtet, die aufgeführten Daten (Anhang 2: Gegenstand) zu liefern. Dies setzt eine einheitliche, standardisierte Lösung der Datenlieferung als Voraussetzung für eine aussagekräftige Interpretation der Daten voraus. Grundlage für die Datenlieferungen sollten deshalb die überarbeiteten eCH-Standards für die Ziffern der natürlichen Personen sein. Mit einer solchen Lösung wäre der Umfang der Datenerhebung klar ersichtlich. Ebenso würde damit die Interpretation der Daten vereinfacht. Kantonale Abweichungen könnten mittels einem Mapping auf eine einheitliche Basis gebracht werden.

Es ist zu beachten, dass die deklarierten Daten nur bedingt aussagekräftig sind. Sollen substantiierte Aussagen gemacht werden, ist auf die veranlagten Daten abzustellen.

Wann eine solche Datenlieferung erstmals möglich ist, wäre separat zu klären.

Bei den vorgeschlagenen Varianten ist aus Sicht der Kantone die ESTV als Datenerhebungsstelle zu priorisieren (Variante 1). Die ESTV verfügt über die steuerspezifischen Sachkenntnisse, was die Bestimmung des Umfangs und die Interpretationen der Daten vereinfacht.

Wir weisen abschliessend darauf hin, dass auch eine jährliche Datenerhebung, welche die vorstehend dargelegten Aspekte berücksichtigt, mit beträchtlichem Aufwand für die kantonalen Steuerverwaltungen verbunden ist.

4 Anträge / Präzisierungen

Zusammenfassend ergeben sich folgende Hinweise und Anträge:

- Begrüssst wird, dass die dem Bund zu liefernden Steuerdaten nur für statistische Zwecke verwendet werden dürfen.
- Aufgrund der grossen Datenmenge an nicht anonymisierten Steuerdaten ist sicherzustellen, dass die Daten grundsätzlich nur anonymisiert und nur bei einer einzigen Stelle aufbewahrt werden sowie Sicherheitsaspekten äusserste Priorität eingeräumt wird. Unabhängig davon, ob die gesetzlichen Grundlagen für die vorgesehene Datenerhebung ausreichend sind, muss das Steuergeheimnis zwingend sichergestellt sein. Die Kompetenzen der ESTV bzw. des BFS sind deshalb detailliert zu klären.
- Die Aufbewahrungsdauer der Daten durch die ESTV oder das BFS muss geklärt werden.
- Auch anonymisierte Daten dürfen nicht weitergegeben werden. Einerseits aus Datenschutzgründen, weil daraus Rückschlüsse auf einzelne Personen möglich sind, andererseits aufgrund von Interpretationsproblemen durch Forschungsinstitute und Dritte.
- Erstellt das BFS basierend auf den erhaltenen Daten neue Statistiken, muss es zur Vermeidung von Interpretationsfehlern mit der ESTV Rücksprache nehmen.
- In Ziffer 08.13 (214) Steuerdatenerhebung der natürlichen Personen ist unter «Gegenstand» analog dem erläuternden Bericht einzufügen, dass Informationen zu den Steuerbeträgen (Ebene Bund, Kanton und Gemeinde), Kirchensteuer, andere kantonsspezifische Steuerarten, Steuerbeträge und Kapitaleistungen vom Kanton nur **«falls verfügbar»** zu liefern sind.
- Um die technischen Voraussetzungen in den Kantonen für die elektronischen Datenübermittlungen sicherstellen zu können, sind die entsprechenden technischen Details frühzeitig bekanntzugeben.

- Grundlage für die Datenlieferungen soll der zurzeit in Überarbeitung befindliche eCH-Standard für die Ziffern der natürlichen Personen sein. Auch bei der Verwendung dieses Standards wird den Kantonen durch die Datenlieferungen ein Mehraufwand entstehen.
- Der Zeitpunkt der erstmaligen Lieferung ist separat zu klären.

Lösung 1, Anhang 2, wonach die ESTV für die Erhebung der Daten zuständig ist, ist aufgrund der obigen Überlegungen unabdingbar. Neben den hohen Sicherheitsanforderungen sind für eine zielführende Datenerhebung auch fundierte Steuer- und Verfahrenskenntnisse notwendig.

Für die Berücksichtigung unseres Antrags und unserer Anmerkungen danken wir Ihnen.

Freundliche Grüsse

NAMENS DES REGIERUNGSRATES



Michèle Blöchliger
Landammann



lic. iur. Armin Eberli
Landschreiber

Geht an:

- Aemterkonsultation@bfs.admin.ch

Finanzdepartement

Bahnhofstrasse 19
6002 Luzern
Telefon 041 228 55 47
info.fd@lu.ch
www.lu.ch

Öffnungszeiten:
Montag – Freitag
08:00 – 11:45 und 13:30 – 17:00

Eidgenössisches Departement des Innern
Per E-Mail an (Word und PDF):
aemterkonsultationen@bfs.admin.ch

Luzern, 26. März 2024

Protokoll-Nr.: 317

Vernehmlassung zur neuen Verordnung über die Bundesstatistik

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 15. Dezember 2023 haben Sie die Kantonsregierungen in eingangs erwähnter Angelegenheit zur Stellungnahme eingeladen.

Im Namen und Auftrag des Regierungsrates teile ich Ihnen mit, dass der Kanton Luzern die Stossrichtung der Revision inklusive die Zusammenführung und Ablösung der zwei bisherigen Verordnungen begrüsst. Dieses Vorgehen ist auch für die kantonalen und kommunalen Statistikstellen zielführend und wichtig.

Des Weiteren befürwortet der Kanton Luzern, dass

- das Bundesamt für Statistik (BFS) mit der neuen Verordnung über die Bundesstatistik (BStatV) im Rahmen der Digitalisierungsaktivitäten die Prinzipien «Digital First», «Once Only», «Open Government Data» und «Interoperability» berücksichtigt;
- die Tätigkeiten des BFS und der öffentlichen Statistikstellen (Bund, Kantone, Gemeinden) in einem Text zusammengefasst werden;
- ein klarer und transparenter Überblick über die vorhandenen Daten sowie ihre Erhebung, Verarbeitung, Bereitstellung und Veröffentlichung gegeben wird;
- Prozesse, Rollen und Verantwortlichkeiten festgelegt werden;
- bestimmte Erhebungen und/oder Befragungen fusioniert werden, um vereinfachte und verbesserte Datenbeschaffungsprozesse zu erreichen;
- die statistische Datenbasis erweitert wird, da dies aufgrund der gesellschaftlichen, wirtschaftlichen und ökologischen Trends und der politischen Vorgaben notwendigen ist;
- hohe Anforderungen an kantonale und kommunale Statistikstellen gestellt werden, insbesondere die Beachtung der Grundsätze der Charta der öffentlichen Statistik;

- die Zusammenarbeit des Bundes mit kantonalen und kommunalen Statistikstellen in Art. 14 explizit festgehalten ist und aus Gründen der Qualitätssicherung (Kenntnisse regionaler Verhältnisse, methodisches und/oder thematische Spezialwissen) wird auch der Einbezug von Expertinnen und Experten solcher Stellen gemäss Art. 15 befürwortet.

Der Kanton Luzern schliesst sich der Stellungnahme der Schweizerischen Steuerkonferenz (SSK) vom 9. Februar 2024 an und ergänzt diese mit folgenden Änderungsanträgen:

Art. 17

Die Bestimmung sollte so formuliert werden, dass die zuständigen Organe die umfassende Verantwortung für die Bearbeitung der betroffenen Personendaten tragen, nicht nur für die Vorbereitung und die Durchführung der Befragungen und der Erhebungen.

Art. 19

Wir begrüssen die vorgesehene Anonymisierungspflicht für die Bekanntgabe von personenbezogenen Verwaltungsdaten. Der Wortlaut der Bestimmung sollte dahingehend angepasst werden, dass die Anonymisierung von Personendaten, die einer spezialgesetzlichen Geheimhaltungspflicht unterliegen, vor der Bekanntgabe an den Statistikproduzenten erfolgen muss.

Der erläuternde Bericht sollte zudem festhalten, dass der Datenbekanntgabe in gewissen Fällen eine Entbindung von einer gesetzlichen Geheimhaltungspflicht durch die vorgesetzte Behörde oder die Einwilligung durch die betroffenen Personen vorausgehen muss, so beispielsweise beim Berufsgeheimnis nach Art. 321 des Strafgesetzbuches (StGB, SR 311.0) oder bei der Schweigepflicht der Opferhilfestellen nach Art. 11 des Opferhilfegesetzes (OHG, SR 312.5).

Art. 24

Art. 24 Abs. 3 verpflichtet öffentliche Organe, die Geheimhaltungs- und Sorgfaltspflichten vertraglich zu regeln, wenn sie private Instituten und Organisationen, mit Befragungen und Erhebungen von Personendaten beauftragen. Die Bestimmung ist dahingehend zu ergänzen, als die vertraglich vereinbarte Geheimhaltungs- und Sorgfaltspflicht dem Niveau von Art. 14 BStatG zu entsprechen hat und die Anonymisierungspflichten gemäss Art. 19 BStatV zu beachten sind.

Art. 25

Art. 25 Abs. 2 sieht vor, dass das BFS und die anderen zuständigen Organe zur Aufbereitung und Kontrolle der Daten die AHV-Nr. verwenden können. Die systematische Verwendung der AHV-Nr. setzt voraus, dass dies zur Erfüllung gesetzlicher Aufgaben erforderlich ist (Art. 153c Abs. 1 lit. a AHVG, SR 831.10). Aus unserer Sicht ist fraglich, ob eine Identifizierung für statistische Forschungsvorhaben erforderlich ist. Art. 25 sollte entsprechend angepasst werden.

Erläuternder Bericht zu Art. 26 (S. 20 Ziff. 3.4.5)

Die Erläuterungen zu Art. 26 korrelieren nicht mit dessen Bestimmung. Art. 26 regelt das Vernichten von Erhebungs- und Befragungsunterlagen, die Personenbezeichnungen enthalten. Der erläuternde Bericht spricht demgegenüber von Pseudonymisierung, bei welcher personenidentifizierende Merkmale (im Gegensatz zur Anonymisierung) nicht vernichtet bzw. gelöscht werden. Sie werden lediglich durch ein Pseudonym ersetzt. Der erläuternde Bericht ist entsprechend zu korrigieren.

Art. 27

Art. 27 Abs. 1 bestimmt, dass die Statistikproduzenten des Bundes die aufbereiteten Einzeldaten in pseudonymisierter Form bearbeiten. Die Bestimmung hält ausdrücklich fest, dass auch die AHV-Nr. durch einen nichtsprechenden statistischen Identifikator zu ersetzen ist. Stattdessen könnte direkt bei der Erhebung ein von der AHV-Nr. unabhängiger statistischer Identifikator bestimmt und verwendet werden. Auch dies spricht dafür, dass auf die Verwendung der AHV-Nr. für statistische Erhebungen verzichtet werden sollte.

Bei der Verwendung pseudonymisierter und anonymisierter Daten gilt es zu bedenken, dass unter Umständen noch auf die betroffenen Personen geschlossen werden kann. Die Gefahr der Re-Identifikation ist umso grösser, je mehr Datenkategorien bearbeitet bzw. gemäss dem «once-only-Prinzip» (Art. 29) verknüpft werden. Dies ist insbesondere beim Einsatz von künstlicher Intelligenz (KI, Art. 35) zu berücksichtigen, die nicht durch das BFS und die übrigen Statistikproduzenten entwickelt worden ist bzw. nicht durch diese Behörden kontrolliert wird. Zu beachten ist die Gefahr der Re-Identifizierung auch bei Veröffentlichungen (Open Government Data (OGD), Art. 42). Aus dem erläuternden Bericht geht nicht hervor, dass sich das EDI mit der Gefahr von Re-Identifizierungen im Zusammenhang mit KI und OGD auseinandergesetzt hat. Diese Thematik sollte aufgegriffen und der erläuternde Bericht entsprechend ergänzt werden.

Art. 38

Dieser Artikel sollte aus Gründen der Rechtssicherheit und Klarheit mit dem bisherigen Art. 9 Abs. 2 der Statistikerhebungsverordnung ergänzt werden, welcher normiert, dass Einzeldaten an Statistikstellen der Kantone und Gemeinden für statistische Arbeiten weitergegeben werden dürfen, sofern der Datenschutz gewährleistet ist und die vertraglichen Abmachungen getroffen wurden. In der BStatV sind die Statistikstellen bezüglich der Datenbekanntgabe bei den öffentlichen Stellen subsummiert (Art. 38 Abs. 1). Dabei werden keine personenidentifizierenden Angaben, insbesondere AHV-Nummern und UID von Firmen, bekannt gegeben. Diese Einschränkung ist zu restriktiv und widerspricht dem Bundesstatistikgesetz (BstatG). Gemäss Art. 14a, Abs. 2 BstatG ist vorgesehen, dass die Statistikstellen der Kantone und Gemeinden Daten des BFS verknüpfen dürfen, sofern die regionalen Statistikstellen die nötigen Auflagen erfüllen (was im Kanton Luzern der Fall ist; LUSTAT hat einen entsprechenden Rahmenvertrag mit dem BFS bereits im Februar 2022 rechtsgültig unterzeichnet). Auch in Art. 30 BStatV ist normiert, dass Statistikstellen der Kantone und Gemeinden Daten des BFS verknüpfen dürfen, was eine Lieferung von Identifikatoren notwendig macht. Und gemäss Art. 19 Abs. 2 BStatV ist die Weitergabe von Personendaten zu nicht personengebundenen statistischen Zwecken vorgesehen, sofern die nötigen Voraussetzungen erfüllt sind.

Ich danke Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme.

Freundliche Grüsse



Reto Wyss
Regierungsrat

Beilage:

- Stellungnahme SSK vom 9. Februar 2024

Eidgenössisches Departement
des Innern
3003 Bern

Glarus, 2. April 2024
Unsere Ref: 2023-557

Vernehmlassung i. S. Neue Verordnung über die Bundesstatistik

Hochgeachteter Herr Bundesrat
Sehr geehrte Damen und Herren

Das Eidgenössische Departement des Innern gab uns in eingangs genannter Angelegenheit die Möglichkeit zur Stellungnahme. Dafür danken wir und teilen mit, dass wir uns der Stellungnahme der Konferenz der Kantonalen Finanzdirektorinnen und Finanzdirektoren vom 15. März 2024 anschliessen. Dies gilt auch hinsichtlich der Erhebung von Steuerdaten natürlicher Personen. Die Verantwortung dafür soll bei der Eidgenössischen Steuerverwaltung liegen (Lösung 1). Im Übrigen haben wir zur Vorlage keine weiteren Bemerkungen.

Genehmigen Sie, hochgeachteter Herr Bundesrat, sehr geehrte Damen und Herren, den Ausdruck unserer vorzüglichen Hochachtung.

Freundliche Grüsse

Für den Regierungsrat


Benjamin Mühlemann
Landammann


Arpad Barany
Ratsschreiber

Beilage: Stellungnahme FDK

E-Mail an (PDF- und Word-Version): aemterkonsultationen@bfs.admin.ch

**KONFERENZ DER KANTONALEN
FINANZDIREKTORINNEN
UND FINANZDIREKTOREN**

Frau Bundesrätin
Elisabeth Baume-Schneider
Vorsteherin EDI
Inselgasse 1
CH-3003 Bern

Bern, 15. März 2024

Neue Verordnung über die Bundesstatistik. Vernehmlassungsstellungnahme

Sehr geehrter Frau Bundesrätin

Mit Brief vom 15. Dezember 2023 eröffnete der Vorsteher EDI die randvermerkte Vernehmlassung. Der Vorstand der Konferenz der kantonalen Finanzdirektorinnen und Finanzdirektoren (FDK) hat sich anlässlich seiner Sitzung vom 15. März 2024 mit der Vorlage befasst. Er nimmt wie folgt Stellung und fokussiert sich dabei auf die Steuerdatenerhebung der natürlichen Personen:

- 1 Der FDK-Vorstand ist nach wie vor der Ansicht, dass der Bund weder im DBG noch im Bundesstatistikgesetz über die gesetzlichen Grundlagen verfügt, um die verlangten Steuerdaten zu beschaffen. Grund dafür ist das Steuergeheimnis, das die Privatsphäre der Steuerpflichtigen schützt. Er lehnt daher die geplante Steuerdatenerhebung der natürlichen Personen ab.
- 2 Für den Fall, dass der Bundesrat an seiner Rechtsauffassung festhält, dass Art. 7 Abs. 2 BStatG eine ausreichende gesetzliche Grundlage im Bundesrecht für die Einführung einer Steuerdatenerhebung darstellt, fordert der FDK-Vorstand, dass den Fragen des Schutzes und der Speicherung nicht anonymisierter Daten, des Umfangs der erhobenen Daten sowie der Vergleichbarkeit der Daten aus den Steuererklärungen besondere Aufmerksamkeit geschenkt wird. Schliesslich wäre die ESTV als Datenerhebungsstelle vorzuziehen (Variante 1).

1. Allgemeine Beurteilung

- 3 Anlässlich der informellen Konsultation bei den Kantonsregierungen und der FDK zum Projekt der Steuerdatenerhebung lehnte unsere Konferenz in ihrer Stellungnahme vom 24. September 2021 das Vorhaben ab. Nach Ansicht der FDK kann sich der Bund auf keine rechtliche Grundlage zur Erhebung dieser Daten stützen. Grund dafür ist das Steuergeheimnis, das die Privatsphäre der Steuerpflichtigen schützt. Viele Kantone verfügen ihrerseits ebenfalls über keine rechtliche Grundlage, die ihnen die Übermittlung dieser Daten erlauben würde. Die Aufhebung des Steuergeheimnisses würde eine ausdrückliche und formell rechtliche Grundlage erfordern.

Sekretariat - Haus der Kantone, Speichergasse 6, Postfach, CH-3001 Bern
T +41 31 320 16 30 / www.fdk-cdf.ch

240315 NaDB Erhebung Steuerdaten Empfehlung FDK_DEF_D

- 4 Der FDK-Vorstand ist nach wie vor der Ansicht, dass die Aufhebung des Steuergeheimnisses eine ausdrückliche und formell rechtliche Grundlage erfordern würde, und lehnt deshalb die Einführung einer Steuerdatenerhebung ab. Sollte das Projekt dennoch weitergeführt werden, bitten wir Sie um Berücksichtigung der nachfolgenden Bemerkungen.
- 5 An dieser Stelle erinnern wir zudem an ein Anliegen der Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektorinnen und -direktoren (EDK). Auch der FDK-Vorstand lehnt die Finanzierung der Datenaggregation auf Bundesebene durch die Kantone ab. Was insbesondere die Schweizerische Bibliotheksstatistik betrifft, erwarten wir, dass diese ab 2024 in das nationale Statistikprogramm aufgenommen und vollständig vom Bund finanziert wird.

2. Generelle Anmerkungen zur Verordnung

- 6 Der Wille, eine Mehrfacherhebung derselben Daten zu verhindern (Art. 16 Abs. 1), ist zu begrüßen. Die Daten der Erhebung der Grenzgängerstatistik (01.04. (197)), der Neurentenstatistik (NRS) (Anhang 08.03. (57) und der Befragung für die Produktions- und Wertschöpfungsstatistik (09.12. (32)) haben Schnittmengen zu den durch die kantonalen Steuerverwaltungen zu liefernden Daten für die Erhebung der Statistik der direkten Bundessteuern (09.32. (138)), der Steuerbelastung in der Schweiz (09.33. (140)) und der gesamtschweizerischen Statistik der besteuerten Vermögen (Vermögenssteuerstatistik) (09.34. (141)). Es ist daher sicherzustellen, dass nicht bei unterschiedlichen Stellen mehrfach die gleichen Daten erhoben werden.
- 7 Der erforderliche Datenaustausch zwischen den verschiedenen Verwaltungseinheiten soll über elektronische Schnittstellen erfolgen (Art. 16 Abs. 2). Damit eine elektronische Lieferung der Daten möglich ist, müssen sämtliche Kantone in der Lage sein, die verlangten Statistikdaten aus ihren Steuersystemen elektronisch aufzubereiten und über eine Schnittstelle weiterzuleiten. Damit die Kantone nach der elektronischen Aufbereitung der Daten aus ihren jeweiligen Systemen über eine Schnittstelle weiterleiten können, sind technische Anpassungen nötig. Die entsprechenden technischen Details sind frühzeitig bekanntzugeben.
- 8 In technischen Weisungen sind neben der Erhebung und Lieferung der Daten (Art. 17 Abs. 4) auch die Datenformate zu definieren.

3. Besondere Hinweise zur Steuerdatenerhebung der natürlichen Personen (Anhang 2, 08.13. (214), nachfolgend Anhang 2)

3.1. Einhaltung des Datenschutzes

- 9 Nach beiden Varianten sollen neu auch die Steuerdaten der natürlichen Personen erhoben werden. Somit müssten alle Kantone dem Bund jährlich die vollständigen Steuerdaten der natürlichen Personen liefern, das heisst sämtliche Positionen der Steuererklärungen (einschliesslich sämtlicher Einkünfte, Abzüge und Vermögenswerte) sowie auch die Steuererträge aller in einem Kanton steuerpflichtiger Personen. Müssen die Personalien und AHV-Nummern mitgeliefert werden, handelt es sich nicht um anonymisierte Daten.
- 10 Eine zentrale Aufbewahrung von nicht anonymisierten Steuerdaten zu sämtlichen steuerpflichtigen Personen in der Schweiz ist aus Datenschutzsicht grundsätzlich zu hinterfragen. Eine solche zentrale Aufbewahrung aller Steuerdaten stellt ein enormes Sicherheitsrisiko dar und könnte Ziel eines Hackerangriffs werden. Ein Datenleck, auch wenn es durch den Bund zu verantworten wäre, würde zu einem riesigen Reputationsschaden auch für die Kantone führen. Das Vertrauen der Bürgerinnen und Bürger in das Steuergeheimnis wäre dadurch nachhaltig erschüttert und könnte ihre Bereitschaft, ihre Einkommens- und Vermögensverhältnisse vollständig offenzulegen, senken. Das grundlegende Prinzip des schweizerischen

Steuerverfahrens, wonach die steuerpflichtigen Personen ihre persönlichen Daten für die Steuerveranlagung selbst beizubringen haben, wäre durch einen solchen Vertrauensverlust gefährdet.

- 11 Es wird davon ausgegangen, dass im Allgemeinen anonymisierte Daten für die meisten Statistikzwecke ausreichen. Sollte dies in einzelnen Fällen nicht der Fall sein, wäre zumindest ein Verzicht auf eine zentrale Datenhaltung von nicht anonymisierten Daten auf Bundesebene vorzusehen. So wäre zum Beispiel zu klären, ob für statistische Zwecke notwendige, nicht anonymisierte Daten bei Bedarf bei den Kantonen abgerufen, verknüpft und anschliessend in anonymisierter Form auf Bundesebene gespeichert werden könnten.
- 12 Auch anonymisierte Daten dürfen aus Datenschutzgründen nur weitergegeben werden, wenn es nicht möglich ist, daraus Rückschlüsse auf eine Person zu ziehen.
- 13 Dürfen die Daten nur für statistische Zwecke verwendet werden (Anhang 2: besondere Bestimmungen) sollte ausgeschlossen sein, dass allfällige nicht anonymisierte Daten an weitere Behörden oder Forschungsinstitutionen weitergegeben werden. Die mit einer solchen Weitergabe verbundenen Risiken dürfen nicht eingegangen werden.
- 14 Die Befugnisse der ESTV bzw. des BFS sind betreffend Datenerhebung und Datenverwendung auch im Hinblick auf das Steuergeheimnis detailliert zu regeln. Da die Kantone auch nach der Weitergabe der Daten an die ESTV für die sichere Verwahrung der Daten verantwortlich sind, hat die ESTV den Kantonen die entsprechenden Konzepte zur Prüfung vorzulegen.
- 15 Unabhängig davon, ob die gesetzlichen Grundlagen für die Datenerhebung ausreichend sind, muss das Steuergeheimnis sichergestellt sein. Die Frage, wie lange die ESTV und das BFS allfällige nicht anonymisierte Daten aufbewahren dürfen, ist zu klären.
- 16 Eine solche Aufbewahrung ist an beiden Orten auf das absolut notwendige Mass zu beschränken. Eine vollständige Sammlung von nicht anonymisierten Steuerdaten bei zwei Bundesstellen ist aus Risikoüberlegungen nicht verantwortbar.

3.2. Datenumfang

- 17 Vorgesehen ist die Lieferung der detaillierten Positionen der Steuererklärung gemäss Veranlagung zu den Einkommens- und Vermögenssteuern (inkl. Abzüge und Steuerbeträge) in Bezug auf Bund, Kantone und Gemeinden wie auch Angaben zu Kirchensteuern und anderen, kantonsspezifischen Steuerarten und Steuerbeträgen aus Kapitalleistungen.
- 18 Im Unterschied zum erläuternden Bericht fehlt im Anhang 2 der Hinweis, dass Informationen zu den Steuerbeträgen (Ebene Bund, Kanton und Gemeinde), Kirchensteuer, andere kantonsspezifische Steuerarten, Steuerbeträge und Kapitalleistungen «falls verfügbar» zu liefern sind. Da die Kantone unterschiedlich organisiert sind, kann es sein, dass ein Kanton aufgrund der Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden unter Umständen nicht über die erhobenen Steuerbeträge für die einzelnen steuerpflichtigen Personen verfügt. Deshalb sind die entsprechenden Einschränkungen gemäss den Erläuterungen der Klarheit halber auch explizit im Anhang aufzuführen. Eine Datenlieferungspflicht darf generell nicht dazu führen, dass Kantone oder Gemeinden für statistische Zwecke zu organisatorischen oder prozessualen Veränderungen in ihrer Aufgabenerfüllung verpflichtet werden. Ebenso sind die Steuerbehörden nicht befugt, Daten zu erheben, die nicht für das Veranlagungsverfahren benötigt werden.
- 19 Im erläuternden Bericht wird ausgeführt, dass keine konkreten Informationen über Religion, bestimmte Krankheiten oder unterstützte Parteien und Organisationen erhoben werden. Werden aber Angaben zur Kirchensteuer verlangt (Anhang 2: Gegenstand), ist ein Rückschluss auf die Religion ohne weiteres möglich. Zudem lässt sich aus der Vielzahl von

Merkmale zu einer bestimmten Person, die über die Jahre erhoben werden, ein Persönlichkeitsprofil erstellen. Diese Daten sind deshalb als besonders schützenswert zu qualifizieren.

3.3. Datengrundlagen

- 20 Die Kantone haben auch mit dem Steuerharmonisierungsgesetz einen gewissen Spielraum in der materiellen und formellen Umsetzung ihrer Steuergesetze. Eine aktuelle Studie der Schweizerischen Steuerkonferenz (SSK) hat ergeben, dass bei 86% aller betrachteten Ziffern der Steuererklärungen mindestens ein Kanton eine Abweichung formaler oder materieller Art zum Referenz-Steuererklärungsmodell aufweist. Differenzen bestehen bei der Handhabung der Ziffern wie auch bei der Zuordnung der steuerrelevanten Angaben zu den Ziffern. Die Daten aus den kantonalen Steuererklärungen sind daher heute nur beschränkt vergleichbar. Zurzeit laufen in der SSK Arbeiten zur Überarbeitung des eCH-Standards für die Ziffern natürlicher Personen.
- 21 Werden Daten an das BFS weitergegeben und erstellt dieses basierend auf den erhaltenen Daten neue Statistiken, muss eine Rücksprache mit der ESTV vorgesehen werden. Nur so kann eine sinnvolle und fachlich korrekte Interpretation der Daten sichergestellt werden. Aus dem gleichen Grund dürfen die Daten (auch in anonymisierter Form) nicht an Forschungsinstitutionen oder andere Dritte herausgegeben werden.
- 22 Die Kantone werden verpflichtet, die aufgeführten Daten (Anhang 2: Gegenstand) zu liefern. Dies setzt eine einheitliche, standardisierte Lösung der Datenlieferung als Bedingung für eine aussagekräftige Interpretation der Daten voraus. Grundlage für die Datenlieferungen sollten deshalb die überarbeiteten eCH-Standards für die Ziffern der natürlichen Personen sein. Mit einer solchen Lösung wäre der Umfang der Datenerhebung klar ersichtlich. Ebenso würde damit die Interpretation der Daten vereinfacht. Kantonale Abweichungen könnten mittels einem Mapping auf eine einheitliche Basis gebracht werden.
- 23 Es ist zu beachten, dass die deklarierten Daten nur bedingt aussagekräftig sind. Sollen substantiierte Aussagen gemacht werden, ist auf die veranlagten Daten abzustellen.
- 24 Wann eine solche Datenlieferung erstmals möglich ist, wäre separat zu klären.
- 25 Bei den vorgeschlagenen Varianten ist aus Sicht des FDK-Vorstands die ESTV als Datenerhebungsstelle zu priorisieren (Variante 1). Die ESTV verfügt über die steuerspezifischen Sachkenntnisse, was die Bestimmung des Umfangs und die Interpretationen der Daten vereinfacht.
- 26 Wir weisen abschliessend darauf hin, dass auch eine jährliche Datenerhebung, welche die vorstehend dargelegten Aspekte berücksichtigt, mit beträchtlichem Aufwand für die kantonalen Steuerverwaltungen verbunden ist.

3.4. Anträge für den Fall, dass das Projekt beibehalten wird

- 27 Zusammenfassend ergeben sich folgende Hinweise und Anträge:
 - Begrüsst wird, dass die dem Bund zu liefernden Steuerdaten nur für statistische Zwecke verwendet werden dürfen.
 - Aufgrund der grossen Datenmenge an nicht anonymisierten Steuerdaten ist sicherzustellen, dass die Daten grundsätzlich nur anonymisiert und nur bei einer einzigen Stelle aufbewahrt werden sowie Sicherheitsaspekten äusserste Priorität eingeräumt wird. Unabhängig davon, ob die gesetzlichen Grundlagen für die vorgesehene Datenerhebung ausreichend sind, muss das Steuergeheimnis zwingend sichergestellt sein. Die Kompetenzen der ESTV bzw. des BFS sind deshalb detailliert zu klären.
 - Die Aufbewahrungsdauer der Daten durch die ESTV oder das BFS muss geklärt werden.

- Auch anonymisierte Daten dürfen nicht weitergegeben werden. Einerseits aus Datenschutzgründen, weil daraus Rückschlüsse auf einzelne Personen möglich sind, andererseits aufgrund von Interpretationsproblemen durch Forschungsinstitute und Dritte.
 - Erstellt das BFS basierend auf den erhaltenen Daten neue Statistiken, muss es zur Vermeidung von Interpretationsfehlern mit der ESTV Rücksprache nehmen.
 - In Ziffer 08.13 (214) Steuerdatenerhebung der natürlichen Personen ist unter «Gegenstand» analog dem erläuternden Bericht einzufügen, dass Informationen zu den Steuerbeträgen (Ebene Bund, Kanton und Gemeinde), Kirchensteuer, andere kantonsspezifische Steuerarten, Steuerbeträge und Kapitalleistungen vom Kanton nur «falls verfügbar» zu liefern sind.
 - Um die technischen Voraussetzungen in den Kantonen für die elektronischen Datenübermittlungen sicherstellen zu können, sind die entsprechenden technischen Details frühzeitig bekanntzugeben.
 - Grundlage für die Datenlieferungen soll der zurzeit in Überarbeitung befindliche eCH-Standard für die Ziffern der natürlichen Personen sein. Auch bei der Verwendung dieses Standards wird den Kantonen durch die Datenlieferungen ein Mehraufwand entstehen.
 - Der Zeitpunkt der erstmaligen Lieferung ist separat zu klären.
- 28 Lösung 1, Anhang 2, wonach die ESTV für die Erhebung der Daten zuständig ist, ist aufgrund der obigen Überlegungen unabdingbar. Neben den hohen Sicherheitsanforderungen sind für eine zielführende Datenerhebung auch fundierte Steuer- und Verfahrenkenntnisse notwendig.

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme.

Freundliche Grüsse

KONFERENZ DER KANTONALEN FINANZDIREKTORINNEN UND FINANZDIREKTOREN

Präsident:



Regierungsrat Ernst Stocker

Generalsekretär:



Dr. Peter Mischler

Kopie (per E-Mail)

- Aemterkonsultation@bfs.admin.ch
- Bunderätin Karin Keller-Sutter, Vorsteherin EFD
- Mitglieder FDK
- Mitglieder SSK
- Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektorinnen und -direktoren (EDK)



Landammann und Regierungsrat des Kantons Uri

Eidgenössische Departement des Innern (EDI)
Inselgasse 1
3003 Bern

Neue Verordnung über die Bundesstatistik BStatV; Vernehmlassung

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 15. Dezember 2023 hat das Eidgenössische Departement des Innern (EDI) den Regierungsrat des Kantons Uri eingeladen, zur neuen Verordnung über die Bundesstatistik (BStatV) Stellung zu nehmen. Wir danken für diese Möglichkeit.

Der Regierungsrat begrüsst, dass die Tätigkeiten des Bundesamtes für Statistik (BFS) und der statistischen Ämter des Bundes, der Kantone und der Gemeinden nun in einem einzigen Text zusammengefasst werden. Die dadurch gesteigerte Transparenz beim Prozess der Datenbearbeitung für nicht personenbezogene Zwecke sowie bei der Organisation des Schweizer Statistiksystems wertet er positiv. Indem die Tätigkeiten des BFS sowie der anderen Statistikproduzenten des Bundes und der öffentlichen Statistikstellen der Kantone und Gemeinden in einem einzigen Text zusammengefasst werden, kann die Bevölkerung besser informiert werden. Die neue Verordnung sorgt für einen klareren und transparenteren Überblick über die bestehenden Daten sowie ihre Beschaffung und Bearbeitung.

Der Nutzen einer nationalen Erhebung von Steuerdaten für statistische Zwecke wird grundsätzlich anerkannt. Jedoch hat der Regierungsrat nach wie vor grosse Zweifel, ob die Rechtsgrundlagen für die Datenerhebung gestützt auf eine Verordnungsbestimmung angesichts des Umfangs der verlangten Datenlieferungen ausreichend sind. Er räumt dem Steuergeheimnis und dem Schutz der Privatsphäre eine zentrale Bedeutung ein. Im Übrigen kommt für den Regierungsrat - auch aufgrund der obigen Überlegungen - nur die Lieferung von anonymisierten Steuerdaten in Frage.

Von den vorgeschlagenen Lösungen kommt nur die Variante 1 (ESTV als Datenerhebungsstelle) in Betracht. Da die ESTV über die steuerspezifischen Sachkenntnisse verfügt, was die Bestimmung des Umfangs und die Interpretationen der Daten vereinfacht. Ausserdem ist für den Regierungsrat bei der Umsetzung entscheidend, dass den Kantonen eine genügend lange Umsetzungsfrist eingeräumt wird. Insbesondere kleineren Kantonen ist aus Ressourcen- und Kostengründen eine längere Umsetzungsfrist einzuräumen. Dies auch vor dem Hintergrund, dass diese Kantone deutlich kleinere Mengengerüste aufweisen und damit für statistische Auswertungen ohnehin kaum ins Gewicht fallen.

Wir danken Ihnen nochmals für die Möglichkeit zur Stellungnahme und grüssen Sie freundlich.

Altdorf, 5. April 2024



Im Namen des Regierungsrats

Der Landammann

Urs Janett

Der Kanzleidirektor-Stv.

Adrian Zurfluh



Gesundheitsdirektion, Postfach, 6301 Zug

Nur per E-Mail

Eidgenössisches Departement des
Inneren EDI
Bundesamt für Statistik
Espace de l'Europe 10
CH-2010 Neuchâtel

aemterkonsultationen@bfs.admin.ch

T direkt +41 41 728 35 01
martin.pfister.rr@zg.ch
Zug, 25. März 2024

Neue Verordnung über die Bundesstatistik; Vernehmlassungsantwort

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Baume-Schneider
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 15. Dezember 2023 haben Sie uns im Rahmen der Vernehmlassung zur neuen Verordnung über die Bundesstatistik zur Stellungnahme eingeladen.

Der Kanton Zug unterstützt die grundsätzliche Stossrichtung der neuen Verordnung. Im Sinne der Transparenz und der Effizienz ist eine neue Verordnung über die Bundesstatistik, welche die bisherigen Erlasse (Verordnung über die Organisation der Bundesstatistik und die Verordnung über die Durchführung von statistischen Erhebungen des Bundes) durch eine einzige ersetzt, sinnvoll. Ebenfalls begrüssenswert ist die ausdrückliche Nennung des Grundsatzes der Mehrfachnutzung von Daten (Artikel 16, Absatz 1) und die Präzisierung, welche Daten unter OGD publiziert werden dürfen (Artikel 42).

Eine gute Zusammenarbeit über die föderalen Ebenen hinweg ist zentral für eine moderne öffentliche Statistik im Dienst der Gesellschaft, der Wirtschaft und der Politik. In der neuen Bundesstatistikverordnung sind für die Kantone sowohl Rechte, zum Beispiel zur gemeinsamen Nutzung von Daten für statistische Zwecke, als auch Pflichten, beispielsweise zur Mitwirkung bei der Datenerhebung und -übermittlung sowie zu deren Harmonisierung festgehalten. Wir regen deshalb an, die Zusammenarbeit im Bereich der Statistik als gemeinsames System zu verstehen und in der neuen Bundesstatistikverordnung entsprechend abzubilden. Um diese Zusammenarbeit auf Verordnungsstufe zu verankern, sollten die Statistikstellen der Kantone und Gemeinden als Partner im föderalen Kontext in einem eigenen Artikel definiert und deren Rolle festgehalten werden. Dies würde nicht nur die Verständlichkeit der Verordnung erhöhen, sondern auch der vom Bundesamt für Statistik (BFS) formulierten Ambition, die Organisation des Schweizer Statistiksystems aufzuzeigen, entsprechen. Ein eigener Artikel zu den Statistikstellen der Kantone und Gemeinden würde es auch erlauben, an verschiedenen Stellen der Verordnung (z.B. Artikel 14, Artikel 30 Abs. 2 und Artikel 34) jeweils auf die eingangs definierten Statistikstellen der Kantone und Gemeinden zu verweisen.

Zur neuen Bundesstatistikverordnung stellen wir die folgenden Anträge:

Artikel 3

Artikel 65 Absatz 2 der Bundesverfassung ermächtigt den Bund, Vorschriften über die Harmonisierung und Führung kantonaler und kommunaler Register zu erlassen. An dieser Stelle sollte auch die Konferenz der regionalen statistischen Ämter (KORSTAT) als Vertretung der Kantone und Gemeinden im Bereich der Datenharmonisierung ausdrücklich genannt werden. Dies würde die Mitglieder der KORSTAT als Organe des Statistiksystems Schweiz formalisieren.

Artikel 10

Statt in Steckbriefen sollten die Erhebungen mit standardisierten Metadaten erfasst werden. Als Standard würde sich eCH-0200 anbieten.

Artikel 19

Im Sinne eines einheitlichen Statistiksystems sollen die unabhängigen Statistikstellen der Kantone und Gemeinden von dieser Regel ausgenommen werden.

Artikel 29 Absatz 3

Dass das BFS Daten zur Erstellung von Standardprodukten verknüpft, die hauptsächlich Forschungszwecken dienen, ist zweckmässig. Die Einschränkung, dass eine Verknüpfung nur bei «regelmässiger Nachfrage» zulässig ist, soll daher gestrichen werden. Dies insbesondere auch, da der Terminus viel Interpretationsspielraum lässt.

Artikel 30 Absatz 2 Buchstabe f

Der Entwurf sieht vor, dass die Statistikstellen der Kantone und der Gemeinden Daten des BFS nur mit dessen schriftlicher Zustimmung an andere Kantone oder Gemeinden weitergeben dürfen. Im Sinne der effizienten Zusammenarbeit im Statistiksistem Schweiz soll eine Weitergabe ohne schriftliche Zustimmung des BFS möglich sein, sofern die empfangende Stelle alle Punkte unter Artikel 30 Absatz. 2 Buchstaben a bis e erfüllt.

Artikel 38

In Artikel 34 wird dem EDI die Regelung des Vollzugs, einschliesslich der Anforderungen an die Statistikstellen der Kantone und Gemeinden zugestanden. Unter Vorbehalt der Erfüllung der definierten Anforderungen sollen die Statistikstellen der Kantone und Gemeinden im Sinne des Statistiksistem Schweiz Zugriff auf sämtliche Daten haben.

Entsprechend ist Artikel 38 dahingehend anzupassen, dass auch Einzeldaten mit Personenbezug, insbesondere Indikatoren wie die AHV-Nummer oder UID, den Statistikstellen von Kantonen und Gemeinden für statistische Arbeiten weitergegeben werden dürfen.

Anhang 2, 08.13 Steuerdatenerhebung

Adressatin der Datenlieferungen der Kantone soll die Eidgenössische Steuerverwaltung (ESTV; Variante 1) und nicht das Bundesamt für Statistik (BFS; Variante 2) sein.

Die Datenlieferungen der Kantone sollen ausschliesslich in anonymisierter Weise erfolgen, d.h. aus ihnen sollen keine Rückschlüsse auf die einzelnen Privatpersonen und Unternehmen gezogen werden können und sie sollen in diesem Sinne auch nicht individuell mit anderen Datenbeständen der ESTV und des BFS verknüpfbar sein, etwa über Namen, AHV-Nummern, UID-Nummern oder vergleichbare Identifikatoren.

Die kantonalen Steuerbehörden werden enorm gefordert sein, ihre IT-Systeme an die im Moment noch nicht bekannten definitiven Anforderungen anzupassen und sie mit Probelieferungen sorgfältig auszutesten. Auch die empfangende Stelle – also die ESTV – wird erheblich gefordert sein, die Datenlieferungen der 26 Kantone mit der heute föderalistisch bedingt oft unterschiedlichen Granularität und Qualität der Datenhaltung und der Vielzahl der kantonal

eingesetzten Auswertungstools entgegenzunehmen und in belastbarer Weise zu konsolidieren. Vor dem Inkrafttreten der Verordnung bzw. der erstmaligen Datenlieferung ist den Kantonen eine ausreichende Frist von mindestens zwei Jahren einzuräumen, damit sie sich IT-technisch und organisatorisch vorbereiten können.

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme.

Freundliche Grüsse
Gesundheitsdirektion



Martin Pfister
Regierungsrat

Kopie an:

- Staatskanzlei (info.staatskanzlei@zg.ch)
- Finanzdirektion (info.fd@zg.ch)

CONSEIL D'ETAT

Château cantonal
1014 Lausanne

Madame la Conseillère fédérale
Elisabeth Baume-Schneider
Cheffe du Département fédéral de
l'intérieur DFI
3003 Berne

*Envoi par courrier électronique
Aemterkonsultationen@bfs.admin.ch*

Réf. : 24_COU_1593

Lausanne, le 27 mars 2024

Consultation fédérale : Nouvelle ordonnance sur la statistique fédérale

Madame la Conseillère fédérale,

Le Conseil d'Etat vous remercie de l'associer à la procédure de consultation sur le projet d'ordonnance de la statistique fédérale abrogeant l'ordonnance sur les relevés statistiques (RS 431.012.1) et celle concernant l'organisation de la statistique fédérale (RS 431.011).

Le Conseil d'Etat salue la volonté d'apporter une vision transparente du processus de traitement des données ainsi que de l'organisation du système statistique suisse. Pour autant, il relève certains écueils, détaillés dans l'annexe à ce courrier et dont les principaux points sont présentés dans ce courrier.

Premièrement, le Conseil d'Etat estime que l'ordonnance accorde une considération insuffisante aux Cantons et aux Communes en tant qu'échelons institutionnels du système fédéral. Plus particulièrement, les offices statistiques des cantons et des communes officiels, signataires de la Charte de la statistique publique de la Suisse et membres du système statistique suisse, devraient être explicitement présentés comme des partenaires de l'OFS et devraient bénéficier de conditions particulières notamment pour la communication de données (y compris pour les données appariées), pour la destruction des données livrées ou pour l'accès au registre d'échantillonnage. En effet, ces offices participent à la collecte, au financement de la densification et la plausibilisation de nombreux relevés et enquêtes.

En outre, les conditions de communication de données à des tiers (hors du système statistique suisse) ne sont pas suffisamment explicites. Il semble y avoir une confusion entre anonymisation des données et suppression des éléments d'identification des personnes. Pour livrer des données à des tiers, celles-ci doivent être anonymisées, soit modifiées de manière à ce que les personnes ne soient plus identifiables, ou au prix d'efforts démesurés.

De plus, le Conseil d'Etat s'oppose à l'introduction d'un nouveau relevé statistique des données fiscales des personnes physiques (annexe 2 de l'ordonnance, relevé 8.13). Nous considérons que ce projet porte atteinte au secret fiscal, qu'il contrevient à la protection des données et qu'il ne répond pas à un intérêt public suffisant.

En effet :

- Sans l'adoption par les Chambres fédérales d'une base légale formelle claire et précise, les dispositions de droit fiscal relatives au secret fiscal s'appliquent et empêchent toute transmission à l'OFS ou à l'entité statistique de l'AFC de données personnelles obtenues uniquement dans un but fiscal. Une ordonnance du Conseil fédéral qui concrétise une base légale peu claire n'est pas suffisante pour autoriser la transmission de données personnelles soumises au secret fiscal, ce d'autant que la violation de ce dernier constitue un délit pénal.
- En outre, le projet de relevé n'est pas convaincant sous l'angle de la pesée des intérêts, dans la mesure où l'intérêt public du secret fiscal ainsi que celui concernant la protection de la sphère privée et du droit fondamental à l'autodétermination informationnelle ne sont pas suffisamment pris en compte dans l'analyse faite par le DFI.
- Par ailleurs, comme la LIFD et la LHID ne prévoient aucune autre finalité de communication de données personnelles que celles de la taxation et de la perception de l'impôt fédéral direct, il y a lieu de considérer que la communication de données personnelles du contribuable non anonymisées à des autorités non fiscales, soit à l'OFS ou à la section statistique de l'AFC, n'est pas compatible avec la finalité fiscale du traitement initial, car un tel traitement ne serait pas reconnaissable pour le contribuable. Cela contrevient au principe de reconnaissabilité prévu par les législations applicables à la protection des données, ainsi qu'au principe de l'autodétermination informationnelle garanti par l'art. 13 al. 2 de la Constitution fédérale.
- D'autre part, l'obligation de transmettre à l'OFS/AFC des positions détaillées des données non anonymisées de la déclaration d'impôt n'est pas claire et n'est pas explicitée dans le projet. Alors que cette nouvelle ordonnance devrait permettre d'avoir une vue plus claire et transparente sur les données existantes, leur obtention et leur traitement, force est de constater que tel n'est pas le cas sur ce point. Par ailleurs, cette obligation de transférer des données personnelles, parfois sensibles, crée également un risque de sécurité des données, au regard de l'évolution rapide de l'IA et de la blockchain, ainsi qu'en cas de cyberattaques.

Pour respecter le secret fiscal, une base légale formelle claire et précise devrait être adoptée par les Chambres fédérales. Un article de loi autorisant les autorités fiscales à communiquer des données, en dérogation de l'art. 110 LIFD [respectivement 39 LHID], aux organes de la statistique fédérale, conformément à la loi du 9 octobre 1992 sur la statistique fédérale, devrait être introduit.

Finalement, le Conseil d'Etat s'oppose à l'introduction des administrations cantonales en tant qu'enquêtés pour la nouvelle enquête sur l'indice des prix d'achat des agents de la production agricole (Annexe 2 de l'ordonnance, Enquête 09.16), qui pourrait se traduire par un report de charge sur le Canton.

Nous vous prions de croire, Madame la Conseillère fédérale, à l'assurance de notre meilleure considération.

AU NOM DU CONSEIL D'ETAT

LA PRESIDENTE



Christelle Luisier Brodard

LE CHANCELIER a.i.



François Vodoz

Annexe

- Procédure de consultation : Nouvelle ordonnance sur la statistique fédérale

Copies

- Mme la Conseillère fédérale Karin Keller-Sutter, Cheffe du Département fédéral des finances DFF
- Office des affaires extérieures du canton de Vaud
- SG-DFA
- DGF
- DGAV
- StatVD



Elektronisch an Aemterkonsultationen@bfs.admin.ch



**Kanton Zürich
Regierungsrat**

staatskanzlei@sk.zh.ch
Tel. +41 43 259 20 02
Neumühlequai 10
8090 Zürich
zh.ch

Eidgenössisches Departement des Innern
3003 Bern

27. März 2024 (RRB Nr. 335/2024)

Verordnung über die Bundesstatistik (Vernehmlassung)

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

Mit Schreiben vom 15. Dezember 2023 haben Sie uns eingeladen, zum Vernehmlassungsentwurf der neuen Verordnung über die Bundesstatistik (VE-BStatV) Stellung zu nehmen. Wir danken für diese Gelegenheit und äussern uns wie folgt:

Allgemeine Bemerkungen

Wir begrüssen den Vernehmlassungsentwurf grossmehrheitlich. Besonders positiv hervorheben möchten wir das klare Bekenntnis und die Bestrebungen zur Mehrfachnutzung von Daten, um datenliefernde Stellen und Personen zu entlasten. Zudem begrüssen wir die mit dem Vernehmlassungsentwurf angestrebte Verbesserung der Datenqualität im föderalen Statistiksistem.

Koordination im föderalen Kontext

Dem Kanton Zürich ist die gute Zusammenarbeit im Bereich der Statistik über die föderalen Ebenen hinweg sehr wichtig. Aus der Bundesstatistikverordnung resultieren für den Kanton Zürich sowohl Rechte, zum Beispiel zur gemeinsamen Nutzung von Daten für statistische Zwecke, als auch Pflichten, beispielsweise zur Mitwirkung bei der Datenerhebung und -übermittlung sowie zu deren Harmonisierung. Wir regen deshalb an, die Zusammenarbeit im Bereich der Statistik als gemeinsames System zu verstehen und in der neuen Bundesstatistikverordnung entsprechend abzubilden. Um dieser Zusammenarbeit auf Verordnungsstufe gerecht zu werden, sollten die Statistikstellen der Kantone und Gemeinden als Partner im föderalen Kontext in einem eigenen Artikel definiert und deren Rollen festgehalten werden. Dies würde nicht nur die Lesbarkeit und Anwendung der Verordnung vereinfachen, sondern auch der vom Bundesamt für Statistik (BFS) formulierten Ambition, die Organisation des Schweizer Statistiksystems aufzuzeigen, nachkommen. Ein eigener Artikel zu den Statistikstellen der Kantone und Gemeinden würde es auch

erlauben, an verschiedenen Stellen der Verordnung (u. a. Art. 14, Art. 30 Abs. 2 und Art. 34 VE-BStatV) jeweils auf die eingangs definierten Statistikstellen der Kantone und Gemeinden zu verweisen.

In Art. 34 VE-BStatV wird dem Eidgenössischen Departement des Innern die Regelung des Vollzugs, einschliesslich der Anforderungen an die Statistikstellen der Kantone und Gemeinden, übertragen. Mit der Regelung der Anforderungen sollten unseres Erachtens auch Rechte einhergehen, um den Herausforderungen auch im Bereich der Digitalisierung im Sinne einer gemeinsamen föderalen Data Governance nachzukommen. Unter Vorbehalt der Erfüllung der definierten Anforderungen soll die koordinierende Rolle der Statistikstellen der Kantone und Gemeinden im Statistiksystem Schweiz über die gesamte Wertschöpfungskette von Daten anerkannt werden (vgl. z. B. die koordinierende Rolle des Statistischen Amtes des Kantons Zürich gemäss § 6 Statistikgesetz [StatG, LS 431.1]).

Bekanntgabe von Personendaten und Verwendung der AHV-Nummer

Kritisch anzumerken ist, dass gemäss Vernehmlassungsvorlage den Statistikstellen der Kantone und Gemeinden keine Einzeldaten mehr für statistische Arbeiten weitergegeben werden dürfen, wie dies unter geltendem Recht zulässig ist (Art. 9 Abs. 2 Statistikerhebungsverordnung [SR 431.012.1]). Gemäss Vernehmlassungsentwurf gilt für die Statistikstellen der Kantone und Gemeinden die allgemeine Regelung für die Bekanntgabe von Einzeldaten gemäss Art. 38 VE-BStatV, indem die Statistikstellen unter «öffentliche Stellen» subsumiert werden. Gemäss dem Vernehmlassungsentwurf sollen auch die Statistikstellen neu nur noch Einzeldaten aus der Bundesstatistik erhalten können, wenn diese keine personenidentifizierenden Angaben enthalten (insbesondere keine AHV-Nummer, Firma und Unternehmens-Identifikationsnummer [UID]; Art. 38 Abs. 1 Bst. a VE-BStatV). Diese Regelung ist klar zu restriktiv.

Um die Bevölkerung und Wirtschaft nicht übermässig mit Befragungen zu belasten, sollen bereits bestehende Daten für die Statistik weitergenutzt werden können. Dabei ist die Verwendung von eindeutigen Identifikatoren wie die AHV-Nummer zentral. Sie ist auch gesetzlich vorgesehen. Eine Erweiterung der Register und Schnittstellen um einen statistischen Identifikator anstelle der AHV-Nummer hätte zudem hohe Kosten zur Folge.

Die vorgeschlagene Regelung gemäss Art. 38 Abs. 1 Bst. a VE-BStatV ist nicht vereinbar mit den Grundsätzen des Bundesstatistikgesetzes (BStatG, SR 431.01). Art. 19 Abs. 2 Bst. a BStatG sieht ausdrücklich vor, dass auch personenbezogene Daten an Dritte für nicht personenbezogene Zwecke – unter Einhaltung bestimmter Voraussetzungen – weitergegeben werden dürfen. Weiter erlaubt Art. 14a Abs. 2 BStatG den Statistikstellen der Kantone und Gemeinden, Daten des BFS mit weiteren Daten eigenständig zu verknüpfen, was nur mittels personenidentifizierender Angaben möglich ist. Eine entsprechende Regelung sieht auch der Vernehmlassungsentwurf in Art. 30 Abs. 2 VE-BStatV vor, womit auch innerhalb des Vernehmlassungsentwurfs ein Widerspruch besteht.

Für die statistische Tätigkeit von besonderer Bedeutung ist die Verwendung der AHV-Nummer als Identifikator bei der Verknüpfung von Daten (vgl. Botschaft zur Änderung des Bundesgesetzes über die Alters- und Hinterlassenenversicherung vom 30. Oktober 2019, BBl 2019 7359). Entsprechend erlaubt das Bundesgesetz über die Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHVG, SR 831.10) den Kantonen und Gemeinden ausdrücklich eine systematische Verwendung der AHV-Nummer zur Erfüllung von gesetzlichen Aufgaben, womit die AHV-Nummern grundsätzlich auch als Identifikatoren bei Verknüpfungen ver-

wendet werden dürfen (Art. 153c Abs. 1 Bst. a Ziff. 3 AHVG). Auch das Statistikgesetz des Kantons Zürich erlaubt gemäss § 7 ausdrücklich die Verwendung der AHV-Nummer für statistische Zwecke.

Entsprechend ist Art. 38 VE-BStatV dahingehend anzupassen, dass die Einzeldaten auch mit Personenbezug, insbesondere Identifikatoren wie der AHV-Nummer oder UID, den Statistikstellen der Kantone und Gemeinden für statistische Arbeiten weitergegeben werden dürfen.

Bemerkungen zu einzelnen Bestimmungen

Art. 4 VE-BStatV

Abs. 1 definiert die Statistikproduzenten des Bundes und nimmt Bezug auf Art. 2 Abs. 1, Art. 11 Abs. 2 und Art. 15 Abs. 1 BStatG. Weder aus dem Wortlaut der Bestimmung, die das BStatG konkretisieren soll, noch aus dem erläuternden Bericht geht klar hervor, ob und inwieweit die Kantone und Gemeinden ebenfalls als «Statistikproduzenten des Bundes» qualifiziert werden (können). Wir regen eine entsprechende Präzisierung in Übereinstimmung mit dem Rollenkonzept der Nationalen Datenbewirtschaftung an. Im Übrigen verweisen wir auf die eingangs gemachten allgemeinen Ausführungen zur Koordination im föderalen Kontext.

Art. 10 VE-BStatV

Wir regen an, die Informationen zu Erhebungen statt in den in Art. 10 VE-BStatV genannten Steckbriefen in standardisierten Metadaten zu erfassen. Ein interoperabler Standard würde die einfache Weiterverwendung der Informationen erlauben. Die strukturierten Metadaten sollen auf der Interoperabilitätsplattform des Bundes zugänglich gemacht werden. Der Standard ist in geeigneten Gremien (z. B. Verein eCH) und unter Beizug der Kantone und Gemeinden festzulegen.

Art. 16 VE-BStatV

Abs. 2 regelt den Datenaustausch unter den Verwaltungseinheiten des Bundes sowie die Datenerhebung sowohl bei den Kantonen und Gemeinden als auch den natürlichen und juristischen Personen. Gemäss Art. 16 Abs. 2 VE-BStatV sollen Datenerhebungen des Bundes bei den Kantonen grundsätzlich über elektronische Schnittstellen erfolgen. Hierbei ist sicherzustellen, dass die Schnittstellen und Formen bzw. Dateiformate genügend präzisiert, robust, verfügbar und einfach zu implementieren sowie anzuwenden sind und dass den Kantonen bei deren Einführung genügend Vorlaufzeit zur Verfügung steht. Die Definition der Schnittstellen soll über die föderalen Ebenen hinweg koordiniert angegangen werden. Bei der Implementierung der Schnittstellen sind die datenschutzrechtlichen Vorgaben bezüglich der technischen und organisatorischen Massnahmen einzuhalten. Die technischen Details sind unter Einbezug der Kantone zu definieren.

Art. 17 VE-BStatV

Abs. 1 ordnet die Verantwortung für die Vorbereitung und die Durchführung der Befragungen und Erhebungen den «zuständigen Organen» zu, die sich aus dem Anhang ergeben. Der Wortlaut der Bestimmung sollte dahingehend angepasst werden, dass klar hervorgeht, dass die zuständigen Organe nicht nur die Verantwortung für die Vorbereitung und Durchführung der Befragungen und Erhebungen tragen, sondern für die Bearbeitung der

betroffenen Personendaten als solche. Ansonsten könnte die Bestimmung dahingehend verstanden werden, dass der Bund in sämtlichen Fällen die Verantwortung für die Bearbeitung von Personendaten durch die zuständigen Organe trägt, die nicht mit der Beschaffung und Durchführung der Erhebungen im Zusammenhang stehen.

Gemäss Abs. 4 soll das zuständige Departement nötigenfalls die Erhebung und die Lieferung der Daten in technischen Weisungen regeln und sich hierzu vorgängig mit dem BFS koordinieren. Dies begrüssen wir ausdrücklich. In den technischen Weisungen soll insbesondere auch auf gemeinsam erarbeitete Standards verwiesen werden (siehe Bemerkung zu Art. 16 VE-BStatV).

Art. 19 VE-BStatV

Art. 19 VE-BStatV sieht vor, dass das BFS und die Statistikproduzenten des Bundes personenbezogene Daten, die einer spezialgesetzlichen Geheimhaltungspflicht unterliegen und die sie gestützt auf Art. 7 Abs. 2 oder Art. 10 Abs. 5 BStatG erhalten haben, nur in vollständig anonymisierter Form für nicht personenbezogene Zwecke weitergeben dürfen. Dabei wird nicht unterschieden, ob die Weitergabe an Statistikstellen der Kantone und Gemeinden oder andere Dritte erfolgt.

Unseres Erachtens sollte Art. 19 VE-BStatV eine Privilegierung für Statistikstellen der Kantone und Gemeinden vorsehen, wie dies Art. 10 Abs. 5 BStatG auch für das BFS vorsieht. Nach der genannten Bestimmung können die Verwaltungseinheiten bei der Lieferung ihrer Daten an das BFS keine Geheimhaltungspflichten und Sperrungen entgegenhalten, ausser wenn ein Bundesgesetz die Weitergabe oder Verwendung der Daten für statistische Zwecke ausdrücklich ausschliesst. Mit Blick auf die vergleichbaren gesetzlichen Aufgaben der kantonalen und kommunalen Statistikstellen mit jenen des BFS sollten auch Erstere Daten, die einer spezialgesetzlichen Geheimhaltungspflicht unterliegen, grundsätzlich erhalten dürfen, soweit keine gesetzliche Bestimmung eine Datenbekanntgabe oder Datenverwendung für statistische Zwecke ausdrücklich ausschliesst.

Eine Privilegierung der Statistikstellen der Kantone und Gemeinden ist unseres Erachtens auch mit Art. 7 Abs. 2 Satz 2 BStatG vereinbar. Diese Bestimmung untersagt zwar eine Weitergabe von Daten, die einer gesetzlich verankerten Geheimhaltungspflicht unterliegen. Art. 7 Abs. 2 BStatG regelt jedoch die Weitergabe von Daten, die im Rahmen der Mitwirkung der Kantone und Gemeinden aus deren Datenbanken übernommen wurden. Die Bestimmung hat damit zum Zweck, die Daten der Kantone und Gemeinden zu schützen (vgl. Botschaft zum Bundesstatistikgesetz vom 30. Oktober 1991, BBl 1992 I 323, 417).

Entsprechend sollten die Daten den kantonalen und kommunalen Statistikstellen auch im Sinne der Mehrfachnutzung weitergegeben werden dürfen, d. h., die Einschränkung gemäss Art. 19 VE-BStatV sollte sich auf die Weitergabe der Daten an andere Dritte beschränken. Eine entsprechende Regelung rechtfertigt sich auch deshalb, weil die kantonalen und kommunalen Statistikstellen der jeweiligen kantonalen Statistik- und Datenschutzgesetzgebung unterstehen, die den Schutz der betroffenen Personen bei der Datenbearbeitung gewährleisten.

In dem Sinne regen wir auch an, zu prüfen, ob der Wortlaut der genannten Bestimmungen des BStatG im Rahmen einer Teilrevision klarer gefasst werden könnte.

Im Übrigen verweisen wir auf die einleitenden Ausführungen zur Koordination im föderalen Kontext und zum Verständnis der öffentlichen Statistik als System über die föderalen Ebenen hinweg.

Art. 24 VE-BStatV

Die Regelung gemäss Abs. 1 bezieht sich auf Art. 14 BStatG. Die mit statistischen Arbeiten betrauten Personen unterliegen einer Geheimnispflicht. Art. 14 BStatG verwendet dabei den Begriff des Amtsgeheimnisses. Der selbstständige Gehalt von Art. 24 VE-BStatV ist uns nicht ersichtlich. Sollten weitergehende Vertraulichkeitspflichten als in Art. 14 BStatG greifen, müssten diese entsprechend ergänzt werden, sofern dies überhaupt rechtlich zulässig ist.

Abs. 3 verpflichtet öffentliche Organe, die Geheimhaltungs- und Sorgfaltspflichten der privaten Befragungsinstituten und Organisationen vertraglich zu regeln. Es handelt sich um Auslagerungssachverhalte, also um Fälle, in denen privatrechtliche Unternehmen im Auftrag von öffentlichen Organen Befragungen und Erhebungen von Personendaten bearbeiten. Die Bestimmung ist dahingehend zu ergänzen, dass die vertraglich vereinbarte Geheimhaltungs- und Sorgfaltspflicht dem Niveau von Art. 14 BStatG zu entsprechen hat und die Anonymisierungspflichten gemäss Art. 19 VE-BStatV zu beachten sind. Zudem böte die Norm Platz, um konkrete Voraussetzungen zu definieren, die private Unternehmen einhalten müssen, um überhaupt als Befragungs- und Erhebungsinstitute infrage zu kommen.

Art. 25 VE-BStatV

Gemäss Art. 25 Abs. 3 VE-BStatV können die Verwaltungsdaten von Bund und Kantonen zur langfristigen Verbesserung und zur Sicherstellung der Qualität der Daten in strukturierter und harmonisierter Form der jeweiligen Quelle zugänglich gemacht werden. Diese Bestimmung dient der Datenqualität sowie der gemeinwesenübergreifenden Datenharmonisierung und ist entsprechend zu begrüßen. Wichtig ist jedoch, dass dem Datenlieferanten alle Regeln, die zu Anpassungen der ursprünglichen Datenlieferung geführt haben, nachvollziehbar dargelegt werden.

Um die Nachvollziehbarkeit der Anpassungen der ursprünglichen Datenlieferungen und die langfristige Sicherstellung der Qualität und Harmonisierung der Datengrundlagen in der Praxis zu ermöglichen, regen wir an, den Schlusssatz dahingehend anzupassen, dass keine für die Sicherstellung der Qualität und Harmonisierung unnötigen zusätzlichen Informationen bekannt gegeben werden dürfen.

Art. 29 VE-BStatV

Die vorgesehenen Bestimmungen zu Datenverknüpfungen (Art. 28–34 VE-BStatV) sind grundsätzlich sinnvoll. Insbesondere begrüßen wir die in Art. 29 Abs. 3 VE-BStatV vorgesehene Möglichkeit, Daten zwecks Erstellung von Standardprodukten zu verknüpfen. Gemäss den Ausführungen im erläuternden Bericht soll die neu vorgesehene Möglichkeit der «verknüpften» Standardprodukte dem Umstand Rechnung tragen, dass oft dieselben Verknüpfungsanfragen von verschiedenen Parteien beantragt werden. Damit nicht bei jeder dieser Einzelanfragen der ganze Prozess eines Verknüpfungsauftrags aufs Neue durchlaufen werden muss, soll es dem BFS möglich sein, solche oft wiederkehrenden Verknüpfungsbegehren als Standardprodukt zu erstellen. Dies sei aufgrund von Art. 14a Abs. 1 BStatG jedoch nicht zulässig, wenn besonders schützenswerte Daten betroffen seien, da Letztere nach Abschluss der statistischen Auswertungsarbeiten zu vernichten seien.

Unseres Erachtens sollten solche verknüpften oder verknüpfbaren Datensätze als Standardprodukt auch dann möglich sein, wenn besonders schützenswerte Daten betroffen sind. So sind beispielsweise im Gesundheitswesen stationäre und ambulante Personendaten für die Kantone unabdingbar, um die Umsetzung der gemäss Bundesgesetz über die Krankenversicherung (SR 832.10) vorgegebenen Aufgaben, insbesondere die Prüfung der Qualität im Bereich der Spitalplanung, erfüllen zu können. Dies rechtfertigt sich deshalb, weil diese verknüpften Daten von vielen kantonalen Stellen in einer hohen Periodizität benötigt werden und eine jedes Mal aufs Neue zu erfolgende Löschung faktisch kaum einen besseren Schutz der Personendaten gewährleistet. In dem Sinne halten entsprechende Standardprodukte mit besonders schützenswerten Daten unseres Erachtens auch den Anforderungen gemäss Art. 14a BStatG stand, zumal der Bundesrat gemäss dieser Bestimmung die Einzelheiten regeln kann.

Wir regen folglich an, Art. 29 VE-BStatV dahingehend zu präzisieren, dass Standardprodukte mit entsprechenden Sicherheitsvorkehrungen (z. B. Pseudonymisierung) eindeutig auch mit besonders schützenswerten Daten für Ämter von Bund, Kantonen und Gemeinden zulässig sind.

Art. 33 VE-BStatV

Hinsichtlich der Reproduzierbarkeit von Forschungsvorhaben (Art. 33 VE-BStatV) wird dem BFS erlaubt, für Dritte die Quelldaten und den Schlüssel weiterhin aufzubewahren, ohne eine Maximalfrist zu definieren. Da bei der Bearbeitung von besonders schützenswerten Daten die Aufbewahrungsdauer von massgeblicher Bedeutung ist, wäre die Festlegung einer grundsätzlichen Frist von längstens zehn Jahren zu prüfen.

Art. 35 VE-BStatV

In Art. 35 BStatV wird als neue Methode zur Datenbearbeitung nur künstliche Intelligenz (KI) erwähnt. Wir regen an, zu prüfen, ob die Bestimmung mit Bezug auf die Methoden der Datenbearbeitung nicht allgemeiner gefasst werden könnte, wobei KI beispielhaft aufgeführt werden könnte.

Art. 38 VE-BStatV

Wir verweisen auf die eingangs gemachten Ausführungen zur Bekanntgabe von Personendaten und Verwendung der AHV-Nummer.

Art. 40 VE-BStatV

Bezüglich der in Art. 40 VE-BStatV geregelten Datenverknüpfung im Auftrag Dritter wäre zu ergänzen, wie das BFS mit den ihm von Dritten zur Verfügung gestellten Daten umzugehen hat. Zudem wäre eine Löschungspflicht nach durchgeführter Verknüpfung vorzusehen.

Anhang 2

Anhang 2 regelt die konkreten Datenbeschaffungen, die zum Teil auch durch kantonale Stellen erfolgen. Gegenüber dem Stand von heute ist in zwei zusätzlichen Erhebungen die Lieferung von Administrativdaten durch die Kantone vorgesehen.

Bei bestimmten Datenbeschaffungen werden die Kantone ausdrücklich als mitwirkende Stellen genannt. Mit Blick auf die kantonalrechtlichen Anforderungen zur Bekanntgabe von

Personendaten für nichtpersonenbezogene Zwecke regen wir in diesem Zusammenhang an, sich nochmals zu vergewissern, dass die Kantone überall ausdrücklich als mitwirkende Stellen genannt werden, wo deren Mitwirkung auch tatsächlich erforderlich ist. Im Sinne der Rechtssicherheit soll durch die ausdrückliche Nennung klargestellt werden, dass die Kantone ihre Daten auch bei Fehlen spezialgesetzlicher Bekanntgabepflichten in Bundesgesetzen bekannt geben dürfen.

Anhang Ziff. 08.13. (214) Steuerdatenerhebung der natürlichen Personen

Für die Erhebung von Steuerdaten natürlicher Personen werden in Anhang 2 zwei Lösungen vorgeschlagen. Bei Lösung 1 liegt die Verantwortung für die Erhebung bei der Eidgenössischen Steuerverwaltung (ESTV), bei Lösung 2 liegt die Verantwortung für die Erhebung beim BFS.

Nach beiden Varianten sollen neu auch die Steuerdaten der natürlichen Personen erhoben werden. Im Sinne der beabsichtigten Verankerung der Mehrfachnutzung von Daten ist dies zu begrüßen. Zudem wird das Potenzial für nationale Statistiken zur wirtschaftlichen Situation der Bevölkerung erkannt. Aufgrund des spezialgesetzlichen Steuergeheimnisses und des grossen Sicherheitsrisikos einer zentralen Aufbewahrung von nicht anonymisierten Steuerdaten zu sämtlichen steuerpflichtigen Personen in der Schweiz regen wir jedoch an, auf eine zentrale Datenhaltung von nicht anonymisierten Daten auf Bundesebene zu verzichten. So wäre beispielsweise zu prüfen, ob für statistische Zwecke notwendige, nicht anonymisierte Daten bei Bedarf bei den Kantonen abgerufen, verknüpft und anschliessend in anonymisierter Form auf Bundesebene gespeichert werden könnten. Weiter ist in der Umsetzung besonders darauf zu achten und regelmässig zu überprüfen, dass die allgemeinen Schranken und Grundsätze der Datenbekanntgabe und der Informationssicherheit eingehalten werden.

Mit Bezug auf den Umfang der zu liefernden Daten fehlt in Anhang 2 (im Unterschied zum erläuternden Bericht) der Hinweis, dass Informationen zu den Steuerbeträgen (Ebene Bund, Kanton und Gemeinde), wie Kirchensteuer, andere kantonsspezifische Steuerarten, Steuerbeträge aus Kapitalleistungen, «falls verfügbar» zu liefern sind. Da die Kantone unterschiedlich organisiert sind, kann es sein, dass ein Kanton aufgrund der Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden unter Umständen nicht über die erhobenen Steuerbeträge für die einzelnen steuerpflichtigen Personen verfügt. Der Klarheit halber regen wir an, die entsprechenden Einschränkungen gemäss den Erläuterungen ausdrücklich im Anhang aufzuführen.

Da die Steuerdaten unter das in der kantonalen Gesetzgebung verankerte Steuergeheimnis fallen, dürfen diese gemäss Art. 19 VE-BStatV nur in vollständig anonymisierter Form weitergegeben werden (vgl. jedoch unsere Bemerkungen zu Art. 19 VE-BStatV). Die Weitergabe des BFS an die ESTV muss in Anhang 2 Ziff. 08.13 entsprechend präzisiert werden. In diesem Zusammenhang stellt sich zudem die Frage, ob sich die Steuerdaten aufgrund der sich daraus ergebenden Persönlichkeitsprofile überhaupt vollständig anonymisieren lassen.

Betreffend die vorgeschlagenen Varianten ist die ESTV als Erhebungsorgan vorzuziehen (Lösung 1). Die ESTV verfügt über die steuerspezifischen Sachkenntnisse, was die Bestimmung des Umfangs und die Interpretationen der Daten vereinfacht. Die Lösung 1 rechtfertigt sich auch aus den hohen Sicherheitsanforderungen, die spezifisch mit Bezug auf das Steuergeheimnis bestehen. Für das BFS als Erhebungsorgan (Lösung 2) würde jedoch



dessen Rolle als Kompetenzzentrum für die Bearbeitung von Daten sprechen. Weiter könnte mit der Lösung 2 die Trennung der statistischen Arbeiten von Vollzugs-, Aufsichts- oder Regulierungsaufgaben mitunter besser und einfacher gewährleistet werden (vgl. Art. 4 Abs. 2 VE-BStatV und erläuternden Bericht, S. 10 f.).

Anhang Ziff. 09.31. (137) Erhebung für die Finanzstatistik der öffentlichen Verwaltungen und Unternehmen

In der bisherigen Statistikerhebungsverordnung, im Anhang unter Liste der statistischen Erhebungen, 137. *Finanzstatistik der öffentlichen Haushalte*, ist die Periodizität der Erhebung bei den Gemeinden jährlich. Gemäss Vernehmlassungsentwurf soll Periodizität und Zeitpunkt der Erhebung neu auch unterjährig möglich sein.

Die Lieferung von unterjährigen Finanzdaten ist für die Gemeinden mit einem beträchtlichen Mehraufwand verbunden. Die gesetzlichen Vorgaben im Kanton Zürich verlangen von den Gemeinden, dass sie einmal jährlich ihre Rechnungs-, Budget- und Plandaten dem Statistischen Amt einreichen. Bereits dieser Prozess ist sehr umfangreich und stellt für den Kanton und die Gemeinden eine Herausforderung dar. Aus diesen Gründen lehnen wir die unterjährige Erhebung von Finanzdaten durch die Eidgenössische Finanzverwaltung ab.

Freundliche Grüsse

Im Namen des Regierungsrates

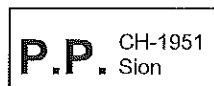
Der Präsident:

Die Staatsschreiberin:

Mario Fehr

Dr. Kathrin Arioli





A

Poste CH SA

Département fédéral de l'Intérieur
Mme Elisabeth Baume-Schneider
Conseillère fédérale
Inselgasse 1
Postfach
3003 Berne



Référence rb
Date 20 mars 2024

Consultation des cantons sur la nouvelle ordonnance sur la statistique fédérale (OSF)

Madame la Conseillère fédérale,

Le Conseil d'Etat du Canton du Valais a bien reçu votre lettre du 15 décembre 2023 concernant la nouvelle ordonnance sur la statistique fédérale et vous en remercie.

Le Conseil d'Etat a également pris note des nouvelles annexes jointes à l'ordonnance qui ont pour but de lister les institutions partiellement soumises à la loi sur la statistique fédérale (LSF) (annexe 1) et, d'autre part, de lister les relevés et les enquêtes (annexe 2).

La nouvelle OSF propose une vue d'ensemble claire des activités de l'OFS qui ont considérablement évolué au cours de ces dernières années. A la traditionnelle fonction statistique se sont en effet ajoutés deux nouveaux secteurs de services, soit :

- la gestion des données pour laquelle l'OFS délivre des prestations dans le domaine de la gestion des registres fédéraux et des registres statistiques et où il garantit l'utilisation multiple de données ;
- la science des données pour laquelle l'OFS fournit un soutien en science des données et en matière d'intelligence artificielle.

Nous saluons ces nouvelles prestations de l'OFS qui sera le support de l'ensemble de ses partenaires dans le domaine statistique, notamment les Services cantonaux et communaux de statistique. Nous relevons également l'inclusion des principes et dispositions cardinales de la Charte de la statistique publique suisse dans la nouvelle OSF, soit l'indépendance professionnelle, l'objectivité, l'impartialité, la fiabilité, le maintien du secret statistique et le principe de rentabilité.

Si nous pouvons valider, sous l'angle statistique, la nouvelle ordonnance fédérale, nous émettons toutefois quelques remarques au sujet de certains articles.

Art. 14 Organe pour la collaboration entre l'OFS et les Services statistiques des cantons et communes

Il serait judicieux de compléter cet article avec la mention d'un statut de partenaire que l'OFS reconnaîtrait expressément aux Services de statistique des cantons et des communes.



Art. 16 Principes et art. 18 Densification

Il serait opportun qu'un statut de copropriétaire des données soit accordé aux services de statistique cantonaux et communaux lorsque ces derniers participent activement à une collecte, par exemple lors de sur-échantillonnages, ou à la vérification et validation de données d'enquête, comme la StatEnt ou les données de registres fédéraux. Un alinéa en ce sens pourrait ainsi être rajouté aux art. 16 Principes et art. 18 Densification.

Art. 36 Conservation des données

Nous considérons opportun que l'OFS renonce à exiger des Services de statistique des cantons et des communes la destruction des données anonymisées que l'OFS leur met contractuellement à disposition, pour autant que ces Services veillent à en assurer la conservation et la protection de manière adéquate. Une mention pourrait être rajoutée dans ce sens.

Art. 38 Communication de données individuelles issues de la statistique fédérale (art. 19, al. 2, LSF)

La liste des services de statistique qui peuvent demander des données aux organes responsables ne mentionne par les Services cantonaux et communaux. Même si cela est évident, il serait judicieux de mentionner explicitement ces Services dans la liste.

Art. 40 Appariement de données pour des tiers (art. 14a, al. 1, et 19, al. 2 et 3, LSF)

Cet article élargit clairement la possibilité de coupler, à des fins statistiques, des données fédérales avec des données cantonales. Cet assouplissement est bienvenu.

Art. 48 Communication de données du registre

Il serait opportun de compléter cet article avec un alinéa mentionnant que les données du registre d'échantillonnage sont également mises à disposition des Services cantonaux et communaux de statistique.

Dans la « Liste des collectes par thème », annexe à la nouvelle OSF, sous le point 8 « Domaine social », il est prévu, sous le point 8.13, un relevé des données fiscales des personnes physiques avec deux variantes en ce qui concerne l'organe responsable, soit l'Administration fédérale des contributions (AFC) pour la première, et l'Office fédéral de la statistique (OFS) pour la seconde.

A ce sujet, et après consultation du Service cantonal des contributions (SCC), le Conseil d'Etat vous transmet les remarques suivantes.

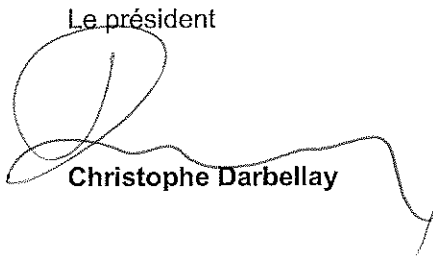
- 1) Comme relevé ci-dessus, deux variantes sont proposées quant à l'organisme responsable de ce relevé. Etant donné la complexité et l'hétérogénéité des données fiscales cantonales, il est absolument nécessaire que les données soient collectées et interprétées par l'AFC. Cette instance dispose en effet des compétences et de l'expérience requises pour effectuer cette nouvelle tâche, comme cela se réalise d'ailleurs, par analogie, pour la collecte des données fiscales servant aux calculs de la péréquation financière intercantonale (RPT).
- 2) Nous relevons avec étonnement le large éventail de données fiscales que l'OFS souhaite collecter. La totalité des positions de la déclaration d'impôts ainsi que l'ensemble des annexes sont potentiellement concernés. Actuellement, une partie significative des données en question, en particulier les annexes de la DIPP, ne sont pas directement disponibles dans nos bases de données à but statistique (datawarehouse), mais uniquement dans les bases de données de production, à partir desquelles une extraction directe est impossible. Des travaux d'analyse et des développements potentiellement conséquents seront nécessaires pour le SCC pour extraire, traiter et contrôler les données en question. Il est donc très important que les besoins précis de l'OFS soient communiqués au plus tôt pour que travaux y relatifs puissent être exécutés dans les délais requis.
- 3) A ce stade, aucune considération technique n'a été définie. Nous ne savons pas s'il sera exigé que les jeux de données respectent les normes eCH, ni quel sera le format de livraison (JSON, XML, TXT, etc.). Ces considérations sont importantes pour définir les limites techniques et l'ampleur du travail à réaliser par le SCC. Il est donc tout aussi important, comme pour le point 2), que ces éléments soient communiqués au plus tôt par l'AFC/OFS. En effet, en cas d'acceptation de la nouvelle ordonnance, il faudra que les cantons puissent mettre en place les processus et les adaptations techniques nécessaires aux extractions et aux livraisons de données à l'AFC/OFS en fonction de la variante choisie.

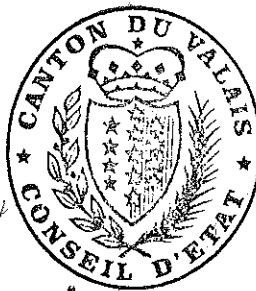
- 4) A priori, l'AFC/OFS et le canton devront vraisemblablement se mettre d'accord sur le format de données. Cela signifie que chaque canton va au final utiliser un format d'échange personnalisé et spécifique. Cette manière de procéder, bien que laissant une plus grande liberté aux cantons, va rendre la tâche de consolidation extrêmement complexe pour l'AFC/OFS, au risque de générer des difficultés pour agréger les données des différents cantons. En outre, un effort de coordination important sera requis avec chaque canton pour définir, valider et contrôler chaque format de livraison cantonal spécifique. Une approche similaire à la RPT, avec des directives de livraison standards et identiques pour tous les cantons, aurait été probablement plus simple à implémenter et coordonner. Chaque canton serait alors responsable de livrer les données prévues selon lesdites directives, uniquement dans la mesure où celles-ci sont effectivement collectées auprès des contribuables.
- 5) Le stockage centralisé des données fiscales de l'ensemble des contribuables suisses représente sans équivoque un risque sensiblement plus élevé de fuite d'informations soumises au secret fiscal qu'un stockage décentralisé auprès des cantons. Pour cette raison, il apparaît que certaines données sensibles devraient dans tous les cas être exclues de la livraison, notamment le numéro de contribuable cantonal, le nom et le prénom. A notre avis, seul le numéro AVS est nécessaire (et suffisant) pour permettre à l'OFS d'effectuer un appariement (rapprochement) avec d'autres données non fiscales au sens de l'art. 28 de l'ordonnance. Par analogie avec l'avis de la Conférence suisse des impôts (CSI), nous souhaitons toutefois souligner : *Si les données personnelles et les numéros AVS doivent être fournis, il ne s'agit pas de données anonymisées.* En outre, comme prévu dans l'ordonnance (art. 27 al. 1), l'anonymisation immédiate et automatique des données fiscales reçues par l'OFS devrait être la règle.
- 6) Pour des raisons de confidentialité et de protection des données, les données livrées devraient se limiter aux rubriques de la déclaration d'impôts. En particulier, les données des annexes devraient être exclues de la livraison. Ces données contiennent un grand nombre d'informations à caractère personnel qui ne sont pas nécessaires à l'OFS (par exemple, le détail des positions de l'état des titres d'un contribuable).

En vous remerciant de nous avoir consultés, nous vous prions de recevoir, Madame la Conseillère fédérale, nos salutations distinguées.

Au nom du Conseil d'Etat

Le président


Christophe Darbellay



La chancelière


Monique Albrecht

Copie à Aemterkonsultationen@bfs.admin.ch

Ausschliesslich per E-Mail an:
Aemterkonsultation@bfs.admin.ch

Börsenstrasse 15
Postfach, CH-8022 Zürich
Telefon +41 58 631 00 00
www.snb.ch

Zürich, 26. März 2024

Statistik/Recht
Konsultationen@snb.ch
OERT-1278050686-159838

Vernehmlassung zum Entwurf einer neuen Verordnung über die Bundesstatistik Stellungnahme

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Der Bundesrat hat im Dezember 2023 die Vernehmlassung zum Entwurf über eine neue Verordnung zur Bundesstatistik (nachfolgend «E-BStatV») eröffnet und zur Stellungnahme bis zum 5. April 2024 eingeladen.

Vorab möchten wir unser Erstaunen darüber zum Ausdruck bringen, dass der Schweizerischen Nationalbank (nachfolgend «SNB») trotz ihrer unmittelbaren Betroffenheit von einzelnen Bestimmungen dieses Verordnungsentwurfs im Vorfeld dieser Vernehmlassung keine Gelegenheit gegeben wurde, vom Verordnungsentwurf Kenntnis zu nehmen und sich zu äussern. Wir erlauben uns daher, im Rahmen dieser öffentlichen Vernehmlassung wie folgt Stellung zu nehmen:

Zu Art. 3 Abs. 2 E-BStatV

Wie die rechtlichen Grundlagen für die statistischen Erhebungen der SNB selbst sind auch das Statistikgeheimnis und die Datensicherheit inkl. Verhältnis zum Datenschutz für die SNB im Nationalbankgesetz (nachfolgend «NBG»; SR 951.11) geregelt. Deshalb sieht auch Art. 2 Abs. 2 der Verordnung über die Organisation der Bundesstatistik (nachfolgend «Organisationsverordnung»; SR 431.011) keine Unterstellung der SNB unter die Bestimmungen des Bundesstatistikgesetzes (nachfolgend «BStatG»; SR 431.01) betr. Datenschutz und Datensicherheit (Art. 14–16 und 23 des Gesetzes, Art. 10 dieser Verordnung) vor. Dies im Gegensatz zu allen anderen gemäss Art. 2 Organisationsverordnung dem BStatG teilweise unter-

stellten Anstalten, Körperschaften und übrigen juristischen Personen. Ob Art. 2 der Organisationsverordnung bei Inkrafttreten von Art. 14a BStatG im November 2006¹ nun versehentlich nicht angepasst wurde (wovon das Bundesamt für Statistik (nachfolgend «BFS») auszugehen scheint), oder ob der heute geltende Art. 2 Abs. 2 der Organisationsverordnung vielmehr die konsequente Umsetzung des genannten Grundsatzes darstellt, dass Datenschutz und Datensicherheit für die SNB nicht im BStatG sondern im NBG geregelt werden, kann vorliegend dahingestellt bleiben.

Der in E-BStatV neu zu schaffende Art. 3 Abs. 1 Bst. i E-BStatV resp. die Unterstellung der SNB unter diese Bestimmung gemäss Art. 3 Abs. 2 E-BStatV stellt eine neue Einschränkung der SNB in der Erfüllung ihrer gesetzlichen Aufgaben gemäss NBG dar. Es erscheint uns fraglich, ob eine solche Einschränkung auf Verordnungsebene zulässig ist. Jedenfalls erscheint es erforderlich, eine Neuunterstellung der SNB unter Art. 14a BStatG zumindest im Erläuternden Bericht zu begründen. Eine solche Begründung der Notwendigkeit und Rechtmässigkeit dieser Neuunterstellung fehlt im aktuellen Erläuternden Bericht.

Ebenfalls erscheint es uns für den Fall, dass Art. 14a BStatG künftig auch auf die SNB Anwendung finden soll, wichtig, dass aus Art. 3 Abs. 2 E-BStatV oder zumindest aus dem Erläuternden Bericht dazu klar hervorgeht, auf welche Daten sich diese Unterstellung bezieht: Das Verknüpfungsverbot von Art. 14a BStatG darf sich auch in diesem Fall ausschliesslich auf die Verknüpfung mit Daten beziehen, die gestützt auf das BStatG erhoben wurden, also nicht auf die Verknüpfung von Daten, die gestützt auf die Bestimmungen des NBG durch die SNB erhoben werden mit deren eigenen Daten oder Drittdaten.

Zu Art. 28 E-BStatV

Die SNB begrüsst die Klarstellung in Art. 28 Abs. 2 E-BStatV, wonach insbesondere der Abgleich mit Daten aus anderen Quellen im Rahmen der Datenaufbereitung gemäss Artikel 25 nicht als Datenverknüpfungen i.S.v. Art. 14a BStatG gelten. Dies wird es der SNB auch im Falle einer künftigen Unterstellung unter Art. 14a BStatG erlauben, Daten des BFS für die Vervollständigung, Kontrolle und Plausibilisierung der von der SNB selbst erhobenen Daten beizuziehen. Dies ist unbedingt erforderlich, um doppelte Erhebungen derselben Daten durch das BFS und die SNB entgegen dem «Once-only-Prinzip» zu vermeiden. Fraglich erscheint uns einzig, ob in Art. 28 E-BStatV nicht entsprechend Art. 25 E-BStatV von «Vervollständigung, Kontrolle und Bereinigung» gesprochen werden sollte statt von «Abgleich», um Unklarheiten zu vermeiden.

¹ Eingefügt durch Anhang Ziff. 4 des Registerharmonisierungsgesetzes vom 23. Juni 2006, in Kraft seit 1. Nov. 2006 (AS 2006 4165; BBl 2006 427).

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme und stehen für weitere Auskünfte und Informationen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse
Schweizerische Nationalbank



Guido Boller
Leiter Statistik



Andreas Josuran
Leiter Zentralbankrecht

Per E-Mail an:

Aemterkonsultation@bfs.admin.ch

swissuniversities

Vorstand swissuniversities

Luciana Vaccaro

Präsidentin

T +41 31 335 07 40

luciana.vaccaro@

swissuniversities.ch

swissuniversities

Effingerstrasse 15, Postfach

3001 Bern

www.swissuniversities.ch

3001 Bern, 1. März 2024

Vernehmlassung zur neuen Bundesstatistikverordnung: Stellungnahme von swissuniversities

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit, uns zur neuen Verordnung über die Bundesstatistik äussern zu können. Gerne lassen wir Ihnen hiermit die Stellungnahme von swissuniversities, der Konferenz der Rektorinnen und Rektoren der schweizerischen Hochschulen zukommen.

swissuniversities begrüsst die Zusammenfassung der Tätigkeiten des Bundesamtes für Statistik und der öffentlichen Statistikstellen in der neuen Verordnung. Die Zusammenfassung bietet einen klareren Überblick zu den bestehenden Daten sowie ihre Beschaffung und Bearbeitung.

Zu den einzelnen Punkten möchten wir, als wichtigsten Punkt, folgendes Änderungsanliegen anbringen:

- **Art. 48 Abs. 2 Bst. d - Bekanntgabe von Daten aus dem Register**
«Stichproben aus dem Register zu Personen und Haushalten dürfen Dritten bekanntgegeben werden für:
d. Forschungsvorhaben, die vom Schweizerischen Nationalfonds finanziert und als Forschungsvorhaben von nationaler Bedeutung nach Artikel 3 Absatz 2 Buchstabe c BStatG beurteilt werden;»

Änderungsantrag von swissuniversities:

«d. Forschungsvorhaben, die vom Schweizerischen Nationalfonds, von Innosuisse, über EU- und andere internationale Forschungsförderungsprogramme oder von den nach HFKG akkreditierten Hochschulen von Bund und Kantonen finanziert und als Forschungsvorhaben von nationaler Bedeutung nach Artikel 3 Absatz 2 Buchstabe c BStatG beurteilt werden;»

Aus Sicht von swissuniversities ist nicht ersichtlich, weshalb Stichproben aus dem Register zu Personen und Haushalten Dritten nicht auch bei Forschungsvorhaben, die von Innosuisse, über EU- und andere internationale Forschungsförderungs-

programme oder von den nach HFKG akkreditierten Hochschulen von Bund und Kantonen finanziert werden, bekanntgegeben werden dürfen.

Zu weiteren Bestimmungen der neuen Verordnung hat swissuniversities folgende Bemerkungen:

swissuniversities

- **Art. 27 Abs. 3 - Pseudonymisierung und Anonymisierung von aufbereiteten Einzeldaten**

swissuniversities begrüsst, dass Einzeldaten in pseudonymisierter Form für die Erstellung von sehr langen Zeitreihen neu bis 100 Jahre aufbewahrt werden können, ohne dass der Bundesrat dafür eine spezifische Ausnahme anordnen muss.

- **Art. 29 Abs. 3 - Grundsätze**

«Es kann Daten zur Erstellung von Standardprodukten verknüpfen, die hauptsächlich Forschungszwecken dienen. Solche Datenverknüpfungen sind bei regelmässiger Nachfrage durch die Forschung oder anderer Ämter zulässig.»

swissuniversities begrüsst, dass wiederkehrende Verknüpfungsbegehren als Standardprodukt erstellt und aufbewahrt werden können. Eine deutlichere Formulierung der diesbezüglichen Angaben in den Vernehmlassungsunterlagen wäre jedoch wünschenswert gewesen.

- **Art. 35**

swissuniversities begrüsst die Ausrichtung von Art. 35, der die Innovation durch den Einbezug von künstlicher Intelligenz in die Verarbeitung statistischer Daten fördert und gleichzeitig den Datenschutz und die Datensicherheit betont. Es ist jedoch von grundlegender Bedeutung, dass die verwendeten Methoden transparent sind und dass es ethische und Kontrollmechanismen gibt, um Verzerrungen zu verhindern und die Genauigkeit der Ergebnisse zu gewährleisten. Auch eine angemessene Ausbildung des Personals ist für eine erfolgreiche und ethisch vertretbare Umsetzung dieser fortschrittlichen Technologien im Bereich der Statistik von entscheidender Bedeutung.

- **Art. 40 Datenverknüpfung im Auftrag Dritter**

swissuniversities begrüsst, dass gemäss dem erläuternden Bericht zur Eröffnung des Vernehmlassungsverfahrens in Absprache mit dem Eidgenössischen Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten beschlossen wurde, Art. 4 Abs. 2 der Verordnung des EDI über die Verknüpfung statistischer Daten (Datenverknüpfungsverordnung) leicht zu lockern und Dritten (Antragstellenden) zu erlauben, unter bestimmten Bedingungen ihren Teil der Datenverknüpfungsarbeiten ausserhalb des BFS zu erledigen.

Wir bitten Sie, die vorliegende Stellungnahme wohlwollend zu prüfen, und danken Ihnen, wenn Sie unsere Anliegen für die weiteren Arbeiten berücksichtigen können.

Freundliche Grüsse



Dr. Luciana Vaccaro
Präsidentin

swissuniversities



Prise de position – **insieme** Suisse

insieme s'engage pour les personnes en situation de handicap mental. Et avec elles.

insieme Suisse s'engage depuis plus de 60 ans pour défendre les intérêts des personnes en situation de handicap mental et ceux de leurs proches. **insieme** se bat pour que les personnes avec un handicap mental puissent, comme tout·e un·e chacun·e, vivre, travailler, se loger et s'épanouir au sein de la société. **insieme** fournit des prestations de soutien, de loisirs et des formations continues dans toute la Suisse. Elle sensibilise le grand public aux besoins et aux aspirations des personnes vivant avec une déficience intellectuelle.

insieme Suisse prend position sur la nouvelle ordonnance sur la statistique fédérale

Nous vous remercions de nous permettre de nous exprimer sur la nouvelle ordonnance sur la statistique fédérale, sur laquelle nous prenons position ci-dessous.

Observations générales

Selon l'art. 3, al. 2, let. d de la Loi sur la statistique fédérale (RS 431.01), les informations fournies par la statistique fédérale servent à évaluer la mise en œuvre du mandat constitutionnel de l'égalité entre les personnes handicapées et les personnes non handicapées. Pourtant, les données concernant les personnes en situation de handicap demeurent lacunaires dans notre pays. Cet état de fait a également été relevé par le Comité des Nations Unies des droits des personnes handicapées (ci-après : Comité CDPH). Dans ses observations finales du 13 avril 2022, ce dernier a recommandé à la Suisse de « mettre en place un cadre de référence, applicable aux niveaux fédéral, cantonal et communal, pour la collecte, l'analyse et la diffusion de données ventilées sur la situation des personnes handicapées dans tous les domaines »¹. Cette recommandation fait écho à celle du Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO) concernant l'importance de mieux documenter la violence subie par les personnes en situation de handicap².

¹ Comité des droits des personnes handicapées (2022), Observations finales concernant le rapport initial de la Suisse adoptées par le Comité à de sa vingt-sixième session (7-25 mars 2022), paragraphe 60, p. 15.

² Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique GREVIO (2022), Rapport d'évaluation (de référence) du GREVIO sur les mesures d'ordre législatif et autres mesures donnant effet aux dispositions de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul) : Suisse, Secrétariat du mécanisme de suivi de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique Conseil de l'Europe, paragraphes 65 et 70 pp. 25-27.

Dans le rapport rédigé en réponse au postulat Roth 20.3886 du 19 juin 2020 (ci-après : rapport Po. Roth), le Conseil fédéral relève également le besoin d'une base de données solide : « la protection des personnes handicapées doit pouvoir s'appuyer sur des connaissances basées sur des faits suffisantes, lesquelles pourront aussi permettre d'évaluer le succès des politiques et des dispositifs de protection mis en place. Les exemples étrangers montrent que les difficultés techniques sont surmontables, et que les solutions passent par une complémentarité entre relevés statistiques réguliers et production de données ciblées éclairant des aspects pour lesquels des approches différentes s'avèrent plus efficaces. »³

Toujours dans le rapport Po. Roth, le Conseil fédéral liste des mesures pour améliorer la situation en matière de données. Ainsi, la mesure 2 prévoit d'améliorer les possibilités pour toutes les personnes handicapées de participer aux grandes enquêtes fédérales sur la population et ainsi de témoigner de leur situation. La mesure 1 prévoit quant à elle que « les possibilités d'adapter les statistiques pour mieux rendre compte des violences subies par les personnes handicapées seront examinées dans le cadre des travaux habituels de modernisation de ces statistiques et lors du développement de nouvelles statistiques. Les améliorations possibles devront être mises en place chaque fois que ces aménagements apparaîtront raisonnables au sens de la LHand »⁴.

Dans ce contexte, il est regrettable que la présente révision de l'Ordonnance sur la statistique fédérale (ci-après : OSF) ne prévoie aucune amélioration notable des possibilités pour les personnes en situation de handicap de participer aux enquêtes de population, ce qui leur permettrait de mieux rendre compte de leur situation dans les statistiques fédérales. Cette révision est en effet une parfaite occasion de mettre en œuvre les mesures préconisées dans le rapport Po Roth.

→ *insieme Suisse demande que la participation des personnes en situation de handicap aux enquêtes de population et la prise en compte de leurs situations de vie dans la statistiques fédérales soient améliorées.*

→ *insieme Suisse demande en particulier la mise en œuvre des mesures préconisées par le Conseil fédéral dans le rapport rédigé en réponse au Postulat Roth.*

On peut également légitimement s'interroger sur l'efficacité du suivi de la mise en œuvre de la CDPH sur la base des statistiques. En effet, dans le programme pluriannuel de la statistique fédérale 2024-2027, il est indiqué que les données relevées dans le domaine « société » fournissent des résultats dans le cadre du suivi des conventions internationales adoptées par la Suisse. Or, la CDPH ne fait pas partie des conventions citées à cet égard.

Outre ces remarques générales, notre prise de position porte en particulier sur les points suivants :

- Possibilités de participation des personnes en situation de handicap sélectionnées (art. 20 OSF).
- Possibilité effective de participation des personnes en situation de handicap aux grandes enquêtes de population.
- Prise en compte du point de vue des personnes en situation de handicap dans l'enquête de prévalence sur la violence faite aux femmes et aux hommes.

³ Conseil fédéral (2023), Violences subies par des personnes handicapées en Suisse. Rapport du Conseil fédéral donnant suite au postulat 20.3886 Roth Franziska du 19 juin 2020, p. 20.

⁴ Ibid., pp. 39-40.

Nos propositions dans le détail

Participation des personnes en situation de handicap sélectionnées pour des enquêtes

Accessibilité de l'information

L'art. 20 OSF prévoit les modalités de participation au relevé des personnes sélectionnées. Toutefois, il omet un certain nombre de mesures qui permettrait de garantir une participation aussi large que possible. Ainsi, il est essentiel de s'assurer que l'invitation à participer au relevé soit accessible, tout comme les informations données aux personnes sélectionnées (par ex : usage du Facile à lire et à comprendre, langue des signes, braille, etc.). Les modes de transmission et de communication doivent toujours pouvoir être adaptés aux besoins de la personne (ex : transmission par téléphone pour une personne ayant des difficultés à lire ou écrire).

→ *insieme* Suisse demande que l'art. 20, al. 2, OSF soit complété comme suit :

Les personnes physiques et morales sélectionnées sont informées de la nature et l'objet de l'enquête, de son déroulement, de sa base légale et de l'utilisation qui sera faite des données. Elles obtiennent, le cas échéant, des informations sur l'organisme qui a demandé l'exécution de l'enquête et sur les mesures prévues pour assurer la protection des données. Toutes les informations données aux personnes sélectionnées sont transmises de façon accessible aux personnes en situation de handicap et sont fournies sous une forme et via des canaux de communication appropriés.

Soutenir la participation effective des personnes en situation de handicap

Art. 20, al. 3 OSF

L'art. 20, al. 3 OSF prévoit la possibilité de recourir à un représentant lorsque la personne n'est pas en état de répondre elle-même « pour des raisons de santé ». Cette mesure est la seule qui encourage un tant soit peu la participation des personnes en situation de handicap. Toutefois, elle est largement insuffisante pour deux raisons.

D'une part, selon le rapport Po. Roth, le recours à un représentant est rarement utilisé dans la pratique (« La possibilité de laisser des proches répondre pour la personne échantillonnée lorsque celle-ci ne peut répondre par elle-même (questionnaires proxy) est également rarement proposée au-delà de quelques informations minimales. », voir Rapport Po. Roth, p. 19).

D'autre part, il est essentiel que les personnes sélectionnées puissent répondre autant que possible par elle-même aux enquêtes statistiques, puisqu'elles sont les mieux à même d'évaluer leur propre situation. Eviter de recourir à une évaluation extérieure (par un représentant) permet de gagner en qualité. S'il est parfois impossible de procéder autrement, le recours à un représentant ne devrait donc pas être la première solution proposée, mais plutôt une solution de dernier recours. En premier lieu, il conviendrait plutôt de proposer des formes de collecte d'informations alternatives répondant aux besoins de communication spécifiques de la personne. Seules de telles alternatives sont à même de favoriser la participation des personnes en situation de handicap sur la base de l'égalité avec les autres. Le recours à des formes alternatives de collecte d'information devrait être mentionné à l'art. 20, al. 3 et 4 OSF et être encouragé dans la pratique.

La notion de représentant « approprié » mérite également que l'on s'y attarde : comment ce représentant est-il choisi, et par qui ? Il est essentiel que la personne sélectionnée participe au choix de ce représentant et soit ensuite aussi impliquée que possible dans le processus d'enquête.

→ **insieme** Suisse demande que l'art. 20, al. 3, OSF soit modifié comme suit :

Une personne sélectionnée en situation de handicap ou ayant des difficultés à participer pour des raisons de santé peut participer sur la base de l'égalité avec les autres. La collecte de donnée se fait dans un format adapté à ses besoins et via un canal de communication approprié. La personne en situation de handicap sélectionnée peut recourir à la personne d'assistance de son choix pour l'aider à répondre aux questions. Dans des cas exceptionnels, lorsque la participation est impossible, il est possible de demander à des représentants appropriés de répondre à sa place. La personne sélectionnée est impliquée autant que possible dans la sélection des représentants et dans la participation à l'enquête. La personne d'assistance et les représentants sont tenus de sauvegarder les intérêts de la personne sélectionnée.

Art. 20, al. 4, OSF

L'art. 20, al. 4 OSF prévoit la possibilité de recourir à un représentant lorsque la personne vit dans un ménage collectif et qu'elle ne peut répondre elle-même aux questions. Cette disposition complémentaire n'est pas acceptable. Les personnes en situation de handicap vivant en institution font pleinement partie de la société. Le seul fait de vivre en institution n'empêche pas la participation et ne saurait constituer un motif d'exclusion. Les difficultés de participation qui pourraient survenir relèvent plutôt des situations mentionnées à l'art. 20, al.3 OSF tel que modifié ci-dessus.

Par ailleurs, la différence de formulation entre l'art. 20, al. 3, OSF et l'art. 20, al. 4, OSF n'est pas pertinente. Le remplacement de la notion de « représentants appropriés » par celle de « son représentant » est illogique et porte à confusion. Le fait que l'accord de la direction doive être demandé n'est pas en accord avec le droit de la protection de l'adulte et son système de curatelle différenciée. Enfin, le fait que le représentant doive sauvegarder les intérêts de la personne sélectionnée (cf. art. 20, al 3, OSF) est un point essentiel, qui devrait donc également figurer à l'art. 20, al. 4, OSF.

→ **insieme** Suisse demande la suppression de l'art. 20, al. 4, OSF.

→ Dans le cas où l'art. 20, al. 4, OSF ne serait pas supprimé, **insieme** Suisse demande que l'art. 20, al. 4, OSF prévoit des dispositions similaires à celles proposées ci-dessus pour l'art. 20, al. 3, OSF : « Si une personne vit dans un établissement d'exécution des peines, dans un home ou dans tout autre ménage collectif et qu'elle ne peut pas répondre elle-même aux questions, **il est possible de demander à des représentants appropriés de répondre à sa place. Ils sont tenus de sauvegarder ses intérêts. La personne sélectionnée est impliquée autant que possible dans le choix des représentants ainsi que dans la participation à l'enquête.** »

Art. 20, al. 5, OSF

Le rapport entre la personne sélectionnée et son représentant diffère selon que ce dernier soit un parent, un frère ou une sœur, un curateur professionnel ou un membre du personnel de l'institution dans laquelle réside la personne. Même si l'enquête est conçue de manière à minimiser la part de subjectivité, l'interprétation du représentant entre en jeu. En ce sens, connaître la fonction du représentant chargé de répondre ainsi que ses liens avec la personne sélectionnée peut être précieux pour l'interprétation des résultats.

→ **insieme** Suisse demande que l'art. 20, al. 5, OSF soit complété comme suit :

- Le lien entre le représentant chargé de répondre au sens des al. 3. et 4 et la personne sélectionnée est relevé. Son nom et son prénom ne sont pas relevés.

Enquêtes de population

Les possibilités de participation mentionnées plus haut ne s'appliquent qu'aux personnes sélectionnées. Or, la plupart des grandes enquêtes de population sont menées uniquement auprès de personnes résidant en ménage privé. Un grand nombre de personnes en situation de handicap vivent toutefois en institution⁵ et sont donc exclues de telles enquêtes. Pourtant, ces personnes font pleinement partie de la société. Dans les enquêtes de population⁶, leurs points de vue devraient ainsi être pris en compte au même titre que ceux des personnes vivant dans des logements privés.

→ **insieme** Suisse demande que les points de vue des personnes résidant en institution (ménages collectifs) soient pris en compte dans l'ensemble des grandes enquêtes de population. Les types et méthodes de ces enquêtes doivent donc être modifiés comme suit : « enquête auprès d'un échantillon de personnes vivant dans un ménage privé **et de personnes vivant dans un ménage collectif** ».

L'Enquête Suisse sur la Santé, principale source pour la réalisation de la statistique sur l'égalité pour les personnes handicapées, exclut également les personnes vivant dans des ménages collectifs. Cette exclusion d'une grande partie des personnes concernées crée un biais dans la statistique utilisée pour évaluer la mise en œuvre du mandat constitutionnel de l'égalité entre les personnes handicapées et les personnes non handicapées. Ce biais est d'autant plus important que les personnes nécessitant davantage de soutien au quotidien ont plus tendance à vivre dans un cadre institutionnel. Ainsi dans le canton de Bâle-Ville, seul 5% des personnes ayant un besoin de soutien moyen sont soutenues de manière ambulatoire, tandis que la totalité des personnes ayant un fort besoin de soutien vit en institution⁷.

→ **insieme** Suisse demande que l'enquête Suisse sur la Santé prenne également en compte les personnes vivant dans des ménages collectifs, en particulier les personnes résidant dans des institutions pour personnes en situation de handicap. Le type et la méthode doit donc être modifié comme suit : « enquête auprès d'un échantillon de personnes vivant dans un ménage privé et de personnes vivant dans un ménage collectif ».

→ Dans le cas où cela serait impossible, **insieme** Suisse demande que les points de vue des personnes résidant en institution soient recueillis de façon complémentaire pour la réalisation de la statistique pour l'égalité des personnes handicapées.

Enquête de prévalence sur la violence faite aux femmes et aux hommes

Dans ses observations finales du 13 avril 2022, le Comité CDPH recommande à la Suisse de tenir compte des femmes et filles handicapées dans l'enquête de prévalence sur la violence faite aux femmes et aux hommes. En outre, le rapport Po. Roth relève que les données concernant la violence subie par les personnes handicapées sont largement lacunaires, alors même que des études menées à l'étranger montrent qu'elles sont exposées à un risque plus important. Ces études indiquent aussi que les difficultés techniques sont surmontables⁸.

⁵ En 2017, plus de la moitié des personnes en situation de handicap résidait en institution, voir Fritschi Tobias et al. (2019) Bestandesaufnahme des Wohnangebots für Menschen mit Behinderung (Forschungsbericht Nr. 7/19; Beiträge zur Sozialen Sicherheit), Bundesamt für Sozialversicherungen, p. 41.

⁶ Par exemple et de manière non exhaustive : enquête sur la langue, la religion et la culture, enquête Vivre ensemble en Suisse, enquête structurelle ou enquêtes Omnibus.

⁷ Fritschi Tobias et al. (2022), Finanzflüsse und Finanzierungsmodelle im Bereich Wohnangebote für Menschen mit Behinderung (Schlussbericht zuhanden des EBGB, des BSV und der SODK), p. 61.

⁸ Conseil fédéral (2023), Violences subies par des personnes handicapées en Suisse, op. cit., pp. 3 et 20.

Il est donc urgent de rendre compte des violences subies par les personnes en situation de handicap.

→ **insieme** Suisse demande que l'enquête de prévalence sur la violence faite aux femmes et aux hommes intègre le point de vue des personnes en situation de handicap.

Nous vous remercions de nous avoir donné la possibilité de prendre position sur le sujet et nous vous saurions gré de tenir compte de nos commentaires. Nous restons à votre disposition pour toute explication complémentaire.

Avec nos meilleures salutations,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'F. Putzing'.

Fabian Putzing

Directeur

insieme Suisse, le 4 avril 2024

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'C. Nobs'.

Claire-Andrée Nobs

Responsable politique sociale

Eidgenössisches Departement des Innern EDI
Frau Bundesrätin Elisabeth Baume-Schneider
3003 Bern

per Mail an:
aemterkonsultation@bfs.admin.ch

Bern, 4. April 2024

Neue Verordnung über die Bundesstatistik: Vernehmlassung

Sehr geehrte Frau Bundesrätin

Besten Dank für die Einladung zur oben erwähnten Vernehmlassung. Der Schweizerische Gewerkschaftsbund (SGB) nimmt dazu im Folgenden gerne Stellung.

Der SGB unterstützt die mit dieser Vernehmlassung vorgeschlagene Zusammenführung der Statistikerhebungsverordnung sowie der Verordnung über die Organisation der Bundesstatistik zu einer einzigen neuen Bundesstatistikverordnung. Ebenfalls gutheissen können wir die im gleichen Zuge vorgeschlagenen materiellen Anpassungen der Verordnungsbestimmungen. Diese gehen mehrheitlich auf die Anforderungen des neuen Datenschutzgesetzes sowie auf die weitere Umsetzung der bundesrätlichen Beschlüsse im Rahmen des Programms "Nationale Datenbewirtschaftung" zurück.

Im Rahmen seines Einsitzes in der Kommission für Bundesstatistik – deren Mandat mit der neuen Verordnung im Grundsatz unverändert bleibt – informiert und äussert sich der SGB laufend zu den anstehenden Fragen und Themen der Bundesstatistik. Gleichfalls ist der SGB in diversen spartenstatistischen ExpertInnengruppen vertreten und nimmt auch in diesem Rahmen zu statistischen Anliegen seitens der Gewerkschaften Stellung. Auch diese ExpertInnengruppen bleiben mit der neuen Bundesstatistikverordnung richtigerweise unverändert bestehen.

In diesem Sinne hoffen wir auf die Berücksichtigung unserer Stellungnahme und danken Ihnen herzlich für die Zusammenarbeit.

Freundliche Grüsse

SCHWEIZERISCHER GEWERKSCHAFTSBUND



Pierre-Yves Maillard
Präsident



Reto Wyss
Zentralsekretär

Eidgenössisches Departement des Innern EDI
Inselgasse 1
3011 Bern

Ausschliesslich per Mail an:
Aemterkonsultation@bfs.admin.ch

Zürich, 04.04.2024

Neue Verordnung über die Bundesstatistik: Vernehmlassungsverfahren

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Baume-Schneider
Sehr geehrte Damen und Herren

Gerne nehmen wir die Möglichkeit wahr, innerhalb der festgesetzten Frist Stellung zur neuen Verordnung über die Bundesstatistik zu nehmen. Gleichzeitig erlauben wir uns, Sie höflich zu bitten, Swico bei künftigen, thematisch ähnlich gelagerten Vernehmlassungen, direkt zu berücksichtigen – wir würden dies schätzen.

Swico ist der Wirtschaftsverband der Digitalindustrie und vertritt die Interessen etablierter Unternehmen sowie Start-ups in Politik, Wirtschaft und Gesellschaft. Swico zählt über 700 Mitglieder aus der ICT- und Internetbranche. Diese Unternehmen beschäftigen 56'000 Mitarbeitende und erwirtschaften jährlich einen Umsatz von 40 Milliarden Franken.

Die neue Bundesstatistikverordnung schafft Transparenz, setzt den Grundsatz der Mehrfachnutzung und das «Once-Only-Prinzip» um und unternimmt insgesamt einen wichtigen Schritt hin zu mehr E-Government. Swico begrüsst diese Entwicklung. Gleichzeitig sehen wir Verbesserungspotenzial: Die Stellung des BFS sollte grundlegend gestärkt werden, insbesondere hinsichtlich seiner Rolle als Data Steward und bei der Richtliniensetzung. Ausserdem fordern wir insgesamt mehr Mut bei der Digitalisierung des Bundesstatistikwesens und die konsequente Ausschöpfung des Potenzials der Sekundärnutzung von Daten im Rahmen der öffentlichen Statistik.

Allgemeine Würdigung

Gemeinhin begrüssen wir, dass die Verordnungen SR 431.011 und die SR 431.012.1 aufgehoben und durch eine einzige Verordnung über die Bundesstatistik ersetzt werden sollen. Diese Zusammenführung dient der Vereinfachung und schafft Transparenz, indem die Tätigkeiten des BFS und der öffentlichen Statistikstellen, inklusive Datenerhebung, -verarbeitung, -bereitstellung und -veröffentlichung, in einem Text zusammengefasst werden. Die Umsetzung des Grundsatzes der Mehrfachnutzung und des «Once-Only-Prinzips» gilt es ebenfalls positiv hervorzuheben (Art. 16 Abs. 1).

Darüber hinaus begrüßen wir, dass neue Leistungen im Bereich Datenwissenschaften und «Künstliche Intelligenz» (KI) (Abschn. 7) in der Verordnung explizit berücksichtigt und unter Einhaltung der datenschutzrechtlichen Bestimmungen (Art. 35 Abs. 2), angeboten werden sollen. Dies verspricht sowohl einen Mehrwert bezüglich Innovation und Effizienz als auch qualitativ hochwertigere Statistikprodukte. Dabei sind die Anbieter der Digitalbranche gewillt, Expertise und Lösungen in partnerschaftlicher Kooperation mit dem BFS einzubringen. Wir sehen es zudem als sinnvoll an, dass entsprechende Normen bezüglich Anwendung und Nutzung von KI offen und zielgerichtet formuliert werden, um sicherzustellen, dass jeweils die aktuellste und geeignetste technologische Lösung zum Zug kommt (siehe «Erläuternder Bericht», S. 25-26).

Gleichzeitig identifizieren wir gezieltes Verbesserungspotenzial, insbesondere hinsichtlich der Rolle des BFS sowie in den Bereichen Sekundärnutzung und Digitalisierung des Bundesstatistikwesens.

1. Rolle des BFS weiter stärken

b. Data Stewardship

Es ist richtig, dass nur das BFS Daten zu statistischen Zwecken verknüpfen darf (Art. 3 Abs. 1 Buchst. i) und in zentraler Funktion unter den Statistikproduzenten des Bundes auftritt betreffend Datenbeschaffung und -bekanntgabe (Art. 16 Abs. 1). Aufbauend auf diesem Verständnis **gilt es jedoch die Rolle des BFS als «Data Steward» auszubauen**, mit erweiterten Kompetenzen in den Bereichen Datenstrukturierung und -management. Dies ermöglicht eine bessere Kontrolle der Datenqualität und -konsistenz durch eine zentrale Stelle mit dem Ergebnis, die Effizienz der Prozesse und die Qualität der Statistikprodukte weiter zu steigern.

In diesem Zusammenhang darf die Interoperabilitätsplattform I14Y nicht nur ein Datenkatalog sein (siehe «Erläuternder Bericht», S. 6). Vielmehr muss sie tatsächlich von allen datenerhebenden Stellen genutzt und von einer zentralen Stelle – vorzugsweise dem BFS – durchgesetzt werden.

c. Bindende Richtlinien

Standardisierung und Harmonisierung sind essenziell für eine effiziente und zukunftsgerichtete, digitale Verwaltung – speziell im Bereich der Statistik.

Dem BFS kommt aufgrund seiner umfassenden Koordinationsaufgabe eine entscheidende Rolle bei der Harmonisierung und Standardsetzung zu. Wir verstehen, dass das BFS mangels gesetzlicher Grundlage im BStatG keine verbindlichen Richtlinien erlassen und deshalb nur technische und methodologische Empfehlungen abgeben kann (Art. 11; Art. 41 Abs. 3). In diesem Zusammenhang fordern wir ausdrücklich die Prüfung und **Anpassung der gesetzlichen Grundlage, sodass das BFS die Kompetenzen für den Erlass bindender Richtlinien erhält**. Dies würde die Schaffung klarer Standards für alle Statistikproduzenten über alle föderalen Ebenen hinweg ermöglichen.

2. Potenzial datenschutzkonformer Sekundärnutzung ausschöpfen

Wir begrüssen ausdrücklich, dass der Grundsatz der Mehrfachnutzung und das «Once-Only-Prinzip» innerhalb des Bereichs der öffentlichen Statistik umgesetzt werden (Art. 16 Abs. 1). Gleiches gilt für die transparente Nutzung öffentlich zugänglicher Daten (Art. 22). Dies reduziert den Aufwand der Befragten.

Der grösste Wert von Daten liegt in deren datenschutzkonformen Wiederverwendung für sekundäre Nutzungszwecke. Dies gilt speziell im Bereich der öffentlichen Statistik, wo das Auflösen von Datensilos und die Verknüpfung von Daten für sekundäre Nutzungszwecke nicht nur bessere und innovativere Statistikprodukte versprechen, sondern auch den Aufwand bezüglich Datenerhebung minimieren. Die neue Verordnung anerkennt den Nutzen von Datenverknüpfungen (Abschn. 6), was wir positiv anerkennen. **Aufgrund des oben erwähnten Mehrwerts fordern wir, dass die Sekundärnutzung stets konzeptionell mitgedacht wird.**

3. Mehr Konsequenz bei der Digitalisierung des Bundesstatistikwesens

Es ist angebracht, dass die Datenbeschaffung im Rahmen der öffentlichen Statistik über digitale Schnittstellen abgewickelt werden soll (Art. 16 Abs. 2). Dies ist ein wichtiger Schritt hin zu mehr E-Government. Gleichzeitig hinterfragen wir jedoch die Sinnhaftigkeit des Beibehalts analoger Möglichkeiten zur Einreichung von Daten im Rahmen einer Erhebung. In der heutigen Zeit stellt der Datentransfer über elektronische Schnittstellen kein signifikantes Hindernis mehr dar. Des Weiteren schafft der Beibehalt zweier paralleler Prozesse – ein analoger und ein digitaler – einen zu verhindernden Mehraufwand, zusätzliche Kosten und bremst die konsequente Digitalisierung der öffentlichen Verwaltung. In diesem Hinblick **fordert Swico mehr Mut zum Bekenntnis zu «digital first»** (Art. 16 Abs. 2).

Ein richtiger Schritt hingegen ist die Veröffentlichung der Statistikprodukte in Maschinenlesbarer Form sowie die Führung einer modernen digitalen Infrastruktur (Art. 41 Abs. 1–2). Indem die Statistikproduzenten ihre Ergebnisse und Daten frei zugänglich machen (Open Government Data), wird die Nutzung und Wiederverwendung von Datensätzen gefördert, was konkreten Mehrwert schafft, beispielsweise in der Forschung (Art. 42).

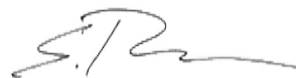
Die neue Verordnung ist insgesamt ein wichtiger Schritt hin zu einem transparenten und effizienten Bundesstatistikwesen. Dennoch fordern wir die dargelegten, gezielten Verbesserungen.

Wir bedanken uns für die Berücksichtigung unserer Anliegen und stehen für Rückfragen gerne zu Verfügung.

Freundliche Grüsse
Swico



Adrian Müller
Präsident



Simon Ruesch
Head Legal & Public Affairs

Département fédéral de l'intérieur DFI
Madame la Conseillère fédérale
Elisabeth Baume-Schneider
3003 Berne
Par courrier électronique :
aemterkonsultation@bfs.admin.ch

Berne, le 5 avril 2024

Nouvelle ordonnance sur la statistique fédérale

Réponse de l'UDC Suisse à la procédure de consultation

Madame la Conseillère fédérale,

Mesdames et Messieurs,

L'UDC Suisse vous remercie de l'avoir consultée au sujet de l'objet cité en titre. Après avoir examiné les détails du projet, elle a l'avantage de se prononcer comme suit :

L'UDC Suisse constate que l'introduction d'une collecte de données fiscales ne repose pas sur une base légale suffisante et entre en conflit avec le secret fiscal. Elle rejette donc le projet du Conseil fédéral et lui demande de renoncer à ce point litigieux tant qu'un débat n'aura pas eu lieu au niveau de la loi et, partant, du processus législatif.

La nouvelle ordonnance sur la statistique fédérale (OSF) vise à remplacer l'ordonnance concernant l'organisation de la statistique fédérale et l'ordonnance concernant l'exécution des relevés statistiques, qui sont abrogées. Le but est d'avoir une vue plus claire et transparente sur les données existantes, leur obtention et leur traitement. De plus, cette nouvelle ordonnance vise à créer une base légale moderne pour assurer la coordination entre les parties et définir les rôles de l'OFS en tant qu'organe central et de ses partenaires.

L'UDC Suisse salue la volonté de simplification et de transparence qui caractérise l'avant-projet. Elle constate toutefois que l'introduction d'un relevé des données fiscales ne repose pas sur une base légale faisant l'unanimité. Aux yeux de l'UDC, cette nouvelle collecte de données n'est pas prévue par la loi et entre en conflit avec le secret fiscal.

Dans son état actuel, l'UDC ne peut donc que rejeter le projet présenté et demander au Conseil fédéral de proposer une nouvelle mouture ne comprenant pas ce point litigieux. Dans le cas où l'ordonnance devait malgré tout être maintenue, l'UDC demande pour le moins que la récolte de données soit clairement encadrée, limitée dans le temps, anonymisée et que leur destruction soit prévue de manière stricte,

excluant toute transmission et utilisation tierce. Les conséquences en cas de mauvaise utilisation des données doivent être prévues de manière claire et stricte.

Réitérant ses remerciements de l'avoir associée à cette consultation, l'UDC Suisse vous prie de croire, Madame la Conseillère fédérale, Mesdames et Messieurs, à l'assurance de sa considération.

Avec nos meilleures salutations

UNION DÉMOCRATIQUE DU CENTRE

Le président du parti

Le secrétaire général



Marcel Dettling

Conseiller national



Henrique Schneider

Fachstelle Limita zur Prävention sexueller Ausbeutung
Klosbachstrasse 123
8032 Zürich

Bundesamt für Statistik
Petra Keller, BFS, Chefin der Abteilung
Stab
Espace de l'Europe 10
2010 Neuchâtel

E-Mail: petra.kellergueguen@bfs.admin.ch

Vernehmlassung Verordnung Bundestatistik

Sehr geehrte Damen und Herren

Am 15. Dezember 2023 hat der Bundesrat die Vernehmlassung zur neuen Verordnung über die Bundesstatistik eröffnet. Wir nehmen gerne die Möglichkeit wahr, uns zu dieser neuen Verordnung zu äussern, regelt sie doch unter anderem die Durchführung von Erhebungen und Befragungen. Bei der Erarbeitung des Vertiefungsberichts Behinderung als Anhang zum NGO-Bericht zum Übereinkommen des Europarats zur Verhütung und Bekämpfung von Gewalt gegen Frauen und häusliche Gewalt (Istanbul-Konvention) hat uns diese Thematik stark beschäftigt (s. unten). Wir beziehen uns in unserer Stellungnahme denn auch im Wesentlichen auf den Art. 20, Mitwirkung der Befragten.

Im Netzwerk Charta Prävention (verbandsübergreifende Arbeitsgruppe zur Prävention von sexueller Ausbeutung, Missbrauch und anderen Grenzverletzungen (VüAG)) arbeiten 16 Fach- oder Selbsthilfeorganisationen und Dienstleister aus dem Behinderten- und Gesundheitsbereich zusammen. Sie setzen sich gemeinsam für die Prävention und Verhinderung von Gewalt gegenüber Menschen mit Behinderungen sowie ihren Schutz ein. Ihre Mitglieder sind den Grundsätzen der Gleichstellung und Nichtdiskriminierung verpflichtet, wie sie die Bundesverfassung, das Behindertengleichstellungsgesetz (Behig) und die UN-Behindertenrechtskonvention festschreiben. Mitbestimmung und Teilhabe der Menschen mit Behinderungen in allen Bereichen der Gesellschaft und auf allen Ebenen gelten ihnen als wesentliche Rechte der Menschen mit Behinderungen.

Mitglieder der Arbeitsgruppe sind: Agogis, anthroSocial, Autismus Schweiz, Avenir social, Vereinigung Cerebral, Curaviva, Cisa, insieme Schweiz, Insos, Limita, Procap, Pro Infirmis, sexuelle Gesundheit Schweiz, SGGIE/SSHID, SZBlind und Youvita.

In der Istanbul-Konvention verpflichten sich die Vertragsstaaten zu einem regelmässigen Monitoring. U.a. sollen in regelmässigen Abständen Daten über Fälle von allen in den Geltungsbereich des Übereinkommens fallenden Formen von Gewalt gesammelt werden. Die Verbandsübergreifende Arbeitsgruppe als Verfasserin des Vertiefungsberichts Behinderung zur Istanbul-Konvention sah sich nicht in der Lage, verlässliche Angaben zu Gewaltvorkommen gegenüber Menschen mit Behinderungen zu liefern (s. Umsetzung der Istanbul-Konvention in der Schweiz. Alternativbericht der Zivilgesellschaft. Hg. Netzwerk Istanbul Konvention, 2021, S. 36ff). Im Alternativbericht und im Vertiefungsbericht wird deshalb gefordert, dass alle Datensammlungen des Bundes um die Kategorie Behinderung erweitert werden. «Behinderung» muss differenziert erfasst (körperliche, psychische, kognitive, komplexe Beeinträchtigung, Sinnesbeeinträchtigung u.a.m.) werden, und alle Le-

benssituationen von Menschen mit Behinderungen sind zu berücksichtigen (sowohl Wohnsituationen in Institutionen des Behindertenbereichs wie auch Formen des selbständigen Wohnens mit Begleitung oder Betreuung) (Vertiefungsbericht Behinderung, S. 12).

Parallel zur Berichterstattung im Rahmen des Monitorings zur Istanbul-Konvention verlangte das Postulat 20.3886 Roth Franziska vom 19. Juni 2020 vom Bundesrat Auskunft über die Gewaltbetroffenheit von Menschen mit Behinderungen in der Schweiz. Der Bericht des Bundesrates zum: «Gewalt an Menschen mit Behinderungen in der Schweiz» (16.6.2023) widmet sich auf mehreren Seiten ausführlich der ungenügenden Datenlage und kommt zum Schluss: «Die Daten für eine Quantifizierung und ein Monitoring der von Menschen mit Behinderungen in der Schweiz erlittenen Gewalt weisen nach wie vor Lücken auf, insbesondere die Daten der öffentlichen Statistik.» (Bericht des Bundesrates, S. 17) Der Bundesrat schlägt drei Massnahmen vor:

- Massnahme 1: Bessere Integration der Behindertenperspektive in die Statistiken des Bundes zum Thema Gewalt
- Massnahme 2: Verbesserung der Chancen von Menschen mit Behinderungen auf Teilnahme an Bevölkerungsumfragen, die mit Bundesmitteln finanziert werden
- Massnahme 3: Förderung der Forschung über Gewalt an Menschen mit Behinderungen und Förderung der Verbreitung dieses Wissens

Mit der neuen Verordnung zur Bundesstatistik könnte in Art. 20 (Mitwirkung der Befragten) eine wichtige Voraussetzung in Richtung Umsetzung insbesondere der Massnahme 2 erfüllt werden. Leider wird diese Chance verpasst. Art. 20 nennt in Bezug auf Personen, die aus gesundheitlichen Gründen die gestellten Fragen nicht beantworten können, als einzige Unterstützungsmöglichkeit den Beizug von Vertreterinnen und Vertreter. Ein barrierefreier Zugang von Menschen mit Behinderungen in der Kommunikation, im Verstehen, Begreifen und Formulieren ist nicht vorgesehen. Vielmehr wird diese Personengruppe – sofern sie zu den Personen mit gesundheitlichen Schwierigkeiten gehören – im eigentlichen Sinne «entmündigt».

Der Bericht «Gewalt an Menschen mit Behinderungen in der Schweiz» verweist durchaus darauf, welche Herausforderung es bedeutet, Befragungen so zu planen und durchzuführen, dass Menschen mit den unterschiedlichsten Behinderungen selbständig daran teilnehmen können, allenfalls unterstützt durch eine*n Assistent*in. Die Ausführungen des Bundesrats im Bericht zur Datenerhebung verweisen aber auch auf den dringlichen Handlungsbedarf trotz allfälliger methodischer Herausforderungen. Damit Diskriminierung sich nicht fortzusetzen, muss die Zugänglichkeit der Befragungen und der entsprechenden Informationen für Menschen mit unterschiedlichen Behinderungsformen gewährleistet sein.

Für uns nicht nachvollziehbar ist zudem die Bestimmung, weshalb Menschen, die in kollektiven Wohnformen leben, zusätzlich zur Vertretung die Bewilligung durch die Leitung brauchen (Absatz 4). Sie steht nicht in Einklang mit dem Erwachsenenschutzgesetz mit seinen differenzierten Beistandschaften.

Um sicherzustellen, dass Menschen mit Behinderungen selbständig an Befragungen teilnehmen können, beantragen wir daher folgende Änderungen und Ergänzungen in Art. 20, Absatz 2, 3 und 4:

Anträge Art. 20

- 2) Die ausgewählten natürlichen und juristischen Personen werden über den Charakter, die Ziele und den Ablauf der Befragung, die Rechtsgrundlage, die Verwendung der Daten orientiert. Gegebenenfalls erhalten sie auch Informationen über den Auftraggeber der Befragung und die vorgesehenen Datenschutzmassnahmen. Alle Informationen und Orientierungen sind Menschen mit Behinderungen zugänglich, sie liegen in den geeigneten Formaten (Gebärdensprache, Braille, einfache/leichte Sprache usw.) und Kommunikationskanälen vor.

3) (neu) Den ausgewählten Personen mit Beeinträchtigungen (der Sinne, der Kognition, der Wahrnehmung u.a.) ist eine Teilnahme an der Befragung und eine eigenständige Beantwortung möglich. Die Befragung erfolgt in entsprechenden Formaten und über geeignete Kanäle. Die ausgewählte Person mit Beeinträchtigung kann zur Beantwortung von Fragen eine Assistenzperson beiziehen.

4) ersatzlos streichen.

Der Bundesrat sieht als erste Massnahme in seinem Bericht zu Gewalt gegen Menschen mit Behinderungen die verbesserte Integration der Behindertenperspektive in die Statistiken des Bundes zum Thema Gewalt vor. Die Gegenstandsbeschreibung in der Liste der Datenbeschaffungen nach Thema im Anhang 2 zur neuen Verordnung gibt nicht eindeutig Auskunft, ob Gewalt gegen Menschen mit Behinderungen z.B. in der Erhebung 04.17. zur Prävalenz von Gewalt gegen Frauen und Männer berücksichtigt wird. Erhoben werden zwar die soziodemographischen Merkmale von Opfer und Tatpersonen, doch ist nicht klar, ob Behinderung als soziodemographisches Merkmal verstanden wird. Die gleiche Unsicherheit besteht bei der Erhebung für die Opferhilfestatistik (04.16) und der für die polizeiliche Kriminalstatistik (04.09.). Eine direkte Erwähnung der Menschen mit Behinderungen gehört unserer Ansicht nach in die Gegenstandsbeschreibung der Befragung «Zusammenleben in der Schweiz» (ZidS, 01.09), erfahren sie doch ebenso Feindschaft ihnen gegenüber wie die in der Beschreibung erwähnten Personengruppen (muslimische Personen, Personen schwarzer Hautfarbe, jüdische Personen). Explizit erwähnt ist Behinderung in der Gesundheitsbefragung.

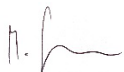
Antrag Liste der Datenbeschaffungen nach Thema im Anhang 2

Die Beschreibungen der Gegenstände, der Art und Methode der Erhebung der gesamten Liste der Datenbeschaffungen nach Thema im Anhang 2 zur Verordnung sind daraufhin zu überprüfen, ob und wie Menschen mit einer Behinderung in den Erhebungen berücksichtigt werden.

Um die Datenlage der öffentlichen Statistik in Bezug auf Menschen mit Behinderungen zu verbessern, schlägt der Bundesrat im Bericht „Gewalt an Menschen mit Behinderungen in der Schweiz“ vor, das Potenzial von Datenverknüpfungen besser zu erforschen und dazu eine standardisierte Methodik zu entwickeln, die es ermöglicht, eine Behinderung gestützt auf die AHV/IV-Register abzuleiten (S. 19). Auch diese Überlegung sollte in die neue Verordnung Eingang finden.

Unsere Anträge zur neuen Verordnung Bundesstatistik basieren auf den Erkenntnissen im Zusammenhang mit der Istanbul Konvention, gehen aber weit über den engeren Interessensbereich des Netzwerks Charta Prävention hinaus. Die Möglichkeit, eigenständig oder mit Assistenz an einer Bevölkerungsbefragung teilzunehmen, betrifft das Recht auf Teilhabe der Menschen mit Behinderung grundsätzlich. Diesen Standpunkt nimmt auch der Bundesrat in seinem Bericht ein, wenn er auf den Grundsatz der Nichtdiskriminierung und die Bestimmungen des BehiG zum barrierefreien Zugang der Menschen mit Behinderungen zu Leistungen der Bundesverwaltung verweist (S. 19). Wir sind daher zuversichtlich, dass unsere Überlegungen und die beantragten Änderungen Berücksichtigung finden werden.

Mit freundlichen Grüssen



Fachstelle Limita
Miriam Staudenmaier

Eidgenössisches Departement des Innern
EDI
Bundesamt für Statistik BFS

Per E-Mail an: aemterkonsultation@bfs.admin.ch

12. März 2024

Vernehmlassung zur neuen Verordnung über die Bundesstatistik: Stellungnahme von economiesuisse

Sehr geehrte Damen und Herren,

Mit Ihrem Schreiben vom 15. Dezember 2023 haben Sie uns eingeladen an der Vernehmlassung zur neuen Verordnung über die Bundesstatistik teilzunehmen. Wir danken Ihnen für diese Möglichkeit der Meinungsäusserung, die wir sehr gerne wahrnehmen.

Verlässliche, objektive, aussagekräftige und möglichst rasch verfügbare Statistiken sind für die politische Steuerung des Landes wie auch für makroökonomische Einschätzungen unverzichtbar. economiesuisse anerkennt daher die Wichtigkeit eines kompetenten Kompetenzzentrums für Datenerhebung und Statistiken, und sieht die Notwendigkeit, dass die Unternehmen Daten liefern müssen. Dabei ist aber auf eine möglichst geringe Belastung der Unternehmen zu achten. Daher begrüsst economiesuisse die Bestrebungen in Richtung Mehrfachnutzung und once-only-Prinzip und unterstützt die entsprechenden Anpassungen in der neuen Bundesstatistikverordnung. Denn die Unternehmen möchten Daten nicht mehrmals liefern müssen, und insbesondere nicht in unterschiedlichen Formaten an mehrere Stellen auf den unterschiedlichen föderalen Ebenen. Aus dieser Warte ist es unverzichtbar, dass der Bund normiert, harmonisiert und standardisiert.

Dazu darf die Interoperabilitätsplattform I14Y aber nicht nur ein Datenkatalog sein. Sie muss tatsächlich von allen datenerhebenden Stellen genutzt werden und von einer zentralen Stelle, wie z.B. dem BFS, durchgesetzt werden. Die entsprechenden Arbeiten in der verwaltungsinternen Zusammenarbeit wie auch auf Gesetzesesebene müssen unverzüglich angegangen werden. economiesuisse ist sich aufgrund des vorliegenden Verordnungsentwurfs nicht sicher, ob das BFS in seiner Rolle als Kompetenzzentrum des Bundes für Daten und Statistiken auch die Durchsetzungsrechte für die Harmonisierung und das Einhalten von Standards hat. So heisst es z.B. in Art. 16 Abs. 1 nur, dass das BFS «koordiniert». Es wäre zielführender, wenn das BFS den Statistikproduzenten diesbezüglich Vorschriften machen dürfte, und zwar auf allen föderalen Ebenen.

Zudem möchten wir explizit festhalten, dass für die meisten Unternehmen klar definierte digitale Schnittstellen wichtig sind, damit sie rasch und effizient ihre Daten abliefern können. Nichtsdestotrotz ist es insbesondere für kleinere Unternehmen sehr wichtig, dass, wie in Artikel 16 Abs. 2 festgehalten, Daten weiterhin auch auf analogem Weg eingereicht werden können.

Wir bedanken uns für die Berücksichtigung unserer Anliegen und stehen Ihnen für weitere Ausführungen sehr gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse
economiesuisse



Prof. Dr. Rudolf Minsch
Stv. Vorsitzender der Geschäftsleitung /
Chefökonom



Dr. Roger Wehrli
Stv. Leiter Allgemeine Wirtschaftspolitik & Bildung

c/o Suva
Fluhmattstrasse 1
Postfach 4358
6002 Luzern

www.unfallstatistik.ch

Eidgenössisches Departement des Innern
EDI
Bundesrätin
Elisabeth Baume-Schneider
Inselgasse 1
3003 Bern

Aemterkonsultation@bfs.admin.ch

Betreff

Vernehmlassung zur neuen
Verordnung über die
Bundesstatistik

Ihre Ansprechperson

Oliver Ruf
Oliver.ruf@suva.ch
041 419 52 53

Datum

26.03.2024

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Gelegenheit, zur neuen Verordnung über die Bundesstatistik (BStatV) Stellung nehmen zu können.

Die Sammelstelle für die Statistik der Unfallversicherung (SSUV) erstellt die gemeinsamen Statistiken aller UVG-Versicherer basierend auf den von den Versicherern gelieferten Daten. Die Versicherer übermitteln ihre Daten an die SSUV jeweils ohne direkte Kennzeichnung der betroffenen Personen oder Betriebe. Somit sind alle Daten, welche die SSUV von den Versicherern erhält, anonymisiert.

Aufgrund der Bearbeitung von ausschliesslich anonymisierten Daten sind wir der Annahme, dass die neue Verordnung zur Bundesstatistik für die SSUV keine Änderungen zur Folge haben wird. Auch die Aufklärungspflicht gemäss Art. 17 Abs. 3 VE-BStatV wird sich für die SSUV unseres Erachtens nicht ändern.

Wir bedanken uns für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme im Voraus und stehen Ihnen für Auskünfte gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse



Oliver Ruf
Leiter Sammelstelle für die Statistik der Unfallversicherung

SAMMELSTELLE FÜR DIE STATISTIK
DER UNFALLVERSICHERUNG (SSUV)

PAR COURRIEL

(Aemterkonsultation@bfs.admin.ch)

Département fédéral de l'intérieur DFI

Genève/Berne, le 3 avril 2024

**Procédure de consultation relative à la nouvelle ordonnance sur la statistique
fédérale – Réponse d'Inclusion Handicap**

N/réf. / personne de contact : Cyril Mizrahi, Département Egalité IH

(cyril.mizrahi@inclusion-handicap.ch, 022 552 97 97)

Madame, Monsieur,

L'établissement de statistiques fiables incluant la situation des personnes handicapées revêt une importance cruciale pour la mise en œuvre de la Convention de l'ONU sur les droits des personnes handicapées (CDPH ; RS 0.109). C'est pourquoi Inclusion Handicap vous adresse la présente réponse à la consultation susvisée.

Inclusion Handicap (IH), en tant que faîtière des organisations suisses du domaine du handicap¹, est la porte-parole des quelque 1,7 million de personnes vivant en Suisse en situation de handicap. IH œuvre en faveur d'une société inclusive qui garantisse à ces personnes une participation pleine et autonome à la vie en société. Le Département Egalité d'IH a la tâche de veiller à la mise en œuvre et au développement du droit de l'égalité des personnes handicapées, notamment la CDPH.

Il ne nous appartient ainsi pas de nous prononcer sur la réforme susmentionnée de manière globale, mais bien de veiller à ce que le principe de non-discrimination des personnes handicapées prévu par l'art. 8 al. 2 Cst. ainsi que la mise en œuvre de la CDPH soient assurés dans le projet soumis à consultation.

¹ La liste est consultable ici: <https://www.inclusion-handicap.ch/fr/a-notre-sujet/membres-5.html>



1. Observations générales

Selon l'art. 3, al. 2, let. d de la Loi sur la statistique fédérale (RS 431.01), les informations fournies par la statistique fédérale servent à évaluer la mise en œuvre du mandat constitutionnel de l'égalité entre les personnes handicapées et les personnes non handicapées. Pourtant, les données concernant les personnes en situation de handicap demeurent lacunaires dans notre pays. Cet état de fait a également été relevé par le Comité des Nations Unies des droits des personnes handicapées (ci-après : Comité CDPH). Dans ses observations finales du 13 avril 2022, ce dernier a recommandé à la Suisse de « mettre en place un cadre de référence, applicable aux niveaux fédéral, cantonal et communal, pour la collecte, l'analyse et la diffusion de données ventilées sur la situation des personnes handicapées dans tous les domaines ».² Cette recommandation fait écho à celle du Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO) concernant l'importance de mieux documenter la violence subie par les personnes en situation de handicap³.

Dans le rapport rédigé en réponse au postulat Roth 20.3886 du 19 juin 2020 (ci-après : rapport Po. Roth), le Conseil fédéral relève également le besoin d'une base de données solide : « la protection des personnes handicapées doit pouvoir s'appuyer sur des connaissances basées sur des faits suffisantes, lesquelles pourront aussi permettre d'évaluer le succès des politiques et des dispositifs de protection mis en place. Les exemples étrangers montrent que les difficultés techniques sont surmontables, et que les solutions passent par une complémentarité entre relevés statistiques réguliers et production de données ciblées éclairant des aspects pour lesquels des approches différentes s'avèrent plus efficaces.⁴ »

Toujours dans le rapport Po. Roth, le Conseil fédéral liste des mesures pour améliorer la situation en matière de données. Ainsi, la mesure 2 prévoit d'améliorer les possibilités pour toutes les personnes handicapées de participer aux grandes enquêtes fédérales sur la population et ainsi de témoigner de leur situation. La mesure 1 prévoit quant à elle que « les possibilités d'adapter les statistiques pour mieux rendre compte des violences subies par les personnes handicapées seront examinées dans le cadre des travaux habituels de

² Comité des droits des personnes handicapées (2022), Observations finales concernant le rapport initial de la Suisse adoptées par le Comité à sa vingt-sixième session (7-25 mars 2022), paragraphe 60, p. 15.

³ Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique GREVIO (2022), Rapport d'évaluation (de référence) du GREVIO sur les mesures d'ordre législatif et autres mesures donnant effet aux dispositions de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul) : Suisse, Secrétariat du mécanisme de suivi de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique Conseil de l'Europe, paragraphes 65 et 70 pp. 25-27.

⁴ Conseil fédéral (2023), Violences subies par des personnes handicapées en Suisse. Rapport du Conseil fédéral donnant suite au postulat 20.3886 Roth Franziska du 19 juin 2020, p. 20.



modernisation de ces statistiques et lors du développement de nouvelles statistiques. Les améliorations possibles devront être mises en place chaque fois que ces aménagements apparaîtront raisonnables au sens de la LHand.⁵ »

Dans ce contexte, il est regrettable que la présente révision de l'Ordonnance sur la statistique fédérale (ci-après : OSF) ne prévoie aucune amélioration notable des possibilités pour les personnes en situation de handicap de participer aux enquêtes de population, ce qui leur permettrait de mieux rendre compte de leur situation dans les statistiques fédérales. Cette révision est en effet une parfaite occasion de mettre en œuvre les mesures préconisées dans le rapport Po Roth.

Inclusion Handicap demande que la participation des personnes en situation de handicap aux enquêtes de population et la prise en compte de leurs situations de vie dans la statistiques fédérales soient améliorées. Nous demandons en particulier la mise en œuvre des mesures préconisées par le Conseil fédéral dans le rapport rédigée en réponse au Postulat Roth.

Outre ces remarques générales, notre prise de position porte en particulier sur les points suivants :

- Possibilités de participation des personnes en situation de handicap sélectionnées (art. 20 OSF).
- Possibilité effective de participation des personnes en situation de handicap aux grandes enquêtes de population.
- Prise en compte du point de vue des personnes en situation de handicap dans l'enquête de prévalence sur la violence faite aux femmes et aux hommes.

2. Nos propositions dans le détail

2.1. *Participation des personnes en situation de handicap sélectionnées pour des enquêtes*

2.1.1. *Accessibilité de l'information (art. 20 al. 2 OSF)*

L'art. 20 OSF prévoit les modalités de participation au relevé des personnes sélectionnées. Toutefois, il omet un certain nombre de mesures qui permettrait de garantir

⁵ Ibid., pp. 39-40.



une participation aussi large que possible. Ainsi, il est essentiel de s'assurer que l'invitation à participer au relevé soit accessible, tout comme les informations données aux personnes sélectionnées (par ex : usage de la langue facile à lire et à comprendre, langue des signes, braille, etc.). Les modes de transmission et de communication doivent toujours pouvoir être adaptés aux besoins de la personne (ex : transmission par téléphone pour une personne ayant des difficultés à lire ou écrire).

Nous proposons donc que l'art. 20, al. 2, OSF soit complété par la phrase suivante :

« Toutes les informations données aux personnes sélectionnées sont transmises aux personnes avec handicap de façon accessible et adaptée à leurs besoins spécifiques. »

2.1.2. Soutenir la participation effective des personnes en situation de handicap

L'art. 20, al. 3, OSF prévoit la possibilité de recourir à un représentant lorsque la personne n'est pas en état de répondre elle-même « pour des raisons de santé ». Cette mesure est la seule qui « encourage » un tant soit peu la participation des personnes en situation de handicap. Toutefois, elle est à la fois insuffisante et inadéquate.

D'une part, selon le rapport Po. Roth, le recours à un représentant est rarement utilisé dans la pratique (« La possibilité de laisser des proches répondre pour la personne échantillonnée lorsque celle-ci ne peut répondre par elle-même (questionnaires proxy) est également rarement proposée au-delà de quelques informations minimales. », voir Rapport Po. Roth, p. 19).

D'autre part, il est essentiel que les personnes sélectionnées puissent répondre autant que possible par elles-mêmes aux enquêtes statistiques. En effet, l'art. 12 CDPH prévoit que les personnes doivent être autant que possibles assistées et non représentées (« *supported decision making* »). Du reste, elles sont les mieux à même d'évaluer leur propre situation. Eviter de recourir à une évaluation extérieure (par un représentant) permet donc également de gagner en qualité. S'il est parfois impossible de procéder autrement, le recours à un représentant ne devrait donc pas être la première solution proposée, mais plutôt une solution de dernier recours. En premier lieu, il conviendrait plutôt de proposer des formes de collecte d'informations alternatives répondant aux besoins de communication spécifiques de la personne. Seules de telles alternatives sont à même de favoriser la participation des personnes en situation de handicap sur la base de l'égalité avec les autres. Le recours à des formes alternatives de collecte d'information devrait être mentionné à l'art. 20, al. 3 et 4 OSF et être encouragé dans la pratique.



La notion de représentant « approprié » mérite également que l'on s'y attarde : comment ce représentant est-il choisi, et par qui ? Il est essentiel que la personne sélectionnée participe au choix de ce représentant et soit ensuite aussi impliquée que possible dans le processus d'enquête.

Aussi, nous proposons que l'art. 20, al. 3, OSF soit modifié comme suit :

« Une personne sélectionnée en situation de handicap ou ayant des difficultés à participer pour des raisons de santé peut participer sur la base de l'égalité avec les autres. La collecte de donnée est effectuée sous une forme adaptée à ses besoins. La personne en situation de handicap sélectionnée peut recourir à la personne d'assistance de son choix pour l'aider à répondre aux questions. Dans des cas exceptionnels, lorsque la participation directe est impossible même avec une assistance, la personne sélectionnée est impliquée autant que possible dans la sélection des représentants et dans la participation à l'enquête. Les représentants sont tenus de répondre selon la volonté et les préférences de la personne sélectionnée. »

L'art. 20, al. 4, OSF nous semble peu clair. S'agit-il d'ajouter la condition supplémentaire de l'accord de la direction, uniquement pour les personnes concernées par l'al. 3 qui vivent en institution ? Ou de prévoir une procédure spécifique pour toutes les personnes résidant en institution ? Quoi qu'il en soit, il est discriminatoire de traiter les personnes résidant en institution de manière différente de celles vivant à domicile, étant précisé que ces personnes sont déjà souvent tout simplement exclues des statistiques (cf. infra, ch. 2.2).

C'est pourquoi nous demandons la suppression pure et simple de l'art. 20, al. 4, OSF.

Enfin, concernant **l'art. 20, al. 5, OSF**, le rapport entre la personne sélectionnée et son représentant diffère selon que ce dernier soit un parent, un frère ou une sœur, un curateur professionnel ou un membre du personnel de l'institution dans laquelle réside la personne. Même si l'enquête est conçue de manière à minimiser la part de subjectivité, l'interprétation du représentant entre en jeu. En ce sens, connaître la fonction du représentant chargé de répondre ainsi que ses liens avec la personne sélectionnée peut être précieux pour l'interprétation des résultats.

C'est pourquoi nous proposons que l'art. 20, al. 5, OSF soit complété comme suit :

« Le lien entre le représentant chargé de répondre au sens des al. 3. et 4 et la personne sélectionnée est relevé. Son nom et son prénom ne sont pas relevés. »



2.2. Enquêtes de population

Les possibilités de participation mentionnées plus haut ne s'appliquent qu'aux personnes sélectionnées. Or, la plupart des grandes enquêtes de population sont menées uniquement auprès de personnes résidant en ménage privé. Un grand nombre de personnes en situation de handicap vivent toutefois en institution. Il faut ici rappeler qu'il ne s'agit bien souvent pas d'un lieu de vie choisie, mais d'une mise à l'écart par la société, dont les collectivités publiques sont responsables, en raison du manque d'alternatives permettant un vrai choix du lieu de vie pour les personnes concernées. A cela s'ajoute la non prise en compte de la réalité vécue par ces personnes en matière statistique, puisqu'elles sont *de facto* exclues de telles enquêtes. Pourtant, ces personnes font pleinement partie de la société. Dans les enquêtes de population⁶, leurs points de vue devraient ainsi être pris en compte au même titre que ceux des personnes vivant dans des logements privées.

C'est pourquoi nous demandons que les points de vue des personnes résidant en institution (« ménages collectifs ») soient pris en compte dans l'ensemble des grandes enquêtes de population. Les types et méthodes de ces enquêtes doivent donc être modifiés comme suit : « enquête auprès d'un échantillon de personnes vivant dans un ménage privé et de personnes vivant dans un ménage collectif ».

L'Enquête Suisse sur la Santé exclut également les personnes vivant dans des ménages collectifs. Cette exclusion d'une grande partie des personnes concernées crée un biais dans une statistique utile pour évaluer la mise en œuvre du mandat constitutionnel de l'égalité entre les personnes handicapées et les personnes non handicapées. Ce biais est d'autant plus important que les personnes nécessitant davantage de soutien au quotidien ont plus tendance à vivre dans un cadre institutionnel. Ainsi dans le canton de Bâle-Ville, seul 5% des personnes ayant un besoin de soutien moyen sont soutenues de manière ambulatoire, tandis que la totalité des personnes ayant un fort besoin de soutien vit en institution⁷.

C'est pourquoi Inclusion Handicap demande que l'enquête Suisse sur la Santé prenne également en compte les personnes vivant dans des ménages collectifs, en particulier les personnes résidant dans des institutions pour personnes en situation de handicap. Le type et la méthode doit donc être modifié comme suit : « enquête

⁶ Par exemple et de manière non exhaustive : enquête sur la langue, la religion et la culture, enquête Vivre ensemble en Suisse, enquête structurelle ou enquêtes Omnibus.

⁷ Fritschi Tobias et al. (2022), Finanzflüsse und Finanzierungsmodelle im Bereich Wohnangebote für Menschen mit Behinderung (Schlussbericht zuhanden des EBGB, des BSV und der SODK), p. 61.



auprès d'un échantillon de personnes vivant dans un ménage privé et de personnes vivant dans un ménage collectif ».

2.3. Enquête de prévalence sur la violence faite aux femmes et aux hommes

Dans ses observations finales du 13 avril 2022, le Comité CDPH recommande à la Suisse de tenir compte des femmes et filles handicapées dans l'enquête de prévalence sur la violence faite aux femmes et aux hommes. En outre, le rapport Po. Roth relève que les données concernant la violence subie par les personnes handicapées sont largement lacunaires, alors même que des études menées à l'étranger montrent qu'elles sont exposées à un risque plus important. Ces études indiquent aussi que les difficultés techniques sont surmontables.⁸ Il est donc urgent de rendre compte des violences subies par les personnes en situation de handicap.

C'est pourquoi Inclusion Handicap demande que l'enquête de prévalence sur la violence faite aux femmes et aux hommes intègre le point de vue des personnes en situation de handicap.

Nous vous saurions gré de tenir compte de nos commentaires et restons à votre disposition pour toute explication complémentaire.

En vous remerciant d'ores et déjà de l'attention que vous accorderez à la présente, nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, à l'expression de nos plus respectueux sentiments.

INCLUSION HANDICAP

Caroline Hess-Klein, D^{re} en droit
Cheffe Département Egalité
Présidente de la direction

Cyril Mizrahi, avocat
Département Egalité

⁸ Conseil fédéral (2023), Violences subies par des personnes handicapées en Suisse, op. cit., pp. 3 et 20.

Bundesamt für Statistik

Per Mail:

Aemterkonsultation@bfs.admin.ch

Bern, 4. April 2024

Neue Verordnung über die Bundesstatistik; Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit, zum Vorentwurf für eine neue Bundesstatistikverordnung (VE-BStatV) Stellung nehmen zu können. Als Konferenz der schweizerischen Datenschutzbeauftragten äussern wir uns nur zu Bestimmungen, welche den Datenschutz betreffen.

Zu Art. 16 Abs. 2:

Die Bestimmung regelt den Datenaustausch unter den Verwaltungseinheiten des Bundes sowie die Datenerhebung bei den Kantonen, Gemeinden und natürlichen und juristischen Personen. Vorgesehen ist eine Abwicklung über elektronische Schnittstellen, die jedoch für die Kantone und Gemeinden nicht genauer definiert werden. Zu begrüssen ist die praxisorientierte Regelung, wonach natürliche und juristische Personen nicht verpflichtet werden, ihre Daten den Statistikproduzenten des Bundes über eine Schnittstelle bekanntzugeben, da dies administrativ und technisch nicht für alle Personen in der Schweiz zu bewältigen wäre. Bei der Implementierung der Schnittstelle sind die datenschutzrechtlichen Vorgaben betreffend technische und organisatorische Massnahmen einzuhalten.

Zu Art. 17 Abs. 1:

Die Bestimmung weist den im Anhang bezeichneten zuständigen Organen die Verantwortung für die Vorbereitung und die Durchführung der Befragungen und Erhebungen zu. Die datenschutzrechtliche Verantwortung endet jedoch nicht mit der Beschaffung von Daten, sondern erstreckt sich auch auf alle nachfolgenden Personendatenbearbeitungen, d.h. bei

der Datenaufbereitung und Qualitätskontrolle sowie bei den weiteren Verarbeitungsschritten (Art. 25 ff. VE-BStatV). Wir beantragen darum, die zuständigen Organe umfassend als verantwortlich zu bezeichnen.

Zu Art. 24 Abs. 1:

Die Regelung bezieht sich auf Art 14 des BStatG, wonach alle mit statistischen Arbeiten betrauten Personen einer Geheimnispflicht unterliegen. Art. 14 BStatG verwendet dabei den Begriff des Amtsgeheimnisses. Der selbständige Gehalt von Art. 24 Abs. 1 VE-BStatV ist nicht erkennbar. Sollten weitergehende Vertraulichkeitspflichten als in Art. 14 BStatG greifen, müsste dies entsprechend ergänzt werden.

Zu Art. 24 Abs. 3:

Die Bestimmung verpflichtet die zuständigen Organe, die Geheimhaltungs- und Sorgfaltspflichten von privaten Befragungsinstituten und Organisationen vertraglich zu regeln. Es handelt sich um Auslagerungssachverhalte im Sinne von [Art. 9 DSG](#), also um Fälle, in denen privatrechtliche Unternehmen im Auftrag öffentlicher Organe Befragungen und Erhebungen von Personendaten bearbeiten. Die Bestimmung ist dahingehend zu ergänzen, als die vertraglich vereinbarte Geheimhaltungs- und Sorgfaltspflicht dem Niveau von Art. 14 BStatG zu entsprechen hat und die Anonymisierungspflichten gemäss Art. 19 VE-BStatV zu beachten sind. Zudem böte die Norm Platz, um konkrete Voraussetzungen zu definieren, welche private Unternehmen einhalten müssen, um überhaupt als Befragungs- und Erhebungsinstitute in Frage zu kommen. Beispielsweise könnte auf Standards nach ISO-Zertifizierungen verwiesen werden.

Zu Art. 25 Abs. 2:

Die Vorlage sieht vor, dass zur Qualitätskontrolle u.a. die AHV-Nummer verwendet werden darf. Für die systematische Verwendung der AHVN ausserhalb der AHV gelten die Voraussetzungen der [Art. 153b ff. AHVG](#). Als wesentliche Voraussetzung muss die AHVN für die Erfüllung der gesetzlichen Aufgaben *erforderlich* sein. Zwar spricht auch Art. 25 Abs. 2 VE-BStatV (wie der heutige Art. 8a Abs. 1 Statistikerhebungsverordnung) von den «erforderlichen personenidentifizierenden Merkmalen», allerdings scheint dies in der heutigen Praxis kaum eine Hürde für die Verwendung der AHVN zu sein, wird diese doch praktisch für alle statistischen Erhebungen gemäss Anhang zur heutigen Verordnung einverlangt. Dass die Erforderlichkeit der AHVN für jede einzelne Statistik nachvollziehbar zu begründen ist, ist in geeigneter Form festzuhalten.

Nach Art. 27 VE-BStatV werden die Einzeldaten durch die Statistikproduzenten des Bundes pseudonymisiert. Dabei wird auch die AHVN durch einen statistischen Identifikator ersetzt. Es ist kaum verständlich, warum nicht direkt bei der Erhebung ein von der AHV unabhängiger statistischer Identifikator bestimmt und auf die Verwendung der AHVN verzichtet wird.

Zu Art. 27 Abs. 3:

Die Vorschrift lässt zu, dass für sehr lange Zeitreihen erforderliche Einzeldaten bis zu 100 Jahre aufbewahrt werden dürfen, bevor sie anonymisiert werden müssen. Zur Förderung der Transparenz soll ausgewiesen werden, welche Datensätze erst nach 100 Jahren anonymisiert werden. Die Frist ist insbesondere für die neu einzuführende Steuerdatenerhebung der natürlichen Personen (08.13) zu klären. Es handelt sich bei dieser Statistik um besonders schützenswerte Daten. Die Aufbewahrung allfällig nicht anonymisierter Daten soll auf das notwendigste Mass reduziert werden und die Daten möglichst nur bei einer Bundesstelle verfügbar sein. Ein Datenleck, auch wenn es durch den Bund zu verantworten wäre, würde zu einem Reputationsschaden auch für die Kantone führen. Das Vertrauen der Bürgerinnen und Bürger in das Steuergeheimnis wäre dadurch nachhaltig erschüttert und könnte ihre Bereitschaft, ihre Einkommens- und Vermögensverhältnisse vollständig offenzulegen, senken. Das grundlegende Prinzip des schweizerischen Steuerverfahrens, wonach die steuerpflichtigen Personen ihre persönlichen Daten für die Steuerveranlagung selbst beizubringen haben, wäre durch einen solchen Vertrauensverlust gefährdet.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen und stehen für Rückfragen zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

Ueli Buri
Präsident privatim

Eidgenössisches Departement des Innern

EDI

Inselgasse 1

3003 Bern

Aemterkonsultation@bfs.admin.ch

Bern, 03.04.2024

Stellungnahme zum Vorentwurf zur Bundesstatistikverordnung

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Möglichkeit der Stellungnahme zu vorliegender Vernehmlassung. ARTISET und der Branchenverband INSOS engagieren sich seit langem mit Eingaben, Gesprächen und Schreiben für die Gleichstellung von Menschen mit Behinderung. Wir nutzen deshalb gerne die Gelegenheit, Ihnen unseren Standpunkt zur Revision der Bundesstatistikverordnung zu erläutern. Wir beziehen uns in unserer Stellungnahme im Wesentlichen auf Art. 20 des Vorentwurfs der neuen Verordnung.

Die Branchenverbände CURAVIVA, INSOS und YOUVITA der Föderation ARTISET sind Mitglied der verbandsübergreifenden Arbeitsgruppe zur Prävention von sexueller Ausbeutung, Missbrauch und anderen Grenzverletzungen (VüAG). In der AG Prävention VüAG arbeiten 16 Fach- oder Selbsthilfeorganisationen und Dienstleister aus dem Behinderten- und Gesundheitsbereich zusammen. Sie setzen sich gemeinsam für die Prävention und die Verhinderung von Gewalt gegenüber Menschen mit Behinderung ein. Ihre Mitglieder sind den Grundsätzen der Gleichstellung und Nichtdiskriminierung verpflichtet, wie sie die Bundesverfassung, das Behindertengleichstellungsgesetz (BehiG) und die UN-Behindertenrechtskonvention (UN-BRK) festschreiben. Mitbestimmung und Teilhabe in allen Bereichen der Gesellschaft und auf allen Ebenen gelten ihnen als wesentliche Rechte von Menschen mit Behinderung.

In der Istanbul-Konvention verpflichten sich die Vertragsstaaten zu einem regelmässigen Monitoring. Unter anderem sollen in regelmässigen Abständen Daten über Fälle von allen den Geltungsbereich des Übereinkommens betreffenden Formen von Gewalt gesammelt werden. Die VüAG als Verfasserin des Vertiefungsberichts Behinderung zur Istanbul-Konvention hatte nicht die Möglichkeiten, verlässliche Angaben zu Gewaltvorkommen gegenüber Menschen mit Behinderungen zu liefern (s. Umsetzung der Istanbul-Konvention in der Schweiz. Alternativbericht der Zivilgesellschaft. Hg. Netzwerk Istanbul Konvention, 2021, S. 36ff).

ARTISET

Zieglerstrasse 53, 3007 Bern

T +41 31 385 33 33

info@artiset.ch, artiset.ch

Föderation der Dienstleister
für Menschen mit Unterstützungsbedarf

Im Vertiefungsbericht wird deshalb gefordert, dass alle Datensammlungen des Bundes um die Kategorie Behinderung erweitert werden. «Behinderung» muss differenziert erfasst (körperliche, psychische, kognitive, komplexe Beeinträchtigung, Sinnesbeeinträchtigung u.a.m.) werden, und alle Lebenssituationen von Menschen mit Behinderung sind zu berücksichtigen (sowohl Wohnsituationen in Gemeinschaftseinrichtungen wie auch Formen des selbständigen Wohnens mit Begleitung oder Betreuung), siehe Vertiefungsbericht Behinderung, S. 12.

Parallel zur Berichterstattung im Rahmen des Monitorings zur Istanbul-Konvention verlangte das Postulat Roth 20.3886 Auskunft über die Gewaltbetroffenheit von Menschen mit Behinderung in der Schweiz. Der Bericht des Bundesrates zum Postulat „Gewalt an Menschen mit Behinderungen in der Schweiz“ (16.06.2023) widmet sich auf mehreren Seiten ausführlich der ungenügenden Datenlage und kommt zum Schluss: „Die Daten für eine Quantifizierung und ein Monitoring der von Menschen mit Behinderungen in der Schweiz erlittenen Gewalt weisen nach wie vor Lücken auf, insbesondere die Daten der öffentlichen Statistik.“ (Bericht des Bundesrates, S. 17). Der Bundesrat schlägt deshalb drei Massnahmen vor:

- Massnahme 1: Bessere Integration der Behindertenperspektive in die Statistiken des Bundes zum Thema Gewalt
- Massnahme 2: Verbesserung der Chancen von Menschen mit Behinderungen auf Teilnahme an Bevölkerungsumfragen, die mit Bundesmitteln finanziert werden
- Massnahme 3: Förderung der Forschung über Gewalt an Menschen mit Behinderungen und Förderung der Verbreitung dieses Wissens

Mit der neuen Verordnung zur Bundesstatistik könnte in Art. 20 (Mitwirkung der Befragten) eine wichtige Voraussetzung zur Umsetzung insbesondere der Massnahme 2 erfüllt werden. Leider wird diese Chance verpasst. Art. 20 nennt für Personen, die aus gesundheitlichen Gründen Fragen nicht beantworten können, als einzige Unterstützungsmöglichkeit den Beizug von Vertreter:innen. Ein barrierefreier Zugang für Menschen mit Behinderung bei der Kommunikation, im Verstehen und Formulieren ist nicht vorgesehen. Vielmehr wird diese Personengruppe – sofern sie zu den Personen mit gesundheitlichen Schwierigkeiten gehören, im eigentlichen Sinne „entmündigt“.

Der Bericht zum Postulat Roth verweist auf die herausfordernde Situation, Befragungen so zu planen und durchzuführen, dass Menschen mit den unterschiedlichsten Beeinträchtigungen daran teilnehmen können, allenfalls unterstützt durch eine Assistent:in. Die Ausführungen des Bundesrats zur Datenerhebung verweisen aber auch auf den dringlichen Handlungsbedarf trotz allfälliger methodischer Herausforderungen. Damit Diskriminierung sich nicht fortsetzt, muss die Zugänglichkeit der Befragungen und der zugehörigen Informationen für Menschen mit unterschiedlichen Beeinträchtigungsformen gewährleistet sein.

Es ist nicht nachvollziehbar, weshalb Menschen, die in kollektiven Wohnformen leben, zusätzlich zur Vertretung die Bewilligung durch die Leitung der betreffenden Gemeinschaftseinrichtung benötigen (Absatz 4). Sie steht nicht in Einklang mit dem Erwachsenenschutzgesetz und den darin formulierten differenzierten Beistandschaften.

Um sicherzustellen, dass Menschen mit Behinderung selbständig an Befragungen teilnehmen können, beantragen wir **folgende Änderungen und Ergänzungen in Art. 20, Absatz 2, 3, 4 und 5:**

Art. 20 Ve-Bundesstatistikverordnung

² Die ausgewählten natürlichen und juristischen Personen werden über den Charakter, die Ziele und den Ablauf der Befragung, die Rechtsgrundlage, die Verwendung der Daten orientiert. Gegebenenfalls erhalten sie auch Informationen über den Auftraggeber der Befragung und die vorgesehenen Datenschutzmassnahmen. **Alle Informationen und Orientierungen sind Menschen mit Behinderung zugänglich, sie liegen in den geeigneten Formaten (Gebärdensprache, Braille, einfache/leichte Sprache usw.) und Kommunikationskanälen vor.**

³ (neu) **Den ausgewählten Personen mit Behinderung (der Sinne, der Kognition, der Wahrnehmung u.a.) wird eine Teilnahme an der Befragung und eine eigenständige Beantwortung ermöglicht. Die Befragung erfolgt in entsprechenden Formaten und über geeignete Kanäle. Die ausgewählte Person mit Behinderung kann zur Beantwortung von Fragen eine Assistenzperson beiziehen.**

⁴ (ersatzlos streichen)

⁵ (ersatzlos streichen)

Der Bundesrat thematisiert im Bericht zum Postulat Roth als erste Massnahme die verbesserte Integration der Behindertenperspektive in die Statistiken des Bundes zum Thema Gewalt. Die Gegenstandsbeschreibung in der Liste der Datenbeschaffungen nach Thema im Anhang 2 des Ve-Bundesstatistikverordnung gibt nicht eindeutig Auskunft darüber, ob Gewalt gegen Menschen mit Behinderung z.B. in der Erhebung zur Prävalenz von Gewalt gegen Frauen und Männer (04.17.) berücksichtigt wird. Erhoben werden die soziodemographischen Merkmale von Opfern und Tätern, nicht aber, ob die Personen eine Behinderung haben. Die gleiche Unsicherheit besteht bei der Erhebung für die Opferhilfestatistik (04.16) und der für die polizeiliche Kriminalstatistik (04.09.). Eine explizite Erwähnung von Menschen mit Behinderung gehört unserer Ansicht nach in die Gegenstandsbeschreibung der Befragung «Zusammenleben in der Schweiz» (ZidS, 01.09), erfahren sie doch ebenso Feindschaft ihnen gegenüber wie die in der Beschreibung erwähnten Personengruppen (Personen aus jüdischen oder muslimischen Glaubensgemeinschaften oder Personen schwarzer Hautfarbe). Explizit erwähnt ist Behinderung in der Gesundheitsbefragung.

Antrag Liste der Datenbeschaffungen nach Thema im Anhang 2

Die Beschreibungen der Gegenstände, der Art und Methode der Erhebung der gesamten Liste der Datenbeschaffungen nach Thema im Anhang 2 zur Verordnung sind daraufhin zu überprüfen, ob und wie Menschen mit einer Behinderung in den Erhebungen berücksichtigt werden.

Um die Datenlage der öffentlichen Statistik in Bezug auf Menschen mit Behinderung zu verbessern, schlägt der Bundesrat im Bericht „Gewalt an Menschen mit Behinderungen in der Schweiz“ vor, das Potenzial von Datenverknüpfungen besser zu erforschen und dazu eine standardisierte Methodik zu entwickeln, die es ermöglicht, eine Behinderung gestützt auf die AHV/IV-Register abzuleiten (S. 19). Auch diese Überlegung sollte in die neue Verordnung Eingang finden.

Unsere Anträge zum Ve-Bundesstatistikverordnung basieren auf den Erkenntnissen im Zusammenhang mit der Istanbul Konvention, gehen aber weit über den engeren Interessensbereich der VÜAG hinaus. Die Möglichkeit, eigenständig (wenn nötig mit Assistenz) an einer Bevölkerungsbefragung teilzunehmen, betrifft das Recht auf Teilhabe von Menschen mit Behinderung grundsätzlich. Diesen Standpunkt teilt der Bundesrat in seinem Bericht, wenn er auf den Grundsatz der Nichtdiskriminierung und die Bestimmungen des BehiG zum barrierefreien Zugang der Menschen mit Behinderung zu Leistungen der Bundesverwaltung verweist (S. 19).

Wir sind daher zuversichtlich, dass unsere Überlegungen und die beantragten Änderungen eine gebührende Berücksichtigung finden.

Freundliche Grüsse



Tschoff Löw
Leiter Politik ARTISET



Rahel Stuker
Geschäftsführerin INSOS

Per E-Mail:

Aemterkonsultation@bfs.admin.ch

Eidgenössisches Departement des Innern EDI

Zürich, 9. Februar 2024

Neue Verordnung über die Bundesstatistik - Vernehmlassungsverfahren

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir danken für die Gelegenheit, zur neuen Verordnung über die Bundesstatistik Stellung nehmen zu können.

Der Nutzen einer nationalen Erhebung von Steuerdaten für statistische Zwecke wird grundsätzlich anerkannt. Entsprechend wird die Erweiterung der Datenerhebung um die Daten der natürlichen Personen unter Hinweis auf die folgenden Ausführungen unterstützt.

1. Allgemeine Ausführungen

Die Motion 16.4011 «Digitalisierung. Keine Doppelspurigkeiten bei der Datenerhebung» wurde vom Schweizer Parlament angenommen. Gemäss Bundesrat handelt es sich dabei um eine wichtige Stossrichtung der Strategie Digitale Schweiz. Mit der Erweiterung der Datenerhebung um die Daten der natürlichen Personen wird diesem Anliegen entsprochen.

2. Bemerkungen zur Verordnung

2.1 Art. 16 Abs. 1

Eine Mehrfacherhebung derselben Daten soll verhindert werden. Die Daten der Erhebung der Grenzgängerstatistik (Anhang 01.04. [197]), der Neurentenstatistik (NRS) (Anhang 08.03. (57) und der Befragung für die Produktions- und Wertschöpfungsstatistik (09.12. [32]) haben Schnittmengen zu den durch die kantonalen Steuerverwaltungen zu liefernden Daten für die Erhebung der Statistik der direkten Bundessteuern (09.32. [138]), der Steuerbelastung in der Schweiz (09.33. [140]) und der gesamtschweizerischen Statistik der besteuerten Vermögen (Vermögenssteuerstatistik) (09.34. [141]). **Es ist sicherzustellen, dass nicht bei unterschiedlichen Stellen mehrfach die gleichen Daten erhoben werden.**

2.2 Art. 16 Abs. 2

Der erforderliche Datenaustausch zwischen den verschiedenen Verwaltungseinheiten soll über elektronische Schnittstellen erfolgen. Damit eine elektronische Lieferung der Daten möglich ist, müssen sämtliche Kantone in der Lage sein, die verlangten Statistikdaten aus ihren Steuersystemen elektronisch aufzubereiten und über eine Schnittstelle weiterzuleiten.

Damit die Kantone nach der elektronischen Aufbereitung der Daten aus ihren jeweiligen Systemen über eine Schnittstelle weiterleiten können, sind technische Anpassungen nötig. **Die entsprechenden technischen Details sind frühzeitig bekanntzugeben.**

2.3 Art. 17 Abs. 4

In technischen Weisungen sind neben der Erhebung und Lieferung der Daten **auch die Datenformate** zu definieren.

3. 08.13. (214) Steuerdatenerhebung der natürlichen Personen (nachfolgend Anhang 2)

3.1 Allgemeine Überlegungen

Nach beiden Varianten sollen neu auch die Steuerdaten der natürlichen Personen erhoben werden. Somit müssten alle Kantone dem Bund jährlich die vollständigen Steuerdaten der natürlichen Personen liefern, das heisst sämtliche Positionen der Steuererklärungen (einschliesslich sämtlicher Einkünfte, Abzüge und Vermögenswerte) sowie auch die Steuererträge aller in einem Kanton steuerpflichtiger Personen. Müssen die Personalien und AHV-Nummern mitgeliefert werden, handelt es sich nicht um anonymisierte Daten.

Eine zentrale Aufbewahrung von nicht anonymisierten Steuerdaten zu sämtlichen steuerpflichtigen Personen in der Schweiz ist aus Datenschutzsicht grundsätzlich zu hinterfragen. Eine solche zentrale Aufbewahrung aller Steuerdaten stellt ein enormes Sicherheitsrisiko dar und könnte Ziel eines Hackerangriffs werden. Ein Datenleck, auch wenn es durch den Bund zu verantworten wäre, würde zu einem riesigen Reputationsschaden auch für die Kantone führen. Das Vertrauen der Bürgerinnen und Bürger in das Steuergeheimnis wäre dadurch nachhaltig erschüttert und könnte ihre Bereitschaft, ihre Einkommens- und Vermögensverhältnisse vollständig offenzulegen, senken. Das grundlegende Prinzip des schweizerischen Steuerverfahrens, wonach die steuerpflichtigen Personen ihre persönlichen Daten für die Steuerveranlagung selbst beizubringen haben, wäre durch einen solchen Vertrauensverlust gefährdet.

Es wird davon ausgegangen, dass im Allgemeinen anonymisierte Daten für die meisten Statistikzwecke ausreichen. Sollte dies in einzelnen Fällen nicht der Fall sein, wäre zumindest ein Verzicht auf eine zentrale Datenhaltung von nicht anonymisierten Daten auf Bundesebene vorzusehen. So wäre zum Beispiel zu klären, ob für statistische Zwecke notwendige, nicht anonymisierte Daten bei Bedarf bei den Kantonen abgerufen, verknüpft und anschliessend in anonymisierter Form auf Bundesebene gespeichert werden könnten.

Auch anonymisierte Daten dürfen aus Datenschutzgründen nur weitergegeben werden, wenn es nicht möglich ist, daraus Rückschlüsse auf eine Person zu ziehen.

Dürfen die Daten nur für statistische Zwecke verwendet werden (Anhang 2: besondere Bestimmungen) sollte ausgeschlossen sein, dass allfällige nicht anonymisierte Daten an weitere Behörden oder Forschungsinstitutionen weitergegeben werden. Die mit einer solchen Weitergabe verbundenen Risiken dürfen nicht eingegangen werden.

Die Befugnisse der ESTV bzw. des BFS sind betreffend Datenerhebung und Datenverwendung auch im Hinblick auf das Steuergeheimnis detailliert zu regeln. Da die Kantone auch nach der Weitergabe der Daten an die ESTV für die sichere Verwahrung der Daten verantwortlich sind, hat die ESTV den Kantonen die entsprechenden Konzepte zur Prüfung vorzulegen.

Im Übrigen bestehen immer noch Zweifel, ob die gesetzlichen Grundlagen für die vorgesehene Datenerhebung ausreichen. Unabhängig davon, ob die gesetzlichen Grundlagen für die Datenerhebung ausreichend sind, muss jedoch das Steuergeheimnis sichergestellt sein. Die Frage, wie lange die ESTV und das BFS allfällige nicht anonymisierte Daten aufbewahren dürfen, ist zu klären. Eine solche Aufbewahrung ist an beiden Orten auf das absolut notwendige Mass zu beschränken. Eine vollständige Sammlung von nicht anonymisierten Steuerdaten bei zwei Bundesstellen ist aus Risikoüberlegungen nicht verantwortbar.

3.2 Datenumfang

Vorgesehen ist die Lieferung der detaillierten Positionen der Steuererklärung gemäss Veranlagung zu den Einkommens- und Vermögenssteuern (inkl. Abzüge und Steuerbeträge) in Bezug auf Bund, Kantone und Gemeinden wie auch Angaben zu Kirchensteuern und anderen, kantonsspezifischen Steuerarten und Steuerbeträgen aus Kapitaleistungen.

Im Unterschied zum erläuternden Bericht fehlt im Anhang 2 der Hinweis, dass Informationen zu den Steuerbeträgen (Ebene Bund, Kanton und Gemeinde), Kirchensteuer, andere kantonsspezifische Steuerarten, Steuerbeträge und Kapitaleistungen **«falls verfügbar»** zu liefern sind. Da die Kantone unterschiedlich organisiert sind, kann es sein, dass ein Kanton aufgrund der Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden unter Umständen nicht über die erhobenen Steuerbeträge für die einzelnen steuerpflichtigen Personen verfügt. **Deshalb sind die entsprechenden Einschränkungen gemäss den Erläuterungen der Klarheit halber auch explizit im Anhang aufzuführen.** Eine Datenlieferungspflicht darf generell nicht dazu führen, dass Kantone oder Gemeinden für statistische Zwecke zu organisatorischen oder prozessualen Veränderungen in ihrer Aufgabenerfüllung verpflichtet werden. Ebenso sind die Steuerbehörden nicht befugt, Daten zu erheben, die nicht für das Veranlagungsverfahren benötigt werden.

Im erläuternden Bericht wird ausgeführt, dass keine konkreten Informationen über Religion, bestimmte Krankheiten oder unterstützte Parteien und Organisationen erhoben werden. Werden aber Angaben zur Kirchensteuer verlangt (Anhang 2: Gegenstand), ist ein Rückschluss auf die Religion ohne weiteres möglich. Zudem lässt sich aus der Vielzahl von Merkmalen zu einer bestimmten Person, die über die Jahre erhoben werden, ein Persönlichkeitsprofil erstellen. Diese Daten sind deshalb als besonders schützenswert zu qualifizieren.

3.3 Datengrundlagen

Die Kantone haben auch mit dem Steuerharmonisierungsgesetz einen gewissen Spielraum in der materiellen und formellen Umsetzung ihrer Steuergesetze. Eine aktuelle Studie der SSK hat ergeben, dass bei 86% aller betrachteten Ziffern der Steuererklärungen mindestens ein Kanton eine Abweichung formaler oder materieller Art zum Referenz-Steuererklärungsmodell aufweist. Differenzen bestehen bei der Handhabung der Ziffern wie auch bei der Zuordnung der steuerrelevanten Angaben zu den Ziffern. Die Daten aus den kantonalen Steuererklärungen sind daher heute nur beschränkt vergleichbar. Zurzeit laufen in der SSK Arbeiten zur Überarbeitung des eCH-Standards für die Ziffern natürlicher Personen.

Werden Daten an das BFS weitergegeben und erstellt dieses basierend auf den erhaltenen Daten neue Statistiken, muss eine Rücksprache mit der ESTV vorgesehen werden. Nur so kann eine sinnvolle und fachlich korrekte Interpretation der Daten sichergestellt werden. Aus dem gleichen Grund dürfen die Daten (auch in anonymisierter Form) nicht an Forschungsinstitutionen oder andere Dritte herausgegeben werden.

Die Kantone werden verpflichtet, die aufgeführten Daten (Anhang 2: Gegenstand) zu liefern. Dies setzt eine einheitliche, standardisierte Lösung der Datenlieferung als Bedingung für eine aussagekräftige Interpretation der Daten voraus. Grundlage für die Datenlieferungen sollten deshalb die überarbeiteten eCH-Standards für die Ziffern der natürlichen Personen sein. Mit einer solchen Lösung wäre der Umfang der Datenerhebung klar ersichtlich. Ebenso würde damit die Interpretation der Daten vereinfacht. Kantonale Abweichungen könnten mittels einem Mapping auf eine einheitliche Basis gebracht werden.

Es ist zu beachten, dass die deklarierten Daten nur bedingt aussagekräftig sind. Sollen substantiierte Aussagen gemacht werden, ist auf die veranlagten Daten abzustellen.

Wann eine solche Datenlieferung erstmals möglich ist, wäre separat zu klären.

Bei den vorgeschlagenen Varianten ist aus Sicht der Kantone die ESTV als Datenerhebungsstelle zu priorisieren (Variante 1). Die ESTV verfügt über die steuerspezifischen Sachkenntnisse, was die Bestimmung des Umfangs und die Interpretationen der Daten vereinfacht.

Wir weisen abschliessend darauf hin, dass auch eine jährliche Datenerhebung, welche die vorstehend dargelegten Aspekte berücksichtigt, mit beträchtlichem Aufwand für die kantonalen Steuerverwaltungen verbunden ist.

4. Anträge / Präzisierungen

Zusammenfassend ergeben sich folgende Hinweise und Anträge:

- Begrüsst wird, dass die dem Bund zu liefernden Steuerdaten nur für statistische Zwecke verwendet werden dürfen.
- Aufgrund der grossen Datenmenge an nicht anonymisierten Steuerdaten ist sicherzustellen, dass die Daten grundsätzlich nur anonymisiert und nur bei einer einzigen Stelle aufbewahrt werden sowie Sicherheitsaspekten äusserste Priorität eingeräumt wird. Unabhängig davon, ob die gesetzlichen Grundlagen für die vorgesehene Datenerhebung ausreichend sind, muss das Steuergeheimnis zwingend sichergestellt sein. Die Kompetenzen der ESTV bzw. des BFS sind deshalb detailliert zu klären.
- Die Aufbewahrungsdauer der Daten durch die ESTV oder das BFS muss geklärt werden.
- Auch anonymisierte Daten dürfen nicht weitergegeben werden. Einerseits aus Datenschutzgründen, weil daraus Rückschlüsse auf einzelne Personen möglich sind, andererseits aufgrund von Interpretationsproblemen durch Forschungsinstitute und Dritte.
- Erstellt das BFS basierend auf den erhaltenen Daten neue Statistiken, muss es zur Vermeidung von Interpretationsfehlern mit der ESTV Rücksprache nehmen.
- In Ziffer 08.13 (214) Steuerdatenerhebung der natürlichen Personen ist unter «Gegenstand» analog dem erläuternden Bericht einzufügen, dass Informationen zu den Steuerbeträgen (Ebene Bund, Kanton und Gemeinde), Kirchensteuer, andere kantonsspezifische Steuerarten, Steuerbeträge und Kapitaleistungen vom Kanton nur «**falls verfügbar**» zu liefern sind.
- Um die technischen Voraussetzungen in den Kantonen für die elektronischen Datenübermittlungen sicherstellen zu können, sind die entsprechenden technischen Details frühzeitig bekanntzugeben.
- Grundlage für die Datenlieferungen soll der zurzeit in Überarbeitung befindliche eCH-Standard für die Ziffern der natürlichen Personen sein. Auch bei der Verwendung dieses Standards wird den Kantonen durch die Datenlieferungen ein Mehraufwand entstehen.
- Der Zeitpunkt der erstmaligen Lieferung ist separat zu klären.

Lösung 1, Anhang 2, wonach die ESTV für die Erhebung der Daten zuständig ist, ist aufgrund der obigen Überlegungen unabdingbar. Neben den hohen Sicherheitsanforderungen sind für eine zielführende Datenerhebung auch fundierte Steuer- und Verfahrenskennntnisse notwendig.

Für die Berücksichtigung unseres Antrags und unserer Anmerkungen danken wir Ihnen.

Freundliche Grüsse

Schweizerische Steuerkonferenz SSK

Die Präsidentin

Marina Züger

Statistisches Amt Kanton Zürich

KORSTAT

Matthias Mazenauer

Schöntalstrasse 5

8090 Zürich

A-Post Plus

Eidg. Departement des Innern

Bundesamt für Statistik

Espace de l'Europe 10

2010 Neuchâtel

Zürich, 28. März 2024

Neue Verordnung über die Bundesstatistik; Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren,

Die Vernehmlassung des Entwurfs der neuen Verordnung über die Bundesstatistik (VE-BStatV) wurde am 15. Dezember 2023 eröffnet. Die Konferenz der regionalen statistischen Ämter (KORSTAT) nimmt die Gelegenheit zur Stellungnahme gerne wahr.

Die KORSTAT begrüsst die Stossrichtung der BStatV und die damit einhergehende Überarbeitung der Regelwerke. Im Entwurf wurden etliche Anpassungen vorgenommen, die die heutige Praxis widerspiegeln. Insbesondere werden die Erweiterungen zur Förderung der Mehrfachnutzung von Daten, der Einsatz von datenwissenschaftlichen Methoden und die Präzisierung bei der Publikation von OGD von der KORSTAT unterstützt.

In der VE-BStatV werden an verschiedenen Stellen die Aufgaben der regionalen Statistikstellen aufgeführt und neben den Pflichten auch Rechte eingeräumt. Aufgrund der wichtigen Stellung der regionalen Statistikstellen im föderalen Kontext – sei dies als zentrale Statistikstelle des Kantons, bzw. der Gemeinde, oder als koordinierende Stelle bei einer dezentral organisierten regionalen Statistik – und der engen Zusammenarbeit im Bereich der Bundesstatistiken regt die KORSTAT an, dass die regionalen Statistikstellen als Teil des Statistiksystems Schweiz im VE-BStatV abgebildet werden. In Art. 14 (Regiostat) ist zwar ein konstituierendes Element des Statistiksystems der Schweiz aufgeführt, jedoch fehlen aus Sicht der KORSTAT zwei Punkte: (i) In Abs. 1 wird zu wenig klar, dass Statistikstellen von Kantonen mit einer dezentralen Organisation der Statistik in der Regiostat vertreten sind (ii) Es wird angeregt, dass ein Artikel auf Verordnungsstufe ergänzt wird, der die Statistikstellen der Kantone und Gemeinden als Partner im föderalen Kontext definiert und ihre Rollen festhält. Dadurch würde ausdrücklich festgehalten, dass der Bund die regionalen Statistikstellen als Organe des Statistiksystem anerkennt, was zur Stärkung des Statistiksystems Schweiz beitragen würde. Mehr noch, dies würde es erlauben, dass an verschiedenen Stellen des VE-BStatV auf die eingangs definierten regionalen Statistikstellen verwiesen werden kann. Zudem lassen sich daraus Sonderrechte der regionalen Statistikstellen ableiten. Dazu sollen insbesondere eine Miteigentümerschaft an Daten, der Erhalt von nicht anonymisierten Daten, Rechte zur langfristigen Aufbewahrung von Daten und das Recht auf Datenverknüpfung gehören.

Die KORSTAT hält es für angebracht, dass die regionalen Statistikstellen ein Status als Miteigentümer der Daten des eigenen Hoheitsgebiets eingeräumt wird. Dies ist insbesondere zu gewähren, wenn die Statistikstellen aktiv an der Erhebung oder an der Überprüfung und Validierung der Erhebungsdaten (z.B. Statent, Registerdaten) beteiligt waren. Auch nicht anonymisierte Daten, die einer Geheimhaltung unterliegen, sollten eingeschlossen sein.

Bei der Thematik der Pseudonymisierung und der Anonymisierung von Einzeldaten wird der Hinweis, wie mit Angaben, die eine Geolokalisation ermöglichen, verfahren wird, vermisst.

Rückmeldungen zu einzelnen Artikeln:

Art. 10

Die Normierung, dass Steckbriefe bei den verschiedenen Statistikproduzenten veröffentlicht werden, birgt die Gefahr, dass durch die dezentrale Datenhaltung die Übersicht erschwert wird. Zudem genügt es nicht, wenn nur die Form standardisiert wird. Die KORSTAT regt an, dass das Format standardisiert wird und die Metadaten zentral, zum Beispiel auf I14Y, veröffentlicht werden. Als Standard bietet sich eCH-0200 an.

Art. 25

In Art. 3 werden die strukturierten und harmonisierten Daten den jeweiligen Quellen zugänglich gemacht. Wenn die Statistikstellen die Rolle der Quelle einnehmen, so soll der letzte Satz von Abs. 3 für diese nicht gelten. Zur Förderung der Mehrfachnutzung und Datenharmonisierung sollen die regionalen Statistikstellen die Daten ihres Hoheitsgebiets auch zur Verfügung gestellt erhalten, unabhängig davon, ob sie als Quelle dienen oder nicht.

Art 29

In Abs. 3 soll neben den Forschungszwecken auch die Kantons- und Gemeindestatistiken aufgenommen werden. Falls mit 'andere Ämter' die regionalen Statistikämter nicht mitumfasst wären, müsste dies ergänzt werden. Die Bedingungen der 'regelmässigen' Nachfrage lässt die Häufigkeit und die Periodizität offen. Auch ist unklar, was mit "Standardprodukt" gemeint ist. Zudem wäre es wünschenswert, wenn zumindest im Statistiksistem Schweiz offen kommuniziert würde, welche verknüpften Datensätze, die nicht in bestehenden Bundesstatistiken ausgewertet werden, zur Verfügung stehen.

Art. 30

Abs. 2 ist dahingehend zu überarbeiten, dass die Daten des eigenen Hoheitsgebiets ohne schriftliche Zustimmung des BFS für die Zusammenarbeit zwischen den KORSTAT-Mitgliedern ausgetauscht sowie den Auftragnehmern von Statistikstellen zur Verfügung gestellt werden können, sofern vertraglich der Datenschutz- und die Datensicherheit geregelt werden.

Während im ursprünglichen Pendant zu Abs. 2 f der Empfänger offen gelassen wurde, ist er neu auf "andere Kantone oder Gemeinden" beschränkt. Zumindest die von diesen beauftragten bevollmächtigten Dritten sollen dabei inkludiert werden.

Art. 38

In der Liste der statistischen Stellen, die Daten von den verantwortlichen Organen anfordern können, werden die statistischen Ämter der Kantone und Gemeinden nicht erwähnt, obwohl von "statistischen Stellen internationaler Organisationen, von Privatpersonen und von öffentlichen Stellen" die Rede ist. Die KORSTAT ist der Ansicht, dass die regionalen Statistikstellen explizit erwähnt werden sollten. Für sie sollen zudem eigenen Regelungen

bestehen: Damit die Daten mit eigenen Daten verknüpft werden können, sollen sie Identifikatoren, wie beispielsweise die AHVN oder die UID mitgeliefert werden. Dieses Recht leitet sich aus den Art. 14 a, Abs. 2 sowie Art. 19 Abs. 2 des BstatG ab. Zudem ist in Art. 30 Abs. 2 VE-BStatV die Verknüpfung bei Statistikstellen der Kantone und Gemeinden vorgesehen, was die Lieferung von Verbindungsschlüsseln bedingt. Basierend auf Art. 153c Abs. 1 lit. a des Bundesgesetzes über die Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHVG, SR 831.100), wonach die AHVN13 zur Erfüllung von gesetzlichen Aufgaben systematisch verwendet werden darf, sollen diese als Identifikatoren zur Verfügung gestellt werden.

Zudem sollen die regionalen Statistikstellen nicht verpflichtet werden die Daten zu vernichten, sofern diese Ämter für eine angemessene Aufbewahrung und einen angemessenen Schutz sorgen. Ein entsprechender Hinweis müsste aufgenommen werden.

Art. 45

Mögliche Gebühren werden für alle Dienstleistungen des Abschnitts 9 angekündigt. Dies ist zu allgemein gefasst. Beispielsweise widerspricht dies der OGD-Philosophie sowie der Charta, dass statistische Informationen ein öffentliches, frei verfügbares Gut sind (Charta der öffentlichen Statistik, 3.1). Es wird angeregt, dass die gebührenpflichtigen Artikel aufgeführt werden. Die KORSTAT erwartet, dass wie bisher die Dienstleistungen für sie als mitarbeitende Organe gebührenfrei sind. Ein entsprechender Hinweis wäre willkommen.

Art. 48

Die Daten des Registers sollen auch für Stichprobenziehungen für kommunale und kantonale Befragungen zur Verfügung stehen. Zwar haben alle Kantone bis auf Appenzell Innerrhoden im Zuge der Registerhamonisierung zentrale Personendatenbanken aufgebaut. Die Stichprobenziehung bedingt jedoch den Aufbau entsprechender Methodiken. Somit regt die KORSTAT an, dass Abs. 2 um Stichprobenziehungen für Befragungen zum Zwecke von Gemeinde- und Kantonsstatistiken ergänzt wird.

Anhang 2, allgemein

Es ist zu prüfen, wie die neue Strukturierung weiterentwickelt werden kann, mit dem Ziel, dass die Datenlieferanten besser sichtbar sind und die Mitverantwortung der Kantone und anderer Organe auch dann erkennbar ist, wenn die Daten aus Registern stammen.

Die besonderen Bestimmungen sind teilweise weggefallen. Beispielsweise wird neu keine spezielle Regelung zur Veröffentlichung aus der Statent normiert. Die Nutzung der Resultate auf Gemeindeebene soll aus Sicht der KORSTAT nicht eingeschränkt werden. Der Anhang 2 ist dahingehend zu prüfen und zu überarbeiten, dass die Rechte an der Nutzung der Daten und Resultate im Bezug zur bestehenden Regelung nicht eingeschränkt werden.

Anhang 2, 08.13 Steuerdatenerhebung

Die KORSTAT bevorzugt die Lösung 2. Zur Förderung der Transparenz soll die Art und Weise der allfälligen Weitergabe der Daten vom BFS an die ESTV im Anhang 2, 08.13 präzisiert werden. Zudem ist unklar, was mit T2 und T4 gemeint ist und welche Datensätze zu diesen Zeitpunkten gefordert werden. Vermutet wird, dass es sich um das Datenjahr T-2 und T-4 Jahre handelt und somit pro Datenlieferung zwei verschiedene Steuerperioden mit unterschiedlichem Bearbeitungsständen der Daten benötigt werden. Der Sachverhalt ist besser zu beschreiben.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Vernehmlassung, die die Rückmeldungen von KORSTAT-Mitgliedern integriert.

Freundliche Grüsse

Matthias Mazenauer
KORSTAT-Präsident

Dr. Andrea Plüss
KORSTAT-Vize-Präsidentin

Eidgenössisches Departement des Innern EDI

Per Mail: Aemterkonsultation@bfs.admin.ch

Bern, 2. April 2024

Vernehmlassung zur neuen Bundesstatistikverordnung BStatV

Sehr geehrte Frau Bundesrätin,
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Möglichkeit zur neuen Verordnung über die Bundesstatistik Stellung nehmen zu können. Der Schweizerische Städteverband vertritt die Städte, städtischen Gemeinden und Agglomerationen in der Schweiz und damit gut drei Viertel der Schweizer Bevölkerung.

Grundsätzliche Einschätzung

Der Städteverband begrüsst die Stossrichtung der neuen Bundesstatistikverordnung. Die neue Verordnung sowie die überarbeiteten Anhänge zu den einzelnen Erhebungen tragen dazu bei, eine transparentere Information bezüglich der Tätigkeiten der öffentlichen Statistikstellen auf Bundesebene zu gewährleisten.

Begrüsst wird insbesondere die in den Art. 14 und Art. 15 genannte Förderung der Zusammenarbeit zwischen den Statistikstellen des Bundes, der Kantone sowie der Gemeinden. Wir unterstützen explizit die Regelung zur Mehrfachnutzung von Daten zu statistischen Zwecken (Art. 16 Abs 1) im Sinne von «once only» sowie die Klärung der Rolle der Statistikproduzierenden des Bundes im Bereich Dienstleistungen und Datenwissenschaften gemäss Artikel 43.

Der Schweizerische Städteverband ist überzeugt, dass die kommenden Herausforderungen im Statistik- und Datenbereich nur über alle föderalen Ebenen hinweg gemeinsam gemeistert werden können. Irritiert stellen wir fest, dass diesbezüglich in der Verordnung an verschiedener Stelle noch die Berücksichtigung von Gemeinden, d.h. der kommunalen Ebene fehlt, wie unten angemerkt wird.

Art. 38 BStatV ergänzen – zur Weitergabe von Einzeldaten

In der bestehenden Statistikerhebungsverordnung war unter Artikel 9 Abs. 2 festgelegt, dass Einzeldaten an Statistikstellen der Kantone und Gemeinden für statistische Arbeiten weitergegeben werden dürfen, sofern der Datenschutz gewährleistet und die vertraglichen Abmachungen getroffen sind. In der neuen Bundesstatistikverordnung (BStatV) werden die Statistikstellen nun hinsichtlich der Datenbekanntgabe bei den öffentlichen Stellen unter Artikel 38 Abs. 1 subsumiert. Dabei werden keine personenidentifizierenden Angaben, insbesondere AHV-Nummern und UID von Firmen, bekannt gegeben. Diese Einschränkung wird seitens der Städte klar als zu restriktiv angesehen und steht im Widerspruch zum Bundesstatistikgesetz (BStatG). Gemäss Artikel 14a Abs. 2 des BStatG ist nämlich vorgesehen, dass die Statistikstellen der Kantone und Gemeinden Daten des Bundesamtes für Statistik (BFS) verknüpfen dürfen, sofern die regionalen Statistikstellen die erforderlichen Auflagen erfüllen.



Auch in Artikel 30 der neuen BStatV ist festgelegt, dass Statistikstellen der Kantone und Gemeinden Daten des BFS verknüpfen dürfen, was die Übermittlung von Identifikatoren notwendig macht. Gemäss Artikel 19 Abs. 2 ist auch die Weitergabe von Personendaten zu nicht personengebundenen Zwecken in der Statistik vorgesehen, sofern die erforderlichen Voraussetzungen erfüllt sind. Daher muss Artikel 38 BStatV um den bisherigen Artikel 9 Abs. 2 der Statistikerhebungsverordnung ergänzt werden.

Art. 25 BStatV zur Abgabe von Einzeldaten auch an Gemeinden

Die Städte begrüssen, dass zur Verbesserung und Sicherstellung der Qualität der Daten die Verwaltungsdaten von Bund und Kanton in strukturierter und harmonisierter Form der jeweiligen Quelle zugänglich gemacht werden können (Art. 25 Abs. 3). Dies sollte jedoch in gleicher Form auch für Daten der Gemeinden gelten. Der Art. 25 muss darum zwingend auf Daten von Gemeinden ausgeweitet werden.

Art. 40 BStatV Datenverknüpfung im Auftrag Dritter (Erwähnen von Bund, Kantonen und Gemeinden)

Die Möglichkeiten zur Datenverknüpfung werden begrüsst. Neben Verknüpfungsprojekte von Bund und Kantonen sollen aber auch jene von Gemeinden unterstützt werden. Art. 40 Abs. 1 muss zwingend auf Daten von Gemeinden ausgeweitet werden.

Anhang 2: Nationale Erhebung von Steuerdaten zu statistischen Zwecken

Der Städteverband begrüsst ausdrücklich die Aufnahme von 08.13. (214) *Steuerdatenerhebung der natürlichen Personen* in den Anhang der Verordnung. Gerade im Hinblick auf die Umsetzung der Motion 19.3953 der WBK-S, welche den Bundesrat beauftragt, einen fünfjährigen Monitoring-Zyklus zur Prävention und Bekämpfung von Armut einzurichten und welche im September 2019 vom Ständerat und im Juni 2020 vom Nationalrat angenommen wurde, ist diese Ergänzung unerlässlich und sinnvoll. Der Städteverband teilt die Ansicht des BJ, dass die gesetzlichen Grundlagen für diese Erhebung gegeben sind und die Unterstellung unter das Statistikgeheimnis, das den Schutz der Privatsphäre der Steuerpflichtigen, die Vertraulichkeit der erhaltenen Informationen, ihre rein statistische Verwendung und die Datensicherheit gewährleistet, auch die Verhältnismässigkeit garantiert. Der Städteverband verzichtet hingegen auf eine Stellungnahme bezüglich der zu Diskussion gestellten Varianten zur Zuständigkeit (BFS oder ESTV).

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse

Schweizerischer Städteverband

Präsident

Anders Stokholm
Stadtpräsident Frauenfeld

Direktor

Martin Flügel

Kopie: Schweizerischer Gemeindeverband

Basel, 02. April 2024

Eidgenössisches Departement
des Inneren EDI

Bundesamt für Statistik

Übermittlung per eMail

Vernehmlassung zur Verordnung über die Bundesstatistik (BStatV)

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Ethikrat der öffentlichen Statistik der Schweiz (Ethikrat) bedankt sich für die Möglichkeit, im Rahmen der Vernehmlassung über die Bundesstatistikverordnung angehört zu werden.

Wir möchten einleitend darauf hinweisen, dass wir das Zusammenfassen der bisherigen Statistikerhebungsverordnung und der Verordnung über die Organisation der Bundesstatistik in einen einzigen Text begrüssen. Insbesondere freut uns, dass in Art. 6 im Zusammenhang mit den anerkannten Grundsätzen auf die Charta öffentlichen Statistik der Schweiz (Charta) verwiesen wird.

Im Folgenden unsere Hinweise zu einzelnen Artikeln:

Art. 5, Abs. 1d.

Art. 5, Abs. 1d. hält fest: „Als statistische Arbeiten gelten die Auswertung zu statistischen Zwecken von Verwaltungsdaten, von Registern und von Daten aus Beobachtungs- und Messnetzen.“

Die Auswertung privater Datenquellen ist hier nicht vorgesehen. Art. 22 BStatV sieht mittels Web-Scraping das Beschaffen und Auswerten öffentlich zugänglicher privater Daten vor, Art. 23 BStatV das Beschaffen und Auswerten von aggregierten Daten von Dritten, insbesondere von juristischen Personen des Privatrechts.

Art. 5, Abs. 1d. ist korrekt, er entspricht den Vorgaben des Bundesstatistikgesetzes (BStatG Art. 4). Wir möchten lediglich hervorheben, dass der Code of Practice des Europäischen Statistischen Systems (CoP) mit der Revision 2017 unter 2.4 darauf hinweist, für statistische Zwecke den Zugang zu anderen Daten, z.B. Daten in privater Hand (privately held data), zu erleichtern. Es ist vorgesehen, diese Formulierung in die revidierte Charta zu übernehmen. Die Entwicklung in diese Richtung ist weiter zu verfolgen und bei einer allfälligen Revision des BStatG zu berücksichtigen.

Art. 6, Abs. 1

Die Statistikproduzenten beachten bei ihrer statistischen Tätigkeit die anerkannten Grundsätze der Statistik, **namentlich** der Charta vom 31. Mai 2012⁵ der öffentlichen Statistik der Schweiz. Sie stellen insbesondere die fachliche Unabhängigkeit, ~~die Objektivität~~, die Unparteilichkeit, **die Objektivität**, die Zuverlässigkeit, die Geheimhaltung und die Kostenwirksamkeit sicher.

Begründung:

namentlich: Der in der Verordnung EU (EG) Nr. 223/2009 verankerte CoP ist über das bilaterale Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der europäischen Gemeinschaft über die Zusammenarbeit im Bereich der Statistik zumindest für gewisse Bereiche der Bundesstatistik massgebend. Die Charta ist somit nicht der einzige Verhaltenskodex, den Statistikstellen der Schweiz zu beachten haben. Es kann daher nicht ausschliesslich auf die Charta referenziert werden. Es gebührt sich aber, hier namentlich auf die Charta hinzuweisen. Dies umso mehr, als sie gemäss Vorgabe ihrer Trägerorganisationen BFS und KORSTAT mit der aktuell laufenden Revision durch Annäherung an den CoP ein Referenzdokument für die gesamte öffentliche Statistik der Schweiz werden soll.

vom 31. Mai 2012: Die revidierte Charta dürfte – abhängig vom Verlauf der Vernehmlassung – Ende 2024 / Anfangs 2025 vorliegen. Je nach Inkraftsetzung der BStatV könnte ev. auf diese Version verwiesen werden. Darüber hinaus ist aber generell zu beachten, dass alle Verhaltenskodizes periodisch revidiert werden, der CoP übrigens letztmals 2017. Falls formal-juristisch hier kein Verkündungsdatum verlangt wird, könnte in Anmerkung 5 generell auf die jeweils revidierte, aktuelle Version verwiesen und verlinkt werden, ohne diese wie in Abs. 1 («vom 31. Mai 2012») zu präzisieren.

Reihenfolge der Prinzipien:

Um eine implizite Wertung zu verhindern, schlagen wir vor, die Reihenfolge der aufgeführten Prinzipien gemäss Verordnung EU (EG) Nr. 223/2009 Art. 2 beizubehalten.

Art. 6, Abs. 2

Die Entwicklung, die Produktion und die Verbreitung der statistischen Ergebnisse erfolgt auf der Grundlage einheitlicher Standards und harmonisierter Methoden. Die Statistiken sollen relevant, genau, aktuell, ~~pünktlich~~, zugänglich, klar, vergleichbar und kohärent sein **und pünktlich veröffentlicht werden**.

Begründung:

Detail: Statistiken sind nicht pünktlich, sondern pünktlich zu veröffentlichen.

Art. 7, Abs. 2

Eidgenössisches Departement für **auswärtige** Angelegenheiten (statt «äussere»)

Art. 12, Abs. 1e.

... andere Fragen, die für die Verbesserung der **öffentlichen** Statistik der Schweiz von Bedeutung sind (statt **amtliche** Statistik)

Art. 14, Abs. 1

Zur Förderung der Zusammenarbeit, der Planung und der Koordination im Bereich der Statistik zwischen Bund, Kantonen und Gemeinden setzt das BFS ein Gremium (Regiostat) ein, in dem die Statistikstellen ~~der Statistikproduzenten~~ der Kantone und Gemeinden vertreten sind.

Begründung:

Die Bezeichnung „Statistikstellen der Statistikproduzenten (...)“ stimmt mit jener in Art. 13 zu den Bundesstellen überein. Sie trifft wohl auch für Kantone zu, in denen es kein Statistisches Amt gibt und in denen lediglich eine Stelle allfällige Koordinationsaufgaben innerhalb des Kantons wahrnimmt und gegenüber dem Bund die Rolle als zuständige Statistikstelle einnimmt. Allerdings ist unseres Wissens solchen Stellen, vorab in kleineren Kantonen, die Bezeichnung „Statistikstellen der Statistikproduzenten“ völlig fremd. Wir ersuchen daher zu prüfen, ob nicht dem Titel von Art. 14 folgend die Bezeichnung **„Statistikstellen der Kantone und Gemeinden“** übernommen werden könnte.

Art. 16, Abs. 2

(...) Natürliche und juristische Personen sind nicht verpflichtet, ihre Daten den Statistikproduzenten des Bundes über eine **elektronische** Schnittstelle bekanntzugeben.

Begründung:

Da auch der analoge Weg der Datenbekanntgabe theoretisch über eine Schnittstelle (z.B. Einreichen der Erhebungsunterlagen an einer vorgegebenen Stelle) erfolgen könnte, schlagen wir die Präzisierung **elektronische** Schnittstelle vor.

Art. 20, Abs. 4

Bei Personen, die in Anstalten, Heimen und ähnlichen Kollektivhaushaltungen wohnen und nicht selber antworten können, erfolgt die Befragung der Vertreterinnen und Vertreter **nötigenfalls** im Einverständnis mit der Leitung.

Begründung:

Je nach Art des Kollektivhaushaltes ist das Einverständnis der Leitung wohl zwingend (Anstalten wie z.B. Gefängnis). Es mag andere Fälle geben (Altersheim, Pflegeheim z.B.), in welchen der Leitung eine allfällige Vertretung wohl bekannt ist und deren Handeln wohl auch im Einverständnis mit der Leitung erfolgt. Wenn man dem mit einer Formulierung wie «nötigenfalls» gerecht werden könnte, ohne das Ganze mittels einer Liste von Kollektivhaushalten oder sonstigen Beispielen spezifizieren zu müssen, würden wir das vorziehen. Andernfalls würden wir bei der Formulierung des vorliegenden Entwurfs bleiben.

Anhang 2 08.13.(214) Steuerdatenerhebung der natürlichen Personen

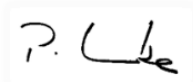
Wir plädieren für Lösung 2, welche das BFS als zuständiges Organ vorsieht.

Begründung:

Erstes Gebot ist unseres Erachtens die Zusammenarbeit zwischen ESTV und BFS (inhaltliches und statistisches know-how). Die Datenlieferungen von den Kantonen zum BFS beruhen auf langjähriger Erfahrung und sind eingespielt.

Freundliche Grüsse

Im Namen des Ethikrates



Peter Laube
Präsident



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Innosuisse – Agence suisse pour
l'encouragement de l'innovation**

CH-3003 Berne, Innosuisse

Département fédéral de l'intérieur
Office fédéral de la statistique OFS

Par courriel à l'adresse :
Aemterkonsultationen@bfs.admin.ch

Berne, le 4 avril 2024

Procédure de consultation relative à la nouvelle ordonnance sur la statistique fédérale Prise de position d'Innosuisse

Madame, Monsieur,

Nous saisissons volontiers l'occasion de nous déterminer dans le cadre de la consultation relative à la nouvelle ordonnance sur la statistique fédérale. Nous tenons également à vous remercier pour la discussion que nous avons eue avec Madame Quartini et Madame Scartazzini du Service juridique de l'Office fédéral de la statistique (OFS) et vous remettons par la présente la prise de position d'Innosuisse sur ce sujet.

Remarques générales

D'une manière générale, nous saluons le texte de cette nouvelle ordonnance. La compilation des deux ordonnances existantes sur les relevés statistiques (RS 431.012.1) et l'organisation de la statistique fédérale (RS 431.011) en un seul document représente un gain important en compréhension et clarté.

En notre qualité de producteur de statistiques, nous saluons également l'introduction des certaines nouvelles règles en matière de protection des données comme l'art. 19 concernant la communication de données soumises à une obligation de garder le secret, et l'art. 35 qui offre la possibilité de recourir à des méthodes et techniques relevant de la science des données en lien avec l'intelligence artificielle, dans le but d'encourager l'innovation dans l'accomplissement de tâches statistiques.

Jasmina Combaz
Juriste et conseillère à la protection des données
Tél. +41 58 464 59 39
legal@innosuisse.ch
Innosuisse – Agence suisse pour l'encouragement de
l'innovation
Einsteinstrasse 2, 3003 Berne
www.innosuisse.ch

Proposition : étendre la notion de « recherche » à celle d'« innovation »

La Loi sur la statistique fédérale (LSF, RS 431.01), de même que la nouvelle ordonnance se réfèrent uniquement à la « recherche ». Il ressort toutefois clairement des buts¹ et des tâches² de la loi que la statistique fédérale vise à mettre des résultats statistiques à la disposition entre autres des milieux scientifiques, de l'économie privée, des partenaires sociaux et du public afin de fournir des informations représentatives sur l'état et l'évolution notamment de l'économie, de la société, de la formation et de la recherche et faciliter la réalisation de projets de recherche d'importance nationale. Dans cette perspective et suite à notre entretien avec l'OFS, nous admettons que la « recherche » au sens de la LSF et de sa nouvelle ordonnance d'application s'étend aussi à l'« innovation ».

La Loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation³ quant à elle distingue à son article 2 les notions de « recherche » et d'« innovation ».

Au vu de ce qui précède, nous souhaitons attirer votre attention sur la nécessité d'étendre les notions de « recherche », respectivement de « recherche d'importance nationale » à celle d'innovation, respectivement aux acteurs de l'innovation, en particulier aux articles suivants :

- **Art. 5 al. 2 Travaux statistiques**

2 Sont assimilées aux travaux statistiques l'analyse et l'exploitation de données administratives ou statistiques, de registres et de données ne se rapportant pas à des personnes et fournies à d'autres fins par les réseaux d'observations et de mesures, en particulier à des fins de recherche et d'innovation, de formation et de planification.

Nous proposons d'inclure l'innovation dans les buts des analyses et exploitations de données assimilées aux travaux statistiques.

- **Art. 29 al. 3 Principes généraux**

3 L'OFS peut réaliser des appariements afin de créer des produits statistiques standards destinés principalement à la recherche et à l'innovation. De tels appariements sont admis en cas de demande régulière de la part de la recherche ou des autres offices.

Nous proposons d'inclure l'innovation dans les buts possibles de tels produits statistiques.

- **Art. 31 Communication de données appariées**

Lorsque la loi prévoit que les données peuvent être communiquées à des fins ne se rapportant pas à des personnes, notamment à des fins de recherche, d'innovation, de planification et de statistique, l'OFS peut, aux conditions fixées à l'art. 38, communiquer des données appariées à des services de statistique ou de recherche de la Confédération ou à des tiers.

Nous proposons d'inclure l'innovation dans les buts de communication des données appariées.

¹ Cf. art. 1 de LSF ;

² Cf. art. 3 LSF ;

³ Loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (LERI, RS 420.1).

- **Art. 33 al. 1 Reproductibilité de projets de recherche**

1 Dans le cadre de projets de recherche ou d'innovation d'importance nationale pour lesquels des données sensibles sont utilisées ou qui permettent d'établir les caractéristiques essentielles d'une personne physique ou morale, l'OFS peut, sur demande du mandant, sauvegarder les données des différentes sources et la clé utilisée pour créer l'identificateur propre au projet, afin de pouvoir garantir la reproductibilité du projet tout en détruisant les données appariées. Les données et la clé doivent être conservées séparément.

Nous proposons d'inclure les acteurs de projets d'innovation dans ces demandes adressées à l'OFS.

- **Art. 40 al. 1 Appariement de données pour des tiers**

1 L'OFS peut effectuer des appariements au sens des art. 28 à 34 sur mandat de tiers à des fins ne se rapportant pas à des personnes, notamment à des fins de recherche, d'innovation, de planification et de statistique, dans le cadre d'un contrat de protection des données, selon ses ressources techniques, organisationnelles et humaines. Il soutient en particulier les projets d'appariement de la Confédération et des cantons ainsi que ceux de la recherche et de l'innovation qui sont d'importance nationale.

Nous proposons d'inclure l'innovation dans les buts des appariements de données effectués par l'OFS à la demande de tiers.

- **Art. 48 al. 2 let. c. d et e Communication de données du registre**

2 Des échantillons du registre peuvent être communiquées à des tiers si elles sont nécessaires pour réaliser :

c. des projets de recherche ou d'innovation qui sont réalisés par les unités de l'administration fédérale centrale mentionnées dans l'annexe 1 de l'ordonnance du 25 novembre 1998 sur l'organisation du gouvernement et de l'administration et par les instituts de recherche fédéraux, et qui sont d'importance nationale au sens de l'art. 3, al. 2, let. c, LSF;

d. des projets de recherche ou d'innovation financés par le Fonds national suisse de la recherche scientifique ou par l'Agence suisse pour l'encouragement de l'innovation (Innosuisse) et considérés comme étant d'importance nationale au sens de l'art. 3, al. 2, let. c, LSF ~~par le Fonds national suisse de la recherche scientifique~~;

e. des projets de recherche ou d'innovation internationaux, cofinancés par le Fonds national suisse de la recherche scientifique ou Innosuisse.

Nous proposons d'une part d'inclure les acteurs de projets d'innovation dans les tiers habilités à requérir des échantillons du registre et d'autre part de prendre en compte les projets d'innovation d'importance nationale ou internationaux financés par Innosuisse.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à nos propositions.

Pour toute question complémentaire, vous pouvez vous adresser à Jasmina Combaz (+41 58 464 59 39 ; legal@innosuisse.ch).

Veillez recevoir, Madame, Monsieur, nos meilleures salutations,

Berenice Iten
Responsable Service juridique et stratégie

Gabi Daniel BK

Von: Maeder Sabine <maeder@arbeitgeber.ch> im Auftrag von Wey Simon <wey@arbeitgeber.ch>
Gesendet: Mittwoch, 3. April 2024 16:22
An: _BFS-Aemterkonsultationen
Cc: Wey Simon
Betreff: WG: Erratum adresse prise de position : Projet de nouvelle ordonnance sur la statistique fédérale : ouverture de la procédure de consultation / délai 05.04.24

Kennzeichen: Assurer un suivi
Kennzeichen: Erledigt

Sehr geehrte Frau Quartini

Wir danken bestens für die Möglichkeit zur Stellungnahme. Wir begrüßen die angedachten Änderungen der Bundesstatistikverordnung und haben keine weiteren Inputs.

Freundliche Grüsse
Sabine Maeder i m Auftrag von Dr. Simon Wey

Assistentin
SCHWEIZERISCHER ARBEITGEBERVERBAND
Hegibachstrasse 47
Postfach
8032 Zürich
Tel. +41 44 421 17 17
Direktwahl: +41 44 421 17 42
maeder@arbeitgeber.ch
<http://www.arbeitgeber.ch>



Von: Aemterkonsultationen@bfs.admin.ch <Aemterkonsultationen@bfs.admin.ch>

Gesendet: Montag, 19. Februar 2024 11:21

An: Aemterkonsultationen@bfs.admin.ch; info@die-mitte.ch; info@edu-schweiz.ch; sekretariat@evppev.ch; info@fdp.ch; gruene@gruene.ch; schweiz@grunliberale.ch; info@lega-dei-ticinesi.ch; info@mcge.ch; info@svp.ch; info@spschweiz.ch; verband@chgemeinden.ch; info@staedteverband.ch; info@sab.ch; info@economiesuisse.ch; sgv@crm.sgv-usam.ch; Verband <verband@arbeitgeber.ch>; info@sbv-usp.ch; office@sbv.ch; felix.muff@sbv.ch; info@sbg.ch; info@kfmv.ch; info@travailsuisse.ch; info@eoperations.ch; sekretariat@sik.swiss; info@ech.ch; info@ejustice.ch; office@ictswitzerland.ch; info@eGov-Schweiz.ch; admin@s-i.ch; info@egovinnovation.ch; Digitale-Schweiz@bk.admin.ch; info@digitale-verwaltung-schweiz.ch; kommunikation@privatim.ch; info@e-health-suisse.ch; info@igovportal.ch; info@asut.ch; georg.lutz@unil.ch; info@skbf-csre.ch; ben.jann@soz.unibe.ch; rahel.imobersteg@swissuniversities.ch; peter.wenger@swissuniversities.ch; matthias.egger@ispm.unibe.ch; praesident@ethikrat-stat.ch; info@ssgi.ch; info@swissict.ch; sekretariat@iss.ch; info@swissdataalliance.ch; nathalie.sinz@ch-open.ch; info@allmend.ch; office@digitale-gesellschaft.ch; ggmel@addictionsuisse.ch; guido.boller@snb.ch; daniel.erdin@agristat.ch; silvano.giuliani@agristat.ch; y.achermann@bpa.ch; oliver.ruf@suva.ch; Ines.muri@bluewin.ch; daniel.buffat@post.ch

Cc: Petra.KellerGueguen@bfs.admin.ch; Regina.ScartazziniDitsch@bfs.admin.ch; pascale.kocher@bfs.admin.ch

Betreff: Erratum adresse prise de position : Projet de nouvelle ordonnance sur la statistique fédérale : ouverture de la procédure de consultation / délai 05.04.24

Madame, Monsieur

Nous nous référons à notre courriel du 15 décembre dernier et au projet de nouvelle ordonnance sur la statistique fédérale.

Nous avons, malheureusement, constaté qu'une coquille s'est glissée dans l'adresse pour renvoyer votre prise de position.

L'adresse exacte est : Aemterkonsultationen@bfs.admin.ch

Nous vous prions de nous en excuser et nous restons, bien entendu, à disposition pour de plus amples renseignements.

Cordiales salutations.

Joséphine Quartini

Suppléante de la Cheffe du Service juridique

Avocate

Département fédéral de l'intérieur DFI

Office fédéral de la statistique OFS

Stratégie, communication, état-major

Service juridique

Espace de l'Europe 10, 2010 Neuchâtel

Tél +41 58 463 69 42

Fax +41 58 463 60 02

josephine.quartini@bfs.admin.ch

www.statistique.admin.ch

De : _BFS-Aemterkonsultationen

Envoyé : vendredi, 15 décembre 2023 15:04

À : info@die-mitte.ch; info@edu-schweiz.ch; sekretariat@evppev.ch; info@fdp.ch; gruene@gruene.ch; schweiz@grunliberale.ch; info@lega-dei-ticinesi.ch; info@mcge.ch; info@svp.ch; info@spschweiz.ch; verband@chgemeinden.ch; info@staedteverband.ch; info@sab.ch; info@economiesuisse.ch; sgv@crm.sgv-usam.ch; verband@arbeitgeber.ch; info@sbv-usp.ch; office@sbv.ch; felix.muff@sbv.ch; info@sgb.ch; info@kfmv.ch; info@travailsuisse.ch; info@eoperations.ch; sekretariat@sik.swiss; info@ech.ch; _BJ-eJustice <info@ejustice.ch>; office@ictswitzerland.ch; info@eGov-Schweiz.ch; admin@s-i.ch; info@egovinnovation.ch; _BK-Digitale Schweiz <Digitale-Schweiz@bk.admin.ch>; info@egovernment.ch; kommunikation@privatim.ch; _eHealth-Suisse Info <info@e-health-suisse.ch>; info@igovportal.ch; info@asut.ch; georg.lutz@unil.ch; info@skbf-csre.ch; ben.jann@soz.unibe.ch; rahel.imobersteg@swissuniversities.ch; peter.wenger@swissuniversities.ch; matthias.egger@ispm.unibe.ch; praesident@ethikrat-stat.ch; info@ssgi.ch; info@swissict.ch; sekretariat@iss.ch; info@swissdataalliance.ch; nathalie.sinz@ch-open.ch; info@allmend.ch; office@digitale-gesellschaft.ch; ggmel@addictionsuisse.ch; guido.boller@snb.ch; daniel.erdin@agristat.ch; silvano.giuliani@agristat.ch; y.achermann@bpa.ch; oliver.ruf@suva.ch; lnes.muri@bluewin.ch; daniel.buffat@post.ch

Cc : Keller Gueguen Petra BFS <petra.kellergueguen@bfs.admin.ch>; Scartazzini Ditsch Regina BFS <regina.scartazziniditsch@bfs.admin.ch>; Kocher Pascale BFS <pascale.kocher@bfs.admin.ch>; Quartini Joséphine BFS <josephine.quartini@bfs.admin.ch>

Objet : Projet de nouvelle ordonnance sur la statistique fédérale : ouverture de la procédure de consultation / délai 05.04.24

Importance : Haute

Madame, Monsieur,

Le 15 décembre, le Conseil fédéral a chargé le DFI de consulter les cantons, les partis politiques, les associations faîtières des communes, des villes et des régions de montagne qui œuvrent au niveau national, les associations

faîtières de l'économie qui œuvrent au niveau national et les autres milieux intéressés sur le projet de nouvelle ordonnance sur la statistique fédérale.

Le délai imparti à la consultation court jusqu'au **5 avril 2024** et votre prise de position doit être adressée à l'adresse suivante : Aemterkonsultation@bfs.admin.ch

Vous trouverez, ci-joint, les documents (DT, FR, IT) suivants :

1. Lettre d'accompagnement
2. Projet de nouvelle ordonnance sur la statistique fédérale mis en consultation
3. Rapport explicatif
4. Tableau synoptique
5. Liste de destinataires

Le dossier mis en consultation est également disponibles à l'adresse internet : [Procédures de consultation en cours \(admin.ch\)](#)

Meilleures salutations

Joséphine Quartini

Suppléante de la Cheffe du Service juridique

Avocate

Département fédéral de l'intérieur DFI

Office fédéral de la statistique OFS

Etat-major

Service juridique

Espace de l'Europe 10, 2010 Neuchâtel

Tél +41 58 463 69 42

Fax +41 58 463 60 02

josephine.quartini@bfs.admin.ch

www.statistique.admin.ch

Neue Verordnung über die Bundesstatistik: Rückmeldung zur Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren

Im Bereich der Geodaten hat sich mit dem Bundesgesetz über Geoinformation (SR 510.62) und der zugehörigen Verordnung (SR 510.620) ein Mechanismus etabliert, der viel zur Harmonisierung von Geodaten beigetragen hat: Die Formulierung von Geodatenmodellen. Diese beschreiben auf abstrakte Weise den Inhalt von Datensätzen und fördern so den automatisierten Datenaustausch von qualitativ hochwertigen Daten.

Geodaten sind reguläre Datensätze mit einer räumlichen Komponente. Aus diesem Grund lässt sich das Konzept der Geodatenmodelle auch auf Daten ohne räumlichen Bezug anwenden, also auch auf statistische Daten. Als Analogie zur Geoinformation könnte der Begriff «Statistikdatenmodell» zur Anwendung gelangen. Ein Statistikdatenmodell beschreibt also in technisch detaillierter Weise, welche Werte die zu erfassenden Parameter annehmen dürfen und wie statistische Datensätze zueinander in Beziehung stehen. Mittels etablierter Software-Werkzeugen lassen sich statistische Datensätze auf Konformität zum Statistikdatenmodell prüfen und damit die Datenqualität auf hohem Niveau sicherstellen.

In der Geoinformationsverordnung ist das Geodatenmodell in Art. 8 wie folgt verankert: «*Den Geobasisdaten ist mindestens ein Geodatenmodell zugeordnet.*» In Analogie dazu schlagen wir deshalb folgende Ergänzungen in der neuen Verordnung über die Bundesstatistik vor:

<i>bestehend</i>	<i>neu</i>
Art. 6 Statistische Grundsätze und Standards ² Die Entwicklung, die Produktion und die Verbreitung der statistischen Ergebnisse erfolgt auf der Grundlage einheitlicher Standards und harmonisierter Methoden. Die Statistiken sollen relevant, genau, aktuell, pünktlich, zugänglich, klar, vergleichbar und kohärent sein.	Art. 6 Statistische Grundsätze und Standards ² Die Entwicklung, die Produktion und die Verbreitung der statistischen Ergebnisse erfolgt auf der Grundlage einheitlicher Standards und harmonisierter Methoden mit präziser Beschreibung der verwendeten Variablen und der erhobenen Daten unter Verwendung von Statistikdatenmodellen. Die Statistiken sollen relevant, genau, aktuell, pünktlich, zugänglich, klar, vergleichbar und kohärent sein.
Art. 10 Steckbriefe ¹ Die statistischen Tätigkeiten und Ergebnisse, die im Sinne von Artikel 18 BstatG veröffentlicht werden, werden in einem Steckbrief beschrieben, der Auskunft über die verwendete Methode, die verwendeten Variablen, die Periodizität der Publikation und das Datum der Erhebung oder Befragung gibt.	Art. 10 Steckbriefe ¹ Die statistischen Tätigkeiten und Ergebnisse, die im Sinne von Artikel 18 BstatG veröffentlicht werden, werden in einem Steckbrief beschrieben, der Auskunft über die verwendete Methode, die verwendeten Variablen, das verwendete Statistikdatenmodell, die Periodizität der Publikation und das Datum der Erhebung oder Befragung gibt.

Wir bitten Sie, unser Anliegen wohlwollend zu prüfen.

Besten Dank und freundliche Grüsse

Hans Rudolf Gnägi, Leiter a. i. Gruppe «Geonormen und modellbasierte Methode», SOGI

Frank Gottsmann, Geschäftsführer, GeoStandards.ch

Stefan Henrich, Themenführerschaft «Tools», GeoStandards.ch

Hans Ulrich Wiedmer, Mitarbeiter Geschäftsstelle, GeoStandards.ch

Stefan Ziegler, Chef Amt für Geoinformation des Kantons Solothurn / Kantonsgeometer

Eidgenössisches Departement des Innern
Frau Bundesrätin Elisabeth Baume-Schneider
3003 Bern

Brugg, 2. April 2024

Zuständig: Erdin Daniel
Sekretariat: er

Neue Verordnung über die Bundesstatistik Vernehmlassungsverfahren

Sehr geehrte Frau Bundesrätin
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit dem Schreiben vom 15. Dezember 2023 hat Ihr Vorgänger, Herr Bundesrat Berset, uns eingeladen, zur oben genannten Vorlage Stellung zu nehmen. Für die uns gegebene Möglichkeit danken wir bestens und sind gerne bereit, uns in dieser Angelegenheit vernehmen zu lassen.

Wir begrüssen die Zusammenlegung der beiden bisherigen Verordnungen in ein einziges Dokument. Dies vereinfacht den Zugang zu den massgebenden Bestimmungen. Die vermehrte Berücksichtigung von Datenschutz, Informationstechnologie und künstlicher Intelligenz ist sicher angezeigt. Wir begrüssen auch den Grundsatz, dass Daten nur einmal erhoben und möglichst effizient verwendet werden sollen.

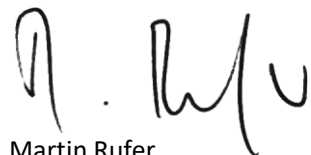
Von der Frage, ob die Erhebung von Steuerdaten in die Verantwortung der Eidgenössischen Steuerverwaltung oder des Bundesamtes für Statistik fallen soll, sind wir kaum betroffen. Zu dieser Frage nehmen besser jene Organisationen und Institutionen Stellung, welche in die betreffenden administrativen Prozesse involviert sind.

Wir sind erfreut, dass die Erhebungen von Agristat, dem Geschäftsbereich Statistik des SBV, welcher diverse statistische Arbeiten im Auftrag des Bundesamtes für Statistik erledigt, mit der vorliegenden Verordnung vollständig erfasst werden.

Wir danken Ihnen für die Beachtung unserer Stellungnahme.

Freundliche Grüsse

Schweizer Bauernverband



Martin Rufer
Direktor



Francis Egger
Stv. Direktor



Bundesamt für Statistik BfS
Espace de l'Europe 10
CH-2010 Neuchâtel

Bern, 2. April 2024 sgv-Sc

Vernehmlassungsantwort
Neue Verordnung über die Bundesstatistik

Sehr geehrte Damen und Herren

Als grösste Dachorganisation der Schweizer Wirtschaft vertritt der Schweizerische Gewerbeverband sgv über 230 Verbände und gegen 600 000 KMU, was einem Anteil von 99,8 Prozent aller Unternehmen in unserem Land entspricht. Im Interesse der Schweizer KMU setzt sich der grösste Dachverband der Schweizer Wirtschaft für optimale wirtschaftliche und politische Rahmenbedingungen sowie für ein unternehmensfreundliches Umfeld ein.

Der sgv lehnt die Vorlage ab, weil sie eine neue Steuerdatenerhebung vorsieht. Weder im Gesetz über die direkte Bundessteuer noch im Bundesstatistikgesetz verfügt der Bund über eine Ermächtigungsnorm dafür. Sollte es dazu kommen, dass Steuergeheimnis und Privatsphäre aufgeweicht werden sollten, um statistische Aussagen machen zu können, dann muss diese Diskussion auf der Stufe des Gesetzes stattfinden und dort beschlossen werden.

Die Einführung einer neuen Steuerdatenerhebung ist also weder gesetzlich vorgesehen noch vereinbar mit den Prinzipien des Steuergeheimnisses. Entsprechend lehnt sie der sgv ab – und damit die ganze Vorlage. Sollte sie trotzdem eingeführt werden, fordert der sgv:

- Der Umfang der Daten muss klein sein, d.h. lediglich Nettozahlen sind zu liefern.
- Der Umfang der Daten muss abschliessend in der Verordnung geregelt sein.
- Die Aufbewahrungsdauer der Daten ist maximal auf ein Jahr zu beschränken.
- Die Daten müssen zwingend anonymisiert werden, d.h. die Meldung der AHV-Nummer oder anderer eindeutiger Identifikatoren muss ausdrücklich untersagt werden.
- Die Daten dürfen nicht zentral aufbewahrt werden, denn damit erhöht sich ihr Wert für allfällige Hacker und auch das Klumpenrisiko, dass aus einem Angriff viele Personen geschädigt werden.
- Die Daten dürfen nur zu statistischen Zwecken verwendet werden. Es ist auszuschliessen, dass sie für andere Zwecke eingesetzt werden, anderen Behörden mitgeteilt werden, mit Daten anderer Behörden verglichen werden oder irgendwelchen Forschungsinstitutionen oder der Öffentlichkeit zur Verfügung gestellt werden.
- Die Daten dürfen nie und unter keinen Umständen weitergegeben werden.

- Den Personen ist ein Recht einzuräumen, jederzeit und ohne Angaben der Gründe die unwiderrufliche Löschung ihrer Daten zu verlangen.
- Im Falle eines Lecks oder eines Angriffs ist den Personen eine Entschädigung auszurichten; diese wird im Fall eines Angriffs unabhängig des entstandenen Schadens fällig. Zusätzlich können Personen den Bund auf Schadensersatz klagen.
- Es ist eine Beweislastumkehr vorzusehen für jede natürliche und juristische Person sowie Behörden und ähnliches, die in Kontakt mit den Daten gekommen sind. Sie werden alle grundsätzlich zur Verantwortung gezogen, wenn auch nur ein Datum falsch verwendet wird. Die Erfordernisse für die Entlastung sind hoch anzusetzen.

Da der sgv den Entwurf der neuen Verordnung insgesamt ablehnt, verzichtet er auf eine Diskussion der anderen Objekte der Verordnung. Sollte eine neuere Version dieser Vorlage unterbreitet werden, in der auf die Steuererhebung insgesamt verzichtet wird, ist der sgv bereit, sich auch zu den anderen Statistiken zu äussern.

Freundliche Grüsse

Schweizerischer Gewerbeverband sgv



Kurt Gfeller
Vizedirektor



Dieter Kläy
Co-Leitung Direktion



Henrique Schneider
Mandatiert durch den sgv



**Sozialdemokratische Partei
der Schweiz**

Zentralsekretariat
Theaterplatz 4
3011 Berne

Tel. 031 329 69 69
Fax 031 329 69 70

info@spschweiz.ch

Eidgenössisches Departement des Innern (EDI)

Per Mail an:

aemterkonsultation@bfs.admin.ch

3. April 2024

SP-Stellungnahme zur neuen Bundesstatistikverordnung

Sehr geehrte Frau Bundesrätin Baume-Schneider,
sehr geehrte Damen und Herren,

Wir bedanken uns für die Gelegenheit zur Stellungnahme, die wir gerne nutzen.

Die SP Schweiz begrüsst die Schaffung einer neuen Verordnung über die Bundesstatistik. Die klare Regelung der Tätigkeiten sämtlicher Statistikproduzenten des Bundes ist ein wichtiger Schritt, um die Effizienz und Transparenz im Umgang mit statistischen Daten zu verbessern.

Insbesondere begrüsst die SP die Bemühungen des Bundesamts für Statistik (BFS) im Rahmen des Programms "Nationale Datenbewirtschaftung", die Mehrfachnutzung von Daten in der Bundesverwaltung umzusetzen. Die Schaffung eines Kompetenzzentrums für Datenwissenschaft sowie die Leitung der Interoperabilitätsplattform I14Y durch das BFS sind wichtige Schritte, um die Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen Departementen und Ämtern zu fördern und die Datenqualität zu verbessern.

Die Zusammenführung der Statistikerhebungsverordnung und der Verordnung über die Organisation der Bundesstatistik in einer einzigen, neuen Bundesstatistikverordnung bietet einen transparenten Überblick über die Tätigkeiten des BFS und anderer öffentlicher Statistikproduzenten des Bundes. Dies erleichtert nicht nur die Arbeit der Behörden, sondern stärkt auch die Transparenz.

Jedoch möchten wir auf einen spezifischen Punkt aufmerksam machen, der kritisch zu betrachten ist. Artikel 37, der die Regelung von Datenschutz und Datensicherheit betrifft, gibt Anlass zur Besorgnis. Dieser ist im Entwurf folgendermassen formuliert:

«Für die Bearbeitung von besonders schützenswerten Personendaten und für die Bearbeitung von Daten im Stichprobenregister erlässt der zuständige Statistikproduzent des Bundes ein Bearbeitungsreglement mit zusätzlichen Datenschutzmassnahmen.»

Dass zusätzliche Datenschutzmassnahmen für die Bearbeitung von besonders schützenswerte Personendaten erlassen werden sollen, ist grundsätzlich zu begrüssen. Jedoch könnte die Tatsache, dass der zuständige Statistikproduzent des Bundes zu diesem Zweck ein Bearbeitungsreglement erlassen soll, zu einer Fragmentierung der Datenschutzbestimmungen führen. Zudem ist diese Regelung von hoher Wichtigkeit, weshalb sie in der Bundesstatistikverordnung selbst kodifiziert werden sollte.

Wir schlagen deshalb vor, dass der Datenschutz für die Bearbeitung von besonders schützenswerten Personendaten im Rahmen der Bundesstatistikverordnung umfassend und transparent geregelt werden sollte. Es wäre daher wünschenswert, dass Artikel 37 gänzlich überarbeitet wird, um sicherzustellen, dass die Datenschutzbestimmungen klar und präzise sind und die Privatsphäre der Bürger:innen effektiv geschützt wird.

Wir danken Ihnen, geschätzte Damen und Herren, für die Berücksichtigung unserer Anliegen und verbleiben mit freundlichen Grüssen

Sozialdemokratische Partei der Schweiz



Mattea Meyer
Co-Präsidentin



Cédric Wermuth
Co-Präsident



Severin Meier
Politischer Fachreferent



Eidgenössisches Departement des Innern EDI
Bundesamt für Statistik
Per Mail an:
Aemterkonsultation@bfs.admin.ch

Kontakt Helena Bigler
Funktion Leiterin Reisen und Sport
Tel. direkt 062 206 88 30
E-Mail Helena.Bigler@procap.ch
Datum 28. März 2024

Vernehmlassung Neue Bundesstatistikverordnung

Stellungnahme von Procap Schweiz

Sehr geehrte Damen und Herren

Procap Schweiz ist die grösste Selbsthilfeorganisation von Menschen mit Behinderungen in der Schweiz. Unsere rund 24'000 Mitglieder in der ganzen Schweiz profitieren von Beratungsleistungen in diversen Bereichen (Recht, Bauen, Reisen) und von diversen Angeboten wie Sportgruppen. Dass der Perspektive und Lebenssituation von Menschen mit Behinderungen in statistischen Grundlagen und Befragungen zu wenig Rechnung getragen werden, beobachten wir in zahlreichen Tätigkeitsbereichen. Einen direkten Einblick in dieses Thema haben wir jedoch im Rahmen unseres verbandsübergreifenden Engagements für Prävention und Verhinderung von Gewalt gegenüber Menschen mit Behinderungen.

Vor diesem Hintergrund nehmen wir gerne die Möglichkeit wahr, uns zur laufenden Vernehmlassung der neuen Bundesstatistikverordnung zu äussern, regelt sie doch unter anderem die Durchführung von Erhebungen und Befragungen. Bei der Erarbeitung des Vertiefungsberichts Behinderung als Anhang zum NGO-Bericht zum Übereinkommen des Europarats zur Verhütung und Bekämpfung von Gewalt gegen Frauen und häusliche Gewalt (Istanbul-Konvention) hat uns diese Thematik stark beschäftigt (s. unten). Wir beziehen uns in unserer Stellungnahme denn auch im Wesentlichen auf den Art. 20, Mitwirkung der Befragten.

Die Arbeitsgruppe Charta Prävention

In der verbandsübergreifenden Arbeitsgruppe zur Prävention von sexueller Ausbeutung, Missbrauch und anderen Grenzverletzungen (AG Charta Prävention) arbeiten 16 Fach- oder Selbsthilfeorganisationen und Dienstleister aus dem Behinderten- und Gesundheitsbereich zusammen. Sie setzen sich gemeinsam für die Prävention und Verhinderung von Gewalt gegenüber Menschen mit Behinderungen sowie ihren Schutz ein. Ihre Mitglieder sind den Grundsätzen der Gleichstellung und Nichtdiskriminierung verpflichtet, wie sie die Bundesverfassung, das Behindertengleichstellungsgesetz (Behig) und die UN-Behindertenrechtskonvention festschreiben. Mitbestimmung und Teilhabe der Menschen mit Behinderungen in allen Bereichen der Gesellschaft und auf allen Ebenen gelten ihnen als wesentliche Rechte der Menschen mit Behinderungen.

Mitglieder der Arbeitsgruppe sind neben uns Procap: Agogis, anthroSocial, Autismus Schweiz, Avenir social, Vereinigung Cerebral, Curaviva, Cisa, insieme Schweiz, Insos, Lmita, Pro Infirmis, sexuelle Gesundheit Schweiz, SGGIE/SSHID, SZBlind und Youvita. Website: www.charta-praevention.ch

Fehlende Datengrundlagen im Bereich Behinderung

In der Istanbul-Konvention, die am 1. April 2018 für die Schweiz in Kraft getreten ist, verpflichten sich die Vertragsstaaten zu einem regelmässigen Monitoring. U.a. sollen in regelmässigen Abständen Daten über Fälle von allen in den Geltungsbereich des Übereinkommens fallenden Formen von Gewalt gesammelt werden. Die verbandsübergreifende Arbeitsgruppe als Verfasserin des Vertiefungsberichts Behinderung zur Istanbul-Konvention sah sich nicht in der Lage, verlässliche Angaben zu Gewaltvorkommen gegenüber Menschen mit Behinderungen zu liefern (s. Umsetzung der Istanbul-Konvention in der Schweiz. Alternativbericht der Zivilgesellschaft. Hg. Netzwerk Istanbul Konvention, 2021, S. 36ff). Im Alternativbericht und im Vertiefungsbericht wird deshalb gefordert, dass alle Datensammlungen des Bundes um die Kategorie Behinderung erweitert werden. „Behinderung“ muss differenziert erfasst (körperliche, psychische, kognitive, komplexe Beeinträchtigung, Sinnesbeeinträchtigung u.a.m.) werden, und alle Lebenssituationen von Menschen mit Behinderungen sind zu berücksichtigen (sowohl Wohnsituationen in Institutionen des Behindertenbereichs wie auch Formen des selbständigen Wohnens mit Begleitung oder Betreuung) (Vertiefungsbericht Behinderung, S. 12).

Parallel zur Berichterstattung im Rahmen des Monitorings zur Istanbul-Konvention verlangte das Postulat 20.3886 Roth Franziska vom 19. Juni 2020 vom Bundesrat Auskunft über die Gewaltbetroffenheit von Menschen mit Behinderungen in der Schweiz. Der **Bericht des Bundesrates** zur: „Gewalt an Menschen mit Behinderungen in der Schweiz“ (16.6.2023) widmet sich auf mehreren Seiten ausführlich der ungenügenden Datenlage und kommt zum Schluss: *„Die Daten für eine Quantifizierung und ein Monitoring der von Menschen mit Behinderungen in der Schweiz erlittenen Gewalt weisen nach wie vor Lücken auf, insbesondere die Daten der öffentlichen Statistik.“* (Bericht des Bundesrates, S. 17)

Der Bundesrat schlägt drei Massnahmen vor:

- **Massnahme 1:** Bessere Integration der Behindertenperspektive in die Statistiken des Bundes zum Thema Gewalt
- **Massnahme 2:** Verbesserung der Chancen von Menschen mit Behinderungen auf Teilnahme an Bevölkerungsumfragen, die mit Bundesmitteln finanziert werden

- **Massnahme 3:** Förderung der Forschung über Gewalt an Menschen mit Behinderungen und Förderung der Verbreitung dieses Wissens

Der aktuelle Entwurf verpasst Chance auf Verbesserung

Mit der neuen Verordnung zur Bundesstatistik könnte in Art. 20 (Mitwirkung der Befragten) eine wichtige Voraussetzung in Richtung Umsetzung insbesondere der Massnahme 2 erfüllt werden. Leider wird diese Chance im Vernehmlassungsentwurf verpasst. Art. 20 nennt in Bezug auf Personen, die aus gesundheitlichen Gründen die gestellten Fragen nicht beantworten können, als einzige Unterstützungsmöglichkeit den Beizug von Vertreterinnen und Vertreter. Ein barrierefreier Zugang von Menschen mit Beeinträchtigungen in der Kommunikation, im Verstehen, Begreifen und Formulieren ist nicht vorgesehen. Vielmehr wird diese Personengruppe – sofern sie zu den Personen mit gesundheitlichen Schwierigkeiten gehören, im eigentlichen Sinne „entmündigt“.

Der Bericht „Gewalt an Menschen mit Behinderungen in der Schweiz“ verweist durchaus darauf, welche Herausforderung es bedeutet, Befragungen so zu planen und durchzuführen, dass Menschen mit den unterschiedlichsten Beeinträchtigungen selbständig daran teilnehmen können, allenfalls unterstützt durch eine Assistentin, einen Assistenten. Die Ausführungen des Bundesrats im Bericht zur Datenerhebung verweisen aber auch auf den dringlichen Handlungsbedarf trotz allfälliger methodischer Herausforderungen. Damit Diskriminierung sich nicht fortzusetzen, muss die Zugänglichkeit der Befragungen und der entsprechenden Informationen für Menschen mit unterschiedlichen Beeinträchtigungsformen gewährleistet sein.

Für uns nicht nachvollziehbar ist zudem die Bestimmung, weshalb Menschen, die in kollektiven Wohnformen leben, zusätzlich zur Vertretung die Bewilligung durch die Leitung brauchen (Absatz 4). Sie steht nicht in Einklang mit dem Erwachsenenschutzgesetz mit seinen differenzierten Beistandschaften.

➔ ***Um sicherzustellen, dass Menschen mit Behinderungen selbständig an Befragungen teilnehmen können, beantragen wir daher folgende Änderungen und Ergänzungen in Art. 20, Absatz 2, 3, 4 und 5:***

Anträge Art. 20

2 Die ausgewählten natürlichen und juristischen Personen werden über den Charakter, die Ziele und den Ablauf der Befragung, die Rechtsgrundlage, die Verwendung der Daten orientiert. Gegebenenfalls erhalten sie auch Informationen über den Auftraggeber der Befragung und die vorgesehenen Datenschutzmassnahmen. ***Alle Informationen und Orientierungen sind Menschen mit Beeinträchtigungen zugänglich, sie liegen in den geeigneten Formaten (Gebärdensprache, Braille, einfache/leichte Sprache usw.) und Kommunikationskanälen vor.***

3 (neu) ***Den ausgewählten Personen mit Beeinträchtigungen (der Sinne, der Kognition, der Wahrnehmung u.a.) wird eine Teilnahme an der Befragung und eine eigenständige Beantwortung ermöglicht. Die Befragung erfolgt in entsprechenden Formaten und über geeignete Kanäle. Die ausgewählte Person mit Beeinträchtigung kann zur Beantwortung von Fragen eine Assistenzperson beiziehen.***

~~(bisheriger Absatz streichen) Zur Beantwortung von Fragen an eine ausgewählte Person, die aus gesundheitlichen Gründen nicht antworten kann, können geeignete Vertreterinnen und Vertreter hinzugezogen werden. Sie sind verpflichtet, die Interessen der vertretenen Person zu wahren.~~

~~4 (ersatzlos streichen) Bei Personen, die in Anstalten, Heimen und ähnlichen Kollektivhaushaltungen wohnen und nicht selber antworten können, erfolgt die Befragung der Vertreterinnen und Vertreter im Einverständnis mit der Leitung.~~

~~5 (ersatzlos streichen) Name und Vorname der auskunftgebenden Vertreterinnen und Vertreter nach den Absätzen 3 und 4 werden nicht erhoben~~

Gegenstandsbeschreibung vervollständigen

Der Bundesrat sieht als erste Massnahme in seinem Bericht zu Gewalt gegen Menschen mit Behinderungen die verbesserte Integration der Behindertenperspektive in die Statistiken des Bundes zum Thema Gewalt vor. Die Gegenstandsbeschreibung in der Liste der Datenbeschaffungen nach Thema im Anhang 2 zur neuen Verordnung gibt nicht eindeutig Auskunft, ob Gewalt gegen Menschen mit Behinderungen z.B. in der Erhebung 04.17. zur Prävalenz von Gewalt gegen Frauen und Männer berücksichtigt wird. Erhoben werden zwar die soziodemographischen Merkmale von Opfer und Täter, doch ist nicht klar, ob Behinderung als soziodemographisches Merkmal verstanden wird. Die gleiche Unsicherheit besteht bei der Erhebung für die Opferhilfestatistik (04.16) und der für die polizeiliche Kriminalstatistik (04.09.). **Eine direkte Erwähnung der Menschen mit Behinderungen gehört unserer Ansicht nach in die Gegenstandsbeschreibung der Befragung «Zusammenleben in der Schweiz»** (ZidS, 01.09), erfahren sie doch ebenso Feindschaft ihnen gegenüber wie die in der Beschreibung erwähnten Personengruppen (muslimische Personen, Personen schwarzer Hautfarbe, jüdische Personen). Explizit erwähnt ist Behinderung in der Gesundheitsbefragung.

Antrag Liste der Datenbeschaffungen nach Thema im Anhang 2

➔ **Die Beschreibungen der Gegenstände, der Art und Methode der Erhebung der gesamten Liste der Datenbeschaffungen nach Thema im Anhang 2 zur Verordnung sind daraufhin zu überprüfen, ob und wie Menschen mit einer Behinderung in den Erhebungen berücksichtigt werden.**

Um die Datenlage der öffentlichen Statistik in Bezug auf Menschen mit Behinderungen zu verbessern, schlägt der Bundesrat im Bericht „Gewalt an Menschen mit Behinderungen in der Schweiz“ vor, **das Potenzial von Datenverknüpfungen besser zu erforschen und dazu eine standardisierte Methodik zu entwickeln, die es ermöglicht, eine Behinderung gestützt auf die AHV/IV-Register abzuleiten** (S. 19). Auch diese Überlegung sollte in die neue Verordnung Eingang finden.

Unsere Anträge zur neuen Verordnung Bundesstatistik basieren auf den Erkenntnissen im Zusammenhang mit der Istanbul Konvention, gehen aber weit über den engeren Interessensbereich der Arbeitsgruppe Charta Prävention hinaus. Die Möglichkeit, eigenständig oder mit Assistenz an einer Bevölkerungsbefragung teilzunehmen, betrifft das Recht auf Teilhabe der Menschen mit Behinderung grundsätzlich. Diesen Standpunkt nimmt auch der Bundesrat in seinem Bericht ein, wenn er auf den Grundsatz der Nichtdiskriminierung und die Bestimmungen des BehiG zum barrierefreien Zugang der Menschen mit Behinderungen zu Leistungen der Bundesverwaltung verweist (S. 19).

Wir bitten Sie, unsere Anliegen zu berücksichtigen und danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme. Für Rückfragen stehen wir gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

Procap Schweiz

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'H. Bigler', with a stylized flourish at the end.

Helena Bigler

Leiterin Reisen und Sport



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

KMU-Forum

Forum PME

Forum PMI

CH-3003 Bern, KMU-Forum

Per E-Mail

Aemterkonsultation@bfs.admin.ch

Bundesamt für Statistik (BFS)
Espace de l'Europe 10
2010 Neuenburg

Sachbearbeiter/in: mup
Bern, 05.04.2024

Neue Bundesstatistikverordnung

Sehr geehrte Damen und Herren

Unsere ausserparlamentarische Kommission hat sich an ihrer Sitzung vom 8. Februar 2024 mit dem Vernehmlassungsentwurf zur neuen Bundesstatistikverordnung (BStatV) befasst. Wir danken Herrn Livio Lugano und Herrn Rick Trap vom BFS für ihre Teilnahme an dieser Sitzung, an der sie uns die Elemente der vorgeschlagenen neuen Verordnung vorgestellt haben.

Artikel 4 Absatz 1 des Bundesstatistikgesetzes (BstatG) vom 9. Oktober 1992 hält fest, dass: *«Soweit der Bund über die notwendigen Daten verfügt oder diese bei einer dem Gesetz unterstellten Organisation durch den Vollzug von Bundesrecht anfallen (Verwaltungsdaten des Bundes), wird auf besondere Erhebungen für die Bundesstatistik (Direkterhebungen, Indirekterhebungen oder Erhebungen mittels Beobachtungen und Messungen) verzichtet»*. Die Mitglieder des KMU-Forums bedauern, dass dieser seit über 30 Jahren gesetzlich verankerte Grundsatz (sog. «Once-Only-Prinzip») bei der Erhebung statistischer Daten durch das BFS und andere Verwaltungseinheiten des Bundes bisher nur ungenügend eingehalten wird.

Gemäss dem erläuternden Bericht soll die neue BStatV dazu beitragen, dass das Once-Only-Prinzip in Zukunft vermehrt zur Anwendung kommt, indem die Verordnung einen klaren und transparenten Überblick über die vorhandenen statistischen Daten sowie deren Erhebung, Aufbereitung, Bereitstellung und Veröffentlichung gibt. Die Mitglieder unserer Kommission unterstützen – vor allem aus diesem Grund – die Vernehmlassungsvorlage und fordern, dass alles unternommen wird, damit das in Art. 4 Abs. 1 BStatG verankerte Once-Only-Prinzip so rasch wie möglich bei allen statistischen Erhebungen zur Anwendung kommt. Neue Erhebungen sollten zudem nicht eingeführt werden, wenn dieses Prinzip nicht eingehalten werden kann.

Eine Frage, die in den Diskussionen im KMU-Forum immer wieder auftaucht, ist, warum und zu welchem Zweck bestimmte statistische Daten erhoben werden (z.B. über die Nutzung ei-

KMU-Forum

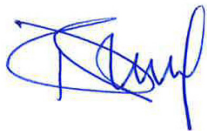
Holzikofenweg 36, 3003 Bern
Tel. +41 58 464 72 32
kmu-forum-pme@seco.admin.ch
www.forum-kmu.ch

nes Firmenfahrzeuges an einem Samstag) und auf welcher Rechtsgrundlage diese Datenerhebungen erfolgen. Angesichts der Tatsache, dass das Once-Only-Prinzip von der Bundesverwaltung nicht wie vorgeschrieben umgesetzt wird und viele Erhebungen Themen betreffen, die über die gesetzlichen Kompetenzen hinauszugehen scheinen, sollte nach Ansicht der Mitglieder des KMU-Forums geprüft werden, inwieweit bestimmte Erhebungen überflüssig sind und nicht mehr durchgeführt werden müssen.

Schliesslich sind unsere Mitglieder der Meinung, dass die Möglichkeiten der Digitalisierung durch das BFS voll ausgeschöpft werden sollten. Gleichzeitig fordern sie, dass die Anforderungen an die elektronische Datenlieferung und die Umsetzung von Standards wie z.B. dem Lohnstandard-CH (ELM) für die KMU immer praktikabel und finanziell tragbar ausgestaltet bleiben.

Wir hoffen, dass unsere Empfehlungen Beachtung finden und stehen für Fragen gerne zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüssen



Daniela Schneeberger
Co-Präsidentin des KMU-Forums
Nationalrätin, Vizepräsidentin
des Schweizerischen Gewerbeverbands



Dr. Eric Jakob
Co-Präsident des KMU-Forums
Botschafter, Leiter der Direktion
für Standortförderung des SECO



Opendata.ch
4000 Basel

Eidgenössisches Departement des Innern EDI

per E-Mail an Aemterkonsultation@bfs.admin.ch

Basel, 04.04.2024

Vernehmlassungsantwort zur neuen Verordnung über die Bundesstatistik

Sehr geehrte Frau Bundesrätin,
sehr geehrte Damen und Herren

Gerne nehmen wir die Gelegenheit wahr, im Rahmen der Vernehmlassung zur neuen Verordnung über die Bundesstatistik Stellung zu nehmen.

Opendata.ch engagiert sich dafür (offene) Daten für das Gemeinwohl zu nutzen, indem wir:

- den freien und ungehinderten Zugang für alle zu nicht besonders schützenswerten Daten, zu allen Arten von Informationen und zu offenem Wissen stärken;
- Transparenz, Selbstbestimmung, Nachhaltigkeit und Kooperation fördern;
- Austausch- und Vernetzungsplattformen für Ideen aus der Bevölkerung und interdisziplinäre Kooperationen zum Zweck der Gemeinwohl-Innovation bereitstellen;
- offene und gemeinnützige Pilotprojekte mit interdisziplinärem Charakter unterstützen;
- über die Chancen und Risiken der Digitalisierung informieren und
- alle Bevölkerungsgruppen zum eigenständigen Verständnis und zum verantwortungsvollen Umgang mit Daten befähigen.

Opendata.ch ist ein gemeinnütziger Verein und wurde 2012 gegründet. Wir sind Teil des internationalen Open Knowledge Netzwerks. Zu unseren Mitgliedern zählen Organisationen des öffentlichen Sektors und der Privatwirtschaft sowie Einzelmitglieder.

Die vorliegende Stellungnahme beschränkt sich entsprechend auf unsere Kernkompetenzen und -interessen. Zu den übrigen Belangen der Vernehmlassung äussern wir uns im Namen des Vereins nicht; dies ist weder als Zustimmung noch als Ablehnung zu werten. Aus unserer Perspektive möchten wir folgendes anmerken:

Art. 10 Steckbriefe

Wir begrüssen die Idee der Steckbriefe (Art. 10) für statistische Tätigkeiten und Ergebnisse, schlagen aber vor, diesen Artikel teilweise neu zu formulieren, um die Transparenz zu erhöhen und die Datennutzungsfreundlichkeit zur Verfügung zu stellen. Dafür braucht es gemeinsame verbindliche Standards für die Harmonisierung der Steckbriefe (Metadatenstandards) und eine zentrale Plattform, auf der diese

einfach öffentlich zugänglich sind. Mit klaren Vorgaben sollte zudem so weit möglich die Information über die Statistiken in der Schweiz, nicht nur über die Bundesstatistiken verbessert werden.

1 Die statistischen Tätigkeiten und Ergebnisse, die im Sinne von Artikel 18 BStatG veröffentlicht werden, werden in einem einheitlichen Steckbrief (Metadaten) beschrieben, der Auskunft über die verwendete Methode, die verwendeten Variablen, die Periodizität der Publikation und das Datum der Erhebung oder Befragung gibt.

2 Die Statistikproduzenten des Bundes veröffentlichen die ~~relevanten~~ Steckbriefe ~~auf ihrer Internetseite~~ auf einer zentralen Plattform im Internet.

3 Das BFS definiert unter Einbezug der Statistikproduzenten von Bund, Kantonen und Gemeinden verbindliche Vorgaben für Steckbriefe (Metadaten) für die Bundesverwaltung, setzt sich gegenüber Kantonen und Gemeinden für deren Einhaltung ein und stellt ein Muster für Steckbriefe zur Verfügung.

Art. 42 Open Government Data

Das Bundesgesetz über den Einsatz elektronischer Mittel zur Erfüllung von Behördenaufgaben (EM BAG) stellt einen Meilenstein für Open Government Data (OGD) in der Schweiz dar, indem es das Prinzip *open by default* auf Bundesebene auf Gesetzesstufe einführt. Dem Bundesamt für Statistik (BFS) kommt als *Swiss Data Steward*¹ und Heimat der Geschäftsstelle OGD eine Vorbildfunktion bei der Umsetzung von Art. 10 EM BAG zu. Selbstverständlich begrüssen wir grundsätzlich Art. 42: Amtliche Statistiken haben, wenn sie in offenem und wiederverwendbarem Format zur Verfügung stehen, einen erheblichen Nutzen für Wirtschaft, Gesellschaft, Forschung und Umwelt (*High-Value Datasets*²). Dafür ist es wichtig, dass (möglichst) alle statistischen Ergebnisse nutzungsgerecht und zentral als OGD veröffentlicht werden.

Der gesellschaftliche und volkswirtschaftliche Wert, der durch die freie Verwendung spezifischer wertvoller statistischer Ergebnisse entsteht, übersteigt zudem die seitens der Bundesverwaltung erwirtschafteten (potentiellen) Einnahmen durch "die Verwendung zu Erwerbszwecken".

Wir schlagen deshalb folgende Änderungen hinsichtlich Abs. 1 und 3 vor:

1 Die Statistikproduzenten des Bundes veröffentlichen alle ~~die im Portfolio nach Artikel 9 aufgeführten~~ statistischen Ergebnisse gemäss Artikel 5 der Verordnung vom TT.MM.JJJJ¹² zum Bundesgesetz über den Einsatz von elektronischen Mitteln zur Erfüllung von Behördenaufgaben. [...]

3 ~~Artikel 20 Absatz 1 BStatG gilt auch für statistische Ergebnisse, die nach Absatz 1 und veröffentlicht werden.~~

Publizierte Tabellen und Grafiken sind als amtliche Verlautbarungen wichtige Elemente der politischen Diskussion und im Sinne der Reproduzierbarkeit der Ergebnisse bzw. der Nachvollziehbarkeit von statistikbasierten Schlussfolgerungen, nicht zuletzt wegen immer möglicher Fehlinterpretationen, nicht nur aufzubewahren, sondern ebenfalls frei zugänglich zu halten. Das Argument des zu hohen Aufwandes halten wir bei effizienter Datenbewirtschaftung für nicht stichhaltig. Es muss gewährleistet sein, dass jene Daten nutzungsgerecht veröffentlicht werden, die Dritte – insb. auch (Daten-)Journalist:innen – benötigen, um die zugehörigen Grafiken und Tabellen ohne unverhältnismässig grossen Aufwand zu replizieren:

¹ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/nadb/nadb.html>

² [Durchführungsverordnung](#) (EU) 2023/138 der Kommission vom 21. Dezember 2022 zur Festlegung bestimmter hochwertiger Datensätze und der Modalitäten ihrer Veröffentlichung und Weiterverwendung, ABI, referenziert im [Masterplan Open Government Data 2024-2027](#)

2 Die Grafiken und Tabellen eines nach Absatz 1 publizierten Datensatzes werden ebenfalls müssen nicht zusätzlich in maschinenlesbarer Form und in einem offenen Format veröffentlicht werden., sodass Dritte diese mit geringem Aufwand selbst erstellen können.

Wir danken Ihnen für die Aufmerksamkeit, die Sie unseren Bemerkungen entgegenbringen und bitten Sie, unsere Anliegen zu berücksichtigen. Für Rückfragen stehen wir gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'A' followed by several loops and a final flourish.

Andreas Kellerhals, Präsident

A handwritten signature in black ink, featuring a stylized 'F' and 'H' with a long, sweeping horizontal stroke at the end.

Florin Hasler, Geschäftsleiter

Aemterkonsultation@bfs.admin.ch

Zürich, 5. April 2024

Neue Verordnung über die Bundesstatistik: Rückmeldung zur Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren

Gerne nutzen wir als Standardisierungsorganisation im Bereich eGovernment die Gelegenheit für die folgende Anregung der Fachgruppe Geoinformation des Vereins eCH im Rahmen der Vernehmlassung zur neuen Bundesstatistikverordnung.

Im Bereich der Geodaten hat sich mit dem Bundesgesetz über Geoinformation (SR 510.62) und der zugehörigen Verordnung (SR 510.620) ein Mechanismus etabliert, der viel zur Harmonisierung von Geodaten beigetragen hat: Die Formulierung von Geodatenmodellen. Diese beschreiben auf abstrakte Weise den Inhalt von Datensätzen und fördern so den automatisierten Datenaustausch von qualitativ hochwertigen Daten.

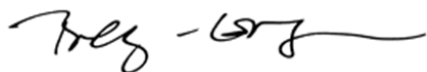
Geodatensätze sind reguläre Datensätze mit einer räumlichen Komponente. Aus diesem Grund lässt sich das Konzept der Geodatenmodelle auch auf Daten ohne räumlichen Bezug anwenden, also auch auf statistische Daten. Als Analogie zur Geoinformation könnte der Begriff «Statistikdatenmodell» zur Anwendung gelangen. Ein Statistikdatenmodell beschreibt also in technisch detaillierter Weise, welche Werte die zu erfassenden Parameter annehmen dürfen und wie statistische Datensätze zueinander in Beziehung stehen. Mittels etablierter Software-Werkzeugen lassen sich statistische Datensätze auf Konformität zum Statistikdatenmodell prüfen und damit die Datenqualität auf hohem Niveau sicherstellen.

In der Geoinformationsverordnung ist das Geodatenmodell in Art. 8 verankert: «*Den Geobasisdaten ist mindestens ein Geodatenmodell zugeordnet.*» In Analogie dazu schlagen wir folgenden Ergänzungen ([blau](#)) in der neuen Verordnung über die Bundesstatistik vor:

Bestehend	Neu
Art. 6 Statistische Grundsätze und Standards ² Die Entwicklung, die Produktion und die Verbreitung der statistischen Ergebnisse erfolgt auf der Grundlage einheitlicher Standards und harmonisierter Methoden. Die Statistiken sollen relevant, genau, aktuell, pünktlich, zugänglich, klar, vergleichbar und kohärent sein.	Art. 6 Statistische Grundsätze und Standards ² Die Entwicklung, die Produktion und die Verbreitung der statistischen Ergebnisse erfolgt auf der Grundlage einheitlicher Standards und harmonisierter Methoden mit präziser Beschreibung der verwendeten Variablen und der erhobenen Daten unter Verwendung von Statistikdatenmodellen. Die Statistiken sollen relevant, genau, aktuell, pünktlich, zugänglich, klar, vergleichbar und kohärent sein.
Art. 10 Steckbriefe ¹ Die statistischen Tätigkeiten und Ergebnisse, die im Sinne von Artikel 18 BstatG veröffentlicht werden, werden in einem Steckbrief beschrieben, der Auskunft über die verwendete Methode, die verwendeten Variablen, die Periodizität der Publikation und das Datum der Erhebung oder Befragung gibt.	Art. 10 Steckbriefe ¹ Die statistischen Tätigkeiten und Ergebnisse, die im Sinne von Artikel 18 BstatG veröffentlicht werden, werden in einem Steckbrief beschrieben, der Auskunft über die verwendete Methode, die verwendeten Variablen, das verwendete Statistikdatenmodell, die Periodizität der Publikation und das Datum der Erhebung oder Befragung gibt.

Wir danken für die Möglichkeit zur Stellungnahme und stehen bei Fragen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse



Lorenz Frey-Eigenmann
Geschäftsleiter

Bundesamt für Statistik
Petra Keller, BFS,
Chefin der Abteilung Stab
Espace de l'Europe 10
2010 Neuchâtel

E-Mail:
petra.kellergueguen@bfs.admin.ch

Rubigen, 19. März 2024

Vernehmlassung Verordnung Bundestatistik

Sehr geehrte Damen und Herren

Am 15. Dezember 2023 hat der Bundesrat die Vernehmlassung zur neuen Verordnung über die Bundesstatistik eröffnet. Anthrosocial nimmt gerne die Möglichkeit wahr, sich zu dieser neuen Verordnung zu äussern, regelt sie doch unter anderem die Durchführung von Erhebungen und Befragungen. Bei der Erarbeitung des Vertiefungsberichts zu Behinderung durch die Verbandsübergreifenden Arbeitsgruppe Prävention als Anhang zum NGO-Bericht zum Übereinkommen des Europarats zur Verhütung und Bekämpfung von Gewalt gegen Frauen und häusliche Gewalt (Istanbul-Konvention) hat uns diese Thematik stark beschäftigt. Anthrosocial bezieht sich in der Stellungnahme denn auch im Wesentlichen auf den Art. 20, Mitwirkung der Befragten.

Anthrosocial setzt sich für die Prävention und Verhinderung von Gewalt gegenüber Menschen mit Behinderungen sowie ihren Schutz ein. Wir sind den Grundsätzen der Gleichstellung und Nichtdiskriminierung verpflichtet, wie sie die Bundesverfassung, das Behindertengleichstellungsgesetz (Behig) und die UN-Behindertenrechtskonvention festschreiben. Mitbestimmung und Teilhabe der Menschen mit Behinderungen in allen Bereichen der Gesellschaft und auf allen Ebenen gilt Anthrosocial als wesentliche Rechte der Menschen mit Behinderungen.

In der Istanbul-Konvention verpflichten sich die Vertragsstaaten zu einem regelmässigen Monitoring. U.a. sollen in regelmässigen Abständen Daten über Fälle von allen in den Geltungsbereich des Übereinkommens fallenden Formen von Gewalt gesammelt werden. Die Verbandsübergreifende Arbeitsgruppe, deren Mitglied Anthrosocial ist, als Verfasserin des Vertiefungsberichts Behinderung zur Istanbul-Konvention sah sich nicht in der Lage, verlässliche Angaben zu Gewaltvorkommen gegenüber Menschen mit Behinderungen zu liefern (s. Umsetzung der Istanbul-Konvention in der Schweiz. Alternativbericht der Zivilgesellschaft. Hg. Netzwerk Istanbul Konvention, 2021, S. 36ff). Im Alternativbericht und im Vertiefungsbericht wird deshalb gefordert, dass alle Datensammlungen des

Bundes um die Kategorie Behinderung erweitert werden. „Behinderung“ muss differenziert erfasst (körperliche, psychische, kognitive, komplexe Beeinträchtigung, Sinnesbeeinträchtigung u.a.m.) werden, und alle Lebenssituationen von Menschen mit Behinderungen sind zu berücksichtigen (sowohl Wohnsituationen in Institutionen des Behindertenbereichs wie auch Formen des selbständigen Wohnens mit Begleitung oder Betreuung) (Vertiefungsbericht Behinderung, S. 12).

Parallel zur Berichterstattung im Rahmen des Monitorings zur Istanbul-Konvention verlangte das Postulat 20.3886 Roth Franziska vom 19. Juni 2020 vom Bundesrat Auskunft über die Gewaltbetroffenheit von Menschen mit Behinderungen in der Schweiz. Der Bericht des Bundesrates zu: „Gewalt an Menschen mit Behinderungen in der Schweiz“ (16.6.2023) widmet sich auf mehreren Seiten ausführlich der ungenügenden Datenlage und kommt zum Schluss: „Die Daten für eine Quantifizierung und ein Monitoring der von Menschen mit Behinderungen in der Schweiz erlittenen Gewalt weisen nach wie vor Lücken auf, insbesondere die Daten der öffentlichen Statistik.“ (Bericht des Bundesrates, S. 17) Der Bundesrat schlägt drei Massnahmen vor:

- Massnahme 1: Bessere Integration der Behindertenperspektive in die Statistiken des Bundes zum Thema Gewalt
- Massnahme 2: Verbesserung der Chancen von Menschen mit Behinderungen auf Teilnahme an Bevölkerungsumfragen, die mit Bundesmitteln finanziert werden
- Massnahme 3: Förderung der Forschung über Gewalt an Menschen mit Behinderungen und Förderung der Verbreitung dieses Wissens

Mit der neuen Verordnung zur Bundesstatistik könnte in Art. 20 (Mitwirkung der Befragten) eine wichtige Voraussetzung in Richtung Umsetzung insbesondere der Massnahme 2 erfüllt werden. Leider wird diese Chance verpasst. Art. 20 nennt in Bezug auf Personen, die aus gesundheitlichen Gründen die gestellten Fragen nicht beantworten können, als einzige Unterstützungsmöglichkeit den Beizug von Vertreterinnen und Vertreter. Ein barrierefreier Zugang von Menschen mit Behinderungen in der Kommunikation, im Verstehen, Begreifen und Formulieren ist nicht vorgesehen. Vielmehr wird diese Personengruppe – sofern sie zu den Personen mit gesundheitlichen Schwierigkeiten gehören, im eigentlichen Sinne „entmündigt“.

Der Bericht „Gewalt an Menschen mit Behinderungen in der Schweiz“ verweist durchaus darauf, welche Herausforderung es bedeutet, Befragungen so zu planen und durchzuführen, dass Menschen mit den unterschiedlichsten Beeinträchtigungen selbstbestimmt daran teilnehmen können, allenfalls unterstützt durch eine Assistentin, einen Assistenten. Die Ausführungen des Bundesrats im Bericht zur Datenerhebung verweisen aber auch auf den dringlichen Handlungsbedarf trotz allfälliger methodischer Herausforderungen. Damit Diskriminierung sich nicht fortsetzt, muss die Zugänglichkeit der Befragungen und der entsprechenden Informationen für Menschen mit unterschiedlichen Behinderungsformen gewährleistet sein.

Für Anthrosocial nicht nachvollziehbar ist, zudem die Bestimmung, weshalb Menschen, die in kollektiven Wohnformen leben, zusätzlich zur Vertretung die Bewilligung durch die Leitung brauchen (Absatz 4). Sie steht nicht in Einklang mit dem Erwachsenenschutzgesetz mit seinen differenzierten Beistandschaften.

Um sicherzustellen, dass Menschen mit Behinderungen selbständig an Befragungen teilnehmen können, beantragt Anthrosocial daher folgende Änderungen und Ergänzungen in Art. 20, Absatz 2, 3, 4 und 5:

Anträge Art. 20

2 Die ausgewählten natürlichen und juristischen Personen werden über den Charakter, die Ziele und den Ablauf der Befragung, die Rechtsgrundlage, die Verwendung der Daten orientiert. Gegebenenfalls erhalten sie auch Informationen über den Auftraggeber der Befragung und die vorgesehenen Datenschutzmassnahmen. **Alle Informationen und Orientierungen sind Menschen mit Behinderungen zugänglich, sie liegen in den geeigneten Formaten (Gebärdensprache, Braille, einfache/leichte Sprache usw.) und Kommunikationskanälen vor.**

3 (neu) Den ausgewählten Personen mit Behinderungen (der Sinne, der Kognition, der Wahrnehmung u.a.) **wird** eine Teilnahme an der Befragung und eine eigenständige Beantwortung **ermöglicht**. Die Befragung erfolgt in entsprechenden Formaten und über geeignete Kanäle. Die ausgewählte Person mit Behinderungen kann zur Beantwortung von Fragen eine Assistenzperson beiziehen,

4 (ersatzlos streichen) ~~Bei Personen, die in Anstalten, Heimen und ähnlichen Kollektivhaushaltungen wohnen und nicht selber antworten können, erfolgt die Befragung der Vertreterinnen und Vertreter im Einverständnis mit der Leitung.~~

5 (ersatzlos streichen) ~~Name und Vorname der auskunftgebenden Vertreterinnen und Vertreter nach den Absätzen 3 und 4 werden nicht erhoben~~

Der Bundesrat sieht als erste Massnahme in seinem Bericht zu Gewalt gegen Menschen mit Behinderungen die verbesserte Integration der Behindertenperspektive in die Statistiken des Bundes zum Thema Gewalt vor. Die Gegenstandsbeschreibung in der Liste der Datenbeschaffungen nach Thema im Anhang 2 zur neuen Verordnung gibt nicht eindeutig Auskunft, ob Gewalt gegen Menschen mit Behinderungen z.B. in der Erhebung 04.17. zur Prävalenz von Gewalt gegen Frauen und Männer berücksichtigt wird. Erhoben werden zwar die soziodemographischen Merkmale von Opfer und Täter, doch ist nicht klar, ob Behinderung als soziodemographisches Merkmal verstanden wird. Die gleiche Unsicherheit besteht bei der Erhebung für die Opferhilfestatistik (04.16) und der für die polizeiliche Kriminalstatistik (04.09.). Eine direkte Erwähnung der Menschen mit Behinderungen gehört unserer Ansicht nach in die Gegenstandsbeschreibung der Befragung «Zusammenleben in der Schweiz» (ZidS, 01.09), erfahren sie doch ebenso Feindschaft ihnen gegenüber wie die in der Beschreibung erwähnten Personengruppen (muslimische Personen, Personen schwarzer Hautfarbe, jüdische Personen). Explizit erwähnt ist Behinderung in der Gesundheitsbefragung.

Antrag Liste der Datenbeschaffungen nach Thema im Anhang 2

Die Beschreibungen der Gegenstände, der Art und Methode der Erhebung der gesamten Liste der Datenbeschaffungen nach Thema im Anhang 2 zur Verordnung sind daraufhin zu überprüfen, ob und wie Menschen mit einer Behinderung in den Erhebungen berücksichtigt werden.

Um die Datenlage der öffentlichen Statistik in Bezug auf Menschen mit Behinderungen zu verbessern, schlägt der Bundesrat im Bericht „Gewalt an Menschen mit Behinderungen in der Schweiz“ vor, das Potenzial von Datenverknüpfungen besser zu erforschen und dazu eine standardisierte Methodik zu entwickeln, die es ermöglicht, eine Behinderung gestützt auf die AHV/IV-Register abzuleiten (S. 19). Auch diese Überlegung sollte in die neue Verordnung Eingang

finden.

Die Anträge von Anthrosocial zur neuen Verordnung Bundesstatistik basieren auf den Erkenntnissen im Zusammenhang mit der Istanbul Konvention, gehen aber weit über den engeren Interessensbereich hinaus. Die Möglichkeit, eigenständig oder mit Assistenz an einer Bevölkerungsbefragung teilzunehmen, betrifft das Recht auf Teilhabe der Menschen mit Behinderung grundsätzlich. Diesen Standpunkt nimmt auch der Bundesrat in seinem Bericht war, wenn er auf den Grundsatz der Nichtdiskriminierung und die Bestimmungen des BehiG zum barrierefreien Zugang der Menschen mit Behinderungen zu Leistungen der Bundesverwaltung verweist (S. 19). Anthrosocial ist daher zuversichtlich, dass die Überlegungen und die beantragten Änderungen Berücksichtigung finden werden.

Freundliche Grüsse



Matthias Spalinger
Geschäftsführer Anthrosocial



Udo Pfeil
Präsident Anthrosocial

Bern, 29. Februar 2024

Vernehmlassungsantwort

Absender	Rechtsdienst BFU
Telefon	+41 31 390 22 22
E-Mail	recht@bfu.ch
Informationen	bfu.ch/politik

Neue Verordnung über die Bundesstatistik Statistik ist für die Präventionsarbeit unerlässlich

Die neue Verordnung über die Bundesstatistik ist für die BFU von grosser Bedeutung: : Jedes Jahr enden 40 000 Nichtberufsunfälle mit schweren Verletzungen, mehr als 2400 Menschen kommen ums Leben. Zum menschlichen Leid, das diese Unfälle verursachen, kommen materielle Kosten von 12 Milliarden Franken pro Jahr. Mit den richtigen Präventionsmassnahmen lassen sich jedoch viele dieser Unfälle vermeiden. Dabei gilt: Je genauer die Einflussfaktoren auf das Unfallgeschehen bekannt sind, desto zielgerichteter können präventive Massnahmen ergriffen werden. Deshalb ist eine detaillierte und umfassende Erfassung der Einflussfaktoren unverzichtbar.

Neben dem Unfallgeschehen berücksichtigt die BFU für die Beschreibung des Sicherheitsniveaus weitere Einflussfaktoren aus den Bereichen Risikoverhalten (z. B. das Überschreiten des Tempolimits im Strassenverkehr) und Schutzverhalten (z. B. das Tragen von Schutzausrüstung beim Mountainbikefahren). Systematisch und regelmässig erhobene Einflussfaktoren erlauben nicht nur, den Handlungsbedarf detaillierter zu beschreiben und Interventionen gründlicher zu planen. Sie sind auch eine wichtige Informationsquelle für die Evaluation von umgesetzten Präventionsmassnahmen.

Grundsätzliche Stellungnahme

Die BFU begrüsst es, dass mit der Zusammenlegung von zwei bisherigen Verordnungen ein transparenter Überblick über die Tätigkeiten des Bundesamts für Statistik (BFS) und der anderen Produzenten von öffentlichen Statistiken des Bundes geschaffen, das Thema künstliche Intelligenz aufgegriffen und die Anforderungen an den Datenschutz aktualisiert werden. Auch das Anliegen der Mehrfachnutzung von Daten kann die BFU nachvollziehen.

Die BFU ist im Anhang 1 als eine dem Gesetz teilweise unterstellte Institution (Art. 3 der Verordnung) aufgeführt. Die BFU ist sich der daraus resultierenden Verantwortung bewusst.

Bemerkungen zu einzelnen Bestimmungen

Ad Art 10 Steckbriefe

Das Erstellen eines Steckbriefes für alle publizierten Statistiken nach einer Vorlage des BFS ist grundsätzlich begrüssenswert. Bereits heute publiziert die BFU die Ergebnisse aus den eigenen Erhebungen mit den wichtigsten Metainformationen, wie sie auch für den Steckbrief vorgesehen sind. Unklar bleibt, wie genau die in Absatz 2 geforderte Publikation der Steckbriefe auf der eigenen Internetseite erfolgen soll und wie standardisiert die Steckbriefe hinsichtlich obligatorischer und optionaler Angaben sein müssen (Absatz 3).

Die BFU macht Menschen sicher. Als Kompetenzzentrum forscht und berät sie, damit in der Schweiz weniger folgenschwere Unfälle passieren – im Strassenverkehr, zu Hause, in der Freizeit und beim Sport. Für diese Aufgaben hat die BFU seit 1938 einen öffentlichen Auftrag.

Ad Art 13 Gremium für die Zusammenarbeit zwischen den Statistikproduzenten des Bundes

Die BFU begrüsst die Beibehaltung des Gremiums FEDESTAT – in dem sie auch vertreten ist – als wichtige Informations- und Austauschplattform für die Statistikproduzenten.

Ad Art 28–34 Datenverknüpfung

Die BFU ist auf detaillierte und umfassende Daten zum Unfallgeschehen und dessen Einflussfaktoren angewiesen. Die Verknüpfung von Datensätzen, z. B. von Unfalldaten und medizinischen Daten, bietet die Möglichkeit, vertiefte Erkenntnisse für die Unfallprävention zu gewinnen. Von daher begrüsst die BFU die Klärung und die Lockerung der Bestimmungen, insbesondere die in Art. 29 Absatz 3 in Aussicht gestellten Standardprodukte.

In Art. 30 Absatz 2 werden die «Statistikstellen der Kantone und Gemeinden» explizit berechtigt, Daten zu verknüpfen. Warum die übrigen in Anhang 1 aufgeführten Statistikproduzenten keine Berechtigung erhalten, erschliesst sich der BFU nicht. Dies ist für die BFU ein essenzielles Anliegen. Auch die übrigen Statistikproduzenten müssten sich verpflichten können, mit einem Datenschutzvertrag zu den im Art. 30 Abs. 2 genannten Bedingungen, Datenverknüpfungen machen zu dürfen.

Ad Art. 35 Neue Methoden zur Datenbearbeitung für statistische Zwecke

Es ist wichtig, dass das Thema künstliche Intelligenz im Bereich der öffentlichen Statistik aufgegriffen und geregelt wird. Die BFU begrüsst es, im neu gegründeten Koordinationsgremium Datenwissenschaft und künstliche Intelligenz vertreten zu sein.

Ad Anhang 2 – 08. SOZIALES, 08.13. (214) Erhebung von Steuerdaten natürlicher Personen

Die BFU nimmt dazu keine Stellung, da diese Daten für die Nichtberufsunfallprävention nicht unmittelbar von Bedeutung sind.

Eidgenössisches Departement des Innern EDI
Aemterkonsultationen@bfs.admin.ch

Lausanne, 25. März 2024

Neue Verordnung über die Bundesstatistik: Vernehmlassungsverfahren

Sehr geehrter Frau Bundesrätin, sehr geehrte Damen und Herren

Wir möchten uns für die Gelegenheit bedanken, zu dieser neuen Verordnung Stellung nehmen zu dürfen. Diese Stellungnahme wurde von diversen Institutionen und Personen gemeinsam erarbeitet, die mit Datenzugang und -verknüpfungen in Sozialwissenschaften oder auch der medizinischen Forschung seit Jahren befasst sind. Um diese Anliegen zu koordinieren und zu bündeln, haben wir das Expertennetzwerk linkhub.ch geschaffen.

Der Zugang zu bereits existierenden, verknüpften und auch personenbezogenen Daten aus Verwaltung und öffentlicher Statistik gewinnt als Grundlage für Forschung und Innovation zunehmend an Bedeutung. Die Forschung genießt in vielen Ländern eine Sonderstellung beim Datenzugang, da unabhängige Forschung essenziell für die Untersuchung gesellschaftlich relevanter Fragen ist. Zudem werden in der akademischen Forschung ethische Standards eingehalten und ein hoher Datenschutz gewährleistet. Die Forschung ist an nicht-personenbezogene Analysen interessiert, wodurch die Nutzung solcher Daten als wenig problematisch angesehen wird. Dieser verantwortungsvolle Umgang mit Daten ermöglicht es, dass die Forschung eine Sonderstellung hat und prinzipiell auch sensiblere oder personenbezogene Daten unter Einhaltung der rechtlichen und ethischen Vorgaben für Forschungsvorhaben nutzbar gemacht werden können.

Besonders in den Bereichen der Sozial-, Wirtschafts- und Gesundheitsforschung ist die Nutzung und Verknüpfung existierender personenbezogener Daten für die Wettbewerbsfähigkeit des Forschungsstandorts sowie als Informationsgrundlage für die Politikgestaltung in der Schweiz von grosser Relevanz. Die Covid-Pandemie hat die negativen Konsequenzen vor Augen geführt, wenn existierende Daten nicht schnell oder überhaupt nicht für wissenschaftliche Analysen zur Verfügung stehen. Seit vielen Jahren setzen wir uns bei FORS und auch im Rahmen von linkhub.ch zusammen mit anderen Akteuren dafür ein, den Zugang zu bestehenden Daten laufend zu verbessern.¹

In den letzten Jahren haben verschiedene Länder entsprechende institutionelle und rechtliche Voraussetzungen geschaffen, um bestehende Daten effizienter für die Forschung nutzbar zu machen. Für den Forschungsstandort Schweiz stehen solche Entwicklungen noch aus. Die angestrebten Änderungen werden aus unserer Sicht den Zugang zu Verwaltungsdaten für die Forschung kurzfristig verbessern. Allerdings geht der Handlungsbedarf aus unserer Sicht darüber hinaus, was in einer neuen Verordnung geregelt werden kann.

Wir unterstützen daher auch die Bestrebungen von Parlament und Bundesrat im Rahmen der Gesetzgebungsarbeiten zu einem Rahmengesetz zur Sekundärnutzung von Daten, eine umfassendere rechtliche und institutionelle Basis für die Sekundärnutzung von Daten aus allen Bereichen zu schaffen. Für die Forschung ist besonders die Nutzung von anonymisierten und verknüpften Personendaten wichtig, die nicht durch das OGD-Portal mit dem EMBAG als rechtlicher Grundlage abgedeckt sind.

Aus der Perspektive der Forschung sollten Daten der Bundesstatistik FAIR² sein, das heisst, Daten sollten zentral und einheitlich dokumentiert («Findable») sowie einfach und zeitnah für nicht-personenbezogene Forschungszwecke zugänglich gemacht werden («Accessible»). Daten sollten zudem in einer Weise strukturiert und standardisiert sein, die es ermöglicht, sie mit anderen Daten zu verknüpfen und zu kombinieren

¹ Siehe Bericht [«Accessing und linking data for research»](#), der von [FORS](#) und [linkhub.ch](#) im Auftrag der Schweizerischen Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften (SAGW) und den Akademien der Schweiz erstellt wurde. linkhub.ch ist eine gemeinsame Initiative von verschiedenen Forschungsprojekten und Institutionen, um den Zugang zu privaten und öffentlichen Daten für die Forschung zu erleichtern.

² <https://www.go-fair.org/>

(«Interoperable»), und so dokumentiert und formatiert sein, dass sie von anderen problemlos wiederverwendet werden können («Reusable»).

Die Verordnung sollte so weit wie möglich dazu beitragen, Daten der öffentlichen Verwaltung FAIR zu machen. Die neue Verordnung stellt aus Forschungssicht in vielen Bereichen Verbesserungen gegenüber der aktuellen Situation dar. Anliegen der Forschung in Bezug auf Datenverknüpfung und Datenzugang wurden in diesem Entwurf berücksichtigt, insbesondere bei den Bestimmungen:

- Art. 10, dass über Datensammlungen standardisierte Steckbriefe erstellt werden müssen;
- Art. 27, der die Möglichkeit, Daten erst zu einem späteren Zeitpunkt zu anonymisieren, ausweitet;
- Abschnitt 6 (Datenverknüpfung), der Präzisierungen, Ausweitungen, aber auch Vereinfachungen zu Datenverknüpfungen bietet, insbesondere Art. 29, dass das BFS auch Drittdaten verknüpfen kann, sowie Art. 33, dass verknüpfte Daten aufbewahrt werden können, um die Reproduzierbarkeit von Forschungsvorhaben zu gewährleisten.

Hingegen bedauern wir, dass in verschiedenen Bereichen die Verordnung das Prinzip einer zentralen Metadatenbank und einheitlicher Dokumentation (Art. 10) sowie des zentralen Datenzugangs (Art. 6, Art. 31 und Art. 46) nicht umgesetzt wird und auch gegenüber dem Vorentwurf gewichtige Änderungen zurückgenommen wurden. Hier wäre aus Forschungssicht eine Anpassung notwendig; konkrete Vorschläge dazu finden Sie unten. Insbesondere eine Zentralisierung von Dokumentation und Datenzugang ist anzustreben, um das Once-Only-Prinzip und FAIR effektiv umsetzen zu können. Zudem haben wir zu weiteren Punkten Änderungsvorschläge.

Um den Zugang zu Daten auch in der Praxis zu verbessern, ist es aus unserer Sicht zudem mittel- und langfristig notwendig, spezialisierte Infrastrukturen zu schaffen, die mit genügend Ressourcen ausgestattet sind. Solche Infrastrukturen sollten in einem definierten rechtlichen Rahmen die Möglichkeit haben, alle Prozesse abzuwickeln, die für den Zugang zu bestehenden Daten notwendig sind (Dokumentation, Bewilligung, Verknüpfung, Vertragsabwicklung, Onsite- und Remote-Access, Archivierung). Zudem sollten Forschende unterstützt werden. Eine solche Infrastruktur sollte unabhängig sein, damit sie auch Daten von Dritten verknüpfen kann. Aktuell gibt es in diversen Bereichen erhebliche rechtliche und praktische Beschränkungen, Daten dem Bund für Datenverknüpfungsprojekte zukommen zu lassen. Eine solche Institution kann inner- oder ausserhalb der Verwaltung angesiedelt sein.

In Antwort auf die konkret gestellte Frage und kohärent mit den obigen Ausführungen halten wir es für zielführend, wenn die Erhebung von Steuerdaten natürlicher Personen (Anhang 2 08. SOZIALES, 08.13. (214)) in die Verantwortung des BFS als verantwortliche Stelle fällt (Lösung 2).

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung dieser für die Forschung wichtiger Anliegen in der neuen Verordnung über die Bundesstatistik.

Mit freundlichen Grüßen

Prof. Dr. Georg Lutz, Direktor FORS und Universität Lausanne

André Golliez, Präsident Swiss Data Alliance

Prof. Dr. Ben Jann, Universität Bern

Martin Leuthold, Head of Network & Security, Deputy Managing Director switch

Prof. Dr. David H. Schiller, Dozent FHGR Chur

Prof. Dr. Kurt Schmidheiny, Universität Basel

Sebastian Sigloch, Head of Data & Insights switch

Dr. Adrian Spörri, PhD MPH, Co-Leiter SwissRDL – Medical Registries and Data Linkage, Universität Bern

Prof. Dr. Stefan Wolter, Direktor Schweizerische Koordinationsstelle für Bildungsforschung und Universität Bern

Art. 10 zentraler Zugang zu den «Steckbriefen» und Dokumentationen

Im Vorentwurf war ursprünglich vorgesehen, dass alle Steckbriefe/Metadaten gemäss einheitlichen Standards auf einer vom Bundesamt für Statistik (BFS) betriebenen, gemeinsamen Interoperabilitätsplattform des Bundes veröffentlicht werden. Die Harmonisierung der Metadaten, die Bereitstellung umfassender Dokumentationen sowie der Zugang dazu und die Einrichtung einer zentralen Metadatenplattform für sämtliche Datenbestände des Bundes sind entscheidende Voraussetzungen, um Daten für Forschungszwecke auffindbar und nutzbar zu machen. Dies ist insbesondere der Fall da in Anträgen für Datenverknüpfungen detailliert beschrieben werden muss, welche Daten wie verknüpft werden sollen. In den Metadaten der Datensammlungen sollten die Regeln für den Datenzugang detailliert beschrieben sein, ebenso wie die Datenstruktur (inklusive Details zu Variablen/Merkmalen), die Erhebungsmethode und weitere Qualitätsmerkmale, umfassend und einheitlich dokumentiert werden.

Die aktuelle Bestimmung in Art. 10 stellt im Vergleich zum Vorentwurf einen grossen Rückschritt dar, da nun keine einheitlichen Metadaten (sondern nur Empfehlungen) und keine gemeinsame Plattform mehr vorgesehen sind. Es wäre von grosser Bedeutung für die Forschungsgemeinschaft, wenn diese Änderungen revidiert und die ursprünglichen Pläne des Vorentwurfs aufgenommen würden.

Zudem sollten ein solches Portal mindestens auch für Metadaten und Dokumentation nach gleichen Standards von Personendaten aus Kantonen und Gemeinden offen sein, ähnlich wie das im opendata.swiss für ohne Beschränkungen zugängliche Daten der Fall ist.

Aktuelle Fassung	Änderungsvorschlag
Art. 10 Steckbriefe 1 Die statistischen Tätigkeiten und Ergebnisse, die im Sinne von Artikel 18 BStatG veröffentlicht werden, werden in einem Steckbrief beschrieben, der Auskunft über die verwendete Methode, die verwendeten Variablen, die Periodizität der Publikation und das Datum der Erhebung oder Befragung gibt. 2 Die Statistikproduzenten des Bundes veröffentlichen die relevanten Steckbriefe auf ihrer Internetseite. 3 Das BFS stellt ein Muster für Steckbriefe zur Verfügung.	Art. 10 Steckbriefe (Metadaten) und Dokumentationen 1 Die statistischen Tätigkeiten und Ergebnisse, die im Sinne von Artikel 18 BStatG veröffentlicht werden <u>und insbesondere alle Anhang 2 aufgeführten Datenbeschaffungen, werden in einem einheitlichen Steckbrief (Metadaten) und mit detaillierten Dokumentationen nach gemeinsamen Standards beschrieben, der Auskunft über die verwendete Methode, die verwendeten Variablen, die Periodizität der Publikation und das Datum der Erhebung oder Befragung gibt.</u> 2 <u>Die Steckbriefe (Metadaten) und Dokumentationen aller Statistikproduzenten werden in einem Bundesamt für Statistik betriebenen Portal zentral veröffentlicht.</u> 3 <u>Das BFS legt die Standards für Steckbriefe (Metadaten) fest und gibt Empfehlungen für Dokumentationen der Erhebungen.</u> 4 <u>Das BFS dokumentiert die Metadaten und Dokumentationen von Datensammlungen von Kantonen und Gemeinden im Portal.</u>

Art. 27 Anonymisierung

In der Praxis treten immer wieder Probleme bei der Interpretation auf, wann Daten als anonymisiert gelten können. In gewissen juristischen Auslegungen wird verlangt, dass eine Identifizierung durch vorhandene Personenmerkmale vollkommen ausgeschlossen sein muss. Dieser Ansatz ist realitätsfremd, da theoretisch bereits die Kombination weniger Merkmale zur Identifikation einzelner Personen führen könnte. Daher schlagen wir vor, einen probabilistischen Ansatz der Anonymisierung ausdrücklich zu verankern wie das im Humanforschungsgesetz Art. 3 i. ebenfalls festgehalten ist, das heisst, Daten gelten auch als anonymisiert, wenn die Re-Identifizierung nur mit einem unverhältnismässigen Aufwand möglich ist. Der probabilistische Ansatz erkennt an, dass ein Restrisiko der Identifizierbarkeit besteht, dieses jedoch nur mit erheblichem Aufwand, spezifischem Wissen und der Möglichkeit, existierende Informationen abzugleichen, realisierbar ist.

Zudem schlagen wir vor, dass der Zugang zu sensiblen Personendaten allenfalls weiter reguliert werden kann (siehe Ausführungen zu Art. 38.)

Aktuelle Fassung	Änderungsvorschlag
Art. 27 Pseudonymisierung und Anonymisierung von aufbereiteten Einzeldaten 3 Die Statistikproduzenten des Bundes anonymisieren die Einzeldaten, sobald deren Bearbeitungszweck dies zulässt, spätestens jedoch 30 Jahre nach ihrer Beschaffung. Für die Erstellung von sehr langen Zeitreihen beträgt die Frist 100 Jahre. Zur Anonymisierung löschen die Statistikproduzenten den statistischen Identifikator und die personenidentifizierenden Angaben, einschliesslich der AHV-Nummer.	Art. 27 Pseudonymisierung und Anonymisierung von aufbereiteten Einzeldaten 3 Die Statistikproduzenten des Bundes anonymisieren die Einzeldaten, sobald deren Bearbeitungszweck dies zulässt, spätestens jedoch 30 Jahre nach ihrer Beschaffung. Für die Erstellung von sehr langen Zeitreihen beträgt die Frist 100 Jahre. Zur Anonymisierung löschen die Statistikproduzenten den statistischen Identifikator und die personenidentifizierenden Angaben, einschliesslich der AHV-Nummer. <u>Daten gelten als anonymisiert, sobald Datensubjekte nicht, oder nur mit unverhältnismässigem Aufwand auf eine bestimmte Person zurückgeführt werden können.</u>

Abschnitt 6 Datenverknüpfungen (Art. 28 – Art. 36)

Es ist sehr zu begrüßen, dass die Möglichkeiten zur Verknüpfung von Daten in verschiedenen Bereichen präzisiert und ausgebaut werden. Dies ist ein wichtiges Anliegen der Forschung und auch Voraussetzung für die Umsetzung des Once-Only-Prinzips. Von besonderer Bedeutung ist dabei die Speicherung von Daten zur Gewährleistung der Reproduzierbarkeit von Forschungsergebnissen (Art. 33), ein zentrales Anliegen der Forschungsgemeinschaft, ohne das heutzutage Publikationen in vielen Zeitschriften nicht mehr möglich sind.

Allerdings sollte die neue Verordnung in bestimmten Bereichen weitere Präzisierungen vornehmen:

- Das Bundesamt für Statistik (BFS) sollte gemäss Art. 29 ausdrücklich befugt werden, alle Daten der Statistikproduzenten des Bundes sowie die in Anhang 2 gelisteten Datensammlungen zu verknüpfen und für Forschungszwecke bereitzustellen.
- Es sollte angestrebt werden, dass für den Zugang zu Statistikdaten des Bundes lediglich ein einziger Vertrag erforderlich ist. Dem BFS sollte daher die Befugnis erteilt werden, alle notwendigen Datenschutzverträge auch mit externen Stellen für Daten, die unter die Bundesstatistikverordnung fallen, abschliessen zu können. Die derzeit komplexen Vertragsbeziehungen mit verschiedenen Bundes- sowie weiteren Drittstellen stellen ein grosses praktisches Hindernis bei Datenverknüpfungsprojekten in der Forschung dar und können zu erheblichen zeitlichen Verzögerungen führen, manchmal über mehrere Jahre. Zukünftig sollte es möglich sein, ausschliesslich mit dem BFS einen entsprechenden Vertrag zu schliessen, ohne zusätzliche Abkommen mit anderen Stellen eingehen zu müssen. Wenn dem BFS in Art. 29 explizit die Erlaubnis erteilt wird, alle Daten zu verknüpfen, sollte dies auch kein Problem darstellen.
- Damit solche Verknüpfungen nicht nur theoretisch, sondern auch praktisch gemacht werden können, müssen Strukturen geschaffen und Ressourcen zur Verfügung gestellt werden. Zu prüfen wäre, ob innerhalb des BFS eine Einheit analog des Forschungsdatenzentrums (FDZ) in Deutschland geschaffen werden könnte. Ein solches Zentrum muss ausreichend und nachhaltig finanziert sein und über Strukturen verfügen, die auch eine Einbindung der Forschungsgemeinschaft beinhalten.

Aktuelle Fassung	Änderungsvorschlag
Art. 29 Grundsätze 2 Das BFS kann zur Erfüllung seiner statistischen Aufgaben sowohl eigene Daten als auch Daten, über die es keine Datenherrschaft hat (Drittdata), verknüpfen. 3 Es kann Daten zur Erstellung von Standardprodukten verknüpfen, die hauptsächlich Forschungszwecken dienen. Solche Datenverknüpfungen sind bei regelmässiger Nachfrage durch die Forschung oder anderer Ämter zulässig.	Art. 29 Grundsätze <u>2 Das BFS darf zur Erfüllung seiner statistischen Aufgaben sowohl eigene Daten als auch alle Daten der Statistikproduzenten des Bundes sowie die in Anhang 2 aufgeführten Datenbeschaffungen verknüpfen. Zudem kann das BFS auch weitere Daten, über die es keine Datenherrschaft hat (Drittdata), verknüpfen.</u> 3 Es kann Daten zur Erstellung von Standardprodukten verknüpfen, die hauptsächlich Forschungszwecken dienen. Solche Datenverknüpfungen sind bei <u>regelmässiger</u> Nachfrage durch die Forschung oder anderer Ämter zulässig.

	4 Das BFS stellt Ressourcen bereit, um Datenverknüpfungen für Dritte vornehmen zu können. Es kann ein eigenes Zentrum für Datenverknüpfungen und die Unterstützung der Forschenden schaffen.
Art. 31 Bekanntgabe verknüpfter Daten Soweit das Gesetz für nicht personenbezogene Zwecke wie Forschung, Planung und Statistik die Bekanntgabe von Daten an Forschungs- und Statistikstellen des Bundes sowie an Dritte vorsieht, kann das BFS verknüpfte Daten unter den Voraussetzungen nach Artikel 38 bekanntgeben.	Art. 31 Bekanntgabe verknüpfter Daten Soweit das Gesetz für nicht personenbezogene Zwecke wie Forschung, Planung und Statistik die Bekanntgabe von Daten an Forschungs- und Statistikstellen des Bundes sowie an Dritte vorsieht, gibt das BFS verknüpfte Daten unter den Voraussetzungen nach Artikel 38 bekannt. <u>Das BFS ist befugt, Verknüpfungs- und Datenschutzverträge für alle Statistikproduzenten des Bundes nach Art 2 sowie für alle in Anhang 2 aufgeführten Datenbeschaffungen abzuschliessen.</u>

Art. 38 Bekanntgabe von Daten

Aus der Perspektive der Forschung wäre es äusserst wünschenswert, wenn alle Statistikdaten – analog zu den OGD-Daten – zentral und einheitlich für Forschungszwecke bereitgestellt und hierfür eine Verpflichtung etabliert würden. Das gegenwärtige System, in dem Daten von einzelnen Statistikproduzenten, sprich Ämtern, zur Verfügung gestellt werden, macht die Nutzung dieser Daten kompliziert. Wir empfehlen darum, dem Bundesamt für Statistik (BFS) die Verantwortung zu übertragen, sämtliche Daten der Bundesstatistikproduzenten gemäss Artikel 2 sowie alle in Anhang 2 genannten Datenbeschaffungen zugänglich zu machen. Zudem wäre es wünschenswert, dass das BFS auch Daten von Kantonen und Gemeinden zugänglich macht.

Die Datennutzung kann im Falle sensibler Personendaten eingeschränkt werden. Wirksamer Datenschutz besteht in der Praxis aus einem Portfolio von Massnahmen, nur so kann Schutz und Nutzen in Einklang gebracht werden. Praxiserprobte Ansätze gibt es dazu. Etwa das Rahmenwerk "Five Safes", das sicherstellt, dass Daten unter Berücksichtigung von Vertraulichkeit behandelt werden (sichere Daten), Forschungsprojekte zum öffentlichen Wohl von Dateninhabern genehmigt werden (sichere Projekte), Forscher geschult und autorisiert sind, Daten sicher zu nutzen (sichere Personen), eine sichere Umgebung unbefugte Nutzung verhindert (sichere Umgebungen) und Ausgaben gefiltert sowie genehmigt werden, um keine sensiblen Informationen preiszugeben (sichere Ergebnisse).³

In der Praxis bedeutet dies, dass je sensibler die Daten und je höher die Wahrscheinlichkeit einer Re-Identifizierung, desto höher können auch die Restriktionen für die Nutzung sein (z.B. dass Daten nicht mehr transferiert werden, sondern via remote access, oder in gesicherten Räumen für Analysen zur Verfügung stehen). Hierfür sind entsprechende technische System und Einrichtungen zu schaffen.

Aktuelle Fassung	Änderungsvorschlag
Art. 38 Bekanntgabe von Einzeldaten aus der Bundesstatistik 1 Die zuständigen Organe können die Einzeldaten, die sie gestützt auf eine rechtliche Grundlage zur Erfüllung ihrer statistischen Aufgaben beschafft haben, Privaten oder öffentlichen Stellen und Statistikstellen internationaler Organisationen für statistische Arbeiten zur Verfügung stellen, sofern: [...]. c. die nötigen Sicherheitsmassnahmen ergriffen werden.	Art. 38 Bekanntgabe von Einzeldaten aus der Bundesstatistik 1 Das Bundesamt für Statistik macht die <u>Einzeldaten aller Statistikproduzenten des Bundes nach Art 2 sowie für alle in Anhang 2 aufgeführten Datenbeschaffungen für nicht-personenbezogene Zwecke zugänglich, sofern:</u> [...]. c. die nötigen Sicherheitsmassnahmen ergriffen werden. <u>Der Zugang zu besonders sensible Daten kann via remote access oder in gesicherten Einrichtungen gewährt werden.</u>

Art. 40 Datenverknüpfung im Auftrag Dritter

In der aktuellen Regelung darf nur das Bundesamt für Statistik (BFS) die Pseudo-ID für die Verknüpfung von Daten Dritter erstellen. Dies bedeutet, dass Dritte den kompletten Forschungsdatensatz mit allen relevanten

³ <https://ukdataservice.ac.uk/help/secure-lab/what-is-the-five-safes-framework/>

Informationen, einschliesslich identifizierender Personendaten und weiteren Forschungsdaten wie medizinischen oder Steuerdaten, dem BFS für die Verknüpfung übergeben müssen. Dies verhindert Projekte, bei denen ein Dritter nicht bereit oder befugt ist, den vollständigen Datensatz zur Verknüpfung an das BFS zu senden.

Es stellt sich die Frage, inwiefern die vollständige Übergabe von Forschungsdaten an das BFS, einschliesslich identifizierender Personendaten und spezifischer Forschungsdaten, mit Artikel 7, Absatz 3 des Datenschutzgesetzes (DSG) vereinbar ist, der vorschreibt, dass die Datenverarbeitung auf das für den Verwendungszweck notwendige Minimum beschränkt sein muss, es sei denn, die betroffene Person bestimmt anders. Für die Verknüpfung sind eigentlich nur die identifizierenden Merkmale (wie AHV-Nummer, Name, Vorname und Geburtsdatum) erforderlich und nicht weitere persönliche Informationen, wie z.B. Steuer- oder medizinische Daten, die daher nicht an das BFS geliefert werden müssten.

Eine mögliche Lösung könnte sein, dass 1. der Projektpartner die Pseudo-ID des BFS zusammen mit seiner eigenen Projekt-ID nach der Verknüpfung zurückerhält oder dass 2. ein vom Bund/BFS beauftragter Partner die Erstellung der Pseudo-ID und die Erstellung eines finalen Forschungsdatensatzes nach der Verknüpfung übernimmt. Dieser Partner würde ein Informationssystem nutzen, um die Projektdaten Dritter temporär zu verarbeiten, das physisch vollständig vom BFS getrennt ist.

Aktuelle Fassung	Änderungsvorschlag
Art. 40 Datenverknüpfung im Auftrag Dritter [...] 4 Die Erstellung eines projektspezifischen Pseudo-Identifikators, mit dem die Daten der verschiedenen Quellen auf der Ebene der statistischen Einheit verbunden werden können, bleibt in jedem Fall dem BFS vorbehalten.	Art. 40 Datenverknüpfung im Auftrag Dritter [...] 4 Die Erstellung eines projektspezifischen Pseudo-Identifikators, mit dem die Daten der verschiedenen Quellen auf der Ebene der statistischen Einheit verbunden werden, bleibt <u>in jedem Fall dem BFS, oder einem vom BFS beauftragten Partner</u> vorbehalten.

Art. 48 Zugang zum Stichprobenregister

In der aktuellen Fassung ist der Zugang zum Stichprobenregister (Art. 59) ausschliesslich auf Projekte von nationaler Bedeutung beschränkt, die eine Förderung durch den Schweizerischen Nationalfonds (SNF) erhalten. Diese Beschränkung des Zugangs auf Projekte, die lediglich durch den SNF gefördert werden, halten wir für zu restriktiv. Es existieren zahlreiche weitere Fördermöglichkeiten, wie beispielsweise die Projektförderung im Rahmen von Horizon Europe, bei dem die Schweiz als Gastland auftritt, Innovationsförderung durch Innosuisse oder interne Förderinstrumente der Hochschulen.

Aktuelle Fassung	Änderungsvorschlag
Art. 48 Bekanntgabe von Daten aus dem Register [...] d. Forschungsvorhaben, die vom Schweizerischen Nationalfonds finanziert und als Forschungsvorhaben von nationaler Bedeutung nach Artikel 3 Absatz 2 Buchstabe c BStatG beurteilt werden; e. internationale Forschungsvorhaben, die vom Schweizerischen Nationalfonds mitfinanziert werden.	Art. 48 Bekanntgabe von Daten aus dem Register [...] d. Forschungsvorhaben die vom Schweizerischen Nationalfonds finanziert und als Forschungsvorhaben von von nationaler Bedeutung nach Artikel 3 Absatz 2 Buchstabe c BStatG; e. internationale Forschungsvorhaben, die vom Schweizerischen Nationalfonds mitfinanziert werden.